

**SAINTES - GRANDE RIVES - L'AGGLO**

---

**PROCÈS-VERBAL  
DE LA RÉUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE  
DU 15 DÉCEMBRE 2023**

Le Conseil Communautaire de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo s'est réuni à Bussac sur Charente, le 15 décembre 2023, sous la présidence de Monsieur Bruno DRAPRON.

Étaient présents :

Monsieur Bruno DRAPRON,  
Monsieur Eric PANNAUD,  
Monsieur Francis GRELLIER,  
Madame Marie-Line CHEMINADE,  
Monsieur Frédéric ROUAN,  
Monsieur Fabrice BARUSSEAU,  
Monsieur Pierre-Henri JALLAIS (sauf pour la  
délibération n°2023-247 et de la délibération  
n°2023-248 à la délibération n°2023-257),  
Monsieur Jérôme GARDELLE,  
Monsieur Jean-Luc MARCHAIS,  
Monsieur Philippe CALLAUD,  
Monsieur Pascal GILLARD,  
Monsieur Philippe DELHOUME,  
Madame Caroline AUDOUIN,  
Monsieur Alain MARGAT,  
Monsieur Jean-Marc AUDOUIN,  
  
Monsieur Gérard PERRIN,  
Madame Aurore DESCHAMPS,  
Monsieur Bernard CHAIGNEAU (à partir de la  
délibération n°2023-280),

Monsieur Joseph de MINIAC,  
Monsieur Stéphane TAILLASSON,  
Madame Agnès POTTIER,  
Monsieur David MUSSEAU,  
Monsieur Bernard COMBEAU,  
Monsieur Michel ROUX,  
  
Monsieur Jean-Luc FOURRE (sauf pour les  
délibérations n°2023-248 à 2023-254),  
Madame Annie GRELET,  
Madame Marie-France DREY,  
Monsieur Jean-Claude CHAUVET,  
Monsieur Philippe ROUET,  
Madame Martine NATUREL,  
Monsieur Ammar BERDAÏ,  
Madame Charlotte TOUSSAINT,  
Monsieur Thierry BARON (sauf pour les  
délibérations n°2023-286 et 2023-287),  
Monsieur Joël TERRIEN,  
Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE,  
Madame Joëlle DUJARDIN,  
Madame Eliane TRAIN.

Madame Anne-Sophie SERRA-DAVISSEAU donne pouvoir à M. Pierre-Henri JALLAIS (sauf pour la  
délibération n°2023-247, et de la délibération n°2023-248 à la délibération n°2023-257),  
Monsieur Jean-Michel ROUGER donne pouvoir à Monsieur Gérard PERRIN,  
Monsieur Eric BIGOT donne pouvoir à Monsieur David MUSSEAU,  
Monsieur Pierre-Henri JALLAIS donne pouvoir à Monsieur Fabrice BARUSSEAU (à partir de la délibération  
n°2023-258),  
Monsieur Alexandre GRENOT donne pouvoir à Monsieur Jean-Marc AUDOUIN,  
Madame Martine MIRANDE donne pouvoir à Monsieur Jérôme GARDELLE,  
Mme Véronique CAMBON donne pouvoir à Madame Charlotte TOUSSAINT,  
Monsieur Philippe CREACHCADEC donne pouvoir à Monsieur Joël TERRIEN,  
Monsieur Laurent DAVIET donne pouvoir à Monsieur Thierry BARON (pour les délibérations n°2023-286  
et 2023-287),  
Monsieur Pierre MAUDOUX donne pouvoir à Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE,  
Madame Evelyne PARISI donne pouvoir à Monsieur Bruno DRAPRON,  
Madame Véronique TORCHUT donne pouvoir à Monsieur Ammar BERDAÏ,  
Madame Amanda LESPINASSE donne pouvoir à Monsieur Frédéric ROUAN,  
Madame Françoise LIBOUREL donne pouvoir à Monsieur Stéphane TAILLASSON

Mesdames et Messieurs Jean-Luc FOURRE (pour les délibérations n°2023-248 à 2023-254), Anne-Sophie SERRA-DAVISSEAU (pour la délibération n°2023-247 et à partir de la délibération n°2023-258), Gaby TOUZINAUD, Bernard CHAIGNEAU (jusqu'à la délibération n°2023-279), Pierre-Henri JALLAIS (pour la délibération n°2023-247), Sylvie CHURLAUD, Christelle BASSO-FIN, Pierre HERVE, Thierry BARON (jusqu'à la délibération n°2023-285), Dominique DEREN, François EHLINGER, Laurent DAVIET (jusqu'à la délibération n°2023-285), Charles DELCROIX, Véronique ABELIN-DRAPRON, Pierre DIETZ, Jean-Philippe MACHON, Jean-Pierre ROUDIER, Céline VIOLLET, Rémy CATROU, Florence BETIZEAU, sont excusés.

Madame Agnès POTTIER est désignée secrétaire de séance.

\*\*\*\*\*

En préambule, Monsieur le Président propose à l'Intersyndicale de prendre la parole, comme elle l'avait fait en Conseil Municipal de la Ville de Saintes.

Un intervenant prend la parole au nom de l'Intersyndicale FO, CGT et CFDT afin de revendiquer la prime pouvoir d'achat, qui est accordée dans le privé et dans le public, mais pas au sein de l'Agglomération. Il s'adresse au Président, mais également aux élus qui vont voter, font partie de la collectivité, et ont peut-être déjà délibéré sur cette question pour certains d'entre eux. Il donne lecture d'un tract distribué en séance :

*« La prime pouvoir d'achat, ce n'est pas si Saintes !*

*Mesdames et Messieurs les élus, une nouvelle fois la fonction publique territoriale et sa libre administration prennent les agents territoriaux pour une sous-catégorie de fonctionnaires. Le gouvernement a rendu obligatoire le versement de cette prime dans les fonctions publiques d'État, hospitalière et militaire, mais dans son décret du 31 octobre dernier, il l'a rendue facultative dans la fonction publique territoriale. Pour rappel, cette prime est comprise entre 300 et 800 euros en fonction des revenus bruts. A la Ville, au CCAS et à la CDA de Saintes, le maire Président nous oppose un refus catégorique, sans aucune possibilité de dialogue social. Les agents de la fonction publique territoriale, et notamment ceux de vos collectivités, ont démontré leur nécessité absolue durant chaque crise (Covid, inondations, tempêtes). Ils ont le sentiment d'être une nouvelle fois du mauvais côté de la barrière. L'injustice grandit. Nous vous demandons l'ouverture immédiate de réelles négociations pour la mise en place de cette prime dans l'esprit du décret. Nous tenons à vous informer que de nombreuses collectivités de toutes tailles sur notre territoire sont en cours de délibération favorable : la CDA de la Rochelle, La Gorre, Aigrefeuille d'Aunis, Saint-Jean d'Angély, Saint-Georges des Coteaux, le Conseil Régional, la mairie de Marans, la mairie de Bussac, Saint-Vaize, Chaniers... Nous saluons ces collectivités, qui reconnaissent à juste titre la valeur de ces agents. Pour ces raisons, nous demandons d'interpeller notre maire Président afin qu'il revoie sa position et qu'il ouvre immédiatement de réelles négociations dignes du dialogue social que les agents méritent ».*

Monsieur le Président constate que le quorum est atteint et donne lecture des pouvoirs reçus. Il procède à l'appel des membres.

Madame Agnès POTTIER est désignée secrétaire de séance.

Monsieur le Président remercie la commune de Bussac sur Charente d'accueillir le Conseil Communautaire, celui-ci ayant dû être délocalisé du fait des inondations qui empêchent l'accès au siège de l'Agglomération. Le boulevard Guillet-Maillet est fortement touché ainsi que la rue Eugène Fromentin. A 16 heures, le niveau de la crue était de 5,80 mètres au pont Palissy. Au regard des prévisions de la DDTM et des informations transmises, les 6,15 mètres devraient être approchés dimanche après-midi. La décrue est déjà annoncée comme très lente. Monsieur le Président remercie le service de restauration de l'Agglomération, qui fournit l'alimentation de celles et ceux qui viennent travailler sur le territoire. Les villes de la Rochelle, Royan et Rochefort apportent leur soutien et ont mis à disposition leurs services.

Le Conseil Communautaire va être assez long puisqu'il comporte 76 délibérations, dont un certain nombre sont liées au budget. Le Débat d'Orientations Budgétaires a eu lieu le mois précédent. Pour rappel, le budget s'élève à près de 36 millions d'euros en fonctionnement, dont 22 millions sont consacrés aux charges du personnel. Il s'agit d'une augmentation de 5,6% par rapport à l'année précédente. Le budget d'investissement s'élève à environ 10 millions d'euros.

Les délibérations seront votées à main levée du fait de l'absence de matériel informatique. Un certain nombre de délibérations ont été regroupées, mais chacune sera votée séparément. Les présentations seront limitées afin de laisser la place aux débats, et aux questions. Trois délibérations ont été reçues sur table, et Monsieur le Président s'assure que personne ne s'y oppose.

\*\*\*\*\*

## **Approbation des Procès-verbaux des Conseils Communautaires du 27 septembre et du 9 novembre 2023**

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE fait savoir qu'elle ne prendra pas part au vote. Les deux procès-verbaux sont en effet votés conjointement, et elle était absente lors de la dernière réunion.

Monsieur le Président en prend note.

*Les Procès-verbaux des Conseils Communautaires du 27 septembre et du 9 novembre sont approuvés.*

\*\*\*\*\*

## **UNE AGGLOMÉRATION DOTÉE DE SERVICES SUPPORTS ET RESSOURCES**

\*\*\*\*\*

### **RESSOURCES HUMAINES**

\*\*\*\*\*

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE souhaiterait disposer de la nouvelle disposition adoptée. Les éléments ne sont pas fournis. Elle demande également si le syndicat a approuvé ces modifications.

Madame Marie-Line CHEMINADE indique que les documents ont été annexés. En ce qui concerne le vote des syndicats, quatre votes contre et deux abstentions ont été enregistrés pour les représentants du personnel.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE en déduit qu'il n'est pas tenu compte de leur avis.

Madame Marie-Line CHEMINADE souligne que deux abstentions ont été enregistrées, le vote n'est donc pas défavorable à l'unanimité. Deux réunions de travail ont eu lieu avec les partenaires sociaux afin de travailler sur une modification du protocole du temps de travail.

Monsieur Michel ROUX a cru comprendre que le protocole d'accord majoritairement refusé par les syndicats l'avait été parce qu'il n'intégrait pas le décret 2020-592, qui permet une majoration du taux des heures complémentaires de 10%. Il explique qu'il ne votera pas cette délibération. La présence des agents à l'entrée de la salle n'est guère surprenante, ce décret n'est pas appliqué et ils ne perçoivent pas de prime de pouvoir d'achat. Dans cette période de crues, leur rôle va être important.

Madame Marie-Line CHEMINADE approuve. Elle explique que le paiement des heures complémentaires ne fait pas partie du protocole d'accord, cependant les syndicats ont indiqué qu'ils adhéreraient au protocole si la décision était prise de payer les heures complémentaires. Le sujet a été ouvert, et cet aspect sera regardé.

Monsieur le Président signale que 117 agents ont été déprécarisés au cours de la mandature, soit 330 000 euros de dépenses supplémentaires.

\*\*\*\*\*

## **2023-212.Organisation du temps de travail - Cycles de travail/Régime des congés/heures supplémentaires/Télétravail**

*Le rapporteur rappelle que les agents de la Communauté d'Agglomération de Saintes non exposés à des sujétions particulières ont la possibilité de travailler sur un cycle de 35 heures, 36 heures, 37 heures et 39 heures. Le choix de ce dernier cycle (39 heures) n'est possible que pour les cadres de direction.*

*Depuis le Covid, de nouvelles réalités d'organisationnelles sont apparues (travail à distance...) et afin de mieux répartir les périodes d'activité et de repos au cours de l'année, un travail a été réalisé avec les organisations syndicales pour tenir compte des remontées de l'audit RPS (cycle de 39h générerait beaucoup de jours sur le CET ce qui ne va pas dans le sens du bien-être au travail), des usages et modifications du travail et des attentes des élus.*

*Compte tenu de l'ensemble de ces éléments, il est proposé de modifier le protocole du temps de travail et le règlement intérieur relatif au compte épargne temps (CET) :*

- *en supprimant, pour les cadres de direction, l'option pour cycle de travail à 39 heures et en maintenant les cycles 35 heures, 36 heures et 37 heures.*

- en instaurant le principe de planification des RTT au semestre mettant ainsi au cœur du dispositif le responsable de service qui devra veiller au planning de l'ensemble des congés de son secteur et à la régularité de la pose de ces jours tout au long de l'année.
- en maintenant l'organisation sur 4 jours, 4,5 jours ou 5 jours aux de l'agent mais en garantissant la continuité du service. Le choix de l'agent devra s'exprimer pour une année civile et sera réinterrogé chaque année avant les vacances de la Toussaint pour tenir compte de l'évolution du service d'appartenance et ce dès 2024 (fin d'année) pour une application au 01 janvier 2025.
- en précisant que les agents, hors agents annualisés, pourront choisir entre la récupération ou le paiement des heures supplémentaires au titre des indemnités horaires pour travaux supplémentaires. Les agents dont le temps de travail est annualisé, pourront, quant à eux, choisir entre le paiement des heures supplémentaires ou l'alimentation du Compte Epargne Temps (CET) avec les heures supplémentaires réalisées. La prise des jours CET alimentés par les heures supplémentaires sera validée par le supérieur hiérarchique et sera de 5 jours maximum par an afin d'assurer la continuité du service. Ce choix sera opéré chaque année avant les vacances de la Toussaint.

Il est également proposé de préciser les modalités d'organisation du télétravail (article 2 point 1.) prévues dans le règlement télétravail approuvé par la délibération n°2021-218 du 14 décembre 2021 portant pérennisation du dispositif « télétravail » suite à l'expérimentation à savoir que le télétravail est :

- de 2 jours maximum par semaine pour un agent à temps complet et 3 jours minimum de présentiel hors pose de congés et RTT ;
- de 1 jour maximum par semaine pour un agent à temps partiel quelque soit la quotité de temps de travail et 2 jours minimum de présentiel hors pose de congés et RTT.

#### **Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),

Vu le Code général de la Fonction Publique,

Vu le décret n°85-1250 du 26 novembre 1985 relatif aux congés annuels,

Vu le décret n°2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'ARTT dans la Fonction Publique d'Etat,

Vu le décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 relatif à l'ARTT dans la Fonction Publique Territoriale,

Vu la délibération n°2017-235 du 14 décembre 2017 portant protocole d'accord fixant les modalités d'application de l'optimisation et modernisation de l'organisation du temps de travail,

Vu la délibération n°2019-100 portant modification du règlement intérieur relatif au compte épargne temps adopté initialement par délibération du bureau communautaire en date du 25 août 2005,

Vu la délibération n°2021-218 du 14 décembre 2021 portant pérennisation du dispositif « télétravail » suite à l'expérimentation,

Vu les statuts « Saintes -Grandes Rives - L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023,

Considérant la nécessité de mettre à jour le protocole d'accord du temps de travail afin de prendre en compte les nouvelles réalités d'organisation du travail et remettre l'encadrant au cœur du dispositif de la prise de congés et RTT, tout au long de l'année,

Vu l'avis du Comité Social Territorial du 4 décembre 2023,

#### **Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'abroger**, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, les dispositions des articles 2.1/3.1/3.2/3.3/3.4 /3.5/4.1 du protocole d'accord fixant les modalités d'application de l'optimisation et modernisation de l'organisation du temps de travail adopté par délibération n°2017-235 du 14 décembre 2017.
- **d'approuver**, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, les nouvelles dispositions des articles 2.1/3.1/3.2/3.3/3.4 /3.5/4.1 du protocole sus-énoncé comme indiqué en annexe de la présente délibération.

- **de modifier**, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, chacun pour ce qui les concerne, les règlements relatifs au Compte Epargne Temps (CET) et au télétravail selon les dispositions sus-énoncées.
- **d'autoriser** Monsieur le Président ou son représentant en charge des Ressources Humaines et du Dialogue Social, et de l'Administration générale à signer tout document à cet effet.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 44 Voix pour
- 3 Voix contre (M. Michel ROUX, et Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

**2023-213. Accord de lancement d'une consultation par l'intermédiaire du Centre de Gestion de la Charente-Maritime (CDG17) en prévision de l'établissement d'une convention de participation de l'employeur à la protection sociale complémentaire**

Madame Marie-Line CHEMINADE explique qu'il s'agit d'une obligation, pour laquelle l'Agglomération abondera à hauteur de 50%. L'obligation sera effective à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025. Le Centre de Gestion 17 va se charger de la procédure d'appel d'offres sur l'ensemble du département afin de bénéficier des meilleurs prix.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

Le rapporteur rappelle que la réforme de la protection sociale complémentaire initiée par l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique et le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement, rend la participation financière des employeurs publics au financement des garanties couvrant le risque prévoyance de leurs agents obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

La couverture prévoyance ou « garantie maintien de salaire » couvre les risques liés à l'incapacité de travail, et le cas échéant, tout ou partie des risques d'invalidité et liés au décès.

L'accord collectif national du 11 juillet 2023 portant réforme de la protection sociale complémentaire des agents publics territoriaux prévoit que l'employeur doit contribuer à hauteur de 50% minimum de la cotisation payée par ses agents. Cette participation doit se faire par le biais d'un contrat collectif à adhésion obligatoire dont les garanties doivent prévoir à minima un maintien de 90% du salaire net en cas d'incapacité temporaire de travail et d'invalidité permanente.

Le dispositif réglementaire prévoit donc deux possibilités pour les collectivités et leurs groupements, exclusives l'une de l'autre, s'agissant de la couverture prévoyance :

- La mise en place d'une convention de participation via une procédure de mise en concurrence lancée en propre.
- L'adhésion à une convention de participation proposée par leur Centre de gestion.

Aux termes des articles L.827-7 et L.827-8 du Code Général de la Fonction Publique, les centres de gestion ont, en effet, l'obligation de conclure une convention de participation pour le compte des collectivités et établissements de leur ressort qui le demandent.

Par conséquent, le Centre de gestion de la Charente-Maritime a décidé de lancer en 2024 une consultation afin de conclure une convention de participation dans le domaine de la prévoyance. Il propose aux collectivités intéressées de se joindre à cette procédure en lui donnant mandat par délibération.

L'article 3.2 de l'accord collectif national du 11 juillet 2023 prévoit la nécessité de négocier, préalablement au lancement de la procédure de marché public, un accord avec les organisations syndicales représentatives afin de définir les garanties du futur contrat et de désigner un comité paritaire de pilotage pour sa passation

et son suivi. Le mandat donné pour lancer la consultation implique donc que soit également donné mandat au Centre de gestion pour mener cette négociation.

Afin de respecter l'échéance imposée par le décret et en fonction des mandats confiés par les collectivités, le Centre de gestion sera en mesure de proposer une convention de participation dans le domaine de la prévoyance à l'été 2024 pour un début d'exécution du marché au 1<sup>er</sup> janvier 2025.

A l'issue de cette consultation, les collectivités et leurs groupements conserveront l'entière liberté de signer ou non la convention de participation qui leur sera proposée.

Les garanties et les taux de cotisation obtenus seront présentés aux collectivités et leurs groupements ayant donné mandat qui seront amenées à les présenter à leur organe délibérant.

#### **Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu Code Général de la Fonction Publique, et notamment les articles L.827-1 à L.827-12, L.221-1 à L.227-4,

Vu l'ordonnance n°2021-1574 du 24 novembre 2021,

Vu le décret n°2022-581 du 20 avril 2022,

Vu l'accord collectif national du 11 juillet 2023,

Vu les statuts de « Saintes - Grandes Rives - L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023,

Vu la délibération du conseil d'administration du Centre de gestion de la Charente-Maritime approuvant le lancement d'une consultation pour conclure une convention de participation dans le domaine de la prévoyance,

Vu l'avis du comité social territorial en date du 4 décembre 2023,

Considérant l'intérêt de participer à la consultation proposée par le Centre de gestion de la Charente-Maritime afin de pouvoir prendre une décision avant fin 2024.

#### **Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des Ressources Humaines et du Dialogue Social, de se joindre à la consultation pour la convention de participation dans le domaine de la prévoyance que le Centre de gestion de la Charente-Maritime prévoit de conclure conformément aux articles du Code général de la fonction publique et de lui donner mandat pour lancer la consultation nécessaire à sa conclusion et pour négocier un accord avec les organisations syndicales représentatives.

- **de donner** mandat au Président, ou son représentant en charge des Ressources Humaines et du Dialogue Social, pour déterminer avec le Centre de gestion les conditions de déroulement de la négociation et les modalités de conclusion de cet accord ainsi que pour approuver l'accord négocié conformément à l'article L224-3 du CGFP.

- **de préciser** que les tarifs et garanties lui seront soumis préalablement afin qu'il puisse prendre la décision de signer ou non la convention de participation souscrite par le Centre de gestion dont la prise d'effet sera fixée au 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 47 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

**2023-214. Autorisation de signer une convention relative à l'organisation du service commun "Direction des Systèmes d'information et Télécoms " entre la Communauté d'Agglomération « Saintes - Grandes Rives - L'Agglo », la Ville de Saintes et le CCAS de Saintes**

Madame Marie-Line CHEMINADE précise qu'il s'agit d'une convention récurrente entre la CDA, la Ville et le CCAS.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

*Le rapporteur rappelle qu'il existe depuis juin 2012, un service commun entre la Communauté d'Agglomération de Saintes, la ville de Saintes et le CCAS de la ville de Saintes avec pour objectif la mise en œuvre des orientations politiques et stratégiques communautaires en matière d'informatique et de nouvelles technologies.*

*La dernière convention en date du 22 janvier 2019 liant la Communauté d'Agglomération de Saintes à la Ville de Saintes et son Centre Communal d'Action Sociale, arrive à échéance le 31 décembre 2023.*

*Compte tenu de la volonté des trois entités de maintenir la mutualisation du service « DIRECTION DES SYSTEMES D'INFORMATION ET DES TELECOMS », il est nécessaire de conclure une nouvelle convention tripartite entre la Ville de Saintes, la Communauté d'Agglomération de Saintes et le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Saintes.*

#### **Après avoir entendu le rapporteur,**

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L. 5211-4-2,*

*Vu les statuts de « Saintes - Grandes Rives - L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023,*

*Considérant que la dernière convention, en date du 22 janvier 2019, liant la Communauté d'Agglomération de Saintes à la Ville de Saintes et son Centre Communal d'Action Sociale, arrive à échéance le 31 décembre 2023 et qu'il convient de la renouveler pour une durée de 3 ans,*

*Considérant qu'en dehors des compétences transférées, un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (E.P.C.I.) à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres et le cas échéant, un ou plusieurs des Etablissements publics rattachés à un ou plusieurs d'entre eux peuvent se doter de services communs, essentiellement les services « fonctionnels » qui participent indirectement à l'exercice d'une compétence,*

*Considérant la volonté des trois entités de maintenir la mutualisation du service « DIRECTION DES SYSTEMES D'INFORMATION ET DES TELECOMS » et d'en définir les modalités administratives et financières de mise en œuvre,*

*Considérant la nécessité de passer une nouvelle convention tripartite entre la Ville de Saintes, la Communauté d'Agglomération de Saintes et le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Saintes,*

*Après consultation du Comité Social Territorial du 4 décembre 2023,*

#### **Il est proposé au Conseil Communautaire :**

**- d'approuver** les termes du projet de convention ci-joint.

**- d'autoriser** le Président ou son représentant en charge des Ressources Humaines à signer le projet de convention ci-joint avec la Ville de Saintes et le Centre Communal d'Action Sociale de Saintes, dans le but de définir les modalités d'organisation du service commun « DIRECTION DES SYSTEMES D'INFORMATION ET DES TELECOMS ».

*Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,*

*ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :*

- 47 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

#### **2023-215. Modification du tableau des effectifs**

*Le rapporteur rappelle que le tableau des effectifs constitue la liste des emplois ouverts budgétairement pourvus ou non, classés par filières, cadres d'emplois et grades et distingués par une durée hebdomadaire de travail déterminée en fonction des besoins du service.*

*Les agents concernés sont les agents titulaires occupant un emploi permanent à temps complet et à temps non complet ainsi que les agents non titulaires occupant un emploi permanent à temps complet et à temps non complet.*

*Conformément au Code général de la fonction publique, aucune création d'emploi ne peut intervenir si les crédits disponibles au chapitre budgétaire correspondant ne le permettent pas.*

#### 1/ Recrutements – mobilités internes/externes

##### Considérant les besoins de la direction générale.

*Considérant qu'à l'issue du jury pour le poste de chef de projet développement et attractivité Territoriale en charge du Ferrocampus, l'agent retenu sera recruté sur le grade d'attaché principal.*

##### Considérant les besoins de la Direction Education, Enfance, Jeunesse.

*Considérant qu'à l'issue des jurys pour 2 postes d'agents de restauration et pour un poste d'agent d'entretien, les agents retenus sont recrutés sur les grades d'adjoint technique.*

*Considérant la nécessité d'augmenter le temps de travail de certains agents de la direction compte tenu des besoins de service.*

*Considérant que, par délibération n°2021-27 du 1<sup>er</sup> mars 2021, un emploi de coordinateur – tuteur campus connecté, emploi non permanent à temps complet, a été créé. Compte tenu de la réussite du projet « campus connecté », il convient de transformer cet emploi non permanent en un emploi permanent, poste de catégorie B, filière animation, grade d'animateur,*

*Considérant que, si les démarches de recrutement par voie statutaire s'avéraient infructueuses, qu'il conviendrait de faire appel à un agent contractuel pour ce poste, en application de l'article L. 332-8 2° du Code Général de la Fonction Publique, selon les modalités suivantes :*

- Application de l'article L.332-8 2° du Code Général de la Fonction Publique,*
- Travail à temps complet*
- Date d'effet du contrat : 05 avril 2024*
- Niveau du poste : équivalent catégorie B*
- Définition du poste : coordinateur- campus connecté*
- Type et durée du contrat : de droit public à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans, renouvelable dans la limite d'une durée totale de six ans dans les conditions de l'article L. 332-8 2° du Code Général de la Fonction Publique*
- Rémunération : grille indiciaire applicable au grade retenu*
- Régime indemnitaire en vigueur*
- Conditions de travail générales et avantages applicables aux agents de l'établissement*

##### Considérant les besoins de la Direction des Ressources Humaines.

*Considérant le rattachement à la Direction des Ressources Humaines d'un agent titulaire du grade d'adjoint technique principal de 1<sup>ère</sup> classe initialement affecté à la régie des déchets,*

##### Considérant les besoins de la Direction des Systèmes d'information et télécoms

*Considérant les enjeux de sécurité informatique, il est nécessaire de créer un poste non permanent, grade de technicien cybersécurité à temps complet, poste de catégorie B, cadre d'emplois des techniciens, sous la forme d'un contrat de projet,*

*Considérant que le contrat de projet prendra fin lors de la réalisation du projet pour lequel il a été conclu ou, si après un délai d'un an minimum, l'opération ne peut être réalisée,*

*Considérant les conditions de recrutement de l'agent :*

- Application de l'article L332-24 du Code Général de la Fonction Publique*
- Travail à temps complet*
- Date d'effet du contrat : le plus tôt possible*
- Niveau : poste de contractuel équivalent catégorie B*
- Définition du poste : technicien cybersécurité*
- Type et durée du contrat : de droit public à durée déterminée d'une durée de trois ans*
- Rémunération : grille indiciaire applicable au grade retenu du cadre d'emplois des techniciens territoriaux*



- Régime indemnitaire en vigueur
- Conditions de travail générales et avantages applicables aux agents de l'établissement.

Considérant les besoins de la Direction juridique,

Considérant qu'à l'issue du jury de chargé du suivi des assemblées, l'agent retenu sera recruté sur le grade de rédacteur,

Considérant les besoins de la Direction de la communication,

Considérant qu'afin de piloter la stratégie globale de communication de la Communauté d'Agglomération, il est nécessaire de recruter un chef de service communication à temps complet, poste de catégorie A, filière administrative, cadres d'emplois des attachés territoriaux,

Considérant l'existence d'un poste vacant d'attaché au tableau des effectifs,

Considérant que, si les démarches de recrutement par voie statutaire s'avéraient infructueuses, qu'il conviendrait de faire appel à un agent contractuel pour ce poste, en application de l'article L. 332-8 2° du Code Général de la Fonction Publique, selon les modalités suivantes :

- Application de l'article L.332-8 2° du Code Général de la Fonction Publique,
- Travail à temps complet
- Date d'effet du contrat : dès que possible
- Niveau du poste : équivalent catégorie A
- Définition du poste : chef du service communication
- Type et durée du contrat : de droit public à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans, renouvelable dans la limite d'une durée totale de six ans dans les conditions de l'article L. 332-8 2° du Code Général de la Fonction Publique
- Rémunération : grille indiciaire applicable au grade retenu
- Régime indemnitaire en vigueur
- Conditions de travail générales et avantages applicables aux agents de l'établissement

2/Promotions internes

Considérant que, lors du dernier Conseil communautaire du 9 novembre 2023, il a été validé notamment la création de 3 postes de rédacteurs et de 3 postes d'attachés dans le cadre des dossiers de promotions internes présentés auprès du Centre de gestion départemental,

Considérant que seul un agent a été inscrit sur liste d'aptitude pour l'accès au grade d'attaché et sera nommé prochainement, il convient de supprimer, au tableau des effectifs, les 3 grades de rédacteur et les 2 grades d'attaché non pourvus,

Considérant ainsi, qu'après avis du Comité Social Territorial du 4 décembre 2023 et compte tenu des besoins susvisés des services de l'établissement, il est proposé de modifier le tableau des effectifs comme suit :

Budget principal

| GRADES                                                             | CREATIONS                               | SUPPRESSIONS                     |
|--------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|----------------------------------|
| Attaché principal                                                  | + 1 TC                                  |                                  |
| Emploi de catégorie A, cadres d'emplois des attachés ou ingénieurs |                                         | - 1 TC                           |
| Adjoint technique                                                  | + 2 TC / + 1 TNC (23,5/35ème)           |                                  |
| Adjoint technique principal de 2 <sup>ème</sup> classe             |                                         | - 2 TC / - 1 TNC (23,5/35ème)    |
| Adjoint technique                                                  | + 1 TC / + 5 TNC (33,5/33,5/27,5/30/28) |                                  |
| Adjoint technique                                                  |                                         | - 6 TNC (29/32/30/19,8/19/23,65) |
| Adjoint technique principal de 2 <sup>ème</sup> classe             | + 1 TC / + 3 TNC (30/28/23,5)           |                                  |
| Adjoint technique principal de 2 <sup>ème</sup> classe             |                                         | - 4 TNC (32,14/22,2/18,9/12)     |
| Adjoint d'animation                                                | + 1 TNC (20/35ème)                      |                                  |
| Adjoint d'animation                                                |                                         | - 1 TNC (15/35ème)               |
| Animateur                                                          | + 1 TC                                  |                                  |

|                                                                              |        |        |
|------------------------------------------------------------------------------|--------|--------|
| Animateur (emploi non permanent)                                             |        | - 1 TC |
| Adjoint technique principal de 1 <sup>ère</sup> classe                       | + 1 TC |        |
| Emploi de catégorie B, cadre d'emploi des techniciens (emploi non permanent) | + 1 TC |        |
| Rédacteur                                                                    | + 1 TC |        |
| Emploi de catégorie B, cadre d'emploi des rédacteurs                         |        | - 1 TC |
| Emploi de catégorie A, cadre d'emplois des attachés                          | + 1 TC |        |
| Attaché                                                                      |        | - 1 TC |
| Attaché                                                                      |        | - 2 TC |
| Rédacteur                                                                    |        | - 3 TC |

Budget annexe de la régie des déchets

| GRADE                                                  | CREATION | SUPPRESSION |
|--------------------------------------------------------|----------|-------------|
| Adjoint technique principal de 1 <sup>ère</sup> classe |          | - 1 TC      |

**Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu les statuts de « Saintes - Grandes Rives - L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023,

Vu le tableau des effectifs,

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 4 décembre 2023,

Considérant les crédits prévus au budget 2023, chapitre 012,

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'approuver** les éléments de modification mentionnés dans le rapport ci-avant.
- **de procéder** à la modification du tableau des effectifs du Budget Principal et du Budget de la régie des déchets ci-annexés, conformément aux éléments ci-dessus mentionnés dans le rapport.
- **d'autoriser** Monsieur le Président ou son représentant en charge des Ressources Humaines et du Dialogue Social, à l'Administration générale à signer tout document à cet effet.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 45 Voix pour
- 0 Voix contre
- 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

**2023-216. Direction Développement et Aménagement du Territoire - Création d'un emploi non permanent - contrat de projet**

Le rapporteur rappelle qu'en amont de l'approbation du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi), il convient de réaliser des procédures d'évolution des documents d'urbanisme communaux.

Considérant qu'il a été décidé d'internaliser l'élaboration du PLUi, il est nécessaire de recruter un agent dans le cadre d'un contrat de projet en vertu des articles L.332-24 à L.332-26 du Code Général de la Fonction Publique.

En effet, les dispositions de cet article autorisent l'établissement, pour mener à bien un projet ou une opération identifiée, à recruter un agent par un contrat à durée déterminée dont l'échéance est la réalisation du projet ou de l'opération.

Il est ainsi proposé de conclure un contrat de projet pour une durée de 4 ans. Il pourra être le cas échéant, renouvelé pour mener à bien le projet, dans la limite d'une durée totale de six ans.

#### **Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique notamment les articles L.332-24 à L.332-26,

Vu les statuts de « Saintes – Grandes Rives – L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023,

Considérant la nécessité, en amont de l'approbation du PLUi, d'établir des procédures d'évolution des documents d'urbanisme communaux,

Considérant l'internalisation de l'élaboration du PLUi,

Considérant la nécessité de recruter un agent pour réaliser ces missions,

Considérant que ce besoin correspond à un emploi non permanent en vertu des articles L.332-24 à L.332-26 du Code Général de la Fonction Publique,

Considérant qu'il convient donc de créer un emploi non permanent à temps complet relevant de la catégorie A, filière technique, grade d'ingénieur territorial,

Considérant l'avis du Comité Social Territorial du 4 décembre 2023,

Considérant les conditions de recrutement de l'agent :

- Application des articles L332-24 à L332-26 du Code Général de la Fonction Publique,
- Travail à temps complet
- Date d'effet du contrat : dès que possible
- Niveau : poste de contractuel équivalent catégorie A
- Définition du poste : chargé de mission planification
- Type et durée du contrat : contrat de projet - contrat de droit public à durée déterminée d'une durée de 4 ans.
- Rémunération : grille indiciaire applicable au grade d'ingénieur
- Régime Indemnitaire en vigueur
- Conditions de travail générales et avantages applicables aux agents de l'établissement

Considérant les crédits prévus au budget 2024, chapitre 012,

#### **Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **de créer** un emploi non permanent à temps complet pour mener à bien l'élaboration du PLUi.
- **d'autoriser** le recrutement d'un agent contractuel de droit public à durée déterminée selon les modalités susvisées.
- **d'autoriser** Monsieur le Président ou son représentant en charge des Ressources Humaines et du Dialogue Social, et de l'Administration générale à signer tout document à cet effet.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 45 Voix pour
- 0 Voix contre

- 2 Abstention (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

### **2023-217. Direction juridique - Recrutement de personnel sous contrat à durée déterminée de droit public**

Le rapporteur rappelle qu'en application du Code Général de la Fonction Publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. La délibération précise le grade ou, le cas échéant, les grades correspondant à l'emploi créé. Elle indique, le cas échéant, si l'emploi peut également être pourvu par un agent contractuel. Dans ce dernier cas, le motif invoqué, la nature des fonctions, les niveaux de recrutement et de rémunération de l'emploi créé sont précisés.

Suite au départ d'un agent chargé du suivi des assemblées et à une procédure de recrutement par voie statutaire infructueuse, la présente délibération vise à autoriser de pourvoir l'emploi par un agent contractuel sur la base de l'article L.332-8 du Code Général de la Fonction Publique et d'en définir les modalités :

- Temps de travail : temps complet
- Date d'effet du contrat : 1<sup>er</sup> janvier 2024
- Niveau : poste de contractuel équivalent catégorie B
- Définition du poste : chargé du suivi des assemblées
- Type et durée du contrat : de droit public à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans, renouvelable dans la limite d'une durée totale de six ans
- Rémunération : grille indiciaire applicable au grade de rédacteur
- Régime indemnitaire en vigueur
- Conditions de travail générales et avantages applicables aux agents de l'établissement

#### **Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code général de la Fonction Publique et notamment l'article L.332-8,

Vu le tableau des effectifs,

Vu les statuts de « Saintes - Grandes Rives - L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023,

Vu la déclaration de vacance de poste n°017230701115810 effectuée auprès du Centre de gestion Départemental le 11 juillet 2023,

Considérant les besoins de la Direction juridique,

Considérant les crédits prévus au budget 2024, chapitre 012,

#### **Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'autoriser** le recrutement d'un agent par voie de contrat de droit public à durée déterminée, selon les modalités susvisées.
- **d'autoriser** Monsieur le Président ou son représentant en charge des Ressources Humaines et du Dialogue Social, et de l'Administration générale à signer tout document à cet effet.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 45 Voix pour
- 0 Voix contre
- 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

### **2023-218. Régie des déchets - Recrutement de personnel sous contrat de droit public à durée déterminée**

Le rapporteur rappelle qu'en application du Code Général de la Fonction Publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. La délibération précise le grade ou, le cas échéant, les grades correspondant à l'emploi créé. Elle indique, le cas échéant, si l'emploi peut également être pourvu par un agent contractuel. Dans ce dernier cas, le motif invoqué, la nature des fonctions, les niveaux de recrutement et de rémunération de l'emploi créé sont précisés.

Par ailleurs, la réglementation prévoit que seuls relèvent d'un statut de droit public les agents exerçant des fonctions de direction à la tête d'un service, quand bien même celui-ci est qualifié de service public à caractère industriel et commercial (SPIC),

Une procédure de recrutement a été lancée pour assurer le remplacement du Directeur de la Régie des Déchets après son départ.

Suite au jury de recrutement et à une procédure de recrutement par voie statutaire infructueuse, il convient de faire appel à un agent contractuel sur la base de l'article L332-8 2° du Code Général de la Fonction Publique et d'en définir les modalités :

- Temps de travail : temps complet
- Date d'effet du contrat : 1<sup>er</sup> janvier 2024
- Niveau : poste de contractuel équivalent catégorie A
- Définition du poste : Directeur de la Régie des déchets
- Type et durée du contrat : de droit public à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans, renouvelable dans la limite d'une durée totale de six ans,
- Rémunération : sur la base, à la date du recrutement, de la grille indiciaire applicable aux ingénieurs territoriaux, indice brut 762 (indice majoré 628, version en vigueur)
- Régime indemnitaire en vigueur
- Conditions de travail générales et avantages applicables aux agents de l'établissement.

Il est ainsi demandé au conseil communautaire d'autoriser le recrutement d'un agent par voie de contrat de droit public à durée déterminée selon les modalités susvisées pour le poste de Directeur de la Régie des déchets.

### **Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2221-14, R.2221-3, R.2221-67, R.2221-72 et R.2221-73,

Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment l'article L.332-8 2°,

Vu la délibération n°2017-224 du Conseil Communautaire en date du 14 décembre 2017 portant création d'une régie pour les déchets dotée de la seule autonomie financière de la CDA de Saintes et approbation des statuts,

Vu les statuts de « Saintes - Grandes Rives - L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023 et notamment l'article 6, I, 7°), collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés,

Vu l'avis n°2023-17 du Conseil d'exploitation de la Régie des Déchets en date du 26 septembre 2023 formulant un avis favorable sur le recrutement d'un/une directeur(ice) au sein de la régie des déchets,

Vu l'avis du Conseil d'exploitation de la Régie des déchets en date du 5 décembre 2023 formulant un avis favorable sur les conditions de recrutement et de rémunération de la Directrice de la Régie des Déchets sous contrat de droit public à durée déterminée,

Vu le tableau des effectifs,

Considérant les déclarations légales de vacance d'emploi effectuées auprès du Centre de gestion Départemental le 25 juillet 2023,

Considérant le niveau hiérarchique du poste occupé,

Considérant les crédits prévus au budget annexe Régie des déchets 2024, chapitre 012,

### **Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'autoriser** le recrutement d'un agent par voie de contrat de droit public à durée déterminée pour le poste de Directeur de la Régie des déchets selon les modalités indiquées ci-avant dans le rapport.
- **d'autoriser** Monsieur le Président ou son représentant en charge des Ressources Humaines et du Dialogue Social, et de l'Administration générale à signer tout document à cet effet.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 45 Voix pour
- 0 Voix contre
- 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

### **2023-219. Direction générale/Direction des finances - Recrutement de personnel sous contrat à durée déterminée de droit public**

Le rapporteur rappelle qu'en application du Code Général de la Fonction Publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. La délibération précise le grade ou, le cas échéant, les grades correspondant à l'emploi créé. Elle indique, le cas échéant, si l'emploi peut également être pourvu par un agent contractuel. Dans ce dernier cas, le motif invoqué, la nature des fonctions, les niveaux de recrutement et de rémunération de l'emploi créé sont précisés.

Suite au départ du Directeur Général Adjoint Ressources et Moyens/ Directeur des finances, et si les démarches de recrutement par voie statutaire s'avéraient infructueuses, la présente délibération vise à autoriser de pourvoir l'emploi par un agent contractuel sur la base de l'article L. 332-8 2° du Code Général de la Fonction Publique, selon les modalités suivantes :

- Application de l'article L.332-8 2° du Code Général de la Fonction Publique,
- Travail à temps complet
- Date d'effet du contrat : 1er janvier 2024
- Niveau du poste : équivalent catégorie A
- Définition du poste : DGA Ressources et Moyens/Directeur des finances
- Type et durée du contrat : de droit public à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans, renouvelable dans la limite d'une durée totale de six ans
- Rémunération : grille indiciaire applicable au grade retenu
- Régime indemnitaire en vigueur
- Conditions de travail générales et avantages applicables aux agents de l'établissement

### **Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code général de la Fonction Publique,

Vu le tableau des effectifs,

Vu les statuts de « Saintes - Grandes Rives - L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023,

Vu les déclarations de vacance de poste n°17231001208060/064/067 du 3 octobre 2023 et n°17231001213384 du 6 octobre 2023 effectuées auprès du Centre de gestion Départemental,

Considérant les besoins de la Direction générale et de la Direction des finances,

Considérant les crédits prévus au budget 2024, chapitre 012,

### **Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'autoriser** le recrutement d'un agent par voie de contrat de droit public à durée déterminée, selon les modalités susvisées.

- **d'autoriser** Monsieur le Président ou son représentant en charge des Ressources Humaines et du Dialogue Social, et de l'Administration générale à signer tout document à cet effet.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 45 Voix pour
- 0 Voix contre
- 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

## **FINANCES**

\*\*\*\*\*

### **2023-220. Budget Principal - Décision Modificative n°4 -Exercice 2023**

Le rapporteur rappelle que les décisions modificatives sont des documents budgétaires qui permettent d'ajuster les crédits votés précédemment, à la hausse comme à la baisse, et ceci pour les sections de fonctionnement et d'investissement.

Le réajustement des crédits concerne une augmentation des frais de personnel pour 82 000 € (dont 32 000 € de capital décès pris en charge à tort par le budget annexe Régie des Déchets) équilibré par une diminution des charges exceptionnelles.

#### **SECTION DE FONCTIONNEMENT**

| Chapitres | Dépenses                |               |
|-----------|-------------------------|---------------|
| 012       | Charges de personnel    | 82 000,00 €   |
| 67        | Charges exceptionnelles | - 82 000,00 € |
|           |                         |               |
|           | <b>TOTAL</b>            | - €           |

#### **Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L. 1612-11,

Vu l'Instruction Budgétaire et Comptable M14,

Vu les statuts de « Saintes - Grandes Rives - L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023

Vu le budget primitif 2023 voté le 8 décembre 2022, par délibération n°2022-210 du Conseil Communautaire,

Vu la décision modificative n°1 votée le 6 juillet 2023, par délibération n°2023-136 du Conseil Communautaire,

Vu la décision modificative n°2 votée le 27 septembre 2023, par délibération n°2023-180 du Conseil Communautaire,

Vu la décision modificative n°3 votée le 9 novembre 2023, par délibération n°2023-196 du Conseil Communautaire,

Considérant la nécessité de procéder à un ajustement des crédits du Budget Principal,

#### **Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'approuver** la décision modificative n°4 du Budget Principal pour l'exercice 2023 telle que détaillée ci-dessus, au niveau du chapitre ou par opération pour la section d'investissement et au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de cette proposition par :

- 45 Voix pour

- 0 Voix contre
- 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

### **2023-221. Budget Annexe Régie des Déchets - Décision Modificative n°3 - Exercice 2023**

Monsieur Philippe CALLAUD explique qu'il s'agit de modifications intervenues tout au long de l'année 2023, par rapport au budget défini.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

*Le rapporteur rappelle que les décisions modificatives sont des documents budgétaires qui permettent d'ajuster les crédits votés précédemment, à la hausse comme à la baisse, et ceci pour les sections de fonctionnement et d'investissement.*

*Le réajustement des crédits concerne des dépenses supplémentaires imprévues liées à la réparation des véhicules.*

*Ces nouvelles dépenses s'équilibrent par la diminution des charges exceptionnelles et l'augmentation des recettes dont la régularisation du 2<sup>ème</sup> trimestre 2022 de l'Hôpital.*

Compte tenu du rapport ci-dessous exposant les motifs :

| <b>SECTION DE FONCTIONNEMENT</b> |                             |               |                                |                       |              |
|----------------------------------|-----------------------------|---------------|--------------------------------|-----------------------|--------------|
| <b>Chapitres      Dépenses</b>   |                             |               | <b>Chapitres      Recettes</b> |                       |              |
| 011                              | Charges à caractère général | 111 000,00 €  | 70                             | Produits des services | 61 000,00 €  |
| 67                               | Charges exceptionnelles     | - 50 000,00 € |                                |                       |              |
|                                  |                             | <b>TOTAL</b>  |                                |                       | <b>TOTAL</b> |
|                                  |                             | 61 000,00 €   |                                |                       | 61 000,00 €  |

#### **Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 1612-1 et L. 1612-9 à L. 1612-11,

Vu l'Instruction Budgétaire et Comptable M4,

Vu les statuts de « Saintes - Grandes Rives - L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023,

Vu le budget primitif 2023 voté le 8 décembre 2022, par délibération n°2022-210 du Conseil Communautaire,

Vu la décision modificative n°1 votée le 6 juillet 2023, par délibération n°2023-137 du Conseil Communautaire,

Vu la décision modificative n°2 votée le 9 novembre 2023, par délibération n°2023-198 du Conseil Communautaire,

Considérant la nécessité de procéder à un ajustement des crédits du Budget Annexe Régie des déchets,

Considérant l'avis favorable de la commission Finances du 1<sup>er</sup> décembre 2023,

Considérant que le Conseil d'Exploitation de la Régie des Déchets a formulé un avis favorable le 5 décembre 2023,

#### **Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'approuver** la décision modificative n°3 du Budget Annexe Régie des déchets pour l'exercice 2023 telle que détaillée ci-dessus, par chapitre pour la section fonctionnement.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de cette proposition par :



- 45 Voix pour
- 0 Voix contre
- 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

### **2023-222. Budget Annexe Transports Urbains et Mobilités - Décision Modificative n°1 - Exercice 2023**

Le rapporteur rappelle que les décisions modificatives sont des documents budgétaires qui permettent d'ajuster les crédits votés précédemment, à la hausse comme à la baisse, et ceci pour les sections de fonctionnement et d'investissement.

Le réajustement des crédits concerne un transfert de crédits du chapitre 011 vers le chapitre 65.

Ce mouvement est nécessaire pour financer la participation aux travaux de mise en accessibilité de l'arrêt de bus Olympia à Saintes pour 25 000 € et en prévision de l'indexation sur le forfait de charges 2023 pour 35 000 €.

Ces nouvelles dépenses s'équilibrent par la diminution des charges à caractère général pour 60 000 €.

#### **SECTION DE FONCTIONNEMENT**

| Chapitres | Dépenses                           |               |
|-----------|------------------------------------|---------------|
| 011       | Charges à caractère général        | - 60 000,00 € |
| 65        | Autres charges de gestion courante | 60 000,00 €   |

|              |     |
|--------------|-----|
| <b>TOTAL</b> | - € |
|--------------|-----|

#### **Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L. 1612-11,

Vu l'Instruction Budgétaire et Comptable M43,

Vu les statuts de « Saintes - Grandes Rives - L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023,

Vu le budget primitif 2023 voté le 8 décembre 2022, par délibération n°2022-211 du Conseil Communautaire,

Considérant la nécessité de procéder à un ajustement des crédits du Budget Annexe Transports Urbains et Mobilités,

Considérant l'avis favorable de la commission Finances du 1<sup>er</sup> décembre 2023,

#### **Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'approuver** la décision modificative n°1 du Budget Annexe Transports Urbains et Mobilités pour l'exercice 2023 telle que détaillée ci-dessus, par chapitre pour la section fonctionnement.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de cette proposition par :

- 45 Voix pour
- 0 Voix contre
- 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

### **2023-223. Budget Principal - Détermination des attributions de compensation définitives pour 2023**

Le rapporteur rappelle que l'attribution de compensation est le principal flux financier entre les communes et l'EPCI à fiscalité professionnelle unique. Elle assure la neutralité budgétaire des transferts de charge et de compétences entre l'intercommunalité et les communes membres.

La délibération n°CC\_2022\_223 du Conseil Communautaire du 8 décembre 2022, avait pour objet de fixer les attributions de compensation provisoires pour 2023.

Ces transferts ont été réalisés suite aux rapports d'évaluation des charges établis par la CLECT, lesquels ont fait l'objet d'une approbation à la majorité qualifiée requise par les conseils municipaux des communes membres de la CDA.

Aucun nouveau transfert de compétence n'ayant été réalisé dernièrement, il n'y a pas lieu de modifier les attributions de compensation prévues pour 2023, lesquelles deviennent par conséquent définitives.

Le rapporteur rappelle, également, que les attributions de compensation constituent une dépense obligatoire. Comme prévu par les dispositions de l'article 1609 nonies C du Code général des impôts, le conseil de l'EPCI communique aux communes membres, avant le 15 février de chaque année, le montant prévisionnel des attributions au titre de ces reversements.

La présente délibération a ainsi pour objet de fixer les montants définitifs des attributions de compensation imputées en section de fonctionnement et d'investissement pour 2023.

### **Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), et notamment l'article L. 5211-17,

Vu Code Général des Impôts (CGI) et notamment l'article 1609 nonies C,

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République dite loi NOTRe,

Vu les statuts de « Saintes - Grandes Rives - L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6, I, 10°), portant sur la compétence « Gestion des eaux pluviales urbaines, au sens de l'article L. 2226-1 », et l'article 6, I, 2°d) portant sur la compétence « Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale »,

Vu la délibération n°2020-60 du Conseil Communautaire en date du 13 février 2020 portant définition de la compétence « Eaux Pluviales Urbaines »,

Vu la délibération n°CC\_2022\_223 du Conseil Communautaire du 8 décembre 2022 déterminant les montants des attributions de compensation provisoires pour 2023,

Considérant que l'article 1609 nonies C du Code Général des impôts (CGI) prévoit que : « Le montant de l'attribution de compensation et les conditions de sa révision peuvent être fixés librement par délibérations concordantes du conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers, et des conseils municipaux des communes membres intéressées, en tenant compte du rapport de la commission locale d'évaluation des transferts de charges.

Ces délibérations peuvent prévoir d'imputer une partie du montant de l'attribution de compensation en section d'investissement en tenant compte du coût des dépenses d'investissement liées au renouvellement des équipements transférés, calculé par la commission locale d'évaluation des transferts de charges ».

Considérant le rapport sur le transfert de charges de la compétence « Eaux Pluviales Urbaines » de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT), réunie le 10 septembre 2021, adopté par celle-ci à l'unanimité,

Considérant le rapport sur le transfert de charges de la compétence « Plan Local d'urbanisme, document en tenant lieu et cartes communales » de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT), réunie le 10 septembre 2021 adopté par celle-ci à la majorité,

Considérant que ces derniers ont été approuvés par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des conseils municipaux conformément aux conditions requises à cet effet.

Considérant que, conformément à l'article 1609 nonies C V. 1°bis, il est autorisé de fixer librement le montant des attributions de compensation en tenant compte des évaluations de charges figurant dans les rapports de la CLECT,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 1<sup>er</sup> décembre 2023,

### **Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **de fixer** les montants définitifs des attributions de compensation imputées en section de fonctionnement et d'investissement pour 2023 comme suit :

|                           | Attributions de compensation 2023 imputées en section de fonctionnement | Charges d'investissement liées au transfert de la compétence Eaux pluviales pour 2023 | Attributions de compensation 2023 imputées en section d'investissement | TOTAL ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION 2023 |
|---------------------------|-------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|
| Burie                     | -3 225 €                                                                | -4 607 €                                                                              | -6 043 €                                                               | - <b>9 268 €</b>                        |
| Bussac-sur-Charente       | -88 404 €                                                               | -2 046 €                                                                              | -2 046 €                                                               | - <b>90 450 €</b>                       |
| Chaniers                  | -274 994 €                                                              | -7 704 €                                                                              | -9 256 €                                                               | - <b>284 250 €</b>                      |
| La Chapelle-des-Pots      | -57 427 €                                                               | -2 186 €                                                                              | -2 186 €                                                               | - <b>59 613 €</b>                       |
| Chérac                    | -54 251 €                                                               | -2 201 €                                                                              | -2 201 €                                                               | - <b>56 452 €</b>                       |
| Chermignac                | -94 638 €                                                               | -4 580 €                                                                              | -4 580 €                                                               | - <b>99 218 €</b>                       |
| La Clisse                 | -59 527 €                                                               | -851 €                                                                                | -851 €                                                                 | - <b>60 378 €</b>                       |
| Colombiers                | -29 874 €                                                               | -509 €                                                                                | -509 €                                                                 | - <b>30 383 €</b>                       |
| Corme-Royal               | -101 789 €                                                              | -4 883 €                                                                              | -6 347 €                                                               | - <b>108 136 €</b>                      |
| Courcoury                 | -57 312 €                                                               | -2 014 €                                                                              | -2 014 €                                                               | - 59 326 €                              |
| Dompierre sur Charente    | -60 288 €                                                               | -1 662 €                                                                              | -1 662 €                                                               | - 61 890 €                              |
| Le Douhet                 | 49 092 €                                                                | -754 €                                                                                | -754 €                                                                 | 48 338 €                                |
| Ecoyeux                   | -67 935 €                                                               | -4 618 €                                                                              | -4 618 €                                                               | - 72 553 €                              |
| Écurat                    | -49 738 €                                                               | -642 €                                                                                | -642 €                                                                 | - 50 380 €                              |
| Fontcouverte              | -122 617 €                                                              | -11 364 €                                                                             | -12 644 €                                                              | - 135 261 €                             |
| Les Gonds                 | -83 141 €                                                               | -6 335 €                                                                              | -8 751 €                                                               | - 91 892 €                              |
| La Jard                   | -30 473 €                                                               | -1 091 €                                                                              | -1 091 €                                                               | - 31 564 €                              |
| Luchat                    | -51 951 €                                                               | -395 €                                                                                | -395 €                                                                 | - 52 346 €                              |
| Migron                    | -49 926 €                                                               | -1 014 €                                                                              | -1 014 €                                                               | - 50 940 €                              |
| Montils                   | -25 778 €                                                               | -1 435 €                                                                              | -2 015 €                                                               | - 27 793 €                              |
| Pessines                  | -36 964 €                                                               | -1 194 €                                                                              | -1 194 €                                                               | - 38 158 €                              |
| Pisany                    | -56 329 €                                                               | -1 564 €                                                                              | -3 305 €                                                               | - 59 634 €                              |
| Préguillac                | 144 412 €                                                               | -1 902 €                                                                              | -1 902 €                                                               | 142 510 €                               |
| Rouffiac                  | -44 151 €                                                               | -3 548 €                                                                              | -3 548 €                                                               | - 47 699 €                              |
| Saint-Bris-des-Bois       | 7 573 €                                                                 | -272 €                                                                                | -272 €                                                                 | 7 301 €                                 |
| Saint-Césaire             | -53 960 €                                                               | -1 326 €                                                                              | -1 326 €                                                               | - 55 286 €                              |
| Saint-Georges-des-Coteaux | -95 103 €                                                               | -6 698 €                                                                              | -7 972 €                                                               | - 103 075 €                             |
| Saint-Sauvant             | -66 493 €                                                               | -816 €                                                                                | -816 €                                                                 | - 67 309 €                              |
| Saint-Sever-de-Saintonge  | -58 220 €                                                               | -1 568 €                                                                              | -1 568 €                                                               | - 59 788 €                              |
| Saint-Vaize               | 11 116 €                                                                | -1 271 €                                                                              | -1 271 €                                                               | 9 845 €                                 |
| Saintes                   | 1 058 661 €                                                             | -174 198 €                                                                            | -232 771 €                                                             | 825 890 €                               |
| Le Seure                  | 2 166 €                                                                 | -798 €                                                                                | -798 €                                                                 | 1 440 €                                 |
| Thénac                    | -70 457 €                                                               | -4 387 €                                                                              | -4 387 €                                                               | - 74 844 €                              |
| Varzay                    | -50 870 €                                                               | -1 397 €                                                                              | -1 397 €                                                               | - 52 267 €                              |
| Vénérand                  | -41 161 €                                                               | -1 457 €                                                                              | -1 457 €                                                               | - 42 618 €                              |
| Villars-Les-Bois          | -2 270 €                                                                | -215 €                                                                                | -215 €                                                                 | - 2 485 €                               |
| <b>TOTAL</b>              | -666 246 €                                                              | -263 502 €                                                                            | -333 818 €                                                             | - <b>1 000 064 €</b>                    |

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des Finances, à accomplir toutes les démarches liées à l'exécution de la présente délibération et à signer tout document à cet effet.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 45 Voix pour
- 0 Voix contre
- 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

## **2023-224. Budget annexe Régie des déchets - Charges à répartir avec le Budget Principal - Exercice 2023**

Le rapporteur rappelle que le Budget Principal supporte des dépenses de personnel d'agents intervenant pour le Budget annexe « Régie des déchets ».

Il convient de prendre en compte les flux comptables réciproques sur chacun des budgets concernés.

En l'occurrence, il s'agit des frais relatifs aux services Finances, Ressources Humaines, Travaux, Affaires Générales et Informatique, répartis comme suit :

|                            | <b>Quotité<br/>Budget annexe "Régie<br/>des déchets"</b> |
|----------------------------|----------------------------------------------------------|
| <b>FINANCES</b>            | <b>7 %</b>                                               |
| <b>TRAVAUX</b>             | <b>6 %</b>                                               |
| <b>RESSOURCES HUMAINES</b> | <b>10 %</b>                                              |
| <b>AFFAIRES GENERALES</b>  | <b>6 %</b>                                               |
| <b>INFORMATIQUE</b>        | <b>3 %</b>                                               |

Pour l'année 2023, au vu du coût salarial des agents concernés, le montant des charges à répartir pour le Budget Annexe « Régie des déchets » s'élève à 154 635 €.

### **Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les Instructions Comptables et Budgétaires M 14 et M 4,

Considérant que le Budget Principal supporte des charges salariales transversales en lieu et place du Budget annexe « Régie des déchets »,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 1<sup>er</sup> décembre 2023,

Considérant l'avis favorable du Conseil d'exploitation de la régie des déchets du 5 décembre 2023,

Considérant que le Budget annexe « Régie des déchets » doit rembourser au Budget Principal la somme de 154 635 € au vu des pourcentages indiqués dans le rapport ci-avant,

### **Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'autoriser** le remboursement des charges 2023 ci-dessus mentionnées, par le Budget annexe « Régie des déchets » au Budget Principal, pour la somme de 154 635 €.
- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des Finances, à signer tout document y afférent.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 45 Voix pour
- 0 Voix contre
- 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

**2023-225. Budget annexe Transports Urbains et Mobilités - Charges à répartir avec le Budget Principal - Exercice 2023**

Le rapporteur rappelle que le Budget Principal supporte des dépenses de personnel d'agents intervenant pour le Budget Annexe « Transports Urbains et Mobilités ».

Il convient de prendre en compte les flux comptables réciproques sur ce budget.

En l'occurrence, il s'agit des frais relatifs aux services Finances, Ressources Humaines, Travaux, Affaires Générales et Informatique, répartis comme suit :

|                            | Quotité<br>budget annexe<br>"Transports Urbains et<br>Mobilités" |
|----------------------------|------------------------------------------------------------------|
| <b>FINANCES</b>            | <b>5 %</b>                                                       |
| <b>TRAVAUX</b>             | <b>2 %</b>                                                       |
| <b>RESSOURCES HUMAINES</b> | <b>0,4 %</b>                                                     |
| <b>AFFAIRES GENERALES</b>  | <b>3 %</b>                                                       |
| <b>INFORMATIQUE</b>        | <b>2 %</b>                                                       |

Pour l'année 2023, le montant des charges à répartir pour le Budget Annexe « Transports Urbains et Mobilités » s'élève à 55 618 €.

**Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les Instructions Comptables et Budgétaires M 14 et M 43,

Considérant les pourcentages présentés dans le rapport ci-avant indiquant la quotité d'activité pour 2023 des personnels des services concernés rémunérés par le budget principal et travaillant pour le service des Transports Urbains et Mobilités,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 1<sup>er</sup> décembre 2023,

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'autoriser** le remboursement des charges 2023 ci-dessus mentionnées, par le Budget Annexe « Transports Urbains et Mobilités » au Budget Principal, pour la somme de 55 618 €.
- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des Finances, à signer tout document y afférent.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 45 Voix pour
- 0 Voix contre
- 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

## **2023-226. Ajustements des Autorisations de Programme / Crédits de Paiement (AP/CP) Budget Principal et des Budgets Annexes**

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE a une question concernant le développement des énergies renouvelables. Lors de l'avant-dernier Conseil, Monsieur BARUSSEAU avait présenté un plan d'implantation de nouvelles entités d'énergies renouvelables, mais les lieux d'implantation n'étaient pas encore connus. Des sommes sont effectivement allouées et elle demande si l'endroit où elles seront utilisées est connu.

Monsieur Fabrice BARUSSEAU répond qu'en ce qui concerne le photovoltaïque, des lieux sont connus. Le projet de grappes photovoltaïques est clairement identifié. Pour ce qui est des autres productions d'énergie cela n'est pas encore le cas. Ces sujets s'étudient dans le cadre du PCAET. La méthanisation, par exemple, demeure pour le moment à l'étude.

En l'absence d'autres questions, le Président soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

*Le rapporteur rappelle que les Autorisations de Programmes et Crédits de Paiement (AP/CP) sont régies par les articles L. 5211-36, L. 2311-3 et R. 2311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et sont destinées à faciliter la gestion des investissements pluriannuels.*

*Les Autorisations de Programme (AP) sont les limites supérieures des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements. Elles sont sans limite de durée jusqu'à ce qu'il soit décidé de leur annulation. Elles peuvent être révisées chaque année.*

*Les Crédits de Paiement (CP) constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pour couvrir des engagements contractés dans le cadre des AP.*

*En tenant compte de l'avancement des opérations, il est nécessaire d'ajuster les AP/CP soit au niveau de l'échelonnement des crédits de paiement, soit au niveau de l'autorisation de programme et des crédits de paiement, s'il y a lieu.*

### **Après avoir entendu le rapporteur,**

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-36, L. 2311-3, R. 2311-9, L. 1612-1,*

*Vu les statuts de « Saintes - Grandes Rives - L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023,*

*Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 1<sup>er</sup> décembre 2023,*

### **Budget Principal**

#### **❖ AP/CP Programme Local de l'Habitat 2017-2022 :**

*Par délibération n°2023-81 du 30 mars 2023, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a ajusté la répartition des crédits de paiement comme suit :*

|                                  | CP réalisés |              |              |              |              | CP prévisionnels |           |            |
|----------------------------------|-------------|--------------|--------------|--------------|--------------|------------------|-----------|------------|
| <b>Autorisation de programme</b> | 2018        | 2019         | 2020         | 2021         | 2022         | 2023             | 2024      | 2025       |
| <b>3 372 032 €</b>               | 18 000 €    | 199 324,18 € | 258 840,19 € | 220 034,68 € | 586 354.35 € | 1 428 000 €      | 657 000 € | 4 478.60 € |

- *Au vu des prévisions de réalisation pour les années 2023 et suivantes, il convient d'augmenter temporairement l'autorisation de programme et d'ajuster la ventilation des crédits de paiement de la façon suivante :*

*L'autorisation de programme sera recalculée lors du bilan annuel, au vu du réalisé 2023.*

|                                  | CP réalisés |              |              |              |              | CP prévisionnels |           |         |
|----------------------------------|-------------|--------------|--------------|--------------|--------------|------------------|-----------|---------|
| <b>Autorisation de programme</b> | 2018        | 2019         | 2020         | 2021         | 2022         | 2023             | 2024      | 2025    |
| <b>3 713 841 €</b>               | 18 000 €    | 199 324,18 € | 258 840,19 € | 220 034,68 € | 586 354.35 € | 1 428 000 €      | 998 809 € | 4 478 € |

❖ **AP/CP Développement des énergies renouvelables :**

Par délibération n°2023-81 du 30 mars 2023, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a ventilé la répartition des crédits de paiement comme suit :

|                                  | CP réalisés |      | CP prévisionnels |           |           |           |
|----------------------------------|-------------|------|------------------|-----------|-----------|-----------|
| <b>Autorisation de programme</b> | 2021        | 2022 | 2023             | 2024      | 2025      | 2026      |
| <b>1 000 000 €</b>               | 0 €         | 0 €  | 250 000 €        | 200 000 € | 200 000 € | 350 000 € |

- Au vu des prévisions de réalisation pour les années 2023 et suivantes, il convient de maintenir la ventilation des crédits de paiement de la façon suivante :

|                                  | CP réalisés |      | CP prévisionnels |           |           |           |
|----------------------------------|-------------|------|------------------|-----------|-----------|-----------|
| <b>Autorisation de programme</b> | 2021        | 2022 | 2023             | 2024      | 2025      | 2026      |
| <b>1 000 000 €</b>               | 0 €         | 0 €  | 250 000 €        | 200 000 € | 200 000 € | 350 000 € |

❖ **AP/CP « PLUi » :**

Par délibération n°2023-81 du 30 mars 2023, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a décidé d'ajuster les crédits de paiement comme suit :

|                                  | CP réalisés |             | CP prévisionnels |             |              |
|----------------------------------|-------------|-------------|------------------|-------------|--------------|
| <b>Autorisation de programme</b> | <b>202</b>  | <b>2022</b> | <b>2023</b>      | <b>2024</b> | <b>2025</b>  |
| <b>990 000 €</b>                 | 224,38 €    | 3 254.20 €  | 263 796 €        | 226 875 €   | 495 850.42 € |

- Au vu des prévisions de réalisation pour les années 2023 et suivantes, il convient d'ajuster la ventilation des crédits de paiement de la façon suivante :

|                                  | CP réalisés |             | CP prévisionnels |             |              |
|----------------------------------|-------------|-------------|------------------|-------------|--------------|
| <b>Autorisation de programme</b> | <b>2021</b> | <b>2022</b> | <b>2023</b>      | <b>2024</b> | <b>2025</b>  |
| <b>990 000 €</b>                 | 224,38 €    | 3 254.20 €  | 263 796 €        | 188 476 €   | 534 249.42 € |

**Budget Annexe ZAC Centre Atlantique**

❖ **AP/CP « ZAC Centre Atlantique » :**

Par délibération n°2023-81 du 30 mars 2023, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a ajusté la répartition des crédits de paiement comme suit :

|                                  | CP réalisés                         |              |             |              | CP prévisionnels |                |
|----------------------------------|-------------------------------------|--------------|-------------|--------------|------------------|----------------|
| <b>Autorisation de programme</b> | Réalisations cumulées au 31/12/2019 | 2020         | 2021        | 2022         | 2023             | 2024           |
| <b>12 646 292,40 €</b>           | 7 387 525.17 €                      | 582 062.93 € | 47 192.89 € | 140 011.50 € | 1 888 644 €      | 2 600 855.91 € |

- Au vu des prévisions de réalisation pour les années 2023 et suivantes, il convient de prolonger et d'ajuster la ventilation des crédits de paiement de la façon suivante :

|                                  | CP réalisés                         |             |              | CP prévisionnels |             |                |
|----------------------------------|-------------------------------------|-------------|--------------|------------------|-------------|----------------|
| <b>Autorisation de programme</b> | Réalisations cumulées au 31/12/2020 | 2021        | 2022         | 2023             | 2024        | 2025           |
| <b>12 646 292,40 €</b>           | 7 969 588.10 €                      | 47 192,89 € | 140 011.50 € | 1 888 644 €      | 1 494 327 € | 1 106 528.91 € |

### **Budget Annexe ZAC des Charriers Sud**

#### **❖ AP/CP « ZAC des Charriers Sud » :**

Par délibération n°2023-81 du 30 mars 2023, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a ajusté la répartition des crédits de paiement comme suit :

|                                  | CP réalisés                         |          |         | CP prévisionnels |                |                |                |
|----------------------------------|-------------------------------------|----------|---------|------------------|----------------|----------------|----------------|
| <b>Autorisation de programme</b> | Réalisations cumulées au 31/12/2020 | 2021     | 2022    | 2023             | 2024           | 2025           | 2026           |
| <b>15 993 749,84 €</b>           | 210 682,55 €                        | 703,27 € | 4 200 € | 1 266 508 €      | 1 487 469,86 € | 9 372 443,45 € | 3 651 742.71 € |

- Au vu des prévisions de réalisation pour les années 2023 et suivantes, il convient d'ajuster la ventilation des crédits de paiement de la façon suivante :

|                                  | CP réalisés                         |          |         | CP prévisionnels |             |                |                |
|----------------------------------|-------------------------------------|----------|---------|------------------|-------------|----------------|----------------|
| <b>Autorisation de programme</b> | Réalisations cumulées au 31/12/2020 | 2021     | 2022    | 2023             | 2024        | 2025           | 2026           |
| <b>15 993 749,84 €</b>           | 210 682,55 €                        | 703,27 € | 4 200 € | 1 266 508 €      | 1 358 100 € | 9 372 443,45 € | 3 781 112.57 € |

### **Budget Annexe ZA La Sauzaie**

#### **❖ AP/CP « ZA La Sauzaie » :**

Par délibération n°2023-81 du 30 mars 2023, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a ajusté les crédits de paiement de la façon suivante :

|                                  | CP réalisés                         |              |              | CP prévisionnels |             |
|----------------------------------|-------------------------------------|--------------|--------------|------------------|-------------|
| <b>Autorisation de programme</b> | Réalisations cumulées au 31/12/2019 | 2020         | 2021         | 2022             | 2023        |
| <b>737 043.78 €</b>              | 218 137,91€                         | 341 063,58 € | 144 217,04 € | 1 270,85 € €     | 32 354,40 € |



- Au vu des prévisions de réalisation pour les années 2023 et suivante, il convient d'augmenter la durée, le montant de l'autorisation de programme et d'ajuster la ventilation des crédits de paiement de la façon suivante :

| Autorisation de programme | CP réalisés                         |              |              |            | CP prévisionnels |          |
|---------------------------|-------------------------------------|--------------|--------------|------------|------------------|----------|
|                           | Réalisations cumulées au 31/12/2019 | 2020         | 2021         | 2022       | 2023             | 2024     |
| <b>738 689,38 €</b>       | 218 137,91 €                        | 341 063,58 € | 144 217,04 € | 1 270,85 € | 12 000 €         | 22 000 € |

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'approuver** l'ensemble des modifications d'autorisations de programme et des crédits de paiement tels que décrits ci-dessus.
- **de prévoir** l'inscription aux budgets primitifs 2024 des crédits de paiements correspondants, tels qu'ils figurent dans les tableaux ci-dessus.
- **d'autoriser** Monsieur le Président ou son représentant délégué en charge des Finances à liquider et mandater les dépenses à hauteur des crédits de paiement 2024 approuvés dans les autorisations de programme et d'engagement et crédits de paiement.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 45 Voix pour
- 0 Voix contre
- 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

**2023-227. Budget Principal - Budget Primitif 2024**

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE informe qu'elle ne va pas voter les prochaines délibérations, dans la mesure où celles-ci ne sont pas expliquées et qu'elle ne connaît pas le sujet.

Monsieur Philippe CALLAUD explique qu'il ne s'agit pas encore d'appliquer, mais de mettre en place un budget, qui constitue à la fois un document de prévision et d'autorisation. Si des sommes supplémentaires apparaissent nécessaires en cours d'année dans un chapitre donné, une décision modificative sera votée.

En l'absence d'autres remarques, le Président soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

Le rapporteur rappelle que le Budget primitif 2024 s'inscrit dans le cadre du Rapport d'Orientations Budgétaires présenté au Conseil Communautaire du 9 novembre dernier, conformément à l'article L.2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Budget Principal de la Communauté d'Agglomération de Saintes établi en M 57, est proposé au vote par nature et par chapitre avec une présentation fonctionnelle croisée, en application du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment de ses articles L.2312-3 et R.2312-1.

Plusieurs activités sont gérées sous forme de budgets annexes ; leur vote est proposé par chapitre.

La date limite de vote des budgets primitifs des collectivités territoriales est fixée au **15 avril 2024** (article L.1612-2 du Code général des collectivités territoriales). Le budget principal et ses budgets annexes doivent être adoptés au cours de la même séance, en vertu du principe d'unité budgétaire.

Ces budgets comprennent l'intégralité des mouvements, c'est-à-dire opérations réelles et opérations d'ordre.

**Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2312-1, L. 2312-3, L. 5211-36, L. 1612-2, R.2312-1 R. 2311-1 et R. 5211-14,

Vu la délibération n°CC\_2023\_195 du Conseil Communautaire en date du 9 novembre 2023 prenant acte du Rapport d'Orientations Budgétaires pour 2024 et du débat intervenu,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 1<sup>er</sup> décembre 2023,

Considérant le rapport de présentation du budget primitif du budget principal repris ci-dessous,

Ce budget reprend les éléments du débat d'orientations budgétaires du 9 novembre 2023 et les derniers ajustements budgétaires.

## A. SECTION DE FONCTIONNEMENT

**Celle-ci s'équilibre à 35 919 085 €, soit :**

| Dépenses |                                                   | BP 2023                | BP 2024                |
|----------|---------------------------------------------------|------------------------|------------------------|
| 011      | Charges à caractère général                       | 6 119 532,59<br>€      | 6 433 435,00<br>€      |
| 012      | Charges de personnel                              | 20 940 000,00<br>€     | 22 100 000,00<br>€     |
| 65       | Autres charges de gestion courante                | 3 489 324,40<br>€      | 3 723 919,00<br>€      |
| 65       | Subvention d'équilibre Budget Transports          | 800 000,00 €           |                        |
| 65       | Subvention d'équilibre Budget Hôtel d'entreprises |                        | 10 769,00<br>€         |
| 66       | Charges financières                               | 59 037,00<br>€         | 50 800,00<br>€         |
| 67       | Charges exceptionnelles                           | 22 800,00<br>€         | 18 300,00<br>€         |
| 68       | Provisions                                        |                        | 10 000,00<br>€         |
| 014      | Atténuation de produits                           | 1 647 652,00<br>€      | 1 597 652,00<br>€      |
| 023      | Virement à la section d'investissement            | 333 051,01<br>€        | 341 283,00<br>€        |
| 042      | Opérations d'ordre Amort 6811                     | 1 334 497,00<br>€      | 1 600 000,00<br>€      |
| 042      | Opérations d'ordre études 6812                    | 32 927,00<br>€         | 32 927,00<br>€         |
|          |                                                   | <b>34 778 821,00 €</b> | <b>35 919 085,00 €</b> |

| Recettes |                                         | BP 2023                | BP 2024                |
|----------|-----------------------------------------|------------------------|------------------------|
| 70       | Produits des services                   | 3 681 275,00 €         | 3 893 966,00 €         |
| 73       | Impôts et taxes                         | 22 375 258,00 €        | 22 885 448,00 €        |
| 74       | Dotations, subventions...               | 7 736 937,00 €         | 7 958 990,00 €         |
| 75       | Autres produits de gestion courante     | 158 767,00 €           | 419 681,00 €           |
| 77       | Produits exceptionnels                  | 170 000,00 €           |                        |
| 013      | Atténuation de charges                  | 100 000,00 €           | 118 000,00 €           |
| 042      | Neutralisation amort comptes 204 (7768) | 500 000,00 €           | 610 000,00 €           |
| 042      | Opérations d'ordre subv amort 777       | 56 584,00 €            | 33 000,00 €            |
|          |                                         | <b>34 778 821,00 €</b> | <b>35 919 085,00 €</b> |

## **1. Les dépenses comprennent :**

- **Les charges à caractère général - chapitre 011** - s'établissent à 6 433 435,00 € et se répartissent essentiellement comme suit :
  - o Habitat : 165 600 € dont 105 100,00 € pour le suivi de l'animation de l'opération programmée d'amélioration de l'habitat et de rénovation urbaine (OPAH-RU) ;
  - o Développement économique dont 53 325 € dont 10 000 € pour l'organisation d'un forum ESS, 10 000 € pour la cotisation à l'association « Ferrocampus » et 10 000 € pour le renouvellement de la convention d'accompagnement de la CRESS (Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire) Nouvelle Aquitaine
  - o Urbanisme 12 650 € dont 7 900 € de cotisations, 2 900 € de fournitures (pochettes pour les dossiers déposés)
  - o Solidarités - CISPD : 171 535 € dont 105 000 € concernant les contrats de gestion de l'aire d'accueil des gens du voyage (GDV), 10 000 € pour les batteries de radars pédagogiques et autres actions, 6 500 € pour des actions de sensibilisation dans les établissements scolaires.
  - o Travaux : 510 231 € dont 278 981 € pour les fluides (Eau, Electricité et Gaz), 71 450 € de contrat de prestations de service et de maintenance, 111 900 € pour les travaux d'entretien des bâtiments, terrain, voirie et réseau.
  - o Finances : 23 400 € dont 13 300 € pour les fournitures administratives et les produits d'entretien du siège de l'agglomération et 10 100 € pour les cotisations à l'AMF et à l'ADCF
  - o Environnement : 36 750 €, dont 23 000 € dédié aux animations de sensibilisation, 3 750 € de frais d'adhésion à 3 organismes, 4 000 € lié à la convention avec la chambre d'agriculture, et 4 000 € de frais lié à une étude ENR/MDE
  - o Education : 2 457 246 € dont l'alimentation 1 316 364 € dédiée à la restauration scolaire, aux centres de loisirs, aux accueils périscolaires, aux crèches et aux haltes garderies. S'ajoutent à cette enveloppe :
    - les fournitures scolaires (227 821 €) ;
    - les différents contrats de prestations de services (76 224 €) ;
    - les produits d'entretien pour les différents sites (129 855 €) ;
    - le transport collectif à l'occasion des sorties sportives et autres objets (98 569 €) ;
    - les fournitures de petit équipement (54 956 €) ;
  - o Ressources humaines : 324 100 €, dont la formation des agents en lien avec le plan de formation pour 80 000 € et 29 000 € pour les apprentis, le contrat d'entretien des locaux du siège pour 60 000 €, les frais d'audit de la prévention des Risques Psycho-Sociaux pour 30 000 €, les frais de mise à disposition de 2 places multi-accueil pour le personnel communautaire (UDAF) pour 23 600 €, ;
  - o Communication : 270 970 € dont 144 450 € pour les différents supports de communication (Esprit d'agglo- supports de communication pour les services- supports pour des événements grand public) ; 30 000 € pour la refonte du site internet et de l'extranet ; 15 000 € pour les vœux aux agents et institutionnels ; 20 000 € pour les reportages photos et vidéos, 4 050 € pour les annonces et insertions auprès des différents médias.
  - o Direction générale : 70 500 € dont le carburant des véhicules de service (22 500 €), l'affranchissement (32 500 €) ;
  - o Informatique : 379 957 € dont la maintenance des outils informatiques pour 234 841 €, la téléphonie pour 113 236 €, la fourniture de petit équipement pour 5 400 € ;
  - o Piscines : 771 221 € dont les fluides pour 573 261 €, les contrats de maintenance, d'entretien et de contrôles pour 51 700 € ; les produits d'entretien pour 8 500 € et l'entretien des bâtiments pour 39 800 € ; 36 100 € pour la fourniture de petits équipements et 18 000 € pour la fourniture des produits de traitements.
  - o Espaces naturels-randonnées : 476 598 €
    - 107 220 € : pour l'entretien des sentiers, installation des supports de communication (Panneaux Natura 2000, Planimètre Sentiers, ...)

- 85 878 € : politique de l'eau (inventaire des zones humides, prestation de régulation des ragondins, adhésions à différents organismes.
- 205 000 € : pour les eaux pluviales urbaines (entretien des réseaux d'eau pluviale, des bassins)
- 78 500 pour la préservation du patrimoine naturel
- *Projet de territoire-politiques contractuelles* 3 350 € soit 750 € d'adhésion à la Commission Nationale de Coopération Décentralisée (CNCD) et 2 600 € de prestations dans le cadre de l'élaboration des contributions ;
- *Affaires juridiques* : 327 544 € dont les assurances (136 054 €), les locations immobilières (27 120 €), les charges locatives et de copropriété (7 607 €), les taxes foncières (31 100 €), la documentation (26 787 €), la prestation de service de la ville de Saintes pour les marchés publics (33 000 €), les honoraires, frais d'actes et de contentieux (22 000 €), les frais d'insertion occasionnés lors du lancement de consultations de marchés publics (20 000 €) ;
- *Fonctionnement des zones d'activités* : 278 558 €, soit 237 000 € pour l'entretien de la voirie et des espaces verts, 12 500 € de prestations refacturées par les communes, et 29 058 € de frais d'électricité ;
- *Tourisme* : 84 700 €, dont 38 000 € pour l'organisation des « Echappées Rurales » et ciné plein air, 15 000 € pour « l'escapade Fleuve Charente », 10 000 € pour le « Pass Angoulême-Cognac-Saintes », 2 700 € pour les droits d'auteurs.

• **Les dépenses de personnel - chapitre 012- s'établissent à 22 100 000,00 €.**

Pour mémoire, les dépenses de personnel s'élevaient à la somme de 20 940 000 € au budget primitif 2023, ce qui représente une augmentation de 5,16 % par rapport au budget primitif de 2024.

Les principaux éléments de cette augmentation sont les suivants :

- Augmentation de 5 points de l'indice de rémunération : 220 000 €
- Augmentation de 1,5 % de la valeur du point d'indice (en année pleine) : 300 000 €
- Augmentation de la CNRACL : 83 000 €
- Revalorisation de la grille des bas salaires : 48 600 €
- Augmentation du SMIC : 6 500 €
- Augmentation de la taxe mobilité transport : 25 000 €
- Recrutements (emplois permanent et non permanent) : 507 750 €
- **Les autres charges de gestion courante - chapitre 65- s'établissent à 3 734 688,00 € dont :**
  - Subventions aux associations : 1 966 116 €
  - Indemnités des élus et les charges associées : 451 000 €
  - Contribution au Pays de Saintonge Romane : 360 192 €
  - Subvention à l'Agence d'Attractivité : 350 000 €
  - Subvention à l'Office du Tourisme : 230 000 €
  - Subvention exceptionnelle à la commune de Pisany : 53 000 €
  - Subvention d'équilibre au budget annexe Hôtel d'Entreprises : 10 769 €
- **Les charges financières - chapitre 66 - s'établissent à 50 800 €** et concernent les intérêts des emprunts contractés.
- **Les charges exceptionnelles - chapitre 67 - s'établissent à 18 300 €** pour les annulations de titres émis sur des exercices antérieurs.

- **Dotations aux provisions- chapitre 68- s'établissent à 10 000 €** : il s'agit de provisions correspondant à 15 % du total des créances de plus de 2 ans, non encore acquittées.
- **Les atténuations de produits - chapitre 014 - s'établissent à 1 597 652,00 €** et comprennent le versement de l'attribution de compensation de fonctionnement à certaines communes pour 1 273 020 €, le fonds national de garantie individuelle de ressources (FNGIR) pour 124 632 € et le reversement à l'EPIC tourisme de la taxe de séjour pour 200 000 €.
- **Les opérations d'ordre de transferts entre sections - chapitre 042 - s'établissent à 1 632 927 €**, soit 1 600 000 € au titre des dotations aux amortissements portant sur les biens acquis antérieurement et 32 927 € pour l'amortissement de frais d'études et des charges liées à la crise sanitaire.

## **2. Les recettes comprennent :**

- **Les atténuations de charges - chapitre 013- s'établissent à 118 000 €**
  - Celles-ci correspondent à des remboursements et notamment les indemnités journalières et décharges syndicales.
- **Les produits des services - chapitre 70- s'établissent à 3 893 966 € dont, pour l'essentiel :**
  - 2 793 000 € de recettes pour la direction « Education -Enfance-Jeunesse, dont : la restauration scolaire (1 702 000 €), les accueils périscolaires (490 000 €), les centres de loisirs et des animations vacances (309 000 €), les structures de petite enfance (220 000 €) ;
  - 486 000 € de recettes attendues sur les trois piscines ;
  - 261 000 € de remboursement des communes pour la mise à disposition de personnel (le service informatique notamment)
  - 162 367 € de remboursement des frais de personnel par le budget Régie des Déchets
  - 58 399 € de remboursement des frais de personnel par le budget Transports Urbains
- **Les impôts et taxes - chapitre 73- s'établissent à 22 885 448 €**

NB : les éléments officiels n'ont pas été communiqués, à ce jour, par l'administration fiscale.

Ce chapitre se compose des recettes fiscales prévisionnelles suivantes :

- La cotisation foncière des entreprises (CFE), la taxe d'habitation (TH) sur les résidences secondaires, la taxe sur le foncier non bâti (TFNB) et la taxe additionnelle sur le foncier non bâti (taxe additionnelle sur FNB) pour 5 807 921 € ;
- La fraction de TVA destinée à compenser la taxe d'habitation ainsi que la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), s'élève, pour sa part, à 11 526 686 € ;
- La taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) est estimée à 1 183 866 € ;
- Les impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (IFER) sont estimées à 871 751 € ;
- Les attributions de compensation reversées par les communes pour 1 939 266 € ;
- La taxe locale sur les publicités extérieures (TLPE) pour 350 000 € et la taxe de séjour pour 200 000 € ;
- La taxe GEMAPI : 268 573 € ;

- Le Fonds National de Péréquation sur les recettes Intercommunales et Communales (FPIC) pour 737 385 €.

- **Les dotations et participations - chapitre 74- s'établissent à 7 958 990 €**

Ce chapitre se compose pour l'essentiel des recettes prévisionnelles suivantes :

- 1 794 905 € pour la dotation d'intercommunalité ;
- 2 554 549 € pour la dotation de compensation des groupements de communes ;
- 38 423 € pour la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle ;
- 556 434 € de compensation au titre de la Contribution Economique Territoriale (CVAE et CFE) ;
- 3 014 679 € de subventions diverses (CAF, département, région)
- **Les autres produits de gestion courante - chapitre 75- s'établissent à 419 681 €** dont 117 487 € pour la redevance versée par les Pompes Funèbres de Saintonge dans le cadre de la délégation de service public (DSP) et 129 969 € de loyers perçus.
- **Les opérations d'ordre de transferts entre sections -chapitre 042- s'établissent à 643 000€** dont 610 000 € au titre de la neutralisation totale des amortissements des subventions d'équipement versées, et 33 000 € pour l'amortissement des subventions pour 2023.

## **B. SECTION D'INVESTISSEMENT**

**Celle-ci s'équilibre à 10 546 343,00 €, soit :**

| <b>Dépenses</b> |                                                                     | <b>BP 2023</b>             | <b>BP 2024</b>             |
|-----------------|---------------------------------------------------------------------|----------------------------|----------------------------|
| 20              | Immobilisations incorporelles (hors opérations)                     | 1 181 220,00<br>€          | 961 000,00 €               |
| 204             | Subventions d'équipement versées (hors opérations)                  | 1 610 000,00<br>€          | 1 695 900,00<br>€          |
| 21              | Autres immobilisations corporelles (hors opérations)                | 860 750,00 €               | 1 788 400,00<br>€          |
| 26              | Capital                                                             | 37 000,00€                 |                            |
|                 | <b>Total des opérations d'équipement</b>                            | <b>8 388 883,00<br/>€</b>  | <b>5 135 043,00<br/>€</b>  |
| 27              | Immobilisations financières                                         | 5 000,00<br>€              | 5 000,00<br>€              |
| 040             | Opérations d'ordre 13912-13918                                      | 56 584,00 €                | 33 000,00 €                |
| 040             | Neutralisation amortissements subventions équipement versées-art204 | 500 000,00 €               | 610 000,00 €               |
| 16              | Emprunts et dettes                                                  | 306 400,00 €               | 318 000,00 €               |
|                 |                                                                     | <b>12 945 837,00<br/>€</b> | <b>10 546 343,00<br/>€</b> |

| <b>Recettes</b> |                              | <b>BP 2023</b> | <b>BP 2024</b> |
|-----------------|------------------------------|----------------|----------------|
| 10              | Dotation, fonds divers FCTVA | 1 060 000,00 € | 750 000,00     |
| 13              | Subvention d'investissement  | 2 371 852,23 € | 604 318,00€    |

|     |                                          |                    |                            |
|-----|------------------------------------------|--------------------|----------------------------|
| 16  | Emprunts et dettes assimilées            | 7 698 613,76 €     | 7 053 565,00 €             |
| 16  | Caution 165                              | 3 000,00 €         | 3 000,00 €                 |
| 27  | Autres immobilisations financières       | 111 896,00 €       | 26 000,00 €                |
| 040 | Amortissements                           | 1 367 424,00 €     | 1 632 927,00 €             |
| 021 | Virement de la section de fonctionnement | 333 051,01 €       | 343 283,00 €               |
| 024 | Cession d'immobilisations                |                    | 135 250,00 €               |
|     |                                          | <b>12 837,00 €</b> | <b>945 10 546 343,00 €</b> |

**1. Les dépenses comprennent, pour l'essentiel :**

**Les opérations d'équipement suivantes :**

| Opérations                                        | Montant            |
|---------------------------------------------------|--------------------|
| TRAVAUX BATIMENTS ET MOBILIER SCOLAIRE            | 511 500 €          |
| AQUEDUC                                           | 450 000 €          |
| MATERIEL INFORMATIQUE                             | 346 308 €          |
| TRAVAUX ET MATERIEL PISCINES                      | 260 000 €          |
| RIVIERES (GEMAPI ET HORS GEMAPI)                  | 271 000 €          |
| ITINERAIRES RANDONNEES                            | 67 000 €           |
| SENTIER DU CORAN                                  | 70 000 €           |
| LOGEMENT SOCIAL 2017-2022 (AP)                    | 413 000 €          |
| AIDES LOGEMENTS OPAH-RU 2017-2022 (AP)            | 565 809 €          |
| SOUTIEN ACCESS° PROPRIETE CENTRE VILLE-BOURG (AP) | 20 000 €           |
| Total OPAH RU 2023-2028                           | 304 550 €          |
| PLUI (AP)                                         | 188 476 €          |
| DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES (AP)     | 200 000 €          |
| NOUVELLE PISCINE                                  | 255 000 €          |
| LA MISSION LOCALE                                 | 51 000 €           |
| FLOW VELO                                         | 1 035 000 €        |
| REQUALIFICATION DES ZAE                           | 62 400 €           |
| SOUTIEN A L'EQUILIBRE LOGEMENT SOCIAL             | 14 000 €           |
| MAISON DU VELO                                    | 50 000 €           |
| <b>TOTAL :</b>                                    | <b>5 135 043 €</b> |

**Des investissements hors opérations pour 4 445 300 € dont**

- 1 000 000 € d'aide à l'investissement des entreprises
- 475 900 € pour les fonds de concours élargi aux communes ;
- 470 000 € pour le schéma directeur
- 600 000 € pour les réseaux d'eaux pluviales urbaines

- 361 000 € pour le foncier dont 90 000 € d'études et 271 000 € d'acquisition de terrains
- 320 000 € pour les travaux de l'ancien siège (étanchéité et isolation)
- 130 000 € pour la réfection de l'entrée de la zone des coteaux et de l'impasse du champ de tir et les pistes cyclables des zones d'activité
- 111 000 € de frais liés aux actes d'urbanisme
- 100 000 € d'étude et d'audit énergétique des équipements
- 95 000 € pour l'acquisition de véhicule (véhicule électrique de service et véhicule avec remorque pour la piscine)
- 30 000 € d'étude de vulnérabilité climatique
- 45 000 € de support de communication
- 158 000 € de travaux divers

**Le remboursement du capital de la dette s'élève à 318 000 €.**

**Les opérations d'ordre du chapitre 040 s'élèvent à remboursement du capital de la dette s'élève à 643 000 :**

- 500 000 € pour la neutralisation totale des amortissements des subventions d'équipement versées,
- 56 584 € pour l'amortissement des subventions.

**2. Les recettes comprennent :**

- 750 000 € de remboursements du Fonds de Compensation de la TVA ;
- 1 632 927 € de dotation aux amortissements ;
- 604 318 € de subventions d'investissement suivantes :
  - Attributions de compensation : 333 818 € ;
  - Fonds de concours EPU des communes vers la CDA : 150 000 € ;
  - Subvention de l'agence de l'eau pour l'inventaire des zones humides : 56 000 €.
  - Subvention de l'ADEME (réalisation schéma directeur des ENR) : 28 000 €
  - Subventions du Département : 10 000 € ;
  - Dotation globale de décentralisation relative aux documents d'urbanisme : 9 000 €
- 26 000 € au titre des autres immobilisations financières :
- 135 250 € de cession de parcelles
- 341 283 € de virement de la section de fonctionnement ;
- 3 000 € de remboursement de caution bancaire ;
- La section d'investissement s'équilibre par un **emprunt prévisionnel de 7 053 565 €.**

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**



- **d'adopter** le budget primitif 2024 du Budget principal par nature, au niveau du chapitre, pour la section de fonctionnement et au niveau du chapitre ou « par opération » pour la section d'investissement.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de cette proposition par :

- 45 Voix pour
- 2 Voix contre (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

## **2023-228. Budget Primitif 2024 - Budget annexe Régie des déchets**

Le rapporteur rappelle que le Budget primitif 2024 s'inscrit dans le cadre du rapport d'orientations budgétaires présenté au Conseil Communautaire du 9 novembre dernier, conformément à l'article L. 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Budget annexe de la Régie des déchets de la Communauté d'Agglomération de Saintes établi en M 4, est proposé au vote par nature et par chapitre, en application du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment de ses articles L. 2312-3 et R. 2312-1.

La date limite de vote des budgets primitifs des collectivités territoriales est fixée au **15 avril 2024** (article L. 1612-2 du Code Général des Collectivités Territoriales). Le budget principal et ses budgets annexes doivent être adoptés au cours de la même séance, en vertu du principe d'unité budgétaire.

Ces budgets comprennent l'intégralité des mouvements, c'est-à-dire les opérations réelles et les opérations d'ordre.

### **Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2312-1, L. 2312-3, L. 1612-2, L. 5211-36, R. 2312-1, R. 2311-1 et R. 5211-14,

Vu les statuts de « Saintes – Grandes Rives – L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6, 1, 7°) intitulé « collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés »,

Vu la délibération n°2023-195 du Conseil Communautaire en date du 9 novembre 2023 prenant acte du Rapport d'Orientations Budgétaires pour 2024 et du débat intervenu,

Vu l'avis favorable du Conseil d'exploitation de la régie pour les déchets dotée de la seule autonomie financière en date du 5 décembre 2023 portant sur le Budget Primitif 2024 du Budget Annexe Régie des déchets,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 1<sup>er</sup> décembre 2023,

Considérant le rapport de présentation du budget primitif du budget annexe « Régie des déchets » repris ci-dessous,

Ce budget reprend les éléments du débat d'orientations budgétaires du 9 novembre 2023 et les derniers ajustements budgétaires,

### **SECTION D'EXPLOITATION**

**Celle-ci s'équilibre à 9 334 806 €, soit :**

|     | <b>Dépenses</b>                    | <b>BP 2023</b>    | <b>BP 2024</b> |
|-----|------------------------------------|-------------------|----------------|
| 011 | Charges à caractère général        | 1 552 123,00<br>€ | 1 798 957,00 € |
| 012 | Charges de personnel               | 3 274 635,00<br>€ | 3 685 635,00 € |
| 65  | Autres charges de gestion courante | 3 029 410,00<br>€ | 3 130 850,00 € |

|     |                                        |                           |                       |
|-----|----------------------------------------|---------------------------|-----------------------|
| 66  | Charges financières                    | 1 600,00<br>€             | 3 000,00 €            |
| 67  | Charges exceptionnelles                | 100 000,00 €              | 83 780,00 €           |
| 68  | Provision                              |                           |                       |
| 014 | Atténuation de produits                |                           |                       |
| 022 | Dépenses imprévues                     |                           |                       |
| 023 | Virement à la section d'investissement |                           |                       |
| 042 | Amortissement + étalement COVID        | 685 384,00 €              | 632 584,00 €          |
|     |                                        | <b>8 643 152,00<br/>€</b> | <b>9 334 806,00 €</b> |

| <b>Recettes</b> |                                      | <b>BP 2023</b>        | <b>BP 2024</b>        |
|-----------------|--------------------------------------|-----------------------|-----------------------|
| 70              | Produits des services                | 8 526 568,00<br>€     | 9 241 806,00<br>€     |
| 73              | Impôts et taxes                      |                       |                       |
| 74              | Dotations, subventions...            | 38 000,00<br>€        | 38 000,00<br>€        |
| 75              | Autres produits de gestion courante  | 38 000,00<br>€        | 32 000,00<br>€        |
| 76              | Produits financiers                  |                       |                       |
| 77              | Produits exceptionnels vente terrain | 10 000,00<br>€        | 10 000,00<br>€        |
| 01<br>3         | Atténuation de charges               | 20 000,00<br>€        |                       |
| 04<br>2         | Amortissement des subventions        | 10 584,00<br>€        | 13 000,00<br>€        |
| 00<br>2         | Excédent de fonctionnement reporté   |                       |                       |
|                 |                                      | <b>8 643 152,00 €</b> | <b>9 334 806,00 €</b> |

### **1. Les dépenses comprennent :**

- **Les charges à caractère général - chapitre 011 - s'établissent à 1 798 957,00 € dont :**
  - 574 600 € pour les frais de carburant (art 6066) ;
  - 263 200 € pour les prestations de services (art 611) dont notamment 144 000 € pour la prestation de collecte des points d'apport volontaire et 42 000 € pour la prestation de lavage des conteneurs enterrés, 30 000 € pour le contrat relatif au système d'identification et de géolocalisation des bennes à ordures ménagères et 12 000 € pour la prestation de lavage des vêtements de travail ;
  - 305 500 € pour l'entretien des matériels roulants (art 61551) ;
  - 122 000 € pour les autres matières et fournitures (art 6068) dont 85 000 € pour les sacs jaunes et 25 000 € pour les vêtements de travail et équipements de protection ;
  - 79 696 € pour les polices d'assurances (art 6161) ;
  - 82 311 € pour la maintenance du matériel et des installations (art 6156) ;
  - 68 050 € pour la fourniture d'eau et d'électricité (art 6061) ;
  - 51 500 € pour les frais d'études dont 50 000 € d'étude d'optimisation de la collecte

- 30 000 € pour la communication, la réalisation des calendriers de collecte et des campagnes de sensibilisation aux modalités de collecte et l'accès aux déchetteries (art 6236).

**Les dépenses de personnel -chapitre 012- s'établissent à 3 685 635,00 €**

- Ce chapitre comprend la rémunération du personnel permanent, du personnel intérimaire (500 000 €), le remboursement au budget principal des charges salariales pour les fonctions supports pour 162 367 € (art 6215)

– **Les autres charges de gestion courante -chapitre 65- s'établissent à 3 130 850,00 €**

Il s'agit essentiellement de la contribution à CYCLAD (2 927 850 €) dont :

- 2 288 550 € pour le traitement de la collecte en porte à porte pour les particuliers ;
- 564 300 € pour le traitement en déchèterie ;
- 50 000 € pour le traitement des déchets du Centre hospitalier de Saintonge ;
- 25 000 € pour le traitement de l'amiante collecté en déchetteries.

Sont également prévus :

- 50 000 € pour les créances admises en non-valeur (art 6541) ;
- 150 000 € pour les créances éteintes (art 6542) ;
- 3 000 € pour les droits d'utilisation de logiciels informatiques (art 6512).

– **Les charges financières -chapitre 66- s'établissent à 3 000,00 €.** Cette enveloppe permet le paiement des intérêts de l'emprunt contracté.

– **Les charges exceptionnelles -chapitre 67- s'établissent à 83 780,00 €.** Les crédits sont prévus pour prendre en compte d'éventuelles annulations de titres sur exercices antérieurs.

– **Les opérations d'ordre de transfert entre sections -chapitre 042- s'établissent à 632 584,00 €,** soit 625 000 € au titre des dotations aux amortissements (art 6811) et 7 584 € pour les charges à étaler (art 6812).

**2. Les recettes comprennent :**

**Les produits des services -chapitre 70- s'établissent à 9 241 806,00 €** et se répartissent comme suit :

- 9 025 306 € de recettes attendues au titre de la redevance incitative,
- 110 000 € pour la facturation au Centre Hospitalier de Saintonge de la prestation de service « collecte et traitement des déchets assimilables aux ordures ménagères » dans le cadre d'un marché public ;
- 78 500 € pour la déchetterie de Corme-Royal ;
- 22 000 € pour la déchetterie de Burie ;
- 6 000 € pour la mise à disposition de bacs lors de manifestations.

– **Les subventions d'exploitation -chapitre 74- s'établissent à 38 000,00 €**

- Il s'agit de subventions versées par les éco-organismes.

- **Les autres produits de gestion courante -chapitre 75- s'établissent à 32 000 €**
  - Ces crédits correspondent au remboursement, par l'Etat, de la Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (TICPE).
- **Les produits exceptionnels -chapitre 77- sont de 10 000,00 €** et correspondent à des remboursements potentiels de l'assurance suite aux sinistres intervenus sur les véhicules.
- **Les amortissements de subventions -chapitre 042- s'établissent à 13 000,00 €.**

#### **SECTION D'INVESTISSEMENT**

**Celle-ci s'équilibre à 2 915 164 €, soit :**

|     | <b>Dépenses</b>                               | <b>BP 2023</b>        | <b>BP 2024</b>        |
|-----|-----------------------------------------------|-----------------------|-----------------------|
| 040 | Amortissement des subventions                 | 10 584,00 €           | 13 000,00 €           |
| 21  | Immobilisations corporelles (hors opérations) | 21 100,00 €           | 26 000,00 €           |
|     | <b>Total des opérations d'équipement</b>      | <b>1 261 000 €</b>    | <b>2 847 164 €</b>    |
|     | dt Op 44 - Colonnes apport volontaire         | 125 000,00 €          | 135 000,00 €          |
|     | dt Op 54 - travaux bâtiment collecte          |                       | 50 000,00 €           |
|     | dt Op 63 - Conteneurs                         | 65 000,00 €           | 65 000,00 €           |
|     | dt Op 86 - Matériel roulant collecte          | 655 000,00 €          | 1 130 000,00 €        |
|     | dt Op 102- Caissons et compacteurs            | 75 000,00 €           | 75 000,00 €           |
|     | dt Op 107 - Mise aux normes déchetteries      | 220 000,00 €          | 354 000,00 €          |
|     |                                               | 121 000,00 €          |                       |
|     | dt Op 111 - Déchetterie Sud                   | €                     | 1 038 164,00 €        |
| 16  | Emprunts et dettes                            | 29 000,00 €           | 29 000,00 €           |
|     | <b>REPORTS</b>                                |                       |                       |
|     |                                               | <b>1 321 684,00 €</b> | <b>2 915 164,00 €</b> |

|     | <b>Recettes</b>        | <b>BP 2023</b>        | <b>BP 2024</b>        |
|-----|------------------------|-----------------------|-----------------------|
| 10  | Dotation, fonds divers | 190 000,00 €          | 300 000,00 €          |
| 16  | Emprunts               | 446 300,00 €          | 1 982 580,00 €        |
| 040 | Opérations ordre       | 685 384,00 €          | 632 584,00 €          |
|     | <b>REPORTS</b>         |                       |                       |
|     |                        | <b>1 321 684,00 €</b> | <b>2 915 164,00 €</b> |

#### **1- Les dépenses comprennent notamment :**

- Les travaux d'équipement d'un montant de 2 847 164 € (voir liste ci-avant) ;
- Le remboursement du capital de la dette pour 29 000 € (chapitre 16) ;
- L'amortissement des subventions pour 13 000 € (chapitre 040) ;
- Des immobilisations corporelles (hors opérations) dont matériels de bureau et informatique pour 26 000 € (chapitre 21).

#### **2- Les recettes comprennent notamment :**

- Le remboursement de la TVA via le Fonds de Compensation de la TVA (FCTVA) pour la somme de 300 000 € (chapitre 10) ;
- L'amortissement des immobilisations pour 632 584,00 € (chapitre 040) dont l'étalement des charges liées à la crise sanitaire pour 7 584 € ;
- L'appel à l'emprunt pour un montant de 1 982 580 €.

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'adopter** le budget primitif 2024 du Budget annexe « Régie des déchets », par nature, au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement et au niveau du chapitre ou « par opération » pour la section d'investissement.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de cette proposition par :

- 45 Voix pour
- 2 Voix contre (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

**2023-229. Budget annexe Transports Urbains et Mobilités - Budget Primitif 2024**

Le rapporteur expose que le Budget primitif 2024 s'inscrit dans le cadre du rapport d'orientations budgétaires présenté au Conseil Communautaire du 9 novembre dernier, conformément à l'article L. 2312-1 du Code général des Collectivités Territoriales.

Le Budget annexe « Transports Urbains et Mobilité » de la Communauté d'Agglomération de Saintes établi en M 43, est proposé au vote par nature et par chapitre, en application du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment de ses articles L. 2312-3 et R. 2312-1.

La date limite de vote des budgets primitifs des collectivités territoriales est fixée au **15 avril 2024** (article L.1612-2 du Code Général des Collectivités Territoriales). Le budget principal et ses budgets annexes doivent être adoptés au cours de la même séance, en vertu du principe d'unité budgétaire.

Ces budgets comprennent l'intégralité des mouvements, c'est-à-dire les opérations réelles et les opérations d'ordre.

**Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2312-1, L.2312-3, L. 1612-2, L. 5211-36, R. 2312-1 R. 2311-1 et R. 5211-14,

Vu la délibération n°CC\_2023\_195 du Conseil Communautaire en date du 9 novembre 2023 prenant acte du Rapport d'Orientations Budgétaires pour 2024 et du débat intervenu,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 1<sup>er</sup> décembre 2023,

Considérant le rapport de présentation du budget primitif du budget annexe « Transports Urbains et Mobilité » repris ci-dessous,

Ce budget reprend les éléments du débat d'orientations budgétaires du 9 novembre 2023 et les derniers ajustements budgétaires.

**SECTION D'EXPLOITATION**

**La section d'exploitation s'équilibre à 6 426 646,00 €, soit :**

|     | <b>Dépenses</b>             | <b>BP 2023</b> | <b>BP 2024</b> |
|-----|-----------------------------|----------------|----------------|
| 011 | Charges à caractère général | 181 430,00 €   | 166 950,00 €   |
| 012 | Charges de personnel        | 235 000,00 €   | 275 000,00 €   |

|     |                                     |                       |                       |
|-----|-------------------------------------|-----------------------|-----------------------|
| 65  | Autres charges de gestion courante  | 5 011 000,00 €        | 5 597 000,00 €        |
| 66  | Charges financières                 | 1 900,00 €            | 1 200,00 €            |
| 67  | Charges exceptionnelles - RESERVE - | 36 245,00 €           | 75 296,00 €           |
| 014 | Atténuation de produits             | 1 200,00 €            | 1 200,00 €            |
| 022 | Dépenses imprévues                  | 100 000,00 €          |                       |
| 042 | Amortissement des immobilisations   | 368 977,00 €          | 310 000,00 €          |
|     |                                     | <b>5 935 752,00 €</b> | <b>6 426 646,00 €</b> |

| Recettes |                                                | BP 2023               | BP 2024               |
|----------|------------------------------------------------|-----------------------|-----------------------|
| 70       | Produits des services                          | 627 900,00 €          | 630 000,00 €          |
| 73       | Impôts et taxes                                | 2 700 000,00 €        | 4 000 000,00 €        |
| 74       | Dotations, subventions...                      | 1 636 646,00 €        | 1 636 646,00 €        |
| 75       | Autres produits de gestion courante            | 160 000,00 €          | 160 000,00 €          |
| 77       | Produits exceptionnels<br>Subvention (art 774) | 800 000,00 €          |                       |
| 042      | Amortissement des subventions                  | 11 206,00 €           |                       |
|          |                                                | <b>5 935 752,00 €</b> | <b>6 426 646,00 €</b> |

### 1. Les principales dépenses de fonctionnement comprennent :

- **Les charges à caractère général - chapitre 011- : 166 950 €**

Dont la maintenance des logiciels, de billetterie et de suivi du versement mobilité, des frais de location des locaux, les assurances, les frais de communication, ainsi que des cotisations et adhésions diverses.

- **Les dépenses de personnel - chapitre 012- : 275 000 €**

- **Les atténuations de produits - chapitre 014- : 1 200 €.** Ce poste concerne les restitutions prévisionnelles de trop versé au titre du versement mobilité (VM).

- **Les autres charges de gestion courante - chapitre 65- : 5 597 000 €.**

Ces dépenses sont constituées :

- Du forfait de charges versé à l'exploitant dans le cadre de la concession de service public pour 4 950 000 € ;
- De la convention passée avec la Région Nouvelle Aquitaine pour le transport des élèves pour 550 000 € ;
- De l'adhésion au syndicat mixte intermodal de la région Nouvelle Aquitaine pour 27 000 € ;
- De subventions aux particuliers pour 70 000 €, pour l'achat de vélos à assistance électrique,

- **Les intérêts d'emprunt - chapitre 66- pour 1 200 € ;**

- **Les charges exceptionnelles -ou RÉSERVE- d'un montant de 75 296 € (chapitre 67) :**

- **Enfin, les dotations aux amortissements - chapitre 042- pour 310 000 €.**

### 2. Les recettes comprennent :

- **Les produits des services - chapitre 70- : 630 000 €,** qui correspondent au reversement intégral, par le concessionnaire, des recettes des usagers ;

- **Le versement mobilité (VM) - chapitre 73- : 4 000 000 €**, le taux du versement mobilité (participation des employeurs occupant 11 salariés et plus au financement des transports en commun) est passée de 0,55% à 0,80% au 1<sup>er</sup> juillet 2023 ;
- **Les dotations et participations - chapitre 74- : 1 636 646 €** correspondent aux transferts financiers 2008 et 2017 versés par la région Nouvelle Aquitaine (1 611 646 €), la compensation tarifaire versée par le CCAS de la ville de Saintes pour les titres Pass'Buss (25 000 €) ;
- **Les autres produits de gestion courante - chapitre 75 : 160 000 €** soit 10 000 € de loyers versés par le concessionnaire pour la boutique « Buss », et 150 000 € versés par la Région Nouvelle Aquitaine aux termes de la convention passée avec la CDA ;

## **SECTION D'INVESTISSEMENT**

**La section d'investissement s'équilibre à 409 150,00 € comme suit :**

|     | <b>Dépenses</b>               | <b>BP 2023</b>      | <b>BP 2024</b>      |
|-----|-------------------------------|---------------------|---------------------|
| 040 | Amortissement des subventions | 11 206,00 €         |                     |
| 20  | Immobilisations incorporelles | 45 000,00 €         | 220 000,00 €        |
| 21  | Immobilisations corporelles   | 576 670,00 €        | 120 150,00 €        |
| 16  | Emprunts et dettes            | 91 483,00 €         | 69 000,00 €         |
|     | <b>REPORTS</b>                |                     |                     |
|     |                               | <b>724 359,00 €</b> | <b>409 150,00 €</b> |

|     | <b>Recettes</b>                   | <b>BP 2023</b>      | <b>BP 2024</b>      |
|-----|-----------------------------------|---------------------|---------------------|
| 16  | Emprunts                          | 355 382,00 €        | 99 150,00 €         |
| 040 | Amortissement des immobilisations | 368 977,00 €        | 310 000,00 €        |
|     | <b>REPORTS</b>                    |                     |                     |
|     |                                   | <b>724 359,00 €</b> | <b>409 150,00 €</b> |

### **1. Les dépenses comprennent essentiellement :**

- Des **dépenses liées à des études (chapitre 20) pour 220 00 €**, ces études portent notamment sur de la cartographie, le schéma directeur cyclable.
- Les **dépenses d'équipement d'un montant de 120 150 €**, dont :
  - 62 000 € pour l'achat de 25 vélos à assistance électriques ainsi que 3 vélos spéciaux ;
  - 50 000 € pour l'installation de nouveaux Vélos box ;
  - 3 150 € de subvention d'investissement au NAM ;
  - 5 000 € pour l'aménagement de vélo cargo.
- **Le remboursement du capital de la dette** pour un montant de **69 000 €** (chapitre 16),

### **2. Les recettes comprennent :**

- **L'appel à l'emprunt pour un montant de 99 150 €** (article 1641) ;
- **Les amortissements des biens acquis antérieurement pour 310 000 €** (chapitre 040).

## **Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'adopter** le budget primitif 2024 du Budget annexe « Transports Urbains et Mobilité » par chapitre pour la section de fonctionnement et au niveau du chapitre ou « par opération » pour la section d'investissement.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de cette proposition par :

- 45 Voix pour
- 2 Voix contre (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

## **2023-230. Budget annexe Hôtel d'entreprises - Budget Primitif 2024**

Le rapporteur indique que le Budget primitif 2024 s'inscrit dans le cadre du rapport d'orientation budgétaire présenté au Conseil Communautaire du 9 novembre dernier, conformément à l'article L. 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Budget annexe « Hôtel d'Entreprises » de la Communauté d'Agglomération de Saintes établi en M 57, est proposé au vote par nature et par chapitre avec une présentation fonctionnelle croisée, en application du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment de ses articles L. 2312-3 et R. 2312-1.

La date limite de vote des budgets primitifs des collectivités territoriales est fixée au **15 avril 2024** (article L.1612-2 du Code Général des Collectivités Territoriales). Le budget principal et ses budgets annexes doivent être adoptés au cours de la même séance, en vertu du principe d'unité budgétaire.

Ces budgets comprennent l'intégralité des mouvements, c'est-à-dire les opérations réelles et les opérations d'ordre.

### **Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2312-1, L. 2312-3, L5211-36, L.1612-2, R. 2312-1, R. 2311-1 et R. 5211-14,

Vu la délibération n°CC\_2023\_195 du Conseil Communautaire en date du 9 novembre 2023 prenant acte du Rapport d'Orientations Budgétaires pour 2024 et du débat intervenu,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 1<sup>er</sup> décembre 2023,

Considérant le rapport de présentation du budget primitif du budget annexe « Hôtel d'Entreprises » repris ci-dessous,

Ce budget reprend les éléments du débat d'orientations budgétaires du 9 novembre 2023 et les derniers ajustements budgétaires.

### **➤ La section de fonctionnement s'équilibre à 67 075 €, soit :**

|     | <b>Dépenses</b>                   | <b>BP 2023</b>     | <b>BP 2024</b>     |
|-----|-----------------------------------|--------------------|--------------------|
| 011 | Charges à caractère général       | 12 078,00 €        | 23 575,00 €        |
| 042 | Amortissement des immobilisations | 43 253,00 €        | 43 500,00 €        |
|     |                                   | <b>55 331,00 €</b> | <b>67 075,00 €</b> |

|     | <b>Recettes</b>                     | <b>BP 2023</b>     | <b>BP 2024</b>     |
|-----|-------------------------------------|--------------------|--------------------|
| 75  | Autres produits de gestion courante | 42 600,00 €        | 54 344,00 €        |
| 042 | Amortissement des subventions       | 12 731,00 €        | 12 731,00 €        |
|     |                                     | <b>55 331,00 €</b> | <b>67 075,00 €</b> |

### **Les dépenses de fonctionnement comprennent principalement :**



- Les dépenses courantes relatives au fonctionnement du bâtiment (l'entretien et la réparation, les fluides, l'assurance, la maintenance et la taxe foncière) pour 23 575 € dont 15 000 € dédié à l'entretien et aux réparations du bâtiment (chapitre 011) ;
- La dotation aux amortissements pour 43 500 € (chapitre 042) ;

**Ces dépenses sont financées grâce aux recettes suivantes :**

- 43 575 € provenant des loyers versés par les entreprises occupantes (art 752) ;
- 10 769 € de subvention d'équilibre en provenance du Budget Principal (art 75738)
- 12 731 € relatifs à l'amortissement de subventions (opération d'ordre entre sections).

➤ **La section d'investissement s'équilibre à 43 500,00 €, soit :**

|     | <b>Dépenses</b>                            | <b>BP 2023</b>     | <b>BP 2024</b>     |
|-----|--------------------------------------------|--------------------|--------------------|
| 040 | Amortissement des subventions              | 12 731,00 €        | 12 731,00 €        |
| 21  | Immobilisations corporelles <b>RESERVE</b> | 9 522,00 €         | 9 769,00 €         |
| 16  | Emprunts et dettes                         | 21 000,00 €        | 21 000,00 €        |
|     | <b>reports</b>                             |                    |                    |
|     |                                            | <b>43 253,00 €</b> | <b>43 500,00 €</b> |

|     | <b>Recettes</b>                   | <b>BP 2023</b>     | <b>BP 2024</b>     |
|-----|-----------------------------------|--------------------|--------------------|
| 040 | Amortissement des immobilisations | 43 253,00 €        | 43 500,00 €        |
|     | <b>reports</b>                    |                    |                    |
|     |                                   | <b>43 253,00 €</b> | <b>43 500,00 €</b> |

**Les dépenses d'investissement** comprennent :

- L'amortissement de subventions pour 12 731 € (chapitre 040) ;
- Le remboursement de l'avance de trésorerie au budget principal pour 21 000 € (chapitre 16) ;
- Des réserves pour 9 769,00 € (chapitre 21).

**Les recettes sont constituées** des dotations aux amortissements pour 43 500 € (chapitre 040).

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'adopter** le budget primitif 2024 du Budget annexe « Hôtel d'Entreprises » par chapitre, pour la section de fonctionnement et la section d'investissement.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de cette proposition par :

- 45 Voix pour
- 2 Voix contre (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

**2023-231. Budget annexe ZAC Centre Atlantique - Budget Primitif 2024**

Monsieur le Président déclare que le budget primitif 2024 s'inscrit dans le cadre du rapport d'orientation budgétaire présenté au Conseil Communautaire du 9 novembre dernier, conformément à l'article L. 2312-1 du Code général des collectivités territoriales. En l'absence de questions, il soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

Le Budget annexe « ZAC Centre Atlantique » de la Communauté d'Agglomération de Saintes établi en M 57, est proposé au vote par nature et par chapitre avec une présentation fonctionnelle croisée, en application du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment de ses articles L. 2312-3 et R. 2312-1.

La date limite de vote des budgets primitifs des collectivités territoriales est fixée au **15 avril 2024** (article L.1612-2 du Code général des collectivités territoriales). Le budget principal et ses budgets annexes doivent être adoptés au cours de la même séance, en vertu du principe d'unité budgétaire.

Ces budgets comprennent l'intégralité des mouvements, c'est-à-dire opérations réelles et opérations d'ordre.

#### **Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2312-1, L. 2312-3, L. 5211-36, L. 1612-2, R. 2312-1, R. 2311-1 et R. 5211-14,

Vu la délibération n°CC\_2023\_195 du Conseil Communautaire en date du 9 novembre 2023 prenant acte du Rapport d'Orientations Budgétaires pour 2024 et du débat intervenu,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 1<sup>er</sup> décembre 2023,

Considérant le rapport de présentation du budget primitif du budget annexe « ZAC Centre Atlantique » repris ci-dessous,

Ce budget reprend les éléments du débat d'orientations budgétaires du 9 novembre 2023 et les derniers ajustements budgétaires.

#### **La section de fonctionnement s'équilibre à 53 767 €, soit :**

| <b>Dépenses</b> |                                    | <b>BP 2023</b>        | <b>BP 2024</b>     |
|-----------------|------------------------------------|-----------------------|--------------------|
| 011             | Charges à caractère général        | 1 888 644,00 €        | 53 767,00 €        |
| 042             | Sortie terrains vendus (art 71355) | 1 888 644,00 €        |                    |
|                 |                                    | <b>3 777 288,00 €</b> | <b>53 767,00 €</b> |

  

| <b>Recettes</b> |                                | <b>BP 2023</b>        | <b>BP 2024</b>     |
|-----------------|--------------------------------|-----------------------|--------------------|
| 70              | Produits des services          | 1 888 644,00 €        |                    |
| 042             | Opérations d'ordre (art 71355) | 1 888 644,00 €        | 53 767,00 €        |
|                 |                                | <b>3 777 288,00 €</b> | <b>53 767,00 €</b> |

Les dépenses comprennent :

- 14 000 € pour des frais d'étude et de géomètre ;
- 20 000 € pour les travaux d'accès aux parcelles (art 605) ;
- 19 767 € de taxe sur les premières cessions de terrains nus rendus constructibles (art 608) ;

Les recettes comprennent :

- 53 767 € correspondant à la valorisation 2023 du stock de terrains aménagés.

#### **La section d'investissement s'équilibre à 1 888 644 €, soit :**

| <b>Dépenses</b> |                               | <b>BP 2023</b>        | <b>BP 2024</b>     |
|-----------------|-------------------------------|-----------------------|--------------------|
| 040             | Opérations d'ordre (art 3555) | 1 888 644,00 €        | 53 767,00 €        |
|                 | <b>reports</b>                |                       |                    |
|                 |                               | <b>1 888 644,00 €</b> | <b>53 767,00 €</b> |

  

| <b>Recettes</b> |                                   | <b>BP 2023</b>        | <b>BP 2024</b>     |
|-----------------|-----------------------------------|-----------------------|--------------------|
| 16              | Emprunts                          |                       | 53 767,00 €        |
| 040             | Sortie terrains vendus (art 3555) | 1 888 644,00 €        |                    |
|                 | <b>reports</b>                    |                       |                    |
|                 |                                   | <b>1 888 644,00 €</b> | <b>53 767,00 €</b> |

Les dépenses comprennent :

- La valorisation 2023 du stock de terrains aménagés pour 53 767 €.

Les recettes comprennent :

- Un emprunt prévisionnel pour 53 767 € ;

**Il est proposé au conseil communautaire :**

- **d'adopter** le budget primitif 2024 du Budget Annexe « ZAC Centre Atlantique » par chapitre, pour la section de fonctionnement et la section d'investissement.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de cette proposition par :

- 45 Voix pour
- 2 Voix contre (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

**2023-232. Budget annexe ZA Les Charriers sud - Budget Primitif 2024**

Le rapporteur explique que le Budget primitif 2024 s'inscrit dans le cadre du rapport d'orientation budgétaire présenté au Conseil Communautaire du 9 novembre dernier, conformément à l'article L. 2312-1 du Code général des collectivités territoriales.

Le Budget annexe « ZA Les Charriers sud » de la Communauté d'Agglomération de Saintes établi en M 57, est proposé au vote par nature et par chapitre avec une présentation fonctionnelle croisée, en application du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment de ses articles L. 2312-3 et R. 2312-1.

La date limite de vote des budgets primitifs des collectivités territoriales est fixée au **15 avril 2024** (article L.1612-2 du Code Général des Collectivités Territoriales). Le budget principal et ses budgets annexes doivent être adoptés au cours de la même séance, en vertu du principe d'unité budgétaire.

Ces budgets comprennent l'intégralité des mouvements, c'est-à-dire opérations réelles et opérations d'ordre.

**Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2312-1, L. 2312-3, L. 5211-36, L.1612-2, R. 2312-1, R. 2311-1 et R. 5211-14,

Vu la délibération n°CC\_2023\_195 du Conseil Communautaire en date du 9 novembre 2023 prenant acte du Rapport d'Orientations Budgétaires pour 2024 et du débat intervenu,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 1<sup>er</sup> décembre 2023,

Considérant le rapport de présentation du budget primitif du budget annexe « ZA Les Charriers Sud » repris ci-dessous,

Ce budget reprend les éléments du débat d'orientations budgétaires du 9 novembre 2023 et les derniers ajustements budgétaires,

**La section de fonctionnement s'équilibre à 1 358 100,00 €, soit :**

| Dépenses |                             | BP 2023               | BP 2024               |
|----------|-----------------------------|-----------------------|-----------------------|
| 011      | Charges à caractère général | 1 266 508,00 €        | 1 358 100,00 €        |
|          |                             | <b>1 266 508,00 €</b> | <b>1 358 100,00 €</b> |

| Recettes |                               | BP 2023               | BP 2024               |
|----------|-------------------------------|-----------------------|-----------------------|
| 042      | Opérations d'ordre (art 7133) | 1 266 508,00 €        | 1 358 100,00 €        |
|          |                               | <b>1 266 508,00 €</b> | <b>1 358 100,00 €</b> |

Les dépenses de fonctionnement comprennent :

- L'acquisition de terrains pour 1 031 953,00 € (art 6015) ;
- Les études diverses (d'aménagement, d'environnement, de maîtrise d'œuvre, de compensation collective agricole, de géolocalisation des réseaux), pour 216 747,00 € (art 6045) ;
- L'achat de matériel et d'équipement pour 100 050 € (art 605) ;
- Les dépenses annexes (annonces légales, enquêtes publiques, communication) pour 9 350 € (art 608).

Une recette d'ordre, en direction de la section d'investissement, vient équilibrer la section de fonctionnement et permet ainsi de valoriser le stock de terrains en cours d'aménagement.

**La section d'investissement s'équilibre à 1 358 100,00 €, soit :**

| <b>Dépenses</b> |                               | <b>BP 2023</b>        | <b>BP 2024</b>        |
|-----------------|-------------------------------|-----------------------|-----------------------|
| 040             | Opérations d'ordre (art 3355) | 1 266 508,00<br>€     | 1 358 100,00 €        |
|                 | <b>reports</b>                |                       |                       |
|                 |                               | <b>1 266 508,00 €</b> | <b>1 358 100,00 €</b> |

| <b>Recettes</b> |                | <b>BP 2023</b>        | <b>BP 2024</b>        |
|-----------------|----------------|-----------------------|-----------------------|
| 16              | Emprunts       | 1 266 508,00<br>€     | 1 358 100,00 €        |
|                 | <b>reports</b> |                       |                       |
|                 |                | <b>1 266 508,00 €</b> | <b>1 358 100,00 €</b> |

Comme indiqué ci-dessus, la section de fonctionnement est équilibrée via une opération d'ordre en direction de la section d'investissement d'un montant de **1 358 100,00 €**. Les dépenses d'investissement sont financées par un emprunt prévisionnel du même montant.

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'adopter** le budget primitif 2024 du Budget annexe « ZA Les Charriers Sud » par chapitre, pour la section de fonctionnement et la section d'investissement.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de cette proposition par :

- 45 Voix pour
- 2 Voix contre (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

### **2023-233. Budget annexe ZA La Sauzaie - Budget Primitif 2024**

Le rapporteur rappelle que le Budget primitif 2024 s'inscrit dans le cadre du rapport d'orientations budgétaires présenté au Conseil Communautaire du 9 novembre dernier, conformément à l'article L. 2312-1 du Code général des collectivités territoriales.

Le Budget annexe « ZA La Sauzaie » de la Communauté d'Agglomération de Saintes établi en M 57, est proposé au vote par nature et par chapitre avec une présentation fonctionnelle croisée, en application du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment de ses articles L. 2312-3 et R. 2312-1.

La date limite de vote des budgets primitifs des collectivités territoriales est fixée au **15 avril 2024** (article L.1612-2 du Code général des collectivités territoriales). Le budget principal et ses budgets annexes doivent être adoptés au cours de la même séance, en vertu du principe d'unité budgétaire.

Ces budgets comprennent l'intégralité des mouvements, c'est-à-dire opérations réelles et opérations d'ordre.

**Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2312-1, L. 2312-3, L. 1612-2, L. 5211-36, R. 2312-1, R. 2311-1 et R. 5211-14,

Vu la délibération n°CC\_2023\_195 du Conseil Communautaire en date du 9 novembre 2023 prenant acte du Rapport d'Orientations Budgétaires pour 2024 et du débat intervenu,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 1<sup>er</sup> décembre 2023,

Considérant le rapport de présentation du budget primitif du budget annexe « ZA La Sauzaie » repris ci-dessous,

Ce budget reprend les éléments du débat d'orientations budgétaires du 9 novembre 2023 et les derniers ajustements budgétaires.

**La section de fonctionnement s'équilibre à 22 000 €, soit :**

| <b>Dépenses</b> |                                   | <b>BP 2023</b>     | <b>BP 2024</b>     |
|-----------------|-----------------------------------|--------------------|--------------------|
| 011             | Charges à caractère général       | 12 000,00 €        | 22 000,00 €        |
| 042             | Sortie terrains vendus (art 7133) |                    |                    |
|                 |                                   | <b>12 000,00 €</b> | <b>22 000,00 €</b> |

| <b>Recettes</b> |                               | <b>BP 2023</b>     | <b>BP 2024</b>     |
|-----------------|-------------------------------|--------------------|--------------------|
| 70              | Produits des services         |                    |                    |
| 042             | Opérations d'ordre (art 7133) | 12 000,00 €        | 22 000,00 €        |
|                 |                               | <b>12 000,00 €</b> | <b>22 000,00 €</b> |

Les dépenses de fonctionnement comprennent :

- Des frais de bornages et divisions parcellaires liés à la commercialisation des terrains pour 2 000,00 € (art 6045) ;
- Une réserve de 20 000,00 € pour travaux divers (art 605).

Les recettes comprennent :

- Une recette d'ordre, en direction de la section d'investissement, pour équilibrer la section de fonctionnement et permettre, ainsi, de valoriser le stock de terrains en cours d'aménagement pour 22 000,00 €.

**La section d'investissement s'équilibre à 12 000,00 €, soit :**

| <b>Dépenses</b> |                               | <b>BP 2023</b>     | <b>BP 2024</b>     |
|-----------------|-------------------------------|--------------------|--------------------|
| 040             | Opérations d'ordre (art 3355) | 12 000,00 €        | 22 000,00 €        |
|                 |                               | <b>12 000,00 €</b> | <b>22 000,00 €</b> |

| <b>Recettes</b> |                                   | <b>BP 2023</b>     | <b>BP 2024</b>     |
|-----------------|-----------------------------------|--------------------|--------------------|
| 16              | Emprunts                          | 12 000,00 €        | 22 000,00 €        |
| 040             | Sortie terrains vendus (art 3355) |                    |                    |
|                 |                                   | <b>12 000,00 €</b> | <b>22 000,00 €</b> |

Les dépenses comprennent :

- La valorisation 2023 du stock de terrains aménagés pour 22 000 €.

Les recettes comprennent :

- Un emprunt prévisionnel pour 22 000,00 €.

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'adopter** le budget primitif 2024 du Budget annexe « ZA La Sauzaie » par chapitre, pour la section de fonctionnement et la section d'investissement.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de cette proposition par :

- 45 Voix pour
- 2 Voix contre (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

**2023-234. Budget annexe Zones d'Activités communautaires - Budget Primitif 2024**

Le Budget primitif 2024 s'inscrit dans le cadre du rapport d'orientations budgétaires présenté au Conseil Communautaire du 9 novembre dernier, conformément à l'article L. 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Budget annexe « Zones d'Activités Communautaires » de la Communauté d'Agglomération de Saintes établi en M 57, est proposé au vote par nature et par chapitre avec une présentation fonctionnelle croisée, en application du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment de ses articles L. 2312-3 et R. 2312-1.

Plusieurs activités sont gérées sous forme de budgets annexes ; leur vote est proposé par chapitre.

La date limite de vote des budgets primitifs des collectivités territoriales est fixée au **15 avril 2024** (article L. 1612-2 du Code Général des Collectivités Territoriales). Le budget principal et ses budgets annexes doivent être adoptés au cours de la même séance, en vertu du principe d'unité budgétaire.

Ces budgets comprennent l'intégralité des mouvements, c'est-à-dire les opérations réelles et les opérations d'ordre.

**Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2312-1, L. 2312-3, L. 5211-36, L. 1612-2, R. 2312-1, R. 2311-1 et R. 5211-14,

Vu la délibération n°2021-169 du Conseil Communautaire en date du 29 septembre 2021 portant création du budget annexe « Zones d'Activités Communautaires »,

Vu la délibération n°CC\_2023\_195 du Conseil Communautaire en date du 9 novembre 2023 prenant acte du Rapport d'Orientations Budgétaires pour 2024 et du débat intervenu,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 1<sup>er</sup> décembre 2023,

Considérant le rapport de présentation du budget primitif du budget annexe « Zones d'Activités Communautaires » repris ci-dessous,

Ce budget reprend les éléments du débat d'orientations budgétaires du 9 novembre 2023 et les derniers ajustements budgétaires.

**La section de fonctionnement s'équilibre à 813 850 €, soit :**

|     | Dépenses                                      | BP 2023      | BP 2024      |
|-----|-----------------------------------------------|--------------|--------------|
| 011 | Charges à caractère général Fief Picaud       | 249 064,02 € | 34 730,00 €  |
| 011 | Charges à caractère général Les Brandes       | 472 615,00 € | 457 400,00 € |
| 011 | Charges à caractère général Zone Corme-Royal  |              | 72 000,00 €  |
| 011 | Charges à caractère général Zone Fontcouverte |              | 160 000,00 € |

|     |                                    |                     |                     |
|-----|------------------------------------|---------------------|---------------------|
| 042 | Sortie terrains vendus (art 71355) | 4 350,65 €          | 89 450 €            |
|     |                                    | <b>726 029,67 €</b> | <b>813 580,00 €</b> |

| Recettes |                                           | BP 2023             | BP 2024             |
|----------|-------------------------------------------|---------------------|---------------------|
| 70       | Produits des services                     |                     | 89 450,00           |
| 74       | Dotations, subventions... 508 Fief Picaud | 4 350,65 €          |                     |
| 042      | Opérations d'ordre 7133 Fief Picaud       | 249 064,02 €        |                     |
| 042      | Opérations d'ordre (art 7133) Les Brandes | 472 615,00 €        | 724 130,00          |
|          |                                           | <b>726 029,67 €</b> | <b>813 580,00 €</b> |

Les dépenses de fonctionnement comprennent :

- L'acquisition de terrains ;
- Les études d'aménagement des Zones d'Activité ;
- Les dépenses annexes (annonces légales, communication).

Une recette d'ordre, en direction de la section d'investissement, vient équilibrer la section de fonctionnement pour la somme de 724 130 € et permet, ainsi, de valoriser le stock de terrains en cours d'aménagement. Il convient d'ajouter, également, des ventes de terrains sur la Zone Fief Picaud pour un montant de 89 450 €.

**La section d'investissement s'équilibre à 724 130 € soit :**

| Dépenses |                                          | BP 2023             | BP 2023             |
|----------|------------------------------------------|---------------------|---------------------|
| 040      | opération d'ordre (art 3355) Fief Picaud | 253 414,67 €        |                     |
| 040      | opération d'ordre (art 3355) Les Brandes | 472 615,00 €        |                     |
| 040      | opération d'ordre                        |                     | 724 130,00 €        |
|          | <b>reports</b>                           |                     |                     |
|          |                                          | <b>726 029,67 €</b> | <b>724 130,00 €</b> |

| Recettes |                                   | BP 2023             | BP 2024             |
|----------|-----------------------------------|---------------------|---------------------|
| 16       | Emprunts                          | 721 679,02 €        | 634 680,00 €        |
| 040      | Sortie terrains vendus (art 3555) | 4 350,65 €          | 89 450,00 €         |
|          | <b>reports</b>                    |                     |                     |
|          |                                   | <b>726 029,67 €</b> | <b>724 130,00 €</b> |

Comme indiqué ci-dessus, la section de fonctionnement est équilibrée via principalement une opération d'ordre en direction de la section d'investissement. Ces dépenses d'investissement sont financées par un emprunt prévisionnel de **634 680 €** et par une opération d'ordre de 89 450 €.

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'adopter** le budget primitif 2024 du Budget annexe « Zones d'Activités Communautaires » par chapitre, pour la section de fonctionnement et la section d'investissement.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de cette proposition par :

- 45 Voix pour
- 2 Voix contre (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

## **2023-235. Budget Principal - Avances sur subventions 2024 aux associations**

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE est favorable à l'idée d'accorder des avances sur les subventions aux associations. Elle souhaite savoir si les montants qui seront versés sont déjà étudiés, et s'ils seront en hausse en 2024.

Monsieur Philippe CALLAUD explique qu'il s'agit d'une avance dans la limite de 30% du budget 2023.

Monsieur le Président ajoute qu'une augmentation de 2,7% est envisagée, tenant compte de l'inflation. En l'absence d'autres remarques, il soumet la délibération au vote

\*\*\*\*\*

*Le rapporteur rappelle que les collectivités et leurs groupements sont libres de décider le versement d'une subvention, soit totalement, soit partiellement avant que l'opération ou la manifestation subventionnée n'ait été réalisée.*

*Toute décision d'attribution et/ou de versement anticipé doit faire l'objet d'une délibération du Conseil Communautaire conformément à l'article L. 2311-7 du CGCT.*

*Le Conseil Communautaire vote tous les ans des avances de subventions à des associations, dans la limite de 30 % de la subvention de fonctionnement accordée l'année précédente, hors actions spécifiques. Il s'agit essentiellement d'associations sociales, périscolaires et de jeunesse dont la trésorerie ne permet pas de régler tous les frais de fonctionnement avant le versement de la subvention, notamment les frais de personnel. Le versement de ces avances est conditionné à la demande expresse de l'association accompagnée d'un plan de trésorerie.*

*C'est ainsi que l'an dernier, neuf associations dont le montant de subvention allouée était supérieur à 23 000 € par bénéficiaire, ont bénéficié d'une avance de subvention avant la conclusion d'une convention avec la CDA précisant les modalités d'attribution desdites subventions.*

*Pour rappel, dès lors que la collectivité a accordé une subvention, elle dispose d'un droit de contrôle sur l'utilisation des fonds alloués. L'association peut être amenée à rembourser totalement ou partiellement une subvention ou une avance si elle n'a pas respecté les conditions fixées à son octroi, ou si la subvention ou l'avance n'a pas reçu l'emploi auquel elle était destinée.*

*Les associations concernées par l'attribution d'une avance de subvention sont les suivantes :*

|                                          | Montants versés en<br>2023 | Avance proposée<br>(30 %) |
|------------------------------------------|----------------------------|---------------------------|
| <b>CENTRE DE LOISIRS LE PIDOU</b>        | 256 033 €                  | 76 809,90 €               |
| <b>MISSION LOCALE DE LA SAINTONGE</b>    | 253 000 €                  | 75 900 €                  |
| <b>CENTRE SOCIAL BOIFFIERS BELLEVUE</b>  | 200 584 €                  | 60 175,20 €               |
| <b>SAS - Association</b>                 | 125 000 €                  | 37 500 €                  |
| <b>CENTRE DE LOISIRS LES FRIMOUSSES</b>  | 121 033 €                  | 36 309,90 €               |
| <b>CENTRE DE LOISIRS LES AVENTURIERS</b> | 111 641 €                  | 33 492,30 €               |
| <b>CENTRE SOCIAL BELLE RIVE</b>          | 110 083 €                  | 33 024,90 €               |
| <b>COS</b>                               | 106 555,30 €               | 31 966,59 €               |
| <b>DO L'ENFANT DOM</b>                   | 24 000 €                   | 7 200 €                   |

**Après avoir entendu le rapporteur,**

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 2311-7 et L. 5211-36,*

*Vu les statuts de « Saintes - Grandes Rives - L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023,*

*Considérant que certaines associations peuvent solliciter le versement d'une avance sur leur subvention afin de faire face à leurs besoins de trésorerie,*

*Considérant que les crédits nécessaires seront prélevés à l'article 65748 du budget principal,*

**Il est proposé au Conseil communautaire :**



- **d'approuver** le versement d'une avance de subventions dans la limite de 30 % des subventions accordées en 2023, hors subventions accordées pour des actions spécifiques, au titre de l'année 2024, pour les associations désignées ci-avant, étant précisé que ces montants constituent des maxima et ne seront mandatés qu'en fonction des besoins et sur demande expresse de l'association accompagnée d'un plan de trésorerie.
- **d'autoriser** le Président, ou son représentant en charge des Finances, à signer tous les documents à cet effet.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 47 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

### **2023-236. Vote des taux de fiscalité directe locale et du produit de la GEMAPI pour 2024**

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE demande si des modifications de ces taux sont observés par rapport à l'année dernière.

Monsieur Philippe CALLAUD répond qu'aucune modification n'a lieu.

Monsieur le Président fait remarquer que la taxe foncière est peu élevée au sein de la CDA. En l'absence d'autres questions, il soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

Le rapporteur rappelle que depuis 2010, la Cotisation Economique Territoriale (CET) s'est substituée à la Taxe Professionnelle. La CET est composée de la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE), produit d'une base foncière à laquelle est appliqué un taux local, et de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée (CVAE) elle-même calculée à partir de la valeur ajoutée produite par les entreprises et à laquelle s'applique un taux national. La CFE est, pour sa part, assise sur la valeur locative des biens passibles de taxe foncière ; elle est affectée en totalité aux intercommunalités.

Concernant la CVAE, après l'avoir déjà réduite de moitié en 2021, le gouvernement a décidé sa suppression en 2023. Cette suppression est compensée, à l'euro près, par une part de TVA dès 2023. Cette dernière sera égale pour chaque intercommunalité à la valeur moyenne de la CVAE perçue pour les quatre années allant de 2020 à 2023.

Pour l'année 2024, compte tenu des prévisions budgétaires, il est proposé de reconduire le taux de la CFE de l'année 2023, soit 25,38 %.

Le rapporteur précise que depuis 2011, suite à la réforme de la fiscalité locale introduite par la loi de Finance initiale de 2010, les Communautés d'Agglomérations percevaient une part de taxe d'habitation, ainsi qu'une part de taxe foncier bâti et non bâti. La loi de Finance de 2020 a acté la suppression définitive de la taxe d'habitation à compter de 2023 pour l'ensemble des contribuables (à l'exception de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires). Afin de compenser financièrement la perte de cette taxe d'habitation, une nouvelle répartition des recettes fiscales des collectivités territoriales est mise en œuvre depuis 2021. Ainsi, la Communauté d'Agglomération de Saintes, à l'instar des autres collectivités concernées, perçoit en compensation de la taxe d'habitation, une fraction de TVA.

Par conséquent, il n'est plus nécessaire de voter un taux de taxe d'habitation sur les habitations principales, seuls les taux de foncier bâti et non bâti demeurent avec le taux de la taxe d'habitation uniquement sur les résidences secondaires.

Pour l'année 2024, compte tenu des prévisions budgétaires, il est proposé au Conseil Communautaire de reconduire les taux de 2023 des deux taxes dont il s'agit, soit un taux de 2,33 % sur les propriétés non bâties, et 0,00 % sur les propriétés bâties.

Concernant la taxe GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations), disposition issue de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et

d'affirmation des métropoles dite « loi Maptam », il est proposé de maintenir cette taxe au niveau de celle de 2023, soit 275 000 €. Pour mémoire, la taxe GEMAPI appelée également « taxe inondation » est une compétence qui incombe aux intercommunalités depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018. Elle permet de financer la prévention des risques d'inondation et apparaît sur les avis de taxe foncière payée par les contribuables.

Enfin, le vote des taux de fiscalité directe locale doit intervenir avant le 15 avril 2024, et doit faire l'objet d'une délibération spécifique distincte de celle portant approbation du budget, même si les taux restent inchangés et que leur examen a lieu au cours de la même séance du conseil communautaire.

### **Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général des Impôts et notamment les articles 1639 A et 1530 bis,

Vu les statuts de « Saintes - Grandes Rives - L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023,

Vu la délibération n°2018-196 du Conseil Communautaire en date du 27 septembre 2018 portant instauration de la Taxe GEMAPI,

Considérant les ressources nécessaires pour assurer l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Saintes,

Considérant les recettes fiscales de la Communauté d'Agglomération de Saintes qui sont assises à la fois sur la fiscalité des ménages et sur la fiscalité économique,

Considérant le souhait de maintenir au niveau de 2023 les taux de fiscalité et le produit d'imposition de la taxe GEMAPI,

Considérant que cette délibération intervient avant la réception de l'état 1259 relatif à la notification des taux,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 1<sup>er</sup> décembre 2023,

### **Il est proposé au Conseil Communautaire :**

1. **de fixer** le taux applicable à la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) à 25,38 % ;
2. **de fixer** le taux applicable à la taxe d'habitation pour les résidences secondaires à 7,85 % ;
3. **de fixer** le taux applicable à la part de taxe foncière sur les propriétés non bâties à 2,33 % ;
4. **de fixer** le taux applicable à la part de taxe foncière sur les propriétés bâties à 0,00% ;
5. **de fixer** le produit d'imposition de la taxe GEMAPI à 275 000 € ;
6. **d'autoriser** Monsieur le Président ou son représentant en charge des Finances à signer tous les documents nécessaires et d'entreprendre toutes les démarches à cet effet.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 45 Voix pour
- 0 Voix contre
- 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

### **2023-237. Budget Principal - Détermination des attributions de compensation provisoires pour 2024**

Le rapporteur rappelle que l'article 1609 nonies C du Code général des impôts, prévoit que le Conseil Communautaire est tenu de procéder à une communication officielle des montants provisoires des attributions de compensation avant le 15 février à l'ensemble de ses communes membres. Cet article indique également que les attributions de compensation constituent une dépense obligatoire.

La présente délibération a ainsi pour objet de fixer les montants provisoires des attributions de compensation imputées en section de fonctionnement et d'investissement pour 2024.

**Après avoir entendu le rapporteur,**

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),*

*Vu Code Général des Impôts (CGI) et notamment l'article 1609 nonies C,*

*Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République dite loi NOTRe,*

*Vu les statuts de « Saintes – Grandes Rives – L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023,*

*Vu la délibération n°2017-172 du Conseil Communautaire en date du 14 septembre 2017 qui détermine Les espaces objets du transfert des zones d'activité économique des communes à la Communauté d'Agglomération de Saintes,*

*Vu la délibération n°2020-60 du Conseil Communautaire en date du 13 février 2020 portant définition de la compétence « Eaux Pluviales Urbaines »,*

*Vu la délibération n°CC\_2023\_223 du Conseil Communautaire du 15 décembre 2023 déterminant les montants des attributions de compensation définitives pour 2023,*

*Considérant que l'article 1609 nonies C du Code Général des impôts (CGI) prévoit que : « Le montant de l'attribution de compensation et les conditions de sa révision peuvent être fixés librement par délibérations concordantes du conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers, et des conseils municipaux des communes membres intéressées, en tenant compte du rapport de la commission locale d'évaluation des transferts de charges.*

*Ces délibérations peuvent prévoir d'imputer une partie du montant de l'attribution de compensation en section d'investissement en tenant compte du coût des dépenses d'investissement liées au renouvellement des équipements transférés, calculé par la commission locale d'évaluation des transferts de charges ».*

*Considérant le rapport sur le transfert de charges des zones d'activité de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT), réunie le 25 septembre 2017 adopté par celle-ci à la majorité,*

*Considérant le rapport sur le transfert de charges de la compétence « gens du voyage » de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT), réunie le 25 septembre 2017, adopté par celle-ci à l'unanimité,*

*Considérant que ces derniers ont été approuvés par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des conseils municipaux,*

*Considérant le rapport sur le transfert de charges de la compétence « Eaux Pluviales Urbaines » de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT), réunie le 10 septembre 2021, adopté par celle-ci à l'unanimité,*

*Considérant que ce dernier a été approuvé par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des conseils municipaux conformément aux conditions requises à cet effet.*

*Considérant que, conformément à l'article 1609 nonies C V. 1°bis : « Le montant de l'attribution de compensation et les conditions de sa révision peuvent être fixés librement par délibérations concordantes du conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers, et des conseils municipaux des communes membres intéressées, en tenant compte du rapport de la commission locale d'évaluation des transferts de charges. Ces délibérations peuvent prévoir d'imputer une partie du montant de l'attribution de compensation en section d'investissement en tenant compte du coût des dépenses d'investissement liées au renouvellement des équipements transférés, calculé par la commission locale d'évaluation des transferts de charges conformément au cinquième alinéa du IV [...] ».*

*Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 1<sup>er</sup> décembre 2023,*

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

**- de fixer** les montants provisoires des attributions de compensation imputées en section de fonctionnement et d'investissement pour 2024 comme suit :

|                           | Attributions de compensation 2024 imputées en section de <b>fonctionnement</b> | Charges d'investissement liées au transfert de la compétence Eaux pluviales pour 2024 | Attributions de compensation 2024 imputées en section <b>d'investissement</b> | TOTAL ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION 2024 |
|---------------------------|--------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|
| Burie                     | -3 225 €                                                                       | -5 028,00 €                                                                           | -6 464,00 €                                                                   | -9 689,00 €                             |
| Bussac-sur-Charente       | -88 404 €                                                                      | -2 233,00 €                                                                           | -2 233,00 €                                                                   | -90 637,00 €                            |
| Chaniers                  | -274 994 €                                                                     | -8 408,00 €                                                                           | -9 960,00 €                                                                   | -284 954,00 €                           |
| La Chapelle-des-Pots      | -57 427 €                                                                      | -2 385,00 €                                                                           | -2 385,00 €                                                                   | -59 812,00 €                            |
| Chérac                    | -54 251 €                                                                      | -2 402,00 €                                                                           | -2 402,00 €                                                                   | -56 653,00 €                            |
| Chermignac                | -94 638 €                                                                      | -4 999,00 €                                                                           | -4 999,00 €                                                                   | -99 637,00 €                            |
| La Clisse                 | -59 527 €                                                                      | -929,00 €                                                                             | -929,00 €                                                                     | -60 456,00 €                            |
| Colombiers                | -29 874 €                                                                      | -555,00 €                                                                             | -555,00 €                                                                     | -30 429,00 €                            |
| Corme-Royal               | -101 789 €                                                                     | -5 329,00 €                                                                           | -6 793,00 €                                                                   | -108 582,00 €                           |
| Courcoury                 | -57 312 €                                                                      | -2 198,00 €                                                                           | -2 198,00 €                                                                   | -59 510,00 €                            |
| Dompierre sur Charente    | -60 288 €                                                                      | -1 814,00 €                                                                           | -1 814,00 €                                                                   | -62 102,00 €                            |
| Le Douhet                 | 49 092 €                                                                       | -823,00 €                                                                             | -823,00 €                                                                     | 48 269,00 €                             |
| Ecoyeux                   | -67 935 €                                                                      | -5 040,00 €                                                                           | -5 040,00 €                                                                   | -72 975,00 €                            |
| Écurat                    | -49 738 €                                                                      | -701,00 €                                                                             | -701,00 €                                                                     | -50 439,00 €                            |
| Fontcouverte              | -122 617 €                                                                     | -12 402,00 €                                                                          | -13 682,00 €                                                                  | -136 299,00 €                           |
| Les Gonds                 | -83 141 €                                                                      | -6 913,00 €                                                                           | -9 329,00 €                                                                   | -92 470,00 €                            |
| La Jard                   | -30 473 €                                                                      | -1 190,00 €                                                                           | -1 190,00 €                                                                   | -31 663,00 €                            |
| Luchat                    | -51 951 €                                                                      | -431,00 €                                                                             | -431,00 €                                                                     | -52 382,00 €                            |
| Migron                    | -49 926 €                                                                      | -1 106,00 €                                                                           | -1 106,00 €                                                                   | -51 032,00 €                            |
| Montils                   | -25 778 €                                                                      | -1 566,00 €                                                                           | -2 146,00 €                                                                   | -27 924,00 €                            |
| Pessines                  | -36 964 €                                                                      | -1 303,00 €                                                                           | -1 303,00 €                                                                   | -38 267,00 €                            |
| Pisany                    | -56 329 €                                                                      | -1 707,00 €                                                                           | -3 448,00 €                                                                   | -59 777,00 €                            |
| Préguillac                | 144 412 €                                                                      | -2 076,00 €                                                                           | -2 076,00 €                                                                   | 142 336,00 €                            |
| Rouffiac                  | -44 151 €                                                                      | -3 872,00 €                                                                           | -3 872,00 €                                                                   | -48 023,00 €                            |
| Saint-Bris-des-Bois       | 7 573 €                                                                        | -296,00 €                                                                             | -296,00 €                                                                     | 7 277,00 €                              |
| Saint-Césaire             | -53 960 €                                                                      | -1 448,00 €                                                                           | -1 448,00 €                                                                   | -55 408,00 €                            |
| Saint-Georges-des-Coteaux | -95 103 €                                                                      | -7 310,00 €                                                                           | -8 584,00 €                                                                   | -103 687,00 €                           |
| Saint-Sauvant             | -66 493 €                                                                      | -890,00 €                                                                             | -890,00 €                                                                     | -67 383,00 €                            |
| Saint-Sever-de-Saintonge  | -58 220 €                                                                      | -1 711,00 €                                                                           | -1 711,00 €                                                                   | -59 931,00 €                            |
| Saint-Vaize               | 11 116 €                                                                       | -1 387,00 €                                                                           | -1 387,00 €                                                                   | 9 729,00 €                              |
| Saintes                   | 1 058 661 €                                                                    | -190 115,00 €                                                                         | -248 688,00 €                                                                 | 809 973,00 €                            |
| Le Seure                  | 2 166 €                                                                        | -871,00 €                                                                             | -871,00 €                                                                     | 1 295,00 €                              |
| Thénac                    | -70 457 €                                                                      | -4 788,00 €                                                                           | -4 788,00 €                                                                   | -75 245,00 €                            |
| Varzay                    | -50 870 €                                                                      | -1 525,00 €                                                                           | -1 525,00 €                                                                   | -52 395,00 €                            |
| Vénérand                  | -41 161 €                                                                      | -1 590,00 €                                                                           | -1 590,00 €                                                                   | -42 751,00 €                            |
| Villars-Les-Bois          | -2 270 €                                                                       | -235,00 €                                                                             | -235,00 €                                                                     | -2 505,00 €                             |
| <b>TOTAL</b>              | -666 246 €                                                                     | -287 576,00 €                                                                         | -357 892,00 €                                                                 | -1 024 138,00 €                         |

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des Finances, à accomplir toutes les démarches liées à l'exécution de la présente délibération et à signer tout document à cet effet.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 47 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

### **2023-238. Garantie d'emprunt à la SEMIS pour l'acquisition en VEFA de 4 logements à Villars Les Bois**

Le rapporteur rappelle que la Communauté d'Agglomération de Saintes a été saisie par la Société anonyme d'Economie Mixte Immobilière de la Saintonge (SEMIS) d'une demande de garantie d'emprunt d'un montant total de 409 189 € en vue de financer l'acquisition en VEFA (Vente en l'État Futur d'Achèvement) de 4 logements situés Hameau de Chautabry à Villars-les-Bois.

Après consultation de plusieurs établissements bancaires, la Banque des Territoires du Groupe Caisse des Dépôts et Consignations a été retenue pour le financement de ce projet.

Un emprunt est contracté pour la réalisation de cette opération. Cet emprunt est constitué des 4 lignes suivantes :

- PLAI d'un montant de 70 926 € au taux du livret A - 2,8 % sur 40 ans,
- PLAI foncier d'un montant de 24 250 € au taux du livret A - 2,8 % sur 50 ans,
- PLUS d'un montant de 241 080 € au taux du livret A - 3,6 % sur 40 ans,
- PLUS foncier d'un montant de 72 933 € au taux du livret A - 3,6 % sur 50 ans.

L'exercice de la compétence communautaire « Équilibre Social de l'Habitat », ainsi que le règlement d'attribution des aides à la production de logement social, prévoient l'octroi d'une garantie d'emprunt sur l'ensemble des projets portés par les bailleurs sociaux dans le cadre d'une production neuve.

En conséquence, il est demandé au Conseil Communautaire de garantir cet emprunt d'un montant total de 409 189 € souscrit par la SEMIS auprès de la Banque des Territoires, dont le contrat est joint en annexe.

### **Après avoir entendu le rapporteur,**

La présente garantie est sollicitée dans les conditions fixées ci-dessous,

Vu Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2252-1 à L. 2252-4, L. 5111-4 et L. 5216-1 et suivants,

Vu le Code Civil et notamment l'article 2305,

Vu les statuts de « Saintes - Grandes Rives - L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6, I, 3°), relatif à l'équilibre social de l'habitat et comprenant entre autres « les actions et aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire »,

Vu la délibération n°2013-149 du Conseil Communautaire en date du 21 novembre 2013 portant définition de l'intérêt communautaire de la compétence Équilibre Social de l'Habitat et notamment des actions et aides financières en faveur du logement social,

Vu la délibération n°2018-06 du Conseil Communautaire en date du 18 janvier 2018 définissant les nouvelles modalités d'octroi des subventions de la CDA de Saintes en faveur de la production de logements sociaux dans le cadre du PLH en vigueur,

Vu la délibération n°2019-180 du Conseil Communautaire en date du 7 novembre 2019 portant modification de l'intérêt communautaire de la compétence « Équilibre Social de l'Habitat »,

Vu le Contrat de Prêt 152075 en annexe, signé entre la Société d'Économie Mixte Immobilière de la Saintonge (SEMIS), ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations ;

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

**Article 1 :**

**- d'accorder** sa garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 409 189 euros souscrit par Société d'Économie Mixte Immobilière de la Saintonge (SEMIS), ci-après l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 152075, constitué de 4 Lignes du Prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de quatre cent neuf mille cent quatre neuf euros (409 189 euros) augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de Prêt.

Ledit Contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

**Article 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :**

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Contrat de Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**Article 3 :**

**- de s'engager** pendant toute la durée du Contrat de Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

**- d'autoriser** le Président, ou son représentant en charge des Finances, à signer tous documents afférents à cette garantie d'emprunt.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 41 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 6 élus ne prennent pas part au vote (M. Stéphane TAILLASSON au nom de Mme Françoise LIBOUREL, M. Bruno DRAPRON en son nom et celui de Mme Evelyne PARISI, M. Philippe CALLAUD, M. Joël TERRIEN en son nom et celui de M. CREACHCADEC)

\*\*\*\*\*

**2023-239. Attribution d'un fonds de concours élargi au bénéfice de la commune de Vénérand**

Le rapporteur informe l'assemblée que la commune de Vénérand souhaite effectuer des travaux sur la toiture de la salle des fêtes, pour un montant de 36 897 € H.T.

La commune sollicite, à cet égard, la participation financière de la Communauté d'Agglomération de Saintes en vertu de son dispositif « fonds de concours élargi » issu de la délibération n°2022-17 du Conseil Communautaire en date du 10 février 2022 qui intervient sur le reste à charge de la commune.

Le plan de financement prévisionnel H.T de cette opération s'établit, en recettes, comme suit :

| Organismes                                    | Montants sollicités HT |
|-----------------------------------------------|------------------------|
| Conseil Départemental de la Charente Maritime | 14 758,80 €            |
| Commune                                       | 11 069,20 €            |
| <b>CDA Saintes</b>                            | <b>11 069,00 €</b>     |
| <b>TOTAL</b>                                  | <b>36 897 €</b>        |

Il est ainsi proposé au Conseil Communautaire d'approuver le versement par la Communauté d'Agglomération de Saintes d'un fonds de concours d'un montant de 11 069,00 € à la commune de Vénérand pour les travaux sur la toiture de la salle des fêtes,

**Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.5216-5 VI qui prévoit qu' « Afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés

entre la communauté d'agglomération et les communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils municipaux concernés. Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours »,

Vu les statuts de « Saintes – Grandes Rives – L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023

Vu la délibération n°2022-17 du Conseil Communautaire en date du 10 février 2022 portant sur le fonds de concours élargi,

Vu la demande en date du 25 octobre 2023 de Madame le Maire de Vénérand, portant sur les travaux de toiture de la salle des fêtes

Considérant tout l'intérêt de ce projet pour la commune de Vénérand,

Considérant que les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal au compte 2041411,

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'approuver** le versement par la Communauté d'Agglomération de Saintes d'un fonds de concours d'un montant de 11 069 € à la commune de Vénérand pour les travaux de toiture de la salle des fêtes.

- **de préciser** que ce fonds de concours ne sera versé qu'après production des factures de réalisation des travaux par la commune et qu'il ne pourra, en aucun cas, dépasser la part du financement assurée par la commune, une fois déduites les différentes subventions obtenues auprès des partenaires financiers.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des finances, à signer tous documents à intervenir dans le cadre de la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 46 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 1 élu ne prend pas part au vote (M. Stéphane TAILLASSON au nom de Mme Françoise LIBOUREL)

\*\*\*\*\*

**2023-240. Attribution d'un fonds de concours élargi au bénéfice de la commune de Colombiers - Annulation - Remplacement**

Le rapporteur informe l'assemblée que le projet de travaux de l'école de Colombiers a évolué depuis la délibération n°2023-183 du 27 septembre 2023 octroyant un fonds de concours élargi.

Aujourd'hui les travaux concernent la pose de volets roulants, la création de jeux thermocollés ainsi que la fourniture et la pose de jeux extérieurs.

Aussi, il convient d'annuler et remplacer cette délibération pour tenir compte de cette évolution.

D'un montant global de 15 815,02 € H.T., ce projet peut bénéficier d'une subvention du Département de la Charente-Maritime à hauteur de 7 116,76 €.

La commune sollicite, à cet égard, la participation financière de la Communauté d'Agglomération de Saintes en vertu de son dispositif « fonds de concours élargi » issu de la délibération n°2022-17 du Conseil Communautaire en date du 10 février 2022 qui intervient sur le reste à charge de la commune.

Le plan de financement prévisionnel HT de cette opération s'établit, en recettes, comme suit :

| Organismes               | Montants sollicités HT |
|--------------------------|------------------------|
| Conseil Départemental 17 | 7 116,76 €             |
| Commune                  | 4 428,21 €             |
| <b>CDA Saintes</b>       | <b>4 270,05 €</b>      |
| <b>TOTAL H.T</b>         | <b>15 815,02 €</b>     |

Il est ainsi proposé au Conseil Communautaire d'approuver le versement par la Communauté d'Agglomération de Saintes d'un fonds de concours d'un montant de 4 270,05 € à la commune de

Colombiers pour les travaux de l'école de Colombiers (pose de volets roulants, création de jeux thermocollés ainsi que fourniture et pose de jeux extérieurs),

**Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.5216-5 VI qui prévoit qu' « Afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la communauté d'agglomération et les communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils municipaux concernés. Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours »,

Vu les statuts de « Saintes - Grandes Rives - L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023

Vu la délibération n°2022-17 du Conseil Communautaire en date du 10 février 2022 portant sur le fonds de concours élargi,

Vu la délibération n°2023-183 du Conseil Communautaire en date du 27 septembre 2023 portant sur l'attribution d'un fonds de concours élargi pour la commune de Colombiers,

Considérant tout l'intérêt de ce projet pour la commune de Colombiers et de ses environs,

Considérant que les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal au compte 2041411,

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'annuler** la délibération n°2023-183 du 27 septembre 2023 susvisée.

- **d'approuver** le versement par la Communauté d'Agglomération de Saintes d'un fonds de concours d'un montant de 4 270,05 € à la commune de Colombiers, afin de participer au financement des travaux de l'école.

- **de préciser** que ce fonds de concours ne sera versé qu'après production des factures de réalisation des travaux par la commune et qu'il ne pourra, en aucun cas, dépasser la part du financement assurée par la commune, une fois déduites les différentes subventions obtenues auprès des partenaires financiers.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des finances, à signer tous documents à intervenir dans le cadre de la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 46 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 1 élue ne prend pas part au vote (Mme Aurore DESCHAMPS)

\*\*\*\*\*

**2023-241. Attribution d'un fonds de concours élargi au bénéfice de la commune de Migron**

Le rapporteur informe l'assemblée que la commune de Migron souhaite effectuer des travaux de son local communal, pour un montant de 8 240,63 € H.T.

La commune sollicite, à cet égard, la participation financière de la Communauté d'Agglomération de Saintes en vertu de son dispositif « fonds de concours élargi » issu de la délibération n°2022-17 du Conseil Communautaire en date du 10 février 2022 qui intervient sur le reste à charge de la commune.

Le plan de financement prévisionnel HT de cette opération s'établit, en recettes, comme suit :

| Organismes                                           | Montants sollicités HT |
|------------------------------------------------------|------------------------|
| Conseil Départemental de la Charente Maritime - 20 % | 1 648,13 €             |
| Commune - 45 %                                       | 3 708,28 €             |
| <b>CDA Saintes - 35 %</b>                            | <b>2 884,22 €</b>      |
| <b>TOTAL</b>                                         | <b>8 240,63 €</b>      |



Il est ainsi proposé au Conseil Communautaire d'approuver le versement par la Communauté d'Agglomération de Saintes d'un fonds de concours d'un montant de 2 884,22 € à la commune de Migron pour les travaux de son local communal.

**Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.5216-5 VI qui prévoit qu' « Afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la communauté d'agglomération et les communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils municipaux concernés. Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours »,

Vu les statuts de « Saintes – Grandes Rives – L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023,

Vu la délibération n°2022-17 du Conseil Communautaire en date du 10 février 2022 portant sur le fonds de concours élargi,

Vu la demande en date du 26 octobre 2023 de Madame le Maire de Migron, portant sur les travaux du local communal,

Considérant tout l'intérêt de ce projet pour la commune de Migron,

Considérant que les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal au compte 2041411,

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'approuver** le versement par la Communauté d'Agglomération de Saintes d'un fonds de concours d'un montant de 2 884,22 € à la commune de Migron pour les travaux du local communal.

- **de préciser** que ce fonds de concours ne sera versé qu'après production des factures de réalisation des travaux par la commune et qu'il ne pourra, en aucun cas, dépasser la part du financement assurée par la commune, une fois déduites les différentes subventions obtenues auprès des partenaires financiers.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des finances, à signer tous documents à intervenir dans le cadre de la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 46 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 1 élue ne prend pas part au vote (Mme Agnès POTTIER)

\*\*\*\*\*

**2023-242. Attribution d'un fonds de concours élargi au bénéfice de la commune de Corme Royal**

Le rapporteur informe l'assemblée que la commune de Corme-Royal souhaite effectuer des travaux au sein de ses écoles, pour un montant de 27 449,28 € HT.

La commune sollicite, à cet égard, la participation financière de la Communauté d'Agglomération de Saintes en vertu de son dispositif « fonds de concours élargi » issu de la délibération n°2022-17 du Conseil Communautaire en date du 10 février 2022 qui intervient sur le reste à charge de la commune.

Le plan de financement prévisionnel HT de cette opération s'établit, en recettes, comme suit :

| Organismes                                    | Montants sollicités HT |
|-----------------------------------------------|------------------------|
| Conseil Départemental de la Charente Maritime | 5 788 €                |
| Commune                                       | 10 831,28 €            |
| <b>CDA Saintes</b>                            | <b>10 830 €</b>        |
| <b>TOTAL</b>                                  | <b>27 449,28 €</b>     |

**Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.5216-5 VI qui prévoit qu' « Afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la communauté d'agglomération et les communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils municipaux concernés. Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours »,

Vu les statuts de « Saintes – Grandes Rives – L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023

Vu la délibération n°2022-17 du Conseil Communautaire en date du 10 février 2022 portant sur le fonds de concours élargi,

Vu la demande en date du 14 novembre 2023 de Monsieur le Maire de Corme-Royal, portant sur les travaux des écoles de la commune,

Considérant tout l'intérêt de ce projet pour la commune de Corme-Royal,

Considérant que les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal au compte 2041411,

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'approuver** le versement par la Communauté d'Agglomération de Saintes d'un fonds de concours d'un montant de 10 830 € à la commune de Corme-Royal pour effectuer des travaux au sein de ses écoles.

- **de préciser** que ce fonds de concours ne sera versé qu'après production des factures de réalisation des travaux par la commune et qu'il ne pourra, en aucun cas, dépasser la part du financement assurée par la commune, une fois déduites les différentes subventions obtenues auprès des partenaires financiers.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des finances, à signer tous documents à intervenir dans le cadre de la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 46 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 1 élu ne prend pas part au vote (M. Alain MARGAT)

\*\*\*\*\*

**2023-243. Attribution d'un fonds de concours élargi au bénéfice de la commune de Rouffiac**

Le rapporteur informe l'assemblée que la commune de Rouffiac souhaite effectuer des travaux de restauration de son cœur de village (Espace Saintonge et son environnement proche), pour un montant de 54 318,07 € H.T.

La commune sollicite, à cet égard, la participation financière de la Communauté d'Agglomération de Saintes en vertu de son dispositif « fonds de concours élargi » issu de la délibération n°2022-17 du Conseil Communautaire en date du 10 février 2022 qui intervient sur le reste à charge de la commune.

Le plan de financement prévisionnel H.T de cette opération s'établit, en recettes, comme suit :

| Organismes                                    | Montants sollicités HT |
|-----------------------------------------------|------------------------|
| Conseil Départemental de la Charente Maritime | 16 985,00 €            |
| Commune                                       | 18 667,07 €            |
| <b>CDA Saintes</b>                            | <b>18 666,00 €</b>     |
| <b>TOTAL</b>                                  | <b>54 318,07 €</b>     |

Il est ainsi proposé au Conseil Communautaire d'approuver le versement par la Communauté d'Agglomération de Saintes d'un fonds de concours d'un montant de 18 666,00 € à la commune de Rouffiac pour les travaux de restauration de son cœur de village (Espace Saintonge et son environnement proche),

**Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.5216-5 VI qui prévoit qu' « Afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la communauté d'agglomération et les communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils municipaux concernés. Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours »,

Vu les statuts de « Saintes – Grandes Rives – L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023

Vu la délibération n°CC\_2022\_17 du Conseil Communautaire en date du 10 février 2022 portant sur le fonds de concours élargi,

Vu la demande en date du 19 septembre 2023 de Monsieur le Maire de Rouffiac, portant sur les travaux de restauration du cœur de village,

Considérant tout l'intérêt de ce projet pour la commune de Rouffiac,

Considérant que les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal au compte 2041411,

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'approuver** le versement par la Communauté d'Agglomération de Saintes d'un fonds de concours d'un montant de 18 666 € à la commune de Rouffiac pour les travaux de restauration du cœur de village.

- **de préciser** que ce fonds de concours ne sera versé qu'après production des factures de réalisation des travaux par la commune et qu'il ne pourra, en aucun cas, dépasser la part du financement assurée par la commune, une fois déduites les différentes subventions obtenues auprès des partenaires financiers.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des finances, à signer tous documents à intervenir dans le cadre de la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 45 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 2 élus ne prennent pas part au vote (M. David MUSSEAU en son nom et celui de M. Eric BIGOT)

\*\*\*\*\*

**2023-244. Attribution d'un fonds de concours élargi au bénéfice de la commune de Saint Sauvant - Annulation et remplacement**

Le rapporteur informe l'assemblée que le projet d'acquisition d'un véhicule par la commune de Saint Sauvant a évolué depuis la délibération n°2023-186 du 27 septembre 2023 octroyant à la commune un fonds de concours élargi d'un montant de 10 500 €.

Aujourd'hui, la commune a fait savoir à la Communauté d'Agglomération de SAINTES que ce projet concerne l'acquisition de plusieurs véhicules.

Aussi, il convient d'annuler et remplacer cette délibération pour tenir compte de cette évolution.

Le montant global de ce projet est de 51 500 € H.T.

La commune sollicite, à cet égard, la participation financière de la Communauté d'Agglomération de Saintes en vertu de son dispositif « fonds de concours élargi » issu de la délibération n°2022-17 du Conseil Communautaire en date du 10 février 2022 qui intervient sur le reste à charge de la commune.

Le plan de financement prévisionnel HT de cette opération s'établit, en recettes, comme suit :

| Organismes         | Montants sollicités HT |
|--------------------|------------------------|
| Commune            | 25 751 €               |
| <b>CDA Saintes</b> | <b>25 749 €</b>        |
| <b>TOTAL H.T.</b>  | <b>51 500 €</b>        |

Il est ainsi proposé au conseil communautaire d'approuver le versement par la Communauté d'Agglomération de Saintes d'un fonds de concours d'un montant de 25 749 € à la commune de Saint Sauvant, afin de participer au financement de l'acquisition de véhicules.

**Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.5216-5 VI qui prévoit qu'« Afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la communauté d'agglomération et les communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils municipaux concernés. Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours »,

Vu les statuts « Saintes - Grandes Rives - L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023

Vu la délibération n°2022-17 du Conseil Communautaire en date du 10 février 2022 portant sur le fonds de concours élargi,

Vu la délibération n°CC\_2023\_186 du Conseil Communautaire en date du 27 septembre 2023 portant sur l'attribution d'un fonds de concours élargi à la commune de Saint Sauvant,

Considérant tout l'intérêt de ce projet pour la commune de Saint Sauvant,

Considérant que les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal au compte 2041411,

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'annuler** la délibération du conseil communautaire n°CC\_2023\_186 du 27 septembre 2023 susvisée.

- **d'approuver** le versement par la Communauté d'Agglomération de Saintes d'un fonds de concours d'un montant de 25 749 € à la commune de Saint Sauvant, afin de de participer au financement de l'acquisition de véhicules.

- **de préciser** que ce fonds de concours ne sera versé qu'après production des factures d'acquisition des véhicules par la commune et qu'il ne pourra, en aucun cas, dépasser la part du financement assurée par la commune, une fois déduites les différentes subventions obtenues auprès des partenaires financiers.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des finances, à signer tous documents à intervenir dans le cadre de la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 45 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 2 élus ne prennent pas part au vote (M. Jean-Marc AUDOUIN en son nom et celui de M. Alexandre GRENOT)

\*\*\*\*\*

**2023-245. Attribution d'un fonds de concours élargi au bénéfice de la commune de La Clisse**

Le rapporteur informe l'assemblée que la commune de La Clisse souhaite aménager son jardin public, pour un montant de 149 200 € H.T.

La commune sollicite, à cet égard, la participation financière de la Communauté d'Agglomération de Saintes en vertu de son dispositif « fonds de concours élargi » issu de la délibération n°2022-17 du Conseil Communautaire en date du 10 février 2022 qui intervient sur le reste à charge de la commune.

Le plan de financement prévisionnel H.T de cette opération s'établit, en recettes, comme suit :

| Organismes                                           | Montants sollicités HT |
|------------------------------------------------------|------------------------|
| Conseil Départemental de la Charente Maritime - 27 % | 40 000 €               |
| Commune - 40 %                                       | 59 200 €               |
| <b>CDA Saintes - 34 %</b>                            | <b>50 000 €</b>        |

|              |                  |
|--------------|------------------|
| <b>TOTAL</b> | <b>149 200 €</b> |
|--------------|------------------|

Il est ainsi proposé au conseil communautaire d'approuver le versement par la Communauté d'Agglomération de Saintes d'un fonds de concours d'un montant de 50 000 € à la commune de La Clisse pour les travaux d'aménagement du jardin public.

**Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.5216-5 VI qui prévoit qu'« Afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la communauté d'agglomération et les communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils municipaux concernés. Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours »,

Vu les statuts de « Saintes - Grandes Rives- L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023,

Vu la délibération n°2022-17 du Conseil Communautaire en date du 10 février 2022 portant sur le fonds de concours élargi,

Vu la demande en date du 14 novembre 2023 de Monsieur le Maire de La Clisse, portant sur les travaux d'aménagement du jardin public,

Considérant tout l'intérêt de ce projet pour la commune de La Clisse,

Considérant que les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal au compte 2041411,

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'approuver** le versement par la Communauté d'Agglomération de Saintes d'un fonds de concours d'un montant de 50 000 € à la commune de La Clisse pour les travaux d'aménagement du jardin public.

- **de préciser** que ce fonds de concours ne sera versé qu'après production des factures de réalisation des travaux par la commune et qu'il ne pourra, en aucun cas, dépasser la part du financement assurée par la commune, une fois déduites les différentes subventions obtenues auprès des partenaires financiers.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des finances, à signer tous documents à intervenir dans le cadre de la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 46 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 1 élu ne prend pas part au vote (M. Joseph DE MINAC)

\*\*\*\*\*

**2023-246. Attribution d'un fonds de concours élargi au bénéfice de la commune de Saint Bris des Bois**

Le rapporteur informe l'assemblée que la commune de Saint-Bris-Des-Bois, souhaite effectuer des travaux d'accès au nouveau lotissement de la commune, pour un montant de 158 152,74 € HT.

La commune sollicite, à cet égard, la participation financière de la Communauté d'Agglomération de Saintes en vertu de son dispositif « fonds de concours élargi » issu de la délibération n°2022-17 du Conseil Communautaire en date du 10 février 2022 qui intervient sur le reste à charge de la commune.

Le plan de financement prévisionnel HT de cette opération s'établit, en recettes, comme suit :

| Organismes         | Montants sollicités HT |
|--------------------|------------------------|
| Commune            | 108 152,74 €           |
| <b>CDA Saintes</b> | <b>50 000 €</b>        |
| <b>TOTAL</b>       | <b>158 152,74 €</b>    |

*Il est ainsi proposé au conseil communautaire d'approuver le versement par la Communauté d'Agglomération de Saintes d'un fonds de concours d'un montant de 50 000 € à la commune de Saint-Bris-Des-Bois pour les travaux d'accès au nouveau lotissement de la commune,*

**Après avoir entendu le rapporteur,**

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.5216-5 VI qui prévoit qu' « Afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la communauté d'agglomération et les communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils municipaux concernés. Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours »,*

*Vu les statuts de « Saintes - Grandes Rives - L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023,*

*Vu la délibération n°2022-17 du Conseil Communautaire en date du 10 février 2022 portant sur le fonds de concours élargi,*

*Vu la demande en date du 28 novembre 2023 de Monsieur le Maire de Saint-Bris-Des-Bois, portant sur travaux d'accès au nouveau lotissement de la commune,*

*Considérant tout l'intérêt de ce projet pour la commune de Saint-Bris-Des-Bois,*

*Considérant que les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal au compte 2041411,*

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

**- d'approuver** le versement par la Communauté d'Agglomération de Saintes d'un fonds de concours d'un montant de 50 000 € à la commune de Saint-Bris-Des-Bois, portant sur des travaux d'accès au nouveau lotissement de la commune.

**- de préciser** que ce fonds de concours ne sera versé qu'après production des factures de réalisation des travaux par la commune et qu'il ne pourra, en aucun cas, dépasser la part du financement assurée par la commune, une fois déduites les différentes subventions obtenues auprès des partenaires financiers.

**- d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des finances, à signer tous documents à intervenir dans le cadre de la présente délibération.

*Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,*

*ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :*

- 46 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 1 élu ne prend pas part au vote (M. Bernard COMBAUD)

\*\*\*\*\*

**2023-247. Octroi d'une aide exceptionnelle à la commune de Pisany dans le cadre de l'abandon du projet de construction d'un groupe scolaire**

Monsieur le Président explique que le projet d'école est malheureusement stoppé, les financements n'ayant pas été à la hauteur de ceux espérés. Il restait une facture de 106 000 euros, des frais ayant été engagés. Il est proposé que l'Agglomération en prenne en charge la moitié, soit 53 000 euros.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE demande quelle solution de remplacement est prévue.

Madame Martine NATUREL répond au nom de sa commune. La déception est grande à l'idée que cette école ne se mette pas en place. Le souhait était de disposer d'une école de territoire, et celle-ci aurait pu fonctionner. Aucune solidarité n'a été ressentie à l'égard de ce projet d'école. Le regroupement avec Luchat et La Clisse va se poursuivre, il fonctionne très bien. A terme, les classes risquent de fermer et il n'existe aucune autre solution, ce qui est regrettable pour les enfants.

Monsieur Éric PANNAUD ajoute qu'il s'agit d'un projet de territoire, c'est pourquoi il est proposé que l'Agglomération prenne à sa charge 50% des frais. Ce projet était particulièrement intéressant pour

l'ensemble des enfants du territoire. Le nombre d'enfants a fortement chuté sur cette partie du territoire, pour des raisons multiples et diverses. A la demande de Pisany, une réunion de bassin aura lieu afin de retravailler le futur de ce territoire. Le souhait était de protéger les équipes pédagogiques et de participer à la réussite des enfants. L'inverse risque de se produire.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE souhaite savoir si le projet pourra reprendre si d'autres opportunités se présentent, ou s'il est définitivement enterré.

Monsieur le Président explique que sans augmentation des subventions, le projet n'est pas possible. De plus, la démographie n'est pas favorable. En l'absence d'autres questions, le Président soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

*Le rapporteur rappelle que le conseil municipal de Pisany s'est prononcé favorablement pour engager les démarches et procédures en vue de la construction sur sa commune d'un groupe scolaire. Celui-ci répondait aux objectifs de la carte scolaire et devait ainsi constituer sur le bassin ouest un pôle éducatif avec un Regroupement Pédagogique Intercommunal (RPI) concentré Pisany, Luchat et La Clisse prévu dans le protocole « Engagement Ecole Territoire - protocole d'engagement réciproque pour l'avenir de l'école en Charente-Maritime ».*

*Afin de mener à bien ce projet, la commune de Pisany a conclu un contrat de mandat de maîtrise d'ouvrage avec la SEMDAS agissant dès lors comme maître d'ouvrage délégué dans le cadre de cette opération.*

*Une procédure de concours de maîtrise d'œuvre a ainsi été lancée et un lauréat désigné. Toutefois, la faisabilité financière de l'opération se trouve aujourd'hui compromise au regard du coût prévisionnel de l'opération qui dépasse l'estimation initiale et des financements extérieurs inférieurs aux projections initiales. Or, la capacité financière de la commune et les financements extérieurs ne peuvent permettre de combler cette enveloppe financière manquante.*

*Face à ce constat, la commune de Pisany se voit aujourd'hui contrainte d'abandonner son projet de construction de groupe scolaire. Toutefois, celle-ci doit faire face au paiement d'études et d'honoraires (paiement de la prestation assurée par la SEMDAS, primes versées aux candidats et lauréat du concours de maîtrise d'œuvre...), quand bien même le projet est abandonné, qu'elle ne peut assumer seule financièrement sans mettre en grande difficulté sa commune qui avait par ailleurs d'autres projets communaux en cours et à venir.*

*Or, sur cette opération de construction, au regard de la compétence éducation enfance jeunesse exercée par l'agglomération qui ne comprend pas la compétence liée aux bâtiments scolaires, l'agglomération devait participer au financement de la réalisation de ce projet via le versement d'un fonds de concours à la commune conformément à la délibération du Conseil Communautaire en date du 20 décembre 2018.*

*Face à cette situation exceptionnelle, il est ainsi proposé au conseil communautaire, au vu des éléments exposés ci-avant, d'attribuer à la commune de Pisany une aide exceptionnelle d'un montant de 53 000 € pour lui permettre de faire face à une partie des dépenses déjà engagées par elle dans le cadre de cette opération.*

#### **Après avoir entendu le rapporteur,**

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.5216-5,*

*Vu le Code de l'Education,*

*Vu les statuts de « Saintes - Grandes Rives - L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6 III 2°) liée à la compétence éducation enfance jeunesse,*

*Vu la délibération n°CC\_2022\_9 du Conseil Communautaire en date du 10 février 2022 portant autorisation de signer le protocole « Engagement Ecole Territoire - protocole d'engagement réciproque pour l'avenir de l'école en Charente-Maritime ».*

*Considérant que le projet de construction d'un groupe scolaire sur la Commune de Pisany répondait aux objectifs de la carte scolaire et devait ainsi constituer sur le bassin ouest un pôle éducatif avec un Regroupement Pédagogique Intercommunal (RPI) concentré Pisany, Luchat et La Clisse prévu dans le*

protocole « Engagement Ecole Territoire – protocole d’engagement réciproque pour l’avenir de l’école en Charente-Maritime ».

Considérant que la faisabilité financière de l’opération se trouve aujourd’hui compromise au regard du coût prévisionnel de l’opération qui dépasse l’estimation initiale et des financements extérieurs inférieurs aux projections initiales et que la capacité financière de la commune et les financements extérieurs ne peuvent permettre de combler cette enveloppe financière manquante.

Considérant que la commune de Pisany se voit aujourd’hui contrainte d’abandonner son projet de construction de groupe scolaire et doit faire face au paiement d’études et d’honoraires (paiement de la prestation assurée par la SEMDAS, primes versées aux candidats et lauréat du concours de maîtrise d’œuvre...), quand bien même le projet est abandonné, qu’elle ne peut assumer seule financièrement sans mettre en grande difficulté sa commune qui avait par ailleurs d’autres projets communaux en cours et à venir.

Considérant que sur cette opération de construction, au regard de la compétence éducation enfance jeunesse exercée par l’agglomération qui ne comprend pas la compétence liée aux bâtiments scolaires, l’agglomération devait participer au financement de la réalisation de ce projet via le versement d’un fonds de concours à la commune conformément à la délibération du Conseil Communautaire en date du 20 décembre 2018.

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif du budget principal 2024, article 657341,

#### **Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d’attribuer** une aide exceptionnelle d’un montant de 53 000 € à la commune de Pisany.
- **d’autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des finances à signer tout document nécessaire au versement de cette aide.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l’unanimité l’ensemble de ces propositions par :

- 44 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 1 élue ne prend pas part au vote (Mme Martine NATUREL)

\*\*\*\*\*

#### **GESTION DU PATRIMOINE**

\*\*\*\*\*

#### **2023-248. Projet de construction d’une recyclerie/déchetterie - Approbation du programme et de l’enveloppe financière - Lancement d’un concours restreint de maîtrise d’œuvre et constitution d’un jury de concours**

Monsieur le Président indique qu’il s’agit d’un projet important du mandat.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE est favorable à l’idée d’un projet de recyclerie, mais souhaiterait davantage d’explications sur celui-ci.

Monsieur Francis GRELLIER explique que cinq déchetteries sont actuellement présentes sur le territoire. Une sixième présente au niveau de l’écosite a été fermée en 2019. L’idée est de construire une nouvelle déchetterie, qui serait groupée avec une recyclerie. Elle va prendre place sur environ 1,5 hectare. Le coût prévisionnel des travaux s’élève à près de 7 millions d’euros hors taxes avec des matériaux standard. Des matériaux plus nobles et biosourcés feraient augmenter le coût d’un million supplémentaire. En ce qui concerne le montant de l’opération en entier, incluant notamment le coût des études, il convient de rajouter un million supplémentaire. Le montant total peut donc osciller entre 7 et 9 millions hors taxes.

Il est question de l’ancienne consultation pour la constitution d’un jury de concours de maîtrise d’œuvre, et de constituer un jury de concours composé d’élus, parmi lesquels figureront, outre le Président, messieurs JALLAIS, GARDELLE et MARCHAIS ainsi que les membres de la Commission d’Appel d’Offres, et des personnes bénéficiant d’une qualification professionnelle sur le métier de la construction. Le programme, des techniciens ainsi qu’une personne faisant partie du service des marchés mutualisés entre la Ville et l’Agglomération en feront également partie.



Monsieur Jérôme GARDELLE ajoute qu'en ce qui concerne la déchetterie, le projet sera relativement ambitieux par rapport à l'état des déchetteries sur le territoire. Leurs équipements sont en effet en bout de course, et sont incapables de répondre aux enjeux à venir concernant ce qui est attendu d'une déchetterie. La déchetterie de 2030 aura l'obligation de proposer jusqu'à cinquante gestes de tri différents, ce qui est inconcevable sur la majeure partie des déchetteries actuelles. La surface de la déchetterie Ouest représente environ 4 000 mètres carrés de terrain, tandis que la future déchetterie s'étendra sur un hectare et demi. L'accueil de l'usager sera très qualitatif, avec des facilités d'accès et de dépôt. Un travail va en effet porter sur de nouveaux modes de dépôt, afin d'éviter les systèmes de quais et de bennes. Le système de déchetterie à plat, dans lequel les personnes déposent au sol les déchets encombrants, va être privilégié afin d'éviter les manœuvres et les risques. Le projet est coûteux, toutefois le territoire se doit de disposer d'un outil moderne pour accueillir les usagers. Actuellement, les déchetteries accueillent 60% des déchets produits au sein de l'Agglomération, la collecte en porte-à-porte génère des flux minoritaires. Les déchetteries se doivent d'être à la hauteur.

Monsieur Pierre-Henri JALLAIS explique que dans le cadre du marché, une partie était réservée à l'étude de la faisabilité d'une recyclerie. Un consortium travaille sur l'économie solidaire depuis 2016. Les opérateurs sont efficaces, pragmatiques et capables d'agir sur le territoire. L'audit réalisé est plutôt favorable. Un certain nombre de flux peuvent être détournés pour la recyclerie, et des études ont été menées sur les territoires alentours. Le constat est qu'avec une bonne préparation et une bonne organisation, ce type de projet fonctionne bien. Cette recyclerie n'empêchera pas l'existence d'autres petits acteurs, qui pourront œuvrer pour certains flux. Les structures partenaires sont en attente de ce type de projet depuis un certain temps.

En l'absence d'autres remarques, le Président soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

*Le rapporteur rappelle que la Communauté d'Agglomération de Saintes possède un réseau vieillissant de cinq déchetteries. Une sixième déchetterie était exploitée sur l'Ecosite situé impasse des Perches à Saintes. Celle-ci a été fermée en mai 2019, créant ainsi une carence dans la desserte du SUD du territoire.*

*Au regard des limites constatées du réseau de déchetteries et des défauts de fonctionnalité des sites existants, la Communauté d'Agglomération de Saintes souhaite proposer une nouvelle structure fonctionnelle, moderne et adaptée aux nouvelles attentes des usagers.*

*Dans cette logique, la Communauté d'Agglomération de Saintes ambitionne de construire un équipement composé d'une déchetterie et d'une recyclerie.*

*C'est pourquoi, il est étudié la construction d'un nouvel équipement, situé sur la parcelle ZS 143 pour une surface d'environ 15000 m².*

*Le scénario retenu lors du COPIL du 7 juillet 2023 consiste en la réalisation d'une recyclerie comprenant un bâti d'environ 1600 m² de surface de plancher répartie sur deux niveaux et d'une déchetterie comprenant 13 quais, le tout sur une emprise totale de l'ordre de 15 200 m², et présentant les caractéristiques suivantes :*

- *Une déchetterie comprenant :*
  - *Un quai composé de 13 emplacements pour bennes avec ombrière au-dessus des zones de dépôts par les usagers,*
  - *Une plateforme d'environ 1000 m² pour dépôt au sol des gravats et déchets verts,*
  - *Un local agents de 95 m²,*
  - *Un hangar engins de 80 m²,*
  - *Un dallage de 120 à 160 m² pour le stockage fermé des DDS et DEEE en conteneurs,*
  - *Un dallage de 150 m² pour la collecte REP dispersé en conteneurs,*
  - *Un auvent fermé de 80 m² pour les petits flux, huiles, batteries, piles, ...*
  - *Un auvent de 80 m² pour une matériauxèque,*
  - *Une aire de déchargement pour le dépôt des objets destinés à la recyclerie,*
- *Une recyclerie comprenant :*
  - *Une aire de stationnement avec distinction des employés et des visiteurs,*
  - *Une zone de déchargement des apports par collecte dans les déchetteries de la CDA*
  - *Un bâtiment intégrant :*

- Un espace de réception des apports de 140 m<sup>2</sup>
- Une zone de tri et stockage avant valorisation de 220 m<sup>2</sup>
- Un espace de stockage tampon après valorisation de 75 m<sup>2</sup>
- Un espace atelier pour valorisation de 400 m<sup>2</sup>
- Un espace de vente de 600 m<sup>2</sup>
- Des bureaux et locaux sociaux pour une surface totale de 170 m<sup>2</sup>
- Un espace de sensibilisation de 50 m<sup>2</sup>

Le coût prévisionnel des travaux pour ce projet est évalué à 6 950 000 €HT (valeur juillet 2023), soit 8 340 000 € TTC.

Cette estimation ne comprend aucun panneau photovoltaïque et infrastructures associés (support, équipements pour raccordement au réseau pour revente éventuelle).

Cette estimation est également basée sur des matériaux de construction classique. La plus-value attendue en cas de volonté forte d'utilisation de matériaux considérés comme écologiques de type biosourcés / géosourcés / béton bas carbone est de l'ordre de 15 %.

Le budget à prendre à considération en cas de choix fort pour un projet au bilan carbone maîtrisé serait alors de 7 990 000 € HT soit 9 591 000 € TTC.

Afin de poursuivre sa démarche et entrer dans la phase opérationnelle du projet, la Communauté d'Agglomération engage une consultation permettant de recruter une équipe de maîtrise d'œuvre disposant de compétences pluridisciplinaires pour l'accompagner au travers d'une mission globale architecturale, technique, environnementale et économique.

Le montant total prévisionnel de l'opération intégrant les missions connexes telles que la maîtrise d'œuvre, les études réglementaires, les études géotechniques, les missions de contrôles et de coordination sécurité et protection de la santé est estimé à 8 000 000 € H.T, soit 9 600 000 € T.TC.

Dans le cas d'un choix fort porté sur un programme au bilan carbone maîtrisé, le budget global de l'opération serait de l'ordre 9 000 000 € HT soit 10 800 000 € TTC.

Technique d'achat prévue à l'article L. 2125-1 du Code de la Commande Publique (CCP), le concours permet à un acheteur de choisir, après mise en concurrence et avis d'un jury, un plan ou un projet, notamment dans le domaine de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de l'architecture.

Le concours sera restreint, auquel cas l'acheteur établit des critères de sélection des participants au concours et fixe, au vu de l'avis du jury, la liste des candidats admis à concourir.

Le jury procède, après leur examen, à un classement des plans ou projets des opérateurs économiques admis à participer au concours, et l'acheteur choisit, sur la base de l'avis du jury, le ou les lauréats du concours. Afin de réaliser cette opération, le lancement d'un concours restreint de maîtrise d'œuvre, tel que prévu aux articles L. 2125-1 2° et R. 2162-15 du code de la commande publique est nécessaire. En l'espèce, dans le cadre de cette procédure, il est proposé, après sélection, d'admettre trois candidats à concourir; les candidats admis à concourir étant invités à remettre un projet de niveau « Esquisse ».

En application des dispositions des articles R.2162-19 à R. 2162-21 et R. 2172-4 du Code de la Commande Publique, les candidats qui auront remis des propositions conformes au règlement de concours, bénéficieront alors d'une prime afin de les indemniser du travail effectué.

Le montant de la prime se réfère en pratique au prix estimé des études à effectuer par les candidats, affecté d'un abattement de 20%. Une fiche de la Direction des Affaires Juridiques souligne que « le montant de cette prime devra être réaliste et correspondre à l'investissement fourni par les candidats compte tenu du degré de précision demandé dans la remise de leurs prestations et de la complexité de l'opération ». Il est donc proposé de fixer le montant de la prime à 30 000 € H.T par candidat retenu dont la proposition sera jugée conforme au règlement de concours par le jury. A défaut, en application de l'article R. 2172-4 du Code de la Commande Publique, une réduction totale ou partielle du montant de cette prime sera prévue dans le règlement de concours. La rémunération du marché de maîtrise d'œuvre tiendra compte de la prime versée au candidat lauréat du concours. Le montant de la prime reçue par l'attributaire du marché de maîtrise d'œuvre sera déduit du montant de ses honoraires (prix du marché).

La constitution du jury de concours de maîtrise d'œuvre est encadrée par les articles R.2162-17 et suivants du Code de la Commande Publique. Aussi, le jury est composé de personnes indépendantes des participants du concours. En application des articles R. 2162-22 et R.2162-24 du CCP, le jury est composé des membres à voix délibérative dirigé par un(e) Président(e)désigné (et son suppléant) et constitué de la façon suivante :

- Monsieur DRAPRON, Président de la CDA,
- Monsieur JALLAIS, 8<sup>ème</sup> Vice-Président de la CDA,
- Monsieur GARDELLE, 9<sup>ème</sup> Vice-Président de la CDA,
- Monsieur MARCHAIS, 10<sup>ème</sup> Vice-Président de la CDA,
- Les membres élus de la Commission d'Appel d'Offres (5 titulaires et 5 suppléants),
- Monsieur GRELLIER, président de la CAO, désigné Président du jury,
- Lorsqu'une qualification professionnelle est exigée pour participer à un concours, au moins un tiers des membres du jury doit posséder cette qualification ou une qualification équivalente (5 en l'espèce),

L'ensemble de ces membres ont voix délibérative.

En dehors de ces règles, d'autres membres à voix consultative feront partie du jury, il est proposé :

- Le programmiste retenu pour cette opération : Le Groupement composé de ANTEA mandataire,
- Les techniciens représentants les services de la maîtrise d'ouvrage (La Directrice Transition Ecologique, la Directrice Patrimoine, l'adjoint à la Directrice Patrimoine, la Directrice de la Régie des Déchets)
- Le service de la commande publique,

Les convocations aux réunions du jury seront envoyées à ses membres au moins 5 jours francs avant la date prévue pour la réunion. Le jury ne pourra se réunir valablement que si le quorum est atteint, soit lorsque plus de la moitié des membres ayant voix délibérative sont présents. Ce quorum se calcule en prenant en compte la totalité des membres du jury ayant voix délibérative.

Si, après une première convocation, le quorum n'est pas atteint, le jury est à nouveau convoqué. Il se réunit alors valablement sans condition de quorum.

Le jury dresse procès-verbal de ses réunions. Tous les membres du jury peuvent demander que leurs observations soient portées au procès-verbal. En cas de partage des voix, la voix du président est prépondérante.

Il convient par ailleurs de fixer l'indemnisation des membres du jury composant le tiers de personnalités qualifiées, non rémunérées dans le cadre de leurs activités ou obligations professionnelles pour participer au jury. Il est proposé de fixer cette somme à 550 € T.T.C par demi-journée de travail et par membre du jury.

A l'issue du concours le lauréat ou l'un des lauréats du concours se verra attribuer un marché sans publicité et sans mise en concurrence préalables en application de l'article R.2122-6 du Code de la Commande Publique.

### **Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Commande Publique,

Vu les statuts de « Saintes - Grandes Rives - L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023, et notamment l'article 6, I, 7°) indiquant parmi les compétences obligatoires la « Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés,

Vu la délibération n°CC\_2023\_202 du Conseil Communautaire du 9 novembre 2023, transmise au contrôle de légalité le 15 novembre 2023, approuvant le lancement des études préalables et des études techniques complémentaires à l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la création d'une Déchetterie/Recyclerie,

Vu l'avis du Conseil d'Exploitation de la régie des déchets en date du 5 décembre 2023,

Considérant le projet retenu d'une recyclerie comprenant un bâti d'environ 1600 m<sup>2</sup> de surface de plancher répartie sur deux niveaux et d'une déchetterie comprenant 13 quais, le tout sur une emprise totale de l'ordre de 15 200 m<sup>2</sup>, et présentant les caractéristiques suivantes :

- Une déchetterie comprenant :
  - Un quai composé de 13 emplacements pour bennes avec ombrière au-dessus des zones de dépôts par les usagers,
  - Une plateforme d'environ 1000 m<sup>2</sup> pour dépôt au sol des gravats et déchets verts,
  - Un local agents de 95 m<sup>2</sup>,
  - Un hangar engins de 80 m<sup>2</sup>,
  - Un dallage de 120 à 160 m<sup>2</sup> pour le stockage fermé des DDS et DEEE en conteneurs,
  - Un dallage de 150 m<sup>2</sup> pour la collecte REP dispersé en conteneurs,
  - Un auvent fermé de 80 m<sup>2</sup> pour les petits flux, huiles, batteries, piles, ...
  - Un auvent de 80 m<sup>2</sup> pour une matériauthèque,
  - Une aire de déchargement pour le dépôt des objets destinés à la recyclerie,
- Une recyclerie comprenant :
  - Une aire de stationnement avec distinction des employés et des visiteurs,
  - Une zone de déchargement des apports par collecte dans les déchetteries de la CDA
  - Un bâtiment intégrant :
    - Un espace de réception des apports de 140 m<sup>2</sup>
    - Une zone de tri et stockage avant valorisation de 220 m<sup>2</sup>
    - Un espace de stockage tampon après valorisation de 75 m<sup>2</sup>
    - Un espace atelier pour valorisation de 400 m<sup>2</sup>
    - Un espace de vente de 600 m<sup>2</sup>
    - Des bureaux et locaux sociaux pour une surface totale de 170 m<sup>2</sup>
    - Un espace de sensibilisation de 50 m<sup>2</sup>

A ces aménagements viennent s'ajouter des aires de manœuvre et de stockage de bennes tampon, des aires de stationnement et des équipements connexes comme les bassins de gestion des Eaux pluviales et de confinement des eaux d'incendie.

Considérant que le coût prévisionnel des travaux pour ce projet est évalué à 6 950 000 € H.T (valeur juillet 2023), soit 8 340 000 € T.T.C.

Considérant qu'en cas de volonté forte d'utilisation de matériaux considérés comme écologiques de type biosourcés / géosourcés / béton bas carbone cette estimation une plus-value de l'ordre de 15 % ; Le budget à prendre à considération étant alors de 7 990 000 € HT soit 9 591 000 € TTC.

Considérant que le montant total prévisionnel de l'opération est estimé à 8 000 000 € HT, soit 9 600 000 € T.T.C (incluant tous les frais de l'opération nécessaires à la réalisation du projet).

Considérant que dans le cas d'un choix fort porté sur un programme au bilan carbone maîtrisé, le budget global de l'opération serait de l'ordre 9 000 000 € HT soit 10 800 000 € TTC.

Considérant qu'il est nécessaire de lancer une consultation permettant de recruter une équipe de maîtrise d'œuvre,

Considérant que le lancement d'un concours restreint de maîtrise d'œuvre, tel que prévu aux articles L. 2125-1 2<sup>e</sup> et R. 2162-15 du code de la commande publique est nécessaire,

Considérant qu'il est proposé, après sélection, d'admettre au minimum 3 candidats à concourir, ces derniers étant ensuite invités à remettre un projet de niveau « Esquisse »,

Considérant qu'il est proposé, après sélection, d'admettre trois candidats à concourir. Ces derniers étant ensuite invités à remettre un projet de niveau « Esquisse »,

Considérant qu'il est proposé de fixer le montant de la prime à 30 000 € H.T par candidat retenu dont la proposition sera jugée conforme au règlement de concours par le jury. A défaut, en application de l'article R. 2172-4 du Code de la Commande Publique, une réduction totale ou partielle du montant de cette prime sera prévue dans le règlement de concours. La rémunération du marché de maîtrise d'œuvre tiendra compte de la prime versée au candidat lauréat du concours,

Considérant qu'il est proposé que le jury soit composé des membres à voix délibérative suivants :

- Monsieur DRAPRON, Président de la CDA,
- Monsieur JALLAIS, 8<sup>ème</sup> Vice-Président de la CDA,

- Monsieur GARDELLE, 9<sup>ème</sup> Vice-Président de la CDA,
- Monsieur MARCHAIS, 10<sup>ème</sup> Vice-Président de la CDA,
- Les membres élus de la Commission d'Appel d'Offres (5 titulaires et 5 suppléants),
- Monsieur GRELLIER, président de la CAO, désigné Président du jury,
- Lorsqu'une qualification professionnelle est exigée pour participer à un concours, au moins un tiers des membres du jury doit posséder cette qualification ou une qualification équivalente (5 en l'espèce),

Considérant qu'il est proposé que le jury soit composé des membres à voix consultative suivants :

- Le programmiste retenu pour cette opération : Le Groupement composé de ANTEA mandataire,
- Les techniciens représentants les services de la maîtrise d'ouvrage (La Directrice Transition Ecologique, la Directrice Patrimoine, l'adjoint à la Directrice Patrimoine, la Directrice de la Régie des Déchets)
- Le service de la commande publique,

Considérant que les convocations aux réunions du jury seront envoyées à ses membres au moins 5 jours francs avant la date prévue pour la réunion. Le jury ne pourra se réunir valablement que si le quorum est atteint, soit lorsque plus de la moitié des membres ayant voix délibérative sont présents. Ce quorum se calcule en prenant en compte la totalité des membres du jury ayant voix délibérative. Si, après une première convocation, le quorum n'est pas atteint, le jury est à nouveau convoqué. Il se réunit alors valablement sans condition de quorum,

Considérant que le jury dresse le procès-verbal de ses réunions. Tous les membres du jury peuvent demander que leurs observations soient portées au procès-verbal. En cas de partage des voix, la voix du président est prépondérante,

Considérant qu'il est proposé de fixer l'indemnisation des membres du jury composant le tiers de personnalités qualifiées, non rémunérées dans le cadre de leurs activités ou obligations professionnelles pour participer au jury, à 550 € T.T.C par demi-journée de travail et par membre du jury,

Considérant qu'à l'issue du jury de concours, et conformément à l'article R2172-2 du Code de la Commande Publique, sera lancée une procédure négociée sans publicité, ni mise en concurrence préalables (en application de l'article R2122-6 du Code de la Commande Publique) en vue de l'attribution d'un marché public de maîtrise d'œuvre au lauréat ou à l'un des lauréats du concours.

#### **Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'approuver** le programme de l'opération tel que présenté ci-avant validé par le COPIL.
- **d'approuver** l'enveloppe programme de travaux à 6 950 000 € H.T en valeur de juillet 2023 (8 340 000 € T.T.C) ; estimation s'élevant à 7 990 000 € H.T (9 591 000 € T.T.C) dans l'hypothèse d'un choix fort porté sur un programme au bilan carbone maîtrisé.
- **d'approuver** l'enveloppe de l'opération estimée à 8 000 000 € HT (9 600 000 € TTC), incluant les frais d'opération nécessaires à la réalisation du projet ; estimation s'élevant à 9 000 000 € HT (10 800 000 € TTC) dans l'hypothèse d'un choix fort porté sur un programme au bilan carbone maîtrisé.
- **d'approuver** le lancement d'un concours restreint de maîtrise d'œuvre.
- **d'approuver** la composition du jury telle que proposée ci-avant.
- **d'approuver** le nombre de trois candidats admis à concourir.
- **d'approuver** le niveau ESQUISSE des prestations demandées aux trois candidats admis à concourir.
- **d'approuver** le montant de 550 € T.T.C par demi-journée de travail relatif à l'indemnisation des membres du jury non rémunérés dans le cadre de leurs activités ou obligations professionnelles.
- **d'approuver** le montant de la prime de 30 000 € H.T par candidat retenu, au titre de l'indemnisation des candidats ayant remis des prestations conformes au règlement de concours.
- **d'approuver** les règles du jury de concours telles que détaillées ci-dessus.

- **d'autoriser** Monsieur le Président ou son représentant en charge notamment des marchés publics à signer tout document relatif à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 46 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

## **MARCHÉS PUBLICS**

\*\*\*\*\*

### **2023-249. Autorisation de signer le marché de maîtrise d'œuvre pour la construction d'une piscine intercommunale avec fosse à plongée**

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE indique qu'en l'absence des informations accompagnant ces projets, elle s'abstiendra concernant la prochaine série de délibérations.

Monsieur le Président précise que les informations figurent dans les délibérations. En l'absence d'autres remarques, le Président soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

Le rapporteur rappelle que le Conseil Communautaire a approuvé par délibération n°2023-85 du 30 mars 2023 le lancement d'un concours restreint de maîtrise d'œuvre pour la construction d'une piscine intercommunale avec fosse à plongée.

Suite au jury de concours réuni le 6 juillet 2023, trois candidats ont été admis à participer au concours restreint de maîtrise d'œuvre sur esquisse.

Le jury de concours, dans sa réunion du 20 novembre 2023, a classé les trois projets des trois candidats admis au regard des critères énoncés dans le règlement de consultation :

- Critère 1. Qualités fonctionnelles appréciées au regard :
  - organisation du plan masse et desserte
  - respect des exigences fonctionnelles du programme
  - respect des surfaces
- Critère 2. Qualités architecturales et de conception appréciées au regard :
  - prise en compte des contraintes de site
  - volumétrie, principes constructifs, choix de matériaux
  - approche bioclimatique et profil HQE proposé
- Critère 3. Qualités techniques appréciées au regard :
  - cohérence et niveau de précisions des process techniques
  - qualité environnementale du projet sur le plan technique (niveau de performance envisagé, sources de récupérations, ENR, ...)
  - respect des exigences et contraintes techniques du programme pour le confort d'usage des espaces et la pérennité de l'ouvrage
- Critère 4. Qualité financière appréciée au regard :
  - compatibilité avec l'enveloppe financière prévisionnelle du Maître d'ouvrage et crédibilité du chiffrage du candidat

Suite à l'avis émis par le jury sur le classement des projets et le versement des primes, il a été désigné comme lauréat du concours de maîtrise d'œuvre sur esquisse pour la construction d'une piscine intercommunale avec fosse à plongée le projet classé en première position. Il s'agit du groupement composé comme suit :

- ATELIER PERINET-MARQUET ET ASSOCIES (AP-MA ARCHITECTURE), 11 rue Dumont d'Urville - CS91312 - 76178 ROUEN CEDEX 1 (mandataire du groupement)
- GRAVIERE ET FOULON ARCHITECTURE, 1 petit rue René Caillié - 17100 SAINTES
- SOJA INGENIERIE, 11 Rue Dumont d'Urville - 76000 ROUEN

- SOCIETE D'ETUDES DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS (SEBAT), 11 rue Dumont d'Urville - 76000 ROUEN
- SARL AGIRACOUSTIQUE France, 8 rue Thiers - 76200 DIEPPE
- AMOES, 38-42 rue Galliéni - 92600 ASNIERES-SUR-SEINE
- DCE CONSEIL, Route de Bacqueville -27380 RADEPONT

Conformément à l'article R.2172-2 du Code de la Commande Publique, le concours a été suivi d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalables (en application de l'article R.2122-6 dudit code) avec le lauréat du concours en vue de conclure le marché de maîtrise d'œuvre pour la construction d'une piscine intercommunale avec fosse à plongée.

Le montant du marché de maîtrise d'œuvre à conclure s'élève à :

- 1 197 875 € HT au titre du forfait provisoire de rémunération de la mission de base ;
- 8 750 € HT au titre de la mission complémentaire de Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie
- 21 253,75 € HT au titre de la mission complémentaire de Suivi de Performance ;
- 18 025,00 € HT au titre de la mission complémentaire de Réalisation de Simulation Thermique Dynamique.

Il est ainsi proposé au Conseil Communautaire d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge des bâtiments communautaires, des travaux et des marchés publics à signer le marché et toutes les pièces liées à la procédure avec le groupement sus indiqué, lauréat du concours, pour les montants indiqués ci-avant.

#### **Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Commande Publique, et notamment les articles L.2125-1, R.2162-15 à R.2162-26 et R.2122-6, R.2172-2,

Vu les statuts de « Saintes – Grandes Rives – L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023,

Vu la délibération n°2023-85 du Conseil Communautaire en date du 30 mars 2023 approuvant le lancement d'un concours restreint de maîtrise d'œuvre pour la construction d'une piscine intercommunale avec fosse à plongée,

Vu la délibération n°2023-174 du conseil Communautaire du 27 septembre 2023 portant délégation du Conseil Communautaire au Président, et notamment le point n°4 relatif à la passation des marchés et de leurs avenants,

Vu la décision n°DEC\_2023\_164 du 18 juillet 2023 portant désignation des candidats admis au concours restreint de maîtrise d'œuvre sur esquisse pour la construction d'une piscine intercommunale avec fosse à plongée suite à l'avis du jury sur les candidatures en date du 6 juillet 2023,

Vu la décision n°DEC\_2023\_259 portant désignation du lauréat du concours restreint de maîtrise d'œuvre sur esquisse pour la construction d'une piscine intercommunale avec fosse à plongée suite à l'avis du jury sur les projets en date du 20 novembre 2023, au groupement composé comme suit :

- ATELIER PERINET-MARQUET ET ASSOCIES (AP-MA ARCHITECTURE), 11 rue Dumont d'Urville - CS91312 - 76178 ROUEN CEDEX 1 (mandataire du groupement)
- GRAVIERE ET FOULON ARCHITECTURE, 1 petit rue René Caillié - 17100 SAINTES
- SOJA INGENIERIE, 11 Rue Dumont d'Urville - 76000 ROUEN
- SOCIETE D'ETUDES DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS (SEBAT), 11 rue Dumont d'Urville - 76000 ROUEN
- SARL AGIRACOUSTIQUE France, 8 rue Thiers - 76200 DIEPPE
- AMOES, 38-42 rue Galliéni - 92600 ASNIERES-SUR-SEINE
- DCE CONSEIL, Route de Bacqueville -27380 RADEPONT

Considérant que le groupement, lauréat du concours, représenté par son mandataire ATELIER PERINET-MARQUET ET ASSOCIES (AP-MA ARCHITECTURE) a été invité à négocier en vue de la conclusion d'un marché de maîtrise d'œuvre conformément à l'article R.2122-6 du code de la Commande Publique.

Considérant que la délégation au Président n'est consentie que pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation à l'exception de la décision de signer les marchés et les accords-cadres, l'exécution

et le règlement des marchés et des accords-cadres d'un montant supérieur aux seuils des procédures formalisées prévus par les textes en vigueur pour les marchés publics de fournitures et services et supérieur à 2 000 000 € H.T pour les marchés publics de travaux ainsi que toute décision concernant leurs avenants sans incidence financière ou avec une incidence financière limitée en cas d'augmentation à 5 % du montant global du marché initial, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

Considérant que le marché de maîtrise d'œuvre sur esquisse pour la construction d'une piscine intercommunale avec fosse à plongée est d'un montant supérieur au seuil susvisé,

Considérant qu'il convient d'acter la signature du marché,

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des bâtiments communautaires, des travaux et des marchés publics à signer le marché et toutes les pièces liées à la procédure avec le groupement, lauréat du concours, composé comme suit :

- ATELIER PERINET-MARQUET ET ASSOCIES (AP-MA ARCHITECTURE), 11 rue Dumont d'Urville - CS91312 - 76178 ROUEN CEDEX 1 (mandataire du groupement)
- GRAVIERE ET FOULON ARCHITECTURE, 1 petit rue René Caillié - 17100 SAINTES
- SOJA INGENIERIE, 11 Rue Dumont d'Urville - 76000 ROUEN
- SOCIETE D'ETUDES DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS (SEBAT), 11 rue Dumont d'Urville - 76000 ROUEN
- SARL AGIRACOUSTIQUE France, 8 rue Thiers - 76200 DIEPPE
- AMOES, 38-42 rue Galliéni - 92600 ASNIERES-SUR-SEINE
- DCE CONSEIL, Route de Bacqueville -27380 RADEPONT

avec un montant de rémunération de 1 197 875 € HT au titre du forfait provisoire de rémunération de la mission de base ; 8 750 € HT au titre de la mission complémentaire de Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie ; 21 253,75 € HT au titre de la mission complémentaire de Suivi de Performance et 18 025,00 € HT au titre de la mission complémentaire de Réalisation de Simulation Thermique Dynamique.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 44 Voix pour
- 0 Voix contre
- 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

**2023-250. Préservation et valorisation des Aqueducs gallo romains - Approbation de l'avenant n°7 du lot 5 de la 2ème consultation des marchés de travaux**

Le rapporteur rappelle que la Communauté d'Agglomération de Saintes a conclu en 2019 des marchés de travaux ayant pour objet la préservation et la valorisation des aqueducs gallo-romains. Ces marchés ont fait l'objet d'une première consultation, puis d'une deuxième consultation, 5 lots ayant été déclarés sans suite.

La présente délibération concerne la passation d'un avenant aux marchés de travaux concernant le lot 5 de la 2ème consultation (Espaces verts et V.R.D).

Il s'agit d'un avenant n°7 dont le montant en plus-value est de 6 846,12 € H.T et porte le montant du marché à 132 104,95 € H.T (+14.98% d'écart cumulé introduit par les avenants 4, 5 et 7 par rapport au montant du marché initial). Il concerne l'état des plus et moins-values des travaux sur le site de Vénérand après modification des cheminements, clôtures et portails, et espaces verts. Par ailleurs, il est nécessaire de prolonger la durée du marché jusqu'au 29 février 2024, date de réception.

**Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Commande Publique, et notamment les articles L. 2194-1, R. 2194-2 à R. 2194-5,

Vu les statuts de « Saintes – Grandes Rives – L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023,



*Vu la délibération n°2023-174 du Conseil Communautaire en date du 27 septembre 2023, transmise au contrôle de légalité le 10 octobre 2023, portant délégation du Conseil Communautaire au Président, et notamment les points n°3 et 4, qui autorisent le Président à « prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres d'un montant inférieur aux seuils des procédures formalisées prévus par les textes en vigueur pour les marchés publics de fournitures et services et inférieur ou égal à 2 000 000 € H.T pour les marchés publics de travaux ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget » ainsi que pour « prendre toute décision concernant la préparation, la passation à l'exception de la décision de signer les marchés et les accords-cadres, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres d'un montant supérieur aux seuils des procédures formalisées prévus par les textes en vigueur pour les marchés publics de fournitures et services et supérieur à 2 000 000 € H.T pour les marchés publics de travaux ainsi que toute décision concernant leurs avenants sans incidence financière ou avec une incidence financière limitée en cas d'augmentation à 5 % du montant global du marché initial, lorsque les crédits sont inscrits au budget »;*

*Vu la délibération n°2020-52 du 13 février 2020 autorisant la signature du lot 5 « Espaces verts et V.R.D » du marché relatif à la préservation et valorisation des aqueducs gallo-romains pour la deuxième consultation, avec l'entreprise GAUDY BONNEAU, 11 Rue des Perches 17 100 SAINTES, pour un montant de 114 894,05 € H.T, soit 137 872,86€ T.T.C.*

*Vu la décision n°2021-204 du 1<sup>er</sup> septembre 2021 prolongeant les marchés de la deuxième consultation jusqu'au 21 décembre 2021,*

*Vu la décision n°2021-287 du 22 décembre 2021 prolongeant les marchés de la deuxième consultation jusqu'au 31 juillet 2022,*

*Vu la décision n°DEC\_2022\_172 du 29 juillet 2022 prolongeant les marchés de la deuxième consultation jusqu'au 31 octobre 2022,*

*Vu la décision n°DEC\_2022\_246 du 09 décembre 2022 actant la modification du montant du marché concernant le lot 5 de la 2<sup>ème</sup> consultation, par un avenant n°4 pour des travaux supplémentaires non prévus initialement, pour un montant de 5 581€HT, portant ainsi le montant du marché à 120 475.05€HT,*

*Vu la délibération n°CC\_2023\_34 du 1<sup>er</sup> février 2023, transmise au contrôle de légalité le 07 février 2023 actant notamment la modification du montant du marché concernant le lot 5 « Espaces verts - V.R.D » par un avenant n°5 pour des travaux supplémentaires non prévus initialement, pour un montant de 4 783.78€HT portant ainsi le montant du marché à 125 258.83€HT, et prolongeant également le marché jusqu'au 30 juin 2023,*

*Vu la décision n°DEC\_2023\_210 du 22 septembre 2023 prolongeant les marchés de la deuxième consultation jusqu'au 31 décembre 2023,*

*Considérant qu'une consultation sous la forme d'une procédure adaptée et relative à la « Préservation et valorisation des aqueducs gallo-romains » a été menée,*

*Considérant le projet d'avenant n°7 dont le montant en plus-value est de 6 846,12 € H.T et porte le montant du marché à 132 104,95 € H.T (+14.98% d'écart cumulé par rapport au montant du marché initial). Il concerne l'état des plus et moins-value des travaux sur le site de Vénérand après modification des cheminements, clôtures et portails, et espaces verts, et prolonge la durée du marché au 29 février 2024, date de réception,*

*Considérant que cet avenant est de faible montant et peut donc être conclu, conformément à l'article L. 2194-1 du Code de la Commande Publique,*

*Considérant que, pour les marchés publics de travaux supérieurs à 2 000 000 € H.T, la délégation susvisée donnée au Président ne concerne pas la signature des avenants dont l'incidence financière est supérieure à 5 % du montant global du marché initial,*

*Considérant que le montant de l'avenant dépasse ce seuil,*

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'approuver** l'avenant n°7 au marché de travaux du lot 5 de la 2<sup>ème</sup> consultation avec l'entreprise GAUDY BONNEAU, 11 Rue des Perches 17 100 SAINTES, pour un montant en plus-value de 6 846,12 € H.T, portant le montant du marché à 132 104,95 € H.T (+14.98% d'écart cumulé par rapport au montant du marché initial) et prolongeant le marché jusqu'au 29 février 2024.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des travaux, des bâtiments communautaires et des marchés publics à signer ledit avenant ainsi que toutes pièces s'y rapportant. Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 44 Voix pour
- 0 Voix contre
- 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

**2023-251.Marché "Evaluation du besoin en logement, déclinaison opérationnelle pour le projet FERROCAMPUS, révision du PLH et création d'un observatoire de l'habitat et du foncier pour la CDA de Saintes"**

Le rapporteur rappelle que la Communauté d'Agglomération de Saintes a lancé une consultation pour l'évaluation du besoin en logement, déclinaison opérationnelle pour le projet FERROCAMPUS, révision du PLH et création d'un observatoire de l'habitat et du foncier sous la forme d'un appel d'offres ouvert (envoi de l'avis à la publicité le 04/09/2023).

Le marché est constitué de 2 lots :

- Lot 1 : Evaluation besoin en logement par public cible, déclinaison opérationnelle pour le projet FERROCAMPUS et Révision du Programme Local de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Saintes.
- Lot 2 : Réalisation d'un observatoire de l'habitat et du foncier.

Pour le lot 1, le marché est conclu à compter de sa notification et jusqu'à la remise du dossier finalisé pour approbation avec une durée maximum de 2 ans (hors temps de validation de l'agglomération).

Pour le lot 2, le marché est conclu à compter de sa notification et avec un maximum de 2 ans (hors temps de validation de l'agglomération).

Pour les lots 1 (sauf les études pré-opérationnelles de faisabilité technique, financière et juridique de la mission « Programmation en logement pour FERROCAMPUS) et 2, les marchés sont des marchés d'acquisition ponctuelle. Les prestations de services seront rémunérées par application d'un prix global et forfaitaire. S'agissant des études pré-opérationnelles de faisabilité technique, financière et juridique de la mission « Programmation en logement pour FERROCAMPUS », elles feront l'objet de bons de commande et seront réglées par application de prix unitaires appliqués aux quantités réellement exécutées pour un montant maximum de 150 000€ HT sur toute la durée du marché.

La Commission d'Appel d'Offres de la Communauté d'Agglomération de Saintes a attribué le 04 décembre 2023, les lots 1 et 2 au groupement composé des entreprises VILLE ET HABITAT, BETOM Ingénierie, CITY Linked, MARAS BILLARD Avocats dont le mandataire est l'entreprise VILLE ET HABITAT, Espace Morning Gallieni 6 rue Jean Jaurès - 93170 BAGNOLET.

Il est ainsi proposé au Conseil Communautaire d'autoriser la signature des lots 1 et 2 avec ce groupement :

- pour le lot 1 pour un montant total toutes tranches confondues de 105 625 € HT hors études pré-opérationnelles (89 225 € HT pour la tranche ferme, 8 900 € HT pour la tranche optionnelle 1 et 7 500 € HT pour la tranche optionnelle 2) et les études pré-opérationnelles de faisabilité technique, financière et juridique de la mission « Programmation en logement pour FERROCAMPUS » pour un montant maximum de 150 000€ HT sur toute la durée du marché.

- et le lot 2 pour un montant de 16 830 € HT.

**Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Commande Publique et notamment les articles L. 1111-1, L. 2124-2, L. 2125-1, R. 2162-13 et R. 2162-14,

Vu les statuts de « Saintes - Grandes Rives - L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023,

Vu la délibération n°2023-174 du Conseil Communautaire du 27 septembre 2023 portant délégation du Conseil Communautaire au Président, et notamment le point n°4 relatif à la passation des marchés et de leurs avenants,

Considérant que la délégation au Président n'est consentie que pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation à l'exception de la décision de signer les marchés et les accords-cadres, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres d'un montant supérieur aux seuils des procédures formalisées prévus par les textes en vigueur pour les marchés publics de fournitures et services et supérieur à 2 000 000 € H.T pour les marchés publics de travaux ainsi que toute décision concernant leurs avenants sans incidence financière ou avec une incidence financière limitée en cas d'augmentation à 5 % du montant global du marché initial, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

Considérant que le marché pour l'évaluation du besoin en logement, déclinaison opérationnelle pour le projet FERROCAMPUS, révision du PLH et création d'un observatoire de l'habitat et du foncier pour la Communauté d'Agglomération de Saintes est d'un montant supérieur au seuil susvisé,

Considérant que la Communauté d'Agglomération de Saintes a lancé une consultation pour l'évaluation du besoin en logement, déclinaison opérationnelle pour le projet FERROCAMPUS, révision du PLH et création d'un observatoire de l'habitat et du foncier sous la forme d'un appel d'offres ouvert (envoi de l'avis à la publicité le 04/09/2023)

Considérant que la Commission d'Appel d'Offres a attribué le lot 1 au groupement composé des entreprises VILLE ET HABITAT, BETOM Ingénierie, CITY Linked, MARAS BILLARD Avocats dont le mandataire est l'entreprise VILLE ET HABITAT, Espace Morning Gallieni 6 rue Jean Jaurès - 93170 BAGNOLET pour un montant total toutes tranches confondues de 105 625 € HT hors études pré-opérationnelles (89 225 € HT pour la tranche ferme, 8 900 € HT pour la tranche optionnelle 1 et 7 500 € HT pour la tranche optionnelle 2) et les études pré-opérationnelles de faisabilité technique, financière et juridique de la mission « Programmation en logement pour FERROCAMPUS » pour un montant maximum de 150 000€ HT sur toute la durée du marché.

Considérant que la Commission d'Appel d'Offres a attribué le lot 2 au groupement composé des entreprises VILLE ET HABITAT, BETOM Ingénierie, CITY Linked, MARAS BILLARD Avocats dont le mandataire est l'entreprise VILLE ET HABITAT, Espace Morning Gallieni 6 rue Jean Jaurès - 93170 BAGNOLET pour un montant de 16 830 € HT.

### **Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des bâtiments communautaires, des travaux et des marchés publics à signer le lot 1 et toutes les pièces liées à la procédure avec le groupement composé des entreprises VILLE ET HABITAT, BETOM Ingénierie, CITY Linked, MARAS BILLARD Avocats dont le mandataire est l'entreprise VILLE ET HABITAT, Espace Morning Gallieni 6 rue Jean Jaurès - 93170 BAGNOLET pour un montant total toutes tranches confondues de 105 625 € HT hors études pré-opérationnelles (89 225 € HT pour la tranche ferme, 8 900 € HT pour la tranche optionnelle 1 et 7 500 € HT pour la tranche optionnelle 2) et les études pré-opérationnelles de faisabilité technique, financière et juridique de la mission « Programmation en logement pour FERROCAMPUS » pour un montant maximum de 150 000€ HT sur toute la durée du marché.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des bâtiments communautaires, des travaux et des marchés publics à signer le lot 2 et toutes les pièces liées à la procédure avec le groupement composé des entreprises VILLE ET HABITAT, BETOM Ingénierie, CITY Linked, MARAS BILLARD Avocats dont le mandataire est l'entreprise VILLE ET HABITAT, Espace Morning Gallieni 6 rue Jean Jaurès - 93170 BAGNOLET pour un montant de 16 830 € HT.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 44 Voix pour
- 0 Voix contre
- 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

## **2023-252. Autorisation de signer le marché "Elaboration de schémas directeurs de gestion des eaux pluviales sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Saintes"**

Le rapporteur rappelle que la Communauté d'Agglomération de Saintes a lancé une consultation pour l'élaboration de schémas directeurs de gestion des eaux pluviales sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Saintes sous la forme d'un appel d'offre ouvert (envoi de l'avis à la publicité le 19/07/2023, de l'avis rectificatif le 01/10/2023).

La consultation est constituée de 5 lots :

- Lot 1 : Bassin versant Nord (Bussac Sur Charente, Ecoyeux, Fontcouverte, Le Douhet, Saint Vaize, Vénérand)
- Lot 2 : Bassin versant Est (Burie, Chaniers, Chérac, Dompierre Sur Charente, La Chapelle des Pots, Le Seure, Migron, Saint Sauvant, Saint-Bris-Des-Bois, Saint-Césaire, Villars-Les-Bois)
- Lot 3 : Bassin versant Sud (Colombiers, Courcoury, La Jard, Les Gonds, Montils, Préguillac, Rouffiac, Saint Sever de Saintonge, Thénac)
- Lot 4 : Bassin versant Ouest (Chermignac, Corme-Royal, Ecurat, La Clisse, Luchat, Pessines, Pisany, Saint Georges des Coteaux, Varzay)
- Lot 5 : Commune de Saintes

Pour les lots 1 à 4, le marché est divisé en 1 tranche ferme et 3 tranches optionnelles définies comme suit :

### Tranche ferme :

Phase N°1 : Inventaire sommaire du système de collecte et de gestion des EP

Phase N°2 : Diagnostic complet et plan détaillé du système de collecte et de gestion des eaux pluviales

Phase N°3 : Étude hydraulique et acceptabilité des milieux récepteurs

Phase N°4 : Propositions de scénarii de gestion des eaux pluviales

Phase N°6 : Elaboration d'un zonage de gestion des eaux pluviales

### Tranche optionnelle :

TO1 - Phase N°5 : Établissement d'un programme d'investissement et d'exploitation

TO2 - Phase N°7 : Elaboration des dossiers de demande d'examen au « cas par cas »

TO3 - Phase N°8 - Constitution d'un dossier préparatoire à la déclaration d'antériorité.

Le lot 5 a été divisé en 1 tranche ferme et 3 tranches optionnelles définies comme suit :

### Tranche ferme :

Phase N°0 : Phase préparatoire

Phase N°1 : Inventaire sommaire du système de collecte et de gestion des EP

Phase N°2 : Diagnostic complet et plan détaillé du système de collecte et de gestion des eaux pluviales

Phase N°3 : Étude hydraulique et acceptabilité des milieux récepteurs

Phase N°4 : Propositions de scénarii de gestion des eaux pluviales

Phase N°6 : Elaboration d'un zonage de gestion des eaux pluviales

Phase N°9 : Synthèse des 36 Schémas Directeurs

### Tranche optionnelle :

TO1 - Phase N°5 : Établissement d'un programme d'investissement et d'exploitation

TO2 - Phase N°7 : Elaboration des dossiers de demande d'examen au « cas par cas »

TO3 - Phase N°8 - Constitution d'un dossier préparatoire à la déclaration d'antériorité.

Les délais d'exécution des prestations ont été fixés :

### Pour les lots 1 à 4 :

- Tranche ferme : 24 mois à compter de l'ordre de service de démarrage

- Tranches optionnelles : 2 mois à compter de l'OS de démarrage

### Pour le lot 5 :

- Tranche ferme : 27 mois à compter de l'ordre de service de démarrage

Tranches optionnelles : 2 mois à compter de l'OS de démarrage

Le marché est un marché simple pour la partie des prestations à prix forfaitaires et à bons de commande pour les prestations à prix unitaires. Le marché est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 50 000 € HT sur la durée du marché pour les prestations indiquées au bordereau des prix unitaires pour chacun des lots.

La Commission d'Appel d'Offres de la Communauté d'Agglomération de Saintes a attribué le 04 décembre 2023, les lots comme suit :

- Lot 1 à l'entreprise DCI, 18 rue de locronan - 29000 QUIMPER, pour un montant pour la tranche ferme de 75 415 € H.T, pour la tranche optionnelle n°1 de 3 925 € H.T, pour la tranche optionnelle n°2 de 4 500 € H.T et pour la tranche optionnelle n°3 de 4 500 € H.T

- Lot 2 à l'entreprise DCI, 18 rue de locronan - 29000 QUIMPER, pour un montant pour la tranche ferme de 101 220 € H.T, pour la tranche optionnelle n°1 de 6362.50 € H.T, pour la tranche optionnelle n°2 de 8 250 € H.T et pour la tranche optionnelle n°3 de 8 250 € H.T

- Lot 3 à l'entreprise NCA, 11 Allée Jean Monnet - 86170 Neuville-de-Poitou, pour un montant pour la tranche ferme de 154 422.50 € H.T, pour la tranche optionnelle n°1 de 15 375 € H.T, pour la tranche optionnelle n°2 de 15 675 € H.T et pour la tranche optionnelle n°3 de 16 800 € H.T

- Lot 4 à l'entreprise NCA, 11 Allée Jean Monnet - 86170 Neuville-de-Poitou, pour un montant pour la tranche ferme de 178 597.50 € H.T, pour la tranche optionnelle n°1 de 15 375 € H.T, pour la tranche optionnelle n°2 de 18 075 € H.T et pour la tranche optionnelle n°3 de 19 500 € H.T

- Lot 5 à l'entreprise ARTELIA, Parc Sextant - Bât. D 6-8 avenue des Satellites - 33185 LE HAILLAN CEDEX, pour un montant pour la tranche ferme de 230 640 € H.T, pour la tranche optionnelle n°1 de 9 570 € H.T, pour la tranche optionnelle n°2 de 7 230 € H.T et pour la tranche optionnelle n°3 de 6 680 € H.T.

Il est proposé au Conseil Communautaire d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge notamment des bâtiments communautaires, des travaux et des marchés publics à signer les marchés et toutes les pièces liées à la procédure avec les entreprises susmentionnées.

### **Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Commande Publique et notamment les articles L. 2124-1, L. 2124-2, R.2124-2 1°, R.2161-2 à R. 2161-5, R. 2162-1 à R. 2162-14,

Vu les statuts de « Saintes - Grandes Rives - L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023,

Vu la délibération du Conseil communautaire n°2023-174 en date du 27 septembre 2023 portant délégation du Conseil au Président et notamment le point 4,

Considérant que la délégation au Président n'est consentie que pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation à l'exception de la décision de signer les marchés et les accords-cadres, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres d'un montant supérieur aux seuils des procédures formalisées prévus par les textes en vigueur pour les marchés publics de fournitures et services et supérieur à 2 000 000 € H.T pour les marchés publics de travaux ainsi que toute décision concernant leurs avenants sans incidence financière ou avec une incidence financière limitée en cas d'augmentation à 5 % du montant global du marché initial, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

Considérant que le marché relatif à l'élaboration de schémas directeurs de gestion des eaux pluviales sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Saintes est d'un montant supérieur au seuil susvisé,

Considérant que la Communauté d'Agglomération de Saintes a lancé une consultation pour l'élaboration de schémas directeurs de gestion des eaux pluviales sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Saintes sous la forme d'un appel d'offre ouvert (envoi de l'avis à la publicité le 19/07/2023, de l'avis rectificatif le 01/10/2023),

Considérant que la Commission d'Appel d'Offres a attribué le lot 1 à l'entreprise DCI, 18 rue de locronan - 29000 QUIMPER,

Considérant que la Commission d'Appel d'Offres a attribué le lot 2 à l'entreprise DCI, 18 rue de locronan - 29000 QUIMPER,

Considérant que la Commission d'Appel d'Offres a attribué le lot 3 à l'entreprise NCA, 11 Allée Jean Monnet - 86170 Neuville-de-Poitou,

Considérant que la Commission d'Appel d'Offres a attribué le lot 4 à l'entreprise NCA, 11 Allée Jean Monnet - 86170 Neuville-de-Poitou,

Considérant que la Commission d'Appel d'Offres a attribué le lot 5 à l'entreprise ARTELIA, Parc Sextant - Bât. D 6-8 avenue des Satellites - 33185 LE HAILLAN CEDEX,

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge notamment des bâtiments communautaires, des travaux et des marchés publics à signer le lot 1 et toutes les pièces liées à la procédure avec l'entreprise DCI, 18 rue de locronan - 29000 QUIMPER, pour un montant pour la tranche ferme de 75 415 € H.T, pour la tranche optionnelle n°1 de 3 925 € H.T, pour la tranche optionnelle n°2 de 4 500 € H.T et pour la tranche optionnelle n°3 de 4 500 € H.T.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge notamment des bâtiments communautaires, des travaux et des marchés publics à signer le lot 2 et toutes les pièces liées à la procédure avec l'entreprise DCI, 18 rue de locronan - 29000 QUIMPER, pour un montant pour la tranche ferme de 101 220 € H.T, pour la tranche optionnelle n°1 de 6 362,50 € H.T, pour la tranche optionnelle n°2 de 8 250 € H.T et pour la tranche optionnelle n°3 de 8 250 € H.T.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge notamment des bâtiments communautaires, des travaux et des marchés publics à signer le lot 3 et toutes les pièces liées à la procédure avec l'entreprise NCA, 11 Allée Jean Monnet - 86170 Neuville-de-Poitou, pour un montant pour la tranche ferme de 154 422,50 € H.T, pour la tranche optionnelle n°1 de 15 375 € H.T, pour la tranche optionnelle n°2 de 15 675 € H.T et pour la tranche optionnelle n°3 de 16 800 € H.T.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge notamment des bâtiments communautaires, des travaux et des marchés publics à signer le lot 4 et toutes les pièces liées à la procédure avec l'entreprise NCA, 11 Allée Jean Monnet - 86170 Neuville-de-Poitou, pour un montant pour la tranche ferme de 178 597,50 € H.T, pour la tranche optionnelle n°1 de 15 375 € H.T, pour la tranche optionnelle n°2 de 18 075 € H.T et pour la tranche optionnelle n°3 de 19 500 € H.T.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge notamment des bâtiments communautaires, des travaux et des marchés publics à signer le lot 5 et toutes les pièces liées à la procédure avec l'entreprise ARTELIA, Parc Sextant - Bât. D 6-8 avenue des Satellites - 33185 LE HAILLAN CEDEX, pour un montant pour la tranche ferme de 230 640 € H.T, pour la tranche optionnelle n°1 de 9 570 € H.T, pour la tranche optionnelle n°2 de 7 230 € H.T et pour la tranche optionnelle n°3 de 6 680 € H.T.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 44 Voix pour
- 0 Voix contre
- 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

**2023-253. Autorisation de signer le marché "Fourniture de sacs jaunes translucides pour la collecte sélective d'emballages ménagers à recycler"**

Le rapporteur rappelle qu'une consultation pour la « Fourniture de sacs jaunes translucides pour la collecte sélective d'emballages ménagers à recycler » a été lancée sous la forme d'une procédure d'appel d'offres ouvert dont les caractéristiques sont les suivantes :

- accord cadre à bons de commande mono-attributaire ;
- montant minimum annuel de 50 000 € H.T et un montant maximum de 500 000 € H.T sur la durée totale du marché (reconductions comprises).

- durée de 24 mois à compter de la date de notification du marché au titulaire, reconductible tacitement 2 fois 12 mois, soit une durée maximale de marché de 4 ans.
- marché non alloti, son objet ne permettant pas l'identification de prestations distinctes.

La Commission d'Appel d'Offres de la Communauté d'Agglomération de Saintes a attribué le 04 décembre 2023, le marché à l'entreprise Société d'Extrusion du Polyéthylène S.A.S BARBIER et CIE, La Guide - BP 39 - 43 600 SAINTE-SIGOLENE.

Il est ainsi proposé au conseil communautaire d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge des bâtiments communautaires, des travaux et des marchés publics à signer le marché et toutes les pièces liées à la procédure avec cette entreprise.

#### **Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Commande Publique et notamment les articles L. 1111-1, L. 2124-2, L. 2125-1, R. 2162-13 et R. 2162-14,

Vu les statuts de « Saintes - Grandes Rives - L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023,

Vu la délibération n°2020-121 du conseil Communautaire du 30 juillet 2020 portant délégation du Conseil Communautaire au Président, et notamment le point n°4 relatif à la passation des marchés et de leurs avenants,

Considérant que la délégation au Président n'est consentie que pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation à l'exception de la décision de signer les marchés et les accords-cadres, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres d'un montant supérieur aux seuils des procédures formalisées prévus par les textes en vigueur pour les marchés publics de fournitures et services et supérieur à 2 000 000 € H.T pour les marchés publics de travaux ainsi que toute décision concernant leurs avenants sans incidence financière ou avec une incidence financière limitée en cas d'augmentation à 5 % du montant global du marché initial, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

Considérant que le marché pour la fourniture de sacs jaunes translucides pour la collecte sélective d'emballages ménagers à recycler est d'un montant supérieur au seuil susvisé,

Considérant que la Communauté d'Agglomération de Saintes a lancé une consultation pour la fourniture de sacs jaunes translucides pour la collecte sélective d'emballages ménagers à recycler sous la forme d'un appel d'offres ouvert (publicité en date du 02 octobre 2023,

Considérant que la Commission d'Appel d'Offres a attribué le marché à l'entreprise Société d'Extrusion du Polyéthylène S.A.S BARBIER et CIE, La Guide - BP 39 - 43 600 SAINTE-SIGOLENE,

Considérant les crédits nécessaires sont inscrits budget annexe régie des déchets, Chapitre 011, Nature 6068, Service 90,

#### **Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des bâtiments communautaires, des travaux et des marchés publics à signer le marché et toutes les pièces liées à la procédure avec l'entreprise Société d'Extrusion du Polyéthylène S.A.S BARBIER et CIE, La Guide - BP 39 - 43 600 SAINTE-SIGOLENE, pour un montant minimum annuel de 50 000 € HT et avec un montant maximum de 500 000 € HT sur la durée du marché (reconductions comprises).

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de cette proposition par :

- 44 Voix pour
- 0 Voix contre
- 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

#### **2023-254.Modification statutaire de la Communauté d'Agglomération liée à la compétence**

## **facultative refuge pour animaux**

Le rapporteur rappelle que la Communauté d'Agglomération a été créée au 1<sup>er</sup> janvier 2013 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2012 par fusion entre deux Communautés de Communes (CDC du Pays Santon et du Pays Buriaud) et extension à d'autres communes. A sa création, plusieurs compétences n'étaient pas exercées de manière homogène sur le territoire de la communauté d'Agglomération (CDA). C'est ainsi que l'article 11 de l'arrêté préfectoral prévoyait que la CDA disposait d'un délai maximum de deux ans pour décider des compétences facultatives qu'elle souhaitait conserver. Se conformant à ses obligations, elle a ainsi défini son périmètre de compétences facultatives et notamment en matière de refuge pour animaux.

Par délibération n°2014-66 en date du 18 septembre 2014, le Conseil communautaire a ainsi proposé de modifier ses statuts afin notamment de restituer aux 10 communes qui composaient la CDC du Pays Buriaud la compétence « cotisation à la SPA » pour le service de fourrière en retenant ainsi à l'échelle de la communauté d'agglomération la rédaction suivante qui était jusqu'alors exercée sur le territoire des 19 communes qui composaient la CDC du Pays Santon :

Compétence facultative :

« Article 6, III, 3°) refuge pour animaux

- Réalisation de travaux d'amélioration, de grosses réparations et d'extension du refuge communautaire pour animaux
- Participation au fonctionnement du refuge communautaire pour animaux »

Cette rédaction de la compétence « refuge pour animaux » a été entérinée par arrêté préfectoral du 14 janvier 2015.

Or, il s'avère que cette rédaction soulève plusieurs remarques et difficultés :

- La CDA détient seulement une fraction de la compétence « refuge pour animaux » de telle sorte que la CDA ne serait pas compétente pour réaliser les travaux qui ne relèveraient pas des trois typologies indiquées ci-dessus, tels que les réparations qui ne seraient pas des « grosses réparations » ou les travaux d'entretien courant. Or, il ne peut être dissocié lors d'un transfert de compétence une catégorie de dépenses en particulier. Ainsi, lorsqu'une compétence est transférée à un EPCI, elle doit l'être en totalité en comprenant à la fois les dépenses de fonctionnement et d'investissement liées au bâtiment, à l'équipement concerné, peu importe le choix fait ensuite par cet EPCI de gérer la compétence en régie directe, par le biais d'un marché public ou d'une délégation de service public.
- Sur le plan du fonctionnement, la mention « participation au fonctionnement du refuge communautaire pour animaux » pourrait signifier que la CDA est autorisée seulement à y participer sans caractère obligatoire.
- Cette rédaction statutaire est en décalage avec la réalité dans la mesure où ce refuge a été créé et financé en 1975 par le SIVOM de la Région de Saintes puis transféré au fur et à mesure de l'évolution de l'intercommunalité à la CDC du Pays Santon puis à la CDA de Saintes. Ce refuge appartient ainsi à la CDA alors que ses statuts prévoient un périmètre limité et fractionné de la compétence.
- Le service de fourrière pour les animaux trouvés errants qui est une compétence obligatoire des communes (à défaut d'avoir été transférée) ne relève pas de la compétence de la CDA.

Aussi, au vu de l'ensemble de ces éléments, et dans un souci à la fois de régularisation, de simplification et de mutualisation, il est proposé au conseil communautaire d'approuver la proposition de modification des statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes suivante pour une prise d'effet au 15 avril 2024 afin de lui permettre de devenir pleinement et exclusivement compétente en matière de fourrière et de refuge pour animaux sur son territoire,

« Article 6, III, 3°) fourrière refuge pour animaux

Création, extension, aménagement, entretien, fonctionnement et gestion d'une fourrière et d'un refuge intercommunal pour animaux tels que définis par les dispositions du code rural et de la pêche maritime »

**Après avoir entendu le rapporteur,**



Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.5216-5 et L.5211-17,

Vu le Code Rural et de la Pêche Maritime, et notamment les articles L.211-24, L.211-25, et L.211-26, L.214-6 II,

Vu les statuts de « Saintes – Grandes Rives – L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6 III 3° relatif à la compétence refuge pour animaux,

Considérant le rapport ci-dessus exposé,

Considérant que la présente délibération consiste ainsi à proposer une modification des statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes au niveau de ses compétences facultatives afin de lui permettre de devenir pleinement et exclusivement compétente en matière de fourrière et de refuge pour animaux sur son territoire.

Considérant qu'il est proposé la rédaction statutaire suivante :

Article 6, III compétences facultatives

Article 6, III, 3°) refuge pour animaux

- Réalisation de travaux d'amélioration, de grosses réparations et d'extension du refuge communautaire pour animaux
- Participation au fonctionnement du refuge communautaire pour animaux

Est remplacé par :

« Article 6, III, 3°) fourrière refuge pour animaux

*Création, extension, aménagement, entretien, fonctionnement et gestion d'une fourrière et d'un refuge intercommunal pour animaux tels que définis par les dispositions du code rural et de la pêche maritime »*

Considérant que pour être effective, la modification statutaire doit être approuvée dans les termes arrêtés à l'article L. 5211-17 du CGCT : « Ces transferts sont décidés par délibérations concordantes de l'organe délibérant et des conseils municipaux se prononçant dans les conditions de majorité requise pour la création de l'établissement public de coopération intercommunale. Le conseil municipal de chaque commune membre dispose d'un délai de trois mois, à compter de la notification au maire de la commune de la délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale, pour se prononcer sur les transferts proposés. À défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable »,

Considérant que les conditions de majorité requise ci-dessus correspondent pour la communauté d'agglomération aux 2/3 des conseils municipaux représentant la majorité de la population ou la moitié des conseils municipaux représentant les 2/3 de la population, cette majorité doit nécessairement comprendre le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse, lorsque celle-ci est supérieure au quart de la population totale concernée, soit le conseil municipal de Saintes.

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'approuver** la proposition de modification des statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes telle qu'elle figure dans la présente délibération.

- **d'autoriser** Monsieur le Président à notifier cette proposition de modification à chacune des communes membres de la communauté d'agglomération pour une prise d'effet au 15 avril 2024.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 46 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

**2023-255. Comité syndical du Syndicat Mixte du Pays de Saintonge Romane - Modification de la désignation des membres**

Monsieur le Président s'assure de l'accord des membres pour un vote à main levée. En l'absence de questions, il soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

*Par délibération n°2020-130 du Conseil Communautaire en date du 30 juillet 2020, la CDA de Saintes a désigné ses délégués titulaires et suppléants au Syndicat mixte du Pays de Saintonge Romane. Depuis cinq modifications des délégués sont intervenues par délibérations n°2021-128 du Conseil Communautaire en date du 6 juillet 2021, n°2022-23 du Conseil Communautaire en date du 10 février 2022, n°2022-179 du Conseil Communautaire en date du 5 octobre 2022, n°2023-35 du Conseil Communautaire en date du 1<sup>er</sup> février 2023, et n°2023-114 du Conseil Communautaire en date du 8 juin 2023.*

*Madame Corinne PEQUIGNOT ayant démissionné de ses fonctions d'Adjointe et de Conseillère municipale de la commune de Saint-Sever-de-Saintonge, il convient de modifier les délégués qui ont été désignés au Pays de Saintonge Romane.*

*Madame Corinne PEQUIGNOT avait été désignée déléguée titulaire et Monsieur Pierre Hervé, délégué suppléant. La commune de Saint-Sever-de-Saintonge indique qu'elle souhaiterait que Madame Brigitte LECLERC soit désignée titulaire en lieu et place de Madame Corinne PEQUIGNOT, et que Monsieur Pierre Hervé demeure suppléant.*

*Il convient de rappeler que seule la CDA est compétente pour désigner ses représentants au comité syndical du Pays de Saintonge Romane par délibération du Conseil Communautaire, les conseils municipaux n'étant pas compétents pour procéder à ces désignations.*

*Aussi, il est proposé de procéder à la modification de la désignation de ces délégués afin de désigner au comité syndical du Pays de Saintonge Romane :*

- *Madame Brigitte LECLERC déléguée titulaire en lieu et place de Madame Corinne PEQUIGNOT,*

#### **Après avoir entendu le rapporteur,**

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 5711-1 et L. 5212-16,*

*Vu les statuts de « Saintes - Grandes Rives - L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023,*

*Vu l'arrêté préfectoral n°18-1558bis DCC-BI en date du 30 juillet 2018 portant modification des statuts du Syndicat Mixte du Pays de Saintonge Romane,*

*Vu la délibération n°2020-130 du Conseil Communautaire en date du 30 juillet 2020, transmise au contrôle de légalité le 6 août 2020, portant désignation des délégués au Comité Syndical du Syndicat Mixte du Pays de Saintonge Romane,*

*Vu la délibération n°2021-128 du Conseil Communautaire en date du 6 juillet 2021, transmise au contrôle de légalité le 9 juillet 2021, portant modification de la désignation des délégués au Comité Syndical du Syndicat Mixte du Pays de Saintonge Romane,*

*Vu la délibération n°2022-23 du Conseil Communautaire en date du 10 février 2022, transmise au contrôle de légalité le 15 février 2022, portant modification de la désignation des délégués au Comité Syndical du Syndicat Mixte du Pays de Saintonge Romane,*

*Vu la délibération n°2022-179 du Conseil Communautaire en date du 5 octobre 2022, transmise au contrôle de légalité le 12 octobre 2022, portant modification de la désignation des délégués au Comité Syndical du Syndicat Mixte du Pays de Saintonge Romane,*

*Vu la délibération n°2023-35 du Conseil Communautaire en date du 1<sup>er</sup> février 2023, transmise au contrôle de légalité le 15 février 2023, portant modification de la désignation des délégués au Comité Syndical du Syndicat Mixte du Pays de Saintonge Romane,*

*Vu la délibération n°2023-114 du Conseil Communautaire en date du 8 juin 2023, transmise au contrôle de légalité le 8 juin 2023, portant modification de la désignation des délégués au Comité Syndical du Syndicat Mixte du Pays de Saintonge Romane,*

*Considérant que Madame Corinne PEQUIGNOT (commune de Saint-Sever-de-Saintonge) a été désignée déléguée titulaire, par la délibération n°2020-130 du Conseil Communautaire susvisée,*

Considérant la démission de Madame Corinne PEQUIGNOT de ses fonctions d'Adjointe et de Conseillère municipale de la commune de Saint-Sever-de-Saintonge,

Considérant qu'il convient de la remplacer et qu'il est ainsi proposé de désigner comme déléguée titulaire la candidate suivante :

- Madame Brigitte LECLERC (commune de Saint-Sever-de-Saintonge)

**Au vu de l'ensemble de ces éléments, il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **de décider**, par un vote à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret comme prévu à l'article L.5711-1 du CGCT dans le cadre de la désignation des délégués de la Communauté d'Agglomération de Saintes au sein du Comité Syndical du Syndicat Mixte du Pays de Saintonge Romane.
- **de procéder** au remplacement de délégués au Comité Syndical du Syndicat Mixte du Pays de Saintonge Romane désignés par délibération n°2020-130 du Conseil Communautaire en date du 30 juillet 2020 et modifiés par délibération n°2021-128 du Conseil Communautaire en date du 6 juillet 2021, par délibération n°2022-23 du Conseil Communautaire en date du 10 février 2022, par délibération n°2022-179 du Conseil Communautaire en date du 5 octobre 2022, par délibération n°2023-35 du Conseil Communautaire en date du 1<sup>er</sup> février 2023 et par délibération n°2023-114 du Conseil Communautaire en date du 8 juin 2023 comme suit :
  - de désigner Madame Brigitte LECLERC comme déléguée titulaire au lieu de Madame Corinne PEQUIGNOT.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, sur le mode de scrutin à l'unanimité,

ADOpte à l'unanimité la désignation de Madame Brigitte LECLERC comme déléguée titulaire au lieu de Madame Corinne PEQUIGNOT par :

- 47 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

### **2023-256. Société d'Economie Mixte Locale des Pompes Funèbres Intercommunales de Saintonge (SEML PFIS) - Désignation des délégués - Modification**

Monsieur le Président s'assure de nouveau de l'accord des membres pour un vote à main levée. A la suite de l'indisponibilité de Monsieur PAYET, il doit être procédé à une nouvelle désignation. Madame CHURLAUD est proposée. En l'absence de questions, il soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

Le rapporteur rappelle que, suite aux délibérations n°2020-159 du Conseil Communautaire en date du 30 juillet 2020, n°2021-62 du Conseil Communautaire en date du 27 avril 2021 et n°2023-122 du Conseil Communautaire en date du 6 juillet 2023 ont été désignés les 12 représentants de la CDA de Saintes au sein du Conseil d'Administration de la SEML PFIS : Mme et M. Alain MARGAT, Eliane TRAIN, Philippe CALLAUD, Francis GRELLIER, Joseph De MINAC, Jean-Luc MARCHAIS, Pascal GILLARD, Françoise LIBOUREL, Alexandre GRENOT, David MUSSEAU, Eric BIGOT et Patrick PAYET.

Toutefois, l'activité professionnelle de Monsieur Patrick PAYET ne lui permet pas d'être disponible lors des réunions du Conseil d'Administration de la SEML PFIS. Il convient donc de procéder à la désignation d'un nouveau délégué en lieu et place de Monsieur Patrick PAYET.

Il est proposé à cet effet, la candidature de :

- Madame Sylvie CHURLAUD, Conseillère communautaire titulaire,

**Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.1524-5 et L.2121-21,

Vu les statuts « Saintes - Grandes Rives - L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6, III, 4°), relatif aux Pompes Funèbres,

Vu la délibération du 22 février 2007, par laquelle le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays Santon a décidé de créer une société d'économie mixte locale à laquelle il a délégué par délibération du 4 octobre 2007 la gestion des pompes funèbres intercommunales et du crématorium,

Considérant que la Communauté d'Agglomération de Saintes est représentée au sein de cette société par :

- 12 représentants au sein du Conseil d'Administration,
- 1 représentant au sein des assemblées générales ordinaires et extraordinaires qui peut être choisi parmi eux.

Considérant que les représentants de la Communauté doivent être désignés en son sein par le conseil communautaire,

### **Il est proposé au Conseil Communautaire :**

**- de décider**, par un vote à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret comme prévu à l'article L.2121-21 du CGCT dans le cadre de la désignation d'un représentant de la Communauté d'Agglomération de Saintes au conseil d'administration de la SEML PFIS.

**- de désigner**, au scrutin secret, Madame Sylvie CHURLAUD, représentante de la Communauté d'Agglomération de Saintes au sein du Conseil d'Administration de la SEML PFIS, en remplacement de Monsieur Patrick PAYET.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,  
ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 47 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

## **UNE AGGLOMÉRATION ATTRACTIVE ET INNOVANTE**

\*\*\*\*\*

## **ÉCONOMIE**

\*\*\*\*\*

### **2023-257. Approbation du schéma de développement économique 2022-2026**

Le rapporteur rappelle que la Communauté d'Agglomération de Saintes a adopté son dernier Schéma de Développement Économique (SDE) en 2014 et qu'il était par conséquent nécessaire de remettre à jour la stratégie économique de l'agglomération pour prendre en compte :

- les évolutions socio-démographiques et économiques du territoire au cours de la dernière décennie
- les propositions des chefs d'entreprises du territoire traduites dans la publication d'un "Livre Blanc" en 2020,
- la nouvelle feuille de route politique traduite dans le contrat de relance et de transition écologique 2021-2026

Le schéma de développement économique doit s'articuler avec d'autres documents cadres-stratégiques adoptés ou en cours d'élaboration au sein de l'intercommunalité et notamment le projet alimentaire territorial, le Plan Climat-Air-Énergie territorial et le Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Ce nouveau schéma redéfinit notamment les besoins en matière d'offre foncière pour le développement de l'activité économique, ces orientations seront prises en compte dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

*Le diagnostic territorial a permis de faire émerger les principaux enjeux pour le développement de l'économie locale :*

*En matière démographique :*

- Rendre le territoire attractif pour les jeunes actifs et les ménages avec enfants afin d'assurer sa vitalité*
- Maintenir les jeunes sur le territoire en développant l'offre de formation pour fournir une main d'œuvre qualifiée aux entreprises*
- Prendre en compte le vieillissement de la population dans les politiques publiques locales*

*En matière économique :*

- Consolider l'économie présentielle pour que les revenus perçus profitent au territoire*
- Soutenir le développement de l'économie productive pour accroître la valeur ajoutée créée sur le territoire*
- Accroître la captation des revenus extérieurs issus du tourisme en augmentant le panier moyen consommé et en allongeant la durée des séjours sur le territoire*

*En matière foncière :*

- Mobiliser les friches, les locaux vacants et densifier l'existant*
- Créer une offre foncière adaptée aux besoins des entreprises dans le souci de lutter contre l'étalement urbain*
- Maîtriser le coût du foncier destiné au développement des entreprises*

*Pour définir les orientations de ce nouveau schéma de développement économique, l'agglomération s'est appuyée sur une concertation avec les représentants des clubs d'entreprises locaux à travers l'organisation d'un cycle d'ateliers thématiques (business, proximité, marque territoriale, infrastructure et mobilité).*

*S'appuyant sur ces différents travaux, l'agglomération a élaboré le plan d'actions suivant autour de 5 grandes orientations :*

*1/ Renforcer l'attractivité du territoire et placer l'économie au cœur des politiques de l'agglomération*

*Action n° 1.1 : créer une agence d'attractivité*

*Action n° 1.2 : créer une marque territoriale*

*Action n° 1.3 : prendre en compte l'économie dans les politiques sectorielles de l'intercommunalité*

*2/ Renforcer l'offre foncière et immobilière*

*Action 2.1 : développer le maillage des zones d'activités par l'offre de foncière*

*Action 2.2 : requalifier et densifier les zones d'activité existantes*

*Action 2.3 : créer un observatoire local des zones d'activité économiques*

*Action 2.4 : développer l'offre immobilière*

*Action 2.5 : mobiliser les friches économiques*

*3/ Renforcer et diversifier le tissu économique*

*Action 3.1 : poursuivre activement la rénovation énergétique des bâtiments*

*Action 3.2 : soutenir le commerce de proximité et les producteurs locaux*

*Action 3.3 : soutenir le développement de l'économie sociale et solidaire*

*Action 3.4 : cibler l'implantation d'entreprises à forte valeur ajoutée*

*4/ Développer l'offre de service aux entreprises*

*Action 4.1 : poursuivre le programme de visites d'entreprises*

*Action 4.2 : développer l'offre de formation*

*Action 4.3 : mettre en œuvre un plan de gestion et d'accompagnement des entreprises dans les zones d'activités*

*5/ Affirmer Saintes comme destination touristique*

*Action 5.1 : réaliser un Schéma Local de Développement Touristique*

*Il est ainsi proposé au conseil communautaire d'approuver le Schéma de Développement Economique de la Communauté d'Agglomération de Saintes pour la période 2022-2026.*

**Après avoir entendu le rapporteur,**

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,*

Vu la délibération n°2014-04 du conseil communautaire en date du 13 mars 2014 approuvant la révision du schéma de développement économique,

Vu les statuts de « Saintes – Grandes Rives – L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6, I, 1°), relatif au développement économique,

Considérant la nécessité de mettre à jour la stratégie économique de l'agglomération de Saintes en lien avec la nouvelle feuille de route politique,

Considérant la nécessité de prendre en compte le développement économique et sa traduction dans l'espace communautaire dans le cadre de la construction du futur Plan Local d'Urbanisme intercommunal de l'agglomération de Saintes,

Considérant l'avis favorable de la commission économie en date du 05 décembre 2023,

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'approuver** le Schéma de Développement Economique de la Communauté d'Agglomération de Saintes pour la période 2022-2026 tel qu'annexé à la présente délibération.

- **de charger** Monsieur le Président de l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 47 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

**2023-258. Attribution du Prix "coup de cœur citoyen" au lauréat de l'appel à projet ESS 2023 gagnant à l'issue du vote du public**

Le rapporteur rappelle que la Communauté d'Agglomération de Saintes a lancé en 2023 son sixième appel à projets à destination des entreprises, associations et porteurs de projets de l'économie sociale et solidaire.

11 projets ont été déposés et 6 entreprises et associations ont été désignées comme lauréates cette année. Sur les 33 000€ dédiés à l'appel à projets, 31 500€ ont été affectés aux lauréats proposés par le jury qui s'est réuni le 24 octobre dernier. 21 500€ ont été retenus sur le budget de la Communauté d'Agglomération de Saintes et 10 000€ sur le budget de COOP Atlantique, qui a renouvelé cette année sa participation au financement de l'appel à projets dans le cadre de son fonds de revitalisation du territoire.

Les 6 projets retenus par le jury ont été approuvés par le Conseil communautaire le 9 novembre 2023 et les conventions d'octroi de leur aide leur ont été notifiées.

Les 6 entreprises et associations concernées ont toutes été rendues directement éligibles au prix « coup de cœur citoyen » dont la campagne s'est déroulée du 27 novembre au 12 décembre 2023.

Ces lauréats éligibles au Prix « coup de cœur citoyen », soit une subvention supplémentaire de 2 000€, sont les suivants :

- L'association Mission Locale de la Saintonge aidée à hauteur de **8.000€** pour son projet « un vélo pour un boulot » créant un service de prêt de vélo adapté aux jeunes usagers rencontrant des contraintes de déplacement pour débiter un emploi ou une formation à horaires décalés ;
- L'association Entraide Saintaise aidée à hauteur de **5.000€** pour son projet de développement de sa recyclerie d'articles de puériculture avec une extension de locaux et l'affectation d'un emploi ;
- Le collectif Côté Coulisses, représenté par Mmes Amélie RAMBLIERE et Cécile COURAGEOT, entrepreneuses salariées membres de la coopérative d'activité et d'emploi Consortium Coopérative, aidée à hauteur de **8.000€** pour son projet consistant à proposer, sur l'agglomération de Saintes, des ateliers collectifs et des prestations approfondies et adaptées de stratégie, de communication, de développement à destination des professionnels et acteurs de la culture ;
- L'association les Bourdonnantes aidée à hauteur de **2.500€** pour son projet de création d'une association de valorisation de la place des femmes dans la société sur l'agglomération de Saintes et notamment la préparation d'une première manifestation culturelle de trois jours sur le sujet en

- septembre 2024 à Saintes ;
- L'entreprise IB Sys, aidée à hauteur de **5.000€** pour son projet « Boîte à semer : boucle vertueuse », consistant à fabriquer et commercialiser des billes de graines de fleurs mellifères et à proposer des ateliers de création de boîtes à semer, sous réserve de la transformation de la SAS IB Sys en SCESS (Société Commerciale de l'ESS) ;
- L'association LaCoTec aidée à hauteur de **3.000€** pour son projet « LaCotec #Savoir-Faire » consistant à proposer des animations et formations renforçant l'accessibilité et la diffusion de solutions durables de transition énergétique dans l'habitat ;

La campagne de vote pour désigner parmi ces 6 candidats le gagnant du prix « coup de cœur citoyen » proposait notamment au public de visionner une courte vidéo de chaque projet en se connectant à la page web de la CDA de Saintes.

A la date de rédaction de la présente délibération du Conseil communautaire le résultat du vote, qui se termine le 12 décembre à minuit, n'est pas connu. Aussi, une note d'information sera adressée aux membres du Conseil peu avant la date du Conseil communautaire pour les informer du gagnant du prix « Coup de cœur citoyen ».

### **Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 1511-1, L. 1511-2 et L. 4251-17,

Vu les statuts de « Saintes – Grandes Rives – L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6, I, 1°), relatif au « développement économique »,

Vu la délibération n°2018.86.CP de la Commission Permanente du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine en date du 5 février 2018 portant mise en œuvre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) et application du règlement d'intervention économique régional – Conventions Economiques avec les Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n°2018-88 du Conseil Communautaire en date du 12 avril 2018, transmise au contrôle de légalité le 23 avril 2018, relative à l'autorisation de signer la convention avec la Région Nouvelle Aquitaine portant adoption du régime communautaire d'aides aux entreprises,

Vu la convention signée le 6 juillet 2018 entre la Communauté d'Agglomération de Saintes et la Région Nouvelle Aquitaine,

Vu la délibération n°2022-79 du Conseil Communautaire du 7 juin 2022 portant sur l'avenant 2 à la convention relative à la mise en œuvre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) pour les aides aux entreprises,

Vu la délibération n°2023-152 du Conseil Communautaire du 27 septembre 2023 portant sur l'avenant 3 à la convention relative à la mise en œuvre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) pour les aides aux entreprises,

Vu la délibération n°2023-42 du Conseil Communautaire du 30 mars 2023 approuvant le règlement de l'appel à projets ESS 2023 et celui du Prix « Coup de cœur citoyen » associé,

Vu la délibération n°2023-211 du Conseil Communautaire du 9 novembre 2023 portant attribution des subventions aux lauréats et autorisation de signer les conventions,

Considérant que, conformément à la délibération 2023-211 du 9 novembre 2023, les 6 lauréats de l'appel à projets ESS 2023 de la CDA de Saintes peuvent prétendre au Prix « Coup de cœur citoyen »,

Considérant la campagne de communication auprès du grand public pour le Prix « Coup de cœur citoyen » ouverte du 27 novembre au 12 décembre 2023,

Considérant que le résultat des votes a été clos en conséquence le 12 décembre 2023 à minuit,

Considérant la note d'information sur le gagnant du Prix « Coup de cœur citoyen » adressée aux élus du Conseil communautaire en amont de la présente séance,

Considérant les crédits nécessaires inscrits au budget principal 2023 au compte 6574,

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'accorder** le Prix « Coup de cœur citoyen », soit une subvention de fonctionnement de 2.000 €, au lauréat de l'appel à projets ESS 2023 ayant reçu le plus de votes du public lors de la campagne de communication qui s'est déroulée du 27 novembre au 12 décembre 2023 : association « les Bourdonnantes ».

- **d'approuver** l'avenant ci-joint à la convention signée avec l'association « les Bourdonnantes », fixant les modalités d'octroi de ce prix.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge de l'économie sociale et solidaire, des chantiers d'insertion et de l'économie circulaire à signer ledit avenant avec l'association « les Bourdonnantes ».

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 46 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

**2023-259. SARL WIN AIR - Attribution d'une aide à l'immobilier d'entreprises**

Le rapporteur rappelle que le règlement d'aide à l'immobilier d'entreprises adopté par le Conseil Communautaire lui permet d'intervenir en utilisant une compétence propre au bloc communal dans le respect de la réglementation des aides économiques.

Le dispositif de soutien à l'immobilier d'entreprises ainsi adopté s'applique en examinant différents critères d'impact portant sur l'attractivité, la création d'emploi, l'effort en matière d'environnement et la réutilisation des friches.

C'est à ce titre que la société WIN AIR, spécialisée dans la communication visuelle, a sollicité une aide au titre de son projet de délocalisation dans de nouveaux locaux professionnels.

Dans le cadre de son développement, la SARL WIN AIR qui a fait ses premiers pas au Pôle Innovation de Saintes et qui souhaite s'installer durablement sur l'agglomération a fait l'acquisition d'un bien pour y installer ses bureaux afin de poursuivre son développement et soutenir sa croissance en réponse à la demande du marché.

La réalisation de ce projet va donner une plus grande visibilité à l'entreprise, faciliter la réception des clients et permettre la création d'espaces de travail dédiés aux différentes activités de l'entreprise.

Créée en 2018, WIN AIR a connu un développement rapide et soutenu. Elle compte déjà de belles références client : Cognac MARTELL, L'ANGELYS, ANTARES, DECATHLON, RENAUD CHAMPIGNONS, VEOLIA, AVIA-PICOTY, HUITRES BERTHEAU, VIVANBOIS, MACHAMBRE D'ENFANT, CFA DE SAINTES, CHARENTES TOURISME, la Véloodyssée, la flow vélo, le Triathlon de la Côte de beauté...

Au départ, la société WIN AIR proposait principalement un service de photo - vidéo (prise de vue et montage). Elle évolue progressivement vers une société de communication globale en proposant des prestations complémentaires (création de sites Internet, gestion de médias sociaux pour ses clients).

Pour le développement de ces nouvelles prestations, elle a besoin d'étoffer ses équipes.

A la date de sollicitation de l'aide, WINAIR comptait 4 collaborateurs, elle projette de recruter 3 personnes supplémentaires dans les 2 ans : 2 CDI à plein temps (vidéaste, commercial) et 1 alternant et de transformer un CDI mi-temps à plein temps.

L'acquisition d'une habitation située au 1 Rue du Vélodrome à SAINTES permet de répondre au projet de développement de cette société.

Il s'agit d'une ancienne maison d'habitation en cours de changement de destination qui comprend une surface de 120m<sup>2</sup> qui sera entièrement dédiée aux activités de l'entreprise. Ce bâtiment fera également l'objet de travaux permettant des économies d'énergie et la réduction de l'impact sur l'environnement (isolation, chauffage, éclairage, photovoltaïque en autoconsommation).



Les investissements sont portés par la SCI WIN AIR qui a été créée par les co-gérants en vue de la réalisation de ce projet.

L'acquisition des locaux et les travaux prévus représentent un montant total de 223 509 € HT entièrement éligibles à l'aide à l'immobilier d'entreprises.

Ainsi, le montant total de l'aide à l'immobilier d'entreprises par la Communauté d'Agglomération de Saintes à la SCI WIN AIR s'élève à 33 526 €, correspondant à un taux d'intervention de 15% des dépenses éligibles.

#### **Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne en date du 13 décembre 2007, notamment ses articles 107 et 108,

Vu le règlement n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis publié au Journal officiel de l'Union européenne n° L. 352/1 du 24 décembre 2013,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 1511-3, L. 4251-17, L. 5216-5 et R. 1511-4 et suivants,

Vu les statuts de « Saintes - Grandes Rives - L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6, I, 1°), relatif au développement économique,

Vu la délibération n°CC\_2021\_183 du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2021 relative à la modification de l'intérêt communautaire en matière de soutien aux activités commerciales,

Vu la délibération n°CC\_2022\_244 du Conseil Communautaire en date du 08 décembre 2022 relative à la modification du règlement du dispositif d'aide à l'immobilier d'entreprise,

Considérant la demande d'aide à l'immobilier d'entreprises formulée par la société WIN AIR en date du 31 mai 2023,

Considérant le projet de cette société qui consiste à développer son activité par l'acquisition et l'aménagement d'un bien immobilier situé au 1 rue du vélodrome à Saintes,

Considérant l'impact positif du projet sur l'emploi par la création de 2 postes salariés à temps complet et la transformation d'1 CDI à temps partiel en CDI temps plein,

Considérant que les travaux de rénovation engagés entraîneront une amélioration des performances énergétiques du bâtiment existant,

Considérant l'attractivité générée par l'activité de l'entreprise (zone de chalandise sur département 17 + secteur Cognac),

Considérant que les dépenses éligibles à l'aide de la Communauté d'agglomération s'élèvent à 223 509 € HT,

Considérant que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2023 au compte 20421,

#### **Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'attribuer** une subvention au titre de l'aide à l'immobilier d'entreprises d'un montant maximum de 33 526 € à la SCI WIN AIR pour financer l'acquisition d'un bâtiment professionnel et des travaux d'isolation et de modernisation du chauffage et de l'éclairage, ainsi que l'implantation de panneaux photovoltaïques, cette aide correspondant à 15% du montant des dépenses éligibles estimées à 223 509 € HT.
- **d'approuver** les termes de la convention ci-jointe.
- **d'autoriser** Monsieur le Président à signer la convention ci-jointe ainsi que tous documents relatifs à l'attribution et au versement de ladite subvention.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 44 Voix pour
- 0 Voix contre
- 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

**2023-260. SCI POLE NUMERIQUE pour les société GB INFORMATIQUE, FIBRE BUREAUTIQUE SERVICES et RAS AGENCEMENT FRANCE - Attribution d'une aide à l'immobilier d'entreprises**

Le rapporteur rappelle que le règlement d'aide à l'immobilier d'entreprises adopté par le Conseil Communautaire lui permet d'intervenir en utilisant une compétence propre au bloc communal dans le respect de la réglementation des aides économiques.

Le dispositif de soutien à l'immobilier d'entreprises ainsi adopté s'applique en examinant différents critères d'impact portant sur l'attractivité, la création d'emploi, l'effort en matière d'environnement et la réutilisation des friches.

C'est dans ce cadre que la SCI POLE NUMERIQUE a sollicité, en faveur des sociétés GB INFORMATIQUE, FIBRE BUREAUTIQUE SERVICES et RAS AGENCEMENT FRANCE une aide auprès de la Communauté d'Agglomération de Saintes.

Le gérant des sociétés a débuté son aventure entrepreneuriale en 2007 avec la création de la société GB Informatique, spécialisée dans l'intégration de solutions informatiques pour les entreprises. Puis, il a créé 2 autres sociétés opérant dans les domaines des télécoms, des copieurs, de la vidéo-surveillance, des affichages dynamiques, des casiers connectés et de l'agencement de bureaux.

Basé à Saujon, il a souhaité s'implanter dans une ville plus attractive, avec un bassin économique fort et une zone de chalandise correspondant mieux à ses objectifs de développement. De plus, son souhait est de regrouper ses différentes sociétés au sein d'un espace plus adapté.

Il recherchait une opportunité immobilière sur Saintes depuis 3 ans et l'occasion s'est présentée avec la disponibilité du bâtiment anciennement exploité en restauration sous l'enseigne « Le Shanghai » qui a cessé son activité après une mise en liquidation judiciaire.

Le projet est plus ambitieux qu'un simple déménagement et le transfert des 10 collaborateurs présents dans les différentes sociétés.

Le gérant des sociétés souhaite faire de cet endroit un Pôle Numérique afin d'héberger d'autres sociétés dans le domaine du Numérique et du Web déjà en activité et ancrées dans notre département, partageant les mêmes valeurs et souhaitant faire de cet espace et de Saintes une référence en matière de Nouvelles Technologies.

Le dirigeant va également créer un espace spécialisé pour les produits reconditionnés afin de mettre en avant ses certifications RSE QualiRépar et Répar'Acteurs.

En plus, des collaborateurs déjà en place, ce projet permettra d'accroître les effectifs internes. Il estime qu'à terme, une vingtaine de personnes seront présents au sein de ce bâtiment.

Le projet immobilier comprend l'acquisition d'un bâtiment professionnel et des travaux de réagencement, d'isolation et de modernisation du chauffage, ainsi que l'implantation de panneaux photovoltaïques.

Une grande partie des locaux sera louée aux sociétés détenues majoritairement par le gérant des sociétés (représentant 82,46 % des espaces) et une partie sera louée à d'autres entreprises.

Pour rappel, dans le cadre de l'aide à l'immobilier ne peuvent être pris en compte que les investissements réalisés pour le compte des sociétés détenues par le gérant des sociétés.

Le dirigeant prévoit la création de 4 emplois à temps complet dans les différentes sociétés détenues.

L'acquisition des locaux et les travaux prévus représentent un montant total de 1 079 888,86 € H.T, le montant éligible à l'aide à l'immobilier d'entreprises s'élève à 890 476 € H.T (au prorata des surfaces occupées par les sociétés dirigées par le gérant des sociétés).

Ainsi, le montant maximum de l'aide à l'immobilier d'entreprises par la Communauté d'Agglomération de Saintes à la SCI POLE NUMERIQUE s'élève à 178 095 €, correspondant à un taux d'intervention de 20% des dépenses éligibles.

**Après avoir entendu le rapporteur,**

*Vu le traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment ses articles 107 et 108,*

*Vu le règlement n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis publié au Journal officiel de l'Union européenne n° L. 352/1 du 24 décembre 2013,*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 1511-3, L. 4251-17, L. 5216-5 et R. 1511-4 et suivants,*

*Vu les statuts de « Saintes – Grandes Rives – L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6, I, 1°), relatif au développement économique,*

*Vu la délibération n°CC\_2021\_183 du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2021 relative à la modification de l'intérêt communautaire en matière de soutien aux activités commerciales,*

*Vu la délibération n°CC\_2022\_244 du Conseil Communautaire en date du 08 décembre 2022 relative au règlement du dispositif d'aide à l'immobilier d'entreprise,*

*Considérant la demande d'aide à l'immobilier d'entreprises formulée par la société GB INFORMATIQUE en date du 30 mai 2023,*

*Considérant le projet de cette société qui consiste à développer son activité par l'acquisition et l'aménagement d'un bien immobilier situé sur la zone d'activité communautaire de l'Ormeau de Pied à Saintes,*

*Considérant l'impact positif du projet sur l'emploi par la création de 4 postes salariés à temps complet,*

*Considérant que les travaux de rénovation engagés entraîneront une amélioration des performances énergétiques du bâtiment existant,*

*Considérant que le local professionnel objet du projet constitue une friche commerciale,*

*Considérant l'attractivité générée par les sociétés implantées notamment dans le secteur du numérique,*

*Considérant que les dépenses éligibles à l'aide de la Communauté d'agglomération s'élèvent à 890 476 € HT,*

*Considérant que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2024 au compte 20421,*

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'attribuer** une subvention au titre de l'aide à l'immobilier d'entreprises d'un montant maximum de 178 095 € à la SCI POLE NUMERIQUE pour financer l'acquisition d'un bâtiment professionnel et des travaux de réagencement, d'isolation et de modernisation du chauffage, ainsi que l'implantation de panneaux photovoltaïques, cette aide correspondant à 20% du montant des dépenses éligibles estimées à 890 476 € HT.
- **d'approuver** les termes de la convention ci-jointe.
- **d'autoriser** Monsieur le Président à signer la convention ci-jointe ainsi que tous documents relatifs à l'attribution et au versement de ladite subvention.

*Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,*

*ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :*

- 44 Voix pour
- 0 Voix contre
- 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

**2023-261. SCI TIZO et SAS BUSSAC AUTO - Attribution d'une aide à l'immobilier d'entreprises**

Le rapporteur rappelle que le règlement d'aide à l'immobilier de la Communauté d'Agglomération de Saintes permet d'intervenir en faveur des projets d'entreprises au titre d'une compétence propre au bloc communal et dans le respect de la réglementation sur les aides économiques.

Les critères fixés pour la sélection des projets portent sur la réutilisation de friches industrielles ou commerciales, l'attractivité du territoire, la création d'emplois et l'effort en matière d'environnement.

C'est dans ce cadre que M. Romain BRETAUD, garagiste à Bussac-sur-Charente, a sollicité la Communauté d'Agglomération via les deux entités que sont la SCI TIZO, portant l'immobilier et la SAS exploitant l'activité.

Le projet consiste à agrandir les locaux d'exploitation de la SAS BUSSAC AUTO dans le but de créer deux ateliers de maintenance supplémentaires pour son activité de réparation automobile toutes marques, ainsi qu'un espace dédié à la vente et à la préparation de véhicules d'occasion.

L'activité de BUSSAC AUTO se développe bien depuis plusieurs années. L'entreprise compte 4 salariés. En anticipation de son nouveau projet et compte tenu de la bonne situation financière de l'entreprise, M. BRETAUD a déjà transformé en CDI un employé qui était en CDD.

L'entreprise prévoit pour son nouveau projet de recruter deux emplois permanents supplémentaires, ce qui est à mettre au crédit de l'entreprise dans ce secteur d'activité implantée dans une localité rurale : un vendeur de véhicules d'occasion (VO) et un mécanicien préparateur de VO.

Les travaux sont engagés par les deux sociétés :

- La SCI TIZO pour les travaux les plus importants (VRD, gros œuvre...),
- La SAS BUSSAC AUTO pour les travaux d'aménagement (électricité, plomberie-chauffage...)

M. BRETAUD met en avant pour la question environnementale les moyens de recyclage dont il se dote à l'occasion de ce projet pour mieux stocker, trier et classer les déchets dans un bâtiment nouveau adapté, tout en les éloignant de la vue de la route (pollution visuelle).

Les dépenses du projet se décomposent ainsi :

- |                                                                   |                             |
|-------------------------------------------------------------------|-----------------------------|
| - Acquisition de terrain par la SCI TIZO à une SCI des associés : | 22.780€ HT non éligible     |
| - Acquisition de terrain par la SCI TIZO à M BRETAUD :            | 140.000€ HT non éligible    |
| - Travaux de VRD - gros œuvre entrepris par la SCI :              | 314.396€ HT éligibles       |
| - Travaux de second œuvre et aménagement de la SAS :              | <u>69.403€ HT éligibles</u> |
| TOTAL dépenses :                                                  | 546.576€ HT                 |

Le montant des dépenses éligibles : 383.796€ HT. Seuls les travaux de construction du bâtiment sont en effet éligibles, les acquisitions ne pouvant être retenues s'agissant d'une revente à soi-même.

Il est ainsi proposé au Conseil Communautaire d'attribuer une subvention au titre de l'aide à l'immobilier globale de 19 189€ maximum au projet de la SCI TIZO et de la SAS BUSSAC AUTO, représentant 5% d'un montant de dépenses éligibles de 383 796€ HT, décomposée en une aide de 15 719€ représentant 5% d'une dépense de 314 393€ en faveur de la SCI TIZO et une aide de 3 470€ représentant 5% d'une dépense de 69 403€ en faveur de la SAS BUSSAC AUTO.

### **Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment ses articles 107 et 108,

Vu le règlement n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis publié au Journal officiel de l'Union européenne n° L. 352/1 du 24 décembre 2013,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 1511-3, L. 4251-17, L. 5216-5 et R. 1511-4 et suivants,

Vu les statuts de « Saintes - Grandes Rives - L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6, I, 1°), relatif au développement économique,

Vu la délibération n°CC\_2021\_183 du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2021 relative à la modification de l'intérêt communautaire en matière de soutien aux activités commerciales,

Vu la délibération n°CC\_2022\_244 du Conseil Communautaire en date du 08 décembre 2022 relative au règlement du dispositif d'aide à l'immobilier d'entreprise,

Considérant la demande présentée par M Romain BRETAUD dans son courrier reçu le 27 octobre 2023 au nom de ses deux sociétés SCI TIZO et SAS BUSSAC AUTO,

Considérant le projet de M. BRETAUD consistant à agrandir ses locaux pour développer son activité,

Considérant l'impact positif de ce projet qui confortera la présence de services de réparation automobile toutes marques et vente de véhicules d'occasion moins fréquents en milieu rural et utiles à la population,

Considérant que le projet se traduira par la création de deux emplois nouveaux permanents qui constituent un bel effort pour cette petite entreprise de 4 salariés,

Considérant que les dépenses éligibles du projet d'élèvent à 314 393€ HT pour la SCI TIZO pour des travaux de voirie, réseau, distribution et gros œuvre et 69 403€ HT pour la SAS BUSSAC AUTO, soit 383 796€ HT au total,

Considérant que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2023 au compte 20421,

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'attribuer** une subvention au titre de l'aide à l'immobilier globale de 19 189€ maximum au projet de la SCI TIZO et de la SAS BUSSAC AUTO, représentant 5% d'un montant de dépenses éligibles de 383 796€ HT, décomposée en une aide de 15 719€ représentant 5% d'une dépense de 314 393€ en faveur de la SCI TIZO et une aide de 3 470€ représentant 5% d'une dépense de 69 403€ en faveur de la SAS BUSSAC AUTO.

- **d'approuver** les termes de la convention ci-jointe avec la SCI TIZO et la SAS BUSSAC AUTO.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, à signer ladite convention et tous documents relatifs à l'attribution de la subvention.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 44 Voix pour
- 0 Voix contre
- 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

**2023-262.SCI BISS pour la société PIRAMIDE - Attribution d'une aide à l'immobilier d'entreprises**

Le rapporteur rappelle que le règlement d'aide à l'immobilier d'entreprises adopté par le Conseil Communautaire lui permet d'intervenir en utilisant une compétence propre au bloc communal dans le respect de la réglementation des aides économiques.

Le dispositif de soutien à l'immobilier d'entreprises ainsi adopté s'applique en examinant différents critères d'impact portant sur l'attractivité, la création d'emploi, l'effort en matière d'environnement et la réutilisation des friches.

C'est dans ce cadre que la SCI BISS a sollicité, en faveur de la SAS PIRAMIDE, une aide auprès de la Communauté d'Agglomération de Saintes.

Monsieur Benoît HUGER dirige, depuis plus de 20 ans, 2 sociétés industrielles : la SAS PIRAMIDE et la SAS KITEL dont les sièges sociaux sont localisés au 32 rue du moulin de Paban - ZA des Charriers à Saintes.

La SAS PIRAMIDE est spécialisée dans la fabrication de peintures industrielles et la SAS KITEL dans la commercialisation de produits chimiques.

Les locaux professionnels sont la propriété de la SCI BISS dont le capital est détenu par M. HUGER, son épouse et leurs 2 enfants.

Les investissements immobiliers objet de la présente demande sont portés par la SCI BISS et seront au profit exclusif de la société PIRAMIDE qui connaît actuellement une forte croissance de ses activités consécutive à un partenariat initié avec le groupe espagnol MADER depuis le début de l'année 2023. Cette collaboration va permettre à l'entreprise d'être davantage présente à l'export, notamment sur le marché espagnol.

La société PIRAMIDE travaille pour des clients industriels nationaux principalement dans les secteurs du ferroviaire et de l'armement (ex de clients : Technicentres SNCF, RATP, Alsthom, Chantiers de l'atlantique, DCNS, Nexter, Thalès...)

Cet accroissement d'activité se traduit par la nécessité d'augmenter les capacités de production de la SAS PIRAMIDE qui a besoin de plus d'espace pour développer son activité et qui doit également renforcer ses équipes.

Le projet d'investissement porte sur :

- une extension de l'atelier sur une surface de 500 m<sup>2</sup>
- la réfection du bardage du bâtiment existant
- la création de nouveaux locaux sociaux
- l'isolation et des travaux sur le chauffage et la climatisation des locaux sociaux existants

La société PIRAMIDE prévoit la création de 5 emplois à temps complet d'agents de production sur les 2 ans à venir.

M. HUGER profite de cet investissement pour réaliser les travaux de mise en conformité de son installation au regard du règlement spécifique du captage de Lucérat pour un montant estimé à 80 000 € H.T. Cette partie n'est pas éligible à l'aide à l'immobilier d'entreprise mais peut bénéficier d'une aide de l'agence de l'eau Adour Garonne.

L'intégralité des travaux d'agrandissement et de rénovation sont éligibles au dispositif d'aide à l'immobilier d'entreprises, ils sont estimés à 870 000 € H.T.

Ainsi, le montant total de l'aide à l'immobilier d'entreprises par la Communauté d'Agglomération de Saintes à la SCI BISS s'élève à 130 500 €, correspondant à un taux d'intervention de 15% des dépenses éligibles.

#### **Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment ses articles 107 et 108,

Vu le règlement n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis publié au Journal officiel de l'Union européenne n° L. 352/1 du 24 décembre 2013,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 1511-3, L. 4251-17, L. 5216-5 et R. 1511-4 et suivants,

Vu les statuts de « Saintes - Grandes Rives - L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6, I, 1°), relatif au développement économique,

Vu la délibération n°CC\_2021\_183 du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2021 relative à la modification de l'intérêt communautaire en matière de soutien aux activités commerciales,

Vu la délibération n°CC\_2022\_244 du Conseil Communautaire en date du 08 décembre 2022 relative au règlement du dispositif d'aide à l'immobilier d'entreprise,

Considérant la demande d'aide à l'immobilier d'entreprises formulée par la société PIRAMIDE en date du 11 mai 2023,

Considérant le projet de cette société qui consiste à développer son activité par l'accroissement des surfaces d'atelier et la création de nouveaux locaux sociaux d'un bien immobilier situé sur la commune de Saintes sur la zone d'activité des Charriers,

Considérant l'impact positif du projet sur l'emploi par la création de 5 postes salariés à temps complet,

Considérant que les travaux de rénovation engagés entraîneront une amélioration des performances énergétiques du bâtiment existant,

Considérant l'attractivité de la société PIRAMIDE pour le territoire de l'agglomération au regard de son rayonnement et de sa zone de chalandise,

Considérant que les dépenses éligibles à l'aide de la Communauté d'agglomération s'élèvent à 870 000 € H.T pour la réalisation de travaux d'extension et de rénovation d'un local d'activité,

Considérant que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2023 au compte 20421,

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'attribuer** une subvention au titre de l'aide à l'immobilier d'entreprises d'un montant maximum de 130 500 € à la SCI BISS pour financer les travaux d'extension de l'atelier, la refaction du bardage du bâtiment existant, la création de nouveaux locaux sociaux et l'isolation, le remplacement du système de chauffage et la climatisation des locaux sociaux existants, cette aide correspondant à 15% du montant des dépenses éligibles estimées à 870 000 € H.T.
- **d'approuver** les termes de la convention ci-jointe.
- **d'autoriser** Monsieur le Président à signer la convention ci-jointe ainsi que tous documents relatifs à l'attribution et au versement de ladite subvention.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 44 Voix pour
- 0 Voix contre
- 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

**TOURISME**

\*\*\*\*\*

**2023-263.Lancement d'un appel à projets "soutien aux animations touristiques à rayonnement intercommunal, contribuant à l'attractivité et au développement touristique de l'Agglomération de Saintes" et adoption de son règlement.**

Monsieur le Président indique que ce point a fait l'objet d'une discussion en commission tourisme, avec une validation des subventions, ainsi qu'en conférence des maires. En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

Le rapporteur rappelle que, dans le cadre de sa compétence Tourisme, la Communauté d'Agglomération de Saintes coordonne depuis 2018, une stratégie d'animations touristiques qui vise à contribuer au dynamisme et à l'attractivité du territoire en s'appuyant sur les atouts touristiques et patrimoniaux des communes tout en veillant à l'équité entre les communes.

Ainsi, la Communauté d'Agglomération de Saintes a progressivement enrichi l'offre événementielle du territoire en saison touristique, en portant en partenariat avec les communes, la mise en place d'animations pour les habitants et les touristes, telles que :

- l'Escapade sur le Fleuve Charente, évènement de promotion des loisirs de pleine nature et de valorisation du Fleuve Charente, des itinéraires de randonnées et du tourisme durable ;
- les Echappées Rurales®, soirées associant la valorisation des atouts patrimoniaux d'une commune, une offre de restauration et un spectacle professionnel accessible à tous ;
- les Cinés Plein Air, soirées associant la valorisation des atouts patrimoniaux d'une commune, une offre de restauration et une projection cinéma en plein air à la nuit tombée.

Depuis 2022, la CDA de Saintes soutient et accompagne également l'organisation des Préludes, programmation de concerts de musique classique portée par l'association Abbaye aux Dames et décentralisée au sein des communes rurales de l'agglomération.

Fort du succès de ces animations qui touchent un public grandissant (près de 4 400 personnes en 2023) et semblent répondre aux besoins de nombreuses communes (24 communes ont demandé à recevoir une animation touristique CDA pour 2024), la Communauté d'Agglomération de Saintes souhaite enrichir sa stratégie d'animations touristiques en lançant un nouvel appel à projets pour soutenir les communes et les associations, porteuses d'animations touristiques à rayonnement intercommunal, contribuant à l'attractivité du territoire et s'inscrivant dans sa politique de développement touristique.

La commission Tourisme du 16 novembre 2023 puis les Vice-Présidents de l'Agglomération de Saintes (en réunion du 27 novembre 2023) ont émis un avis favorable à l'instauration de cet appel à projets d'animations touristiques d'envergure. Ces élus ont validé le règlement d'intervention (annexe n°1) et ont veillé à son articulation avec la compétence Tourisme de l'Agglomération. Ils ont veillé également à la complémentarité de cet appel à projet avec les autres dispositifs de soutien financier en vigueur à la CDA de Saintes mais aussi à l'articulation avec la nouvelle marque de territoire « Le bonheur, c'est si Saintes ».

L'année 2024 est considérée comme une année d'expérimentation de ce nouvel appel à projets, suite à laquelle, le règlement de l'appel à projets pourra éventuellement faire l'objet de modifications et, le cas échéant, d'un nouveau passage, devant le Conseil Communautaire.

Un budget de 75 000 € a été alloué au fonctionnement de l'appel à projets 2024 et deux sessions d'instruction des dossiers seront proposées afin de soutenir des événements structurants en saison touristique estivale mais également sur le reste de l'année.

La présente délibération vise à approuver le lancement, au titre de la Compétence Tourisme de la CDA de Saintes, d'un nouvel Appel à Projets « soutien aux animations touristiques à rayonnement intercommunal, contribuant à l'attractivité et au développement touristique de l'Agglomération de Saintes » pour l'année 2024 et à en adopter le règlement.

#### **Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 1511-1, L. 1511-2, L. 1111-8 et L. 4251-17,

Vu les statuts « Saintes – Grandes Rives – L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment les articles 6, I, 1°) « DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE » et 6, III, 1°) relatif au « TOURISME » incluant l'organisation, la participation et/ou le soutien aux animations touristiques à rayonnement intercommunal, contribuant à l'attractivité du territoire et permettant de valoriser et d'animer :

- le fleuve Charente et ses abords fluvestres ;
- les itinéraires de randonnées et les Véloroutes Voies Vertes inscrits dans le schéma intercommunal des randonnées ainsi que dans le schéma directeur cyclable ;
- le patrimoine remarquable des communes membres,

Considérant que la Communauté d'Agglomération de Saintes souhaite renforcer le dynamisme, l'attractivité et le tourisme sur son territoire en lançant un nouvel appel à projets pour soutenir les associations et les communes membres de l'agglomération, porteuses d'animations touristiques (au sein du territoire de l'agglomération) à rayonnement intercommunal, contribuant à l'attractivité et au développement touristique du territoire,

Considérant la décision d'allouer un budget de 75 000 € au fonctionnement de l'appel à projets 2024 et de programmer deux sessions d'instruction des dossiers afin de soutenir des événements structurants en saison touristique estivale mais également sur le reste de l'année,

Considérant non éligibles à l'appel à projets, les animations :

- portées par une entreprise ou un particulier
- à caractère religieux, politique, syndical ou caritatif
- à vocation purement locale (notamment fêtes de village, soirées culturelles en date isolée hors d'une animation plus rayonnante...)
- dont l'accès est réservé à un public ciblé ou à un public très limité - 100 pers (notamment fêtes d'école, repas d'association...)
- de type commercial (notamment brocantes, bourses, salon, foires...)
- à l'occasion de fêtes nationales (notamment 21 juin, 14 juillet, Journées Européennes du Patrimoine, marchés de Noël...)
- les programmations sur l'année (notamment les programmations régulières / saisons annuelles d'établissement culturel...),

Considérant que toute demande d'aide devra faire l'objet d'un dépôt de dossier de candidature auprès de l'Agglomération de Saintes avant la tenue de l'animation touristique et qu'elle devra respecter le règlement de l'appel à projets, ce dernier (annexe n°1) ayant reçu un avis favorable lors de la Commission Tourisme du 17 novembre 2023 et en réunion des Vice-Présidents de la CDA de Saintes le 27 novembre 2023,



Considérant que, pour pouvoir déposer une demande dans le cadre de cet appel à projets, les appelants devront présenter une animation respectant les prérequis suivants :

- Un budget sincère et crédible présentant :
  - o À minima 20% d'autofinancement.
  - o Une pluralité de financements (exemples : ventes, prestations, subventions publiques, sponsoring, mécénat).
- Le projet devra bénéficier d'un soutien communal, qu'il s'agisse d'une aide financière ou d'une valorisation de locaux, matériel, personnel.
- La nécessité d'une aide doit être avérée : l'aide de l'Agglomération de Saintes doit permettre d'atteindre le strict équilibre financier,

Considérant que les animations touristiques faisant l'objet d'une demande à l'appel à projets devront satisfaire les critères cumulatifs suivants :

- Rayonnement intercommunal
- Impact sur l'attractivité du territoire de l'Agglomération de Saintes
- Lien à la stratégie touristique et aux piliers identitaires de l'Agglomération de Saintes
- Impact sur l'économie locale
- Éco-responsabilité
- Médiation jeune public /inclusion sociale

Considérant qu'un même projet d'animation touristique ne peut prétendre à l'appel à projets « soutien aux animations touristiques à rayonnement intercommunal, contribuant à l'attractivité et au développement touristique de l'Agglomération de Saintes », s'il s'inscrit par ailleurs déjà dans le cadre d'un autre dispositif de soutien financier piloté par l'Agglomération de Saintes,

Considérant que les membres de la Commission Tourisme constitueront le jury de sélection de l'appel à projets,

Considérant la limite fixée dans l'appel à projets « soutien aux animations touristiques à rayonnement intercommunal, contribuant à l'attractivité et au développement touristique de l'Agglomération de Saintes », à deux aides maximum attribuées par an et par commune de l'agglomération, que le porteur de projet soit associatif ou communal, le choix étant laissé à la libre appréciation de la Commission Tourisme, au cas où davantage de projets d'animations seraient déposés.

Considérant que les membres de la Commission Tourisme s'appuieront sur la grille d'instruction avalisée en Commission Tourisme du 16/11/2023 pour analyser les demandes et leur attribuer une note entre 8 et 25 points qui déterminera le montant d'aide de 1000, 2000, 5000 ou 10 000 € à attribuer dans la limite de l'enveloppe budgétaire allouée pour 2024,

Considérant que chaque subvention pourra néanmoins être plafonnée afin de ne pas excéder 50% du budget total éligible de l'animation touristique et de rester dans le strict équilibre budgétaire du projet d'animation,

Considérant, la volonté des élus de l'Agglomération de Saintes d'encourager la création de nouvelles animations et d'accompagner le développement des animations existantes, il est décidé de réserver, au sein de l'enveloppe 2024 dédiée à l'appel à projet, un fonds d'amorçage de 5 000 €. Il permettra à la Commission Tourisme d'attribuer, à sa libre appréciation, des aides forfaitaires de 500 € aux demandes d'animations touristiques (notamment des 1<sup>ères</sup> éditions) n'ayant pas obtenu 8 points dans le cadre de la grille d'instruction, ce fonds d'amorçage ne pouvant bénéficier qu'une fois par animation,

Considérant que les aides proposées par la Commission Tourisme dans le cadre de l'appel à projets feront l'objet d'une délibération en Conseil Communautaire, suite à quoi une convention partenariale sera établie entre l'Agglomération de Saintes et le demandeur,

Considérant que la subvention sera versée en une fois, après la tenue de l'animation touristique suite à la remise des pièces requises pour le versement et que l'Agglomération de Saintes se réserve le droit de réviser à la baisse le montant de la subvention attribuée si le budget réalisé s'avère nettement inférieur au budget prévisionnel, voire d'annuler une subvention si l'animation n'a pas eu lieu dans l'année civile,

Considérant que l'Agglomération de Saintes ne saurait être tenue pour responsable en cas de défaut d'organisation du porteur de projet, celui-ci étant tenu de respecter toutes les règles en vigueur en matière d'organisation d'évènement,

Considérant que l'Agglomération de Saintes, pourra à tout moment, modifier le cadre et le fonctionnement de l'appel à projets par délibération en Conseil Communautaire,

Considérant les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal 2024, service 22, chapitre 65,

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'approuver** la création de l'appel à projets « soutien aux animations touristiques à rayonnement intercommunal, contribuant à l'attractivité et au développement touristique de l'Agglomération de Saintes ».

- **d'approuver** les termes du règlement de l'appel à projets ci-joint (annexe n°1) et d'y affecter l'enveloppe budgétaire de 75 000 € pour 2024.

- **d'autoriser** le lancement de l'appel à projets susnommé, à compter du rendu exécutoire de la présente délibération.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge notamment du Tourisme, à signer tout courrier et document afférent à la mise en œuvre de ces règlements, à l'exception des décisions d'attribution des subventions aux lauréats et leurs conventions en découlant qui seront prises ultérieurement par le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 46 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

**2023-264.Aide à la SAS Domaine de Thérac pour son projet de création de deux hébergements touristiques dont un de grande capacité, dans le cadre du soutien au développement économique et aux entreprises de la filière touristique**

Le rapporteur rappelle que dans le cadre de la convention pour le SRDEII (Schéma de Développement Economique, d'Innovation et d'internationalisation) signée le 6 juillet 2018 entre la Communauté d'Agglomération et le Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine, la CDA de Saintes soutient le développement économique et les entreprises de la filière Tourisme.

Dans le cadre de l'avenant n°3 à cette convention approuvée par délibération du conseil communautaire n°2023-152 en date du 27 septembre 2023 entre la Communauté d'Agglomération et le Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine, il a été décidé de prolonger la durée de la convention et des dispositifs qu'elle encadre jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2024.

Le 11 septembre 2023, la SAS Domaine de Thérac a sollicité une subvention auprès de la Communauté d'Agglomération de Saintes pour son projet d'aménagement de deux hébergements touristiques visant à accueillir respectivement 2 et 14 personnes. Le montant prévisionnel éligible de l'investissement s'élève à 61 096,72€ HT.

Ce projet contribue au développement de l'hébergement touristique du territoire, notamment en ce qui concerne les hébergements de grande capacité pour s'adapter à des demandes de plus en plus fréquentes, dues aux évolutions sociétales.

Pour ces raisons, conformément au règlement d'intervention de la CDA et au principe de plafonnement des aides publiques aux entreprises à hauteur de 200 000 € sur 3 ans du règlement européen de minimis en vigueur, ce projet a reçu l'avis favorable de la Commission Tourisme du 06 novembre 2023, pour l'octroi d'une subvention plafonnée à hauteur de 10 000 € sur un budget d'investissement retenu éligible de 61 096,72 € HT.

**Après avoir entendu le rapporteur,**

*Vu le règlement européen N° 1407/2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis,*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles Les articles L. 1111-8, L. 1511-1 à L. 1511-2, et L. 4251-17,*

*Vu les statuts de « Saintes – Grandes Rives – L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6, I, 1 °) « Développement Economique »,*

*Vu la délibération n°2018.86. CP de la Commission Permanente du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine en date du 5 février 2018 portant mise en œuvre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) et application du règlement d'intervention économique régional - Conventions Economiques avec les Collectivités Territoriales,*

*Vu la délibération n°2018-88 du Conseil Communautaire en date du 12 avril 2018 relative à la convention avec la Région Nouvelle Aquitaine portant adoption du régime communautaire d'aides aux entreprises,*

*Vu la convention susvisée signée le 6 juillet 2018 entre la Communauté d'Agglomération et le Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine,*

*Vu la délibération n°2023-152 du Conseil Communautaire en date du 27 septembre 2023 relatif à l'avenant n°3 à la convention susvisée entre la Communauté d'Agglomération et le Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine, prolongeant sa durée jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2024,*

*Considérant la demande de subvention présentée le 11 septembre 2023 par la SAS Domaine de Thérac, pour son projet d'aménagement de deux hébergements touristiques, dont un de grande capacité, d'un montant prévisionnel de 140 268 € H.T,*

*Considérant que ce projet s'inscrit dans la stratégie de la Communauté d'Agglomération de Saintes qui souhaite encourager les projets des entreprises du secteur touristique,*

*Considérant que l'investissement, d'un montant prévisionnel total de 140 268 € HT, inclut des dépenses éligibles à hauteur de 61 096,72 € HT à l'aide de la Communauté d'Agglomération de Saintes,*

*Considérant qu'à ce titre, le projet présenté par la SAS Domaine de Thérac a reçu l'avis favorable de la Commission Tourisme de la CDA de Saintes réunie le 6 novembre 2023 pour l'octroi d'une subvention à hauteur de 10 000 €, soit 20% des investissements éligibles plafonnés à 50 000€,*

*Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2023 compte 20421,*

### **Il est proposé au Conseil Communautaire :**

**- d'attribuer**, au titre du soutien au développement économique et aux entreprises de la filière Tourisme, à la SAS Domaine de Thérac, pour son projet de création de deux hébergements touristiques dont un de grande capacité, une subvention à hauteur de 10 000 €, soit 20% des investissements éligibles plafonnés à 50 000€.

**- d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge notamment des Finances, à signer la convention ci jointe et tous documents relatifs à la mise en œuvre et au suivi de la présente délibération.

*Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,*

*ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :*

- 44 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 2 élus ne prennent pas part au vote (M. Jean-Marc AUDOUIN en son nom et celui de M. Alexandre GRENOT)

\*\*\*\*\*

**2023-265.Aide à la commune de Saint-Sauvant pour son projet d'aménagement de gîtes d'étape, dans le cadre du soutien au développement économique et aux entreprises de la filière touristique**

*Le rapporteur rappelle que dans le cadre de la convention pour le SRDEII (Schéma de Développement Economique, d'Innovation et d'internationalisation) signée le 6 juillet 2018 entre la Communauté d'Agglomération et le Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine, la CDA de Saintes soutient le développement économique et les entreprises de la filière Tourisme.*

*Dans le cadre de l'avenant n°3 à cette convention approuvé par délibération du conseil communautaire n°2023-152 en date du 27 septembre 2023, il a été décidé de prolonger la durée de la convention et des dispositifs qu'elle encadre jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2024.*

*Le 5 octobre 2023, la Mairie de Saint Sauvant a sollicité une subvention auprès de la Communauté d'Agglomération de Saintes pour son projet d'aménagement de deux hébergements touristiques commercialisés en gîtes d'étape pour une capacité totale de 14 personnes dont : un premier gîte de 4 personnes et un deuxième gîte d'une capacité modulable de 4 à 10 personnes. Le montant prévisionnel éligible de l'investissement s'élève à 28 533,57€ HT. Pour ces deux hébergements la labellisation Tourisme & Handicap est visée.*

*Ce projet contribue au développement de l'hébergement touristique de la commune et par conséquent du territoire de l'agglomération, notamment en ce qui concerne les hébergements de grande capacité pour s'adapter à des demandes de plus en plus fréquentes, dues aux évolutions sociétales (familles, personnes à mobilité réduite, groupes, ...).*

*Pour ces raisons, conformément au règlement d'intervention de la CDA et au principe de plafonnement des aides publiques aux entreprises à hauteur de 200 000 € sur 3 ans du règlement européen de minimis en vigueur, ce projet a reçu l'avis favorable de la Commission Tourisme du 06 novembre 2023, pour l'octroi d'une subvention à hauteur de 6 277,38 € correspondant à 20% de la dépense HT éligible, majorée d'une bonification de 10% pour la démarche de labellisation Tourisme & Handicap.*

#### **Après avoir entendu le rapporteur,**

*Vu le règlement européen N° 1407/2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis,*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 1511-1 à L. 1511-2, L. 1111.8 et L. 4251-17,*

*Vu les statuts de « Saintes - Grandes Rives -L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6, I, 1 °) « Développement Economique »,*

*Vu la délibération n°2018.86. CP de la Commission Permanente du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine en date du 5 février 2018 portant mise en œuvre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) et application du règlement d'intervention économique régional - Conventions Economiques avec les Collectivités Territoriales,*

*Vu la délibération n°2018-88 du Conseil Communautaire en date du 12 avril 2018 relative à la convention avec la Région Nouvelle Aquitaine portant adoption du régime communautaire d'aides aux entreprises,*

*Vu la convention susvisée signée le 6 juillet 2018 entre la Communauté d'Agglomération et le Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine et ses avenants,*

*Vu la délibération n°2023-152 du Conseil Communautaire en date du 27 septembre 2023 relatif à l'avenant n°3 à la convention susvisée entre la Communauté d'Agglomération et le Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine, prolongeant sa durée jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2024,*

*Considérant la demande de subvention présentée le 5 octobre 2023 par la Mairie de Saint Sauvant, pour son projet d'aménagement de deux hébergements touristiques, commercialisés en gîtes d'étape, d'un montant prévisionnel de 29 516,24 € HT,*

*Considérant que ce projet s'inscrit dans la stratégie de la Communauté d'Agglomération de Saintes qui souhaite encourager les projets des entreprises du secteur touristique,*

*Considérant que l'investissement, d'un montant prévisionnel total de 29 516,24€ HT, inclut des dépenses éligibles à hauteur de 28 533,57 € HT à l'aide de la Communauté d'Agglomération de Saintes,*

Considérant qu'à ce titre, le projet présenté par la Mairie de Saint Sauvant a reçu l'avis favorable de la Commission Tourisme de la CDA de Saintes réunie le 6 novembre 2022 pour l'octroi d'une subvention à hauteur de 6 277,38 € correspondant à 20% de la dépense HT éligible, majorée d'une bonification de 10% pour la labellisation Tourisme & Handicap,

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2023 compte 20421,

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

**- d'attribuer**, au titre du soutien au développement économique et aux entreprises de la filière Tourisme, à la Mairie de Saint Sauvant, pour son projet de création de deux hébergements touristiques, une subvention à hauteur de 6 277,38 € correspondant à 20% de la dépense HT éligible, majorée d'une bonification de 10% pour la labellisation Tourisme & Handicap.

**- d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge notamment du Tourisme, à signer la convention ci jointe et tous documents relatifs à la mise en œuvre et au suivi de la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 44 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 2 élus ne prennent pas part au vote (M. Jean-Marc AUDOUIN en son nom et celui de M. Alexandre GRENOT)

\*\*\*\*\*

**AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE**

\*\*\*\*\*

**2023-266. Autorisation de signer l'avenant n°3 à la convention cadre pluriannuelle Action Cœur de Ville (ACV)**

Monsieur le Président indique que l'avenant doit être signé le lundi suivant en présence du préfet et des services de l'État ainsi que d'Action Logement. En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

Le rapporteur rappelle qu'en 2018 l'agglomération de Saintes, la ville de Saintes et l'Etat se sont engagés dans un programme « Action Cœur de Ville » visant à créer les conditions efficaces du renouveau et du développement des centres des villes moyennes. Ce programme mobilise les moyens de l'Etat et des partenaires en faveur de la mise œuvre de projets de renforcements du « cœur de ville » portés par la commune et l'intercommunalité.

Le programme « Action Cœur de Ville » en intégrant la ville-centre et l'intercommunalité à laquelle elle appartient, permet d'identifier les interactions (complémentarités, concurrences, fractures, etc.) entre certaines fonctions du cœur d'agglomération et le reste du bassin de vie, afin d'envisager les rééquilibrages et renforcements que peuvent nécessiter la redynamisation du cœur d'agglomération.

Afin de poursuivre la dynamique enclenchée, le Président de la République a annoncé en septembre 2021 la prolongation du programme national « Action cœur de Ville » jusqu'en 2026.

L'agglomération a porté et mené à leur terme des actions majeures du programme « Action Cœur de Ville » acté en 2018 :

- l'OPAH-RU 2018-2023,
- le soutien à l'accession à la propriété dans l'ancien en centre -ville,
- le transfert du siège de l'agglomération au sein d'une friche en cœur de ville,
- La création du Pôle Innovation au sein d'un bâtiment vacant en cœur de ville.

L'agglomération poursuit ses actions en faveur de la redynamisation du centre-ville de Saintes au travers :

- du nouveau dispositif d'OPAH-RU et en particuliers de son volet renouvellement urbain qui permettra une intervention plus active sur le volet logement,
- de la révision de son PLH qui intègre la définition des besoins en logements générés par le projet FERROCAMPUS en complémentarité des besoins du territoire intercommunal,

- l'étude d'identification des gisements potentiels associés à des études opérationnelles pour répondre rapidement aux besoins identifiés en logements,
- une étude urbaine sur le quartier de la gare afin d'anticiper les impacts et les opportunités de l'implantation du FERROCAMPUS sur les services, le commerce et les mobilités,
- l'élaboration du PLUi avec un objectif de sobriété foncière limitant l'étalement urbain en développant la ville sur la ville, en travaillant le maintien et la protection des fonctions services, commerces et logements,
- les aménagements de quais dans le cadre de la Flow vélo.

L'avenant n°3 proposé vise à poursuivre les actions et le travail partenarial avec la ville de Saintes en faveur de son dynamisme et de l'attractivité du territoire de l'agglomération et répondant aux 5 axes majeurs :

Axe 1 – De la réhabilitation à la restructuration : vers une offre attractive de l'habitat en centre-ville

Axe 2 – Favoriser un développement économique et commercial équilibré

Axe 3 – Développer l'accessibilité, la mobilité et les connexions

Axe 4 – Mettre en valeur les formes urbaines, l'espace public et le patrimoine

Axe 5 – Fournir l'accès aux équipements et services publics

Et deux axes transverses : numérique/innovation et transition écologique

### **Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et à un urbanisme rénové (Alur),

Vu la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant sur l'évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN),

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5216-5 I 3°) qui prévoit que la Communauté d'Agglomération exerce de plein droit au lieu et place des communes membres la compétence Equilibre social de l'habitat dont le Programme Local de l'Habitat,

Vu les statuts de « Saintes - Grandes Rives - L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6, I, 1°), relatif aux actions de développement économique dont la politique locale du commerce, l'article 6, I, 3°), comprenant entre autres « le Programme Local de l'Habitat », l'article 6, I, 2°), relatif à l'aménagement de l'espace communautaire et comprenant entre autres la compétence Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale, et l'article 6, III, 6°) dont la création et l'aménagement des Véloroutes Voies Vertes définis dans le schéma intercommunal.

Vu la délibération n°2018-115 du 28 juin 2018 actant le lancement du programme « Action Cœur de Ville »,

Considérant l'intérêt de la poursuite du programme Action Cœur de Ville pour le territoire de l'Agglomération,

### **Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **de confirmer** l'engagement de la Communauté d'Agglomération de Saintes dans le programme Action Cœur de Ville,
- **d'approuver** le projet d'avenant n°3 ci-joint à la convention cadre pluriannuelle - Action Cœur de Ville,
- **d'autoriser** le Président, ou le 1<sup>er</sup> Vice-président en charge de l'Education, de l'Enfance, du Ferrocampus, du Campus connecté et de la Convention Territoriale Globale, à signer l'avenant n°3 à la convention cadre pluriannuelle - Action Cœur de Ville ainsi que tout document y afférent.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 44 Voix pour
- 2 Voix contre (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

## **2023-267. Attribution d'une subvention à l'Agence Départementale d'Information sur Le Logement de La Charente-Maritime (ADIL 17)- Année 2023**

Le rapporteur rappelle que l'Agence Départementale d'Information sur le Logement de la Charente-Maritime (ADIL 17) est une association loi 1901 présidée par Mme Dominique RABELLE, Vice-Présidente du Conseil départemental. Cette association a été créée à l'initiative conjointe de l'Etat et du Département le 26 octobre 2006.

Sa mission est définie par le Code de la construction et de l'habitation (article L. 366-1) et consiste en la délivrance d'une information gratuite aux usagers sur :

- leurs droits et obligations (bail, loyer et charges, copropriété, relations avec les professionnels, le voisinage, l'urbanisme, la réglementation...),
- les solutions de logement qui leur sont adaptées, notamment sur les conditions d'accès au parc locatif,
- les aspects juridiques et financiers de leur projet d'accession à la propriété, ceci à l'exclusion de tout acte administratif, contentieux ou commercial (prêts, financement des travaux...),
- l'investissement locatif et la fiscalité.

Cet accompagnement est proposé au téléphone ou en présentiel. En effet, l'ADIL 17 réalise 2 permanences par mois au siège de l'agglomération de Saintes, et également au Point Justice et à l'UDAF (permanence dédiée à la prévention des expulsions locatives). Elle accompagne également les services de l'agglomération sur les salons de l'habitat.

Sur l'année 2022, l'association a assuré 43 permanences à Saintes, pour un total de 176 consultations (contre 24 permanences en 2021 pour 143 consultations).

L'association emploie 8,4 équivalents temps plein (ETP) pour mener à bien sa mission et sollicite une participation financière de la part des collectivités et de leurs groupements. Cette participation correspond pour l'agglomération de Saintes à un montant de 6 830 €, soit 11 centimes par habitant.

### **Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la construction et de l'habitation et notamment les articles L. 441-2-7 ainsi que L. 366-1,

Vu les statuts de « Saintes - Grandes Rives - L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6, I, 3°), « compétence équilibre social de l'habitat »,

Vu la délibération n°CC\_2022\_209 du Conseil Communautaire en date du 8 décembre 2022, portant vote du budget primitif du Budget Principal 2023,

Vu la demande de subvention en date du 12 octobre 2022 sollicitée par l'association ADIL 17 pour l'année 2023 auprès de la Communauté d'Agglomération d'un montant de 6 830 €,

Vu les crédits inscrits au budget primitif du Budget Principal 2023, chapitre 65, au compte 6574,

Considérant la compétence « Equilibre Social de l'habitat » de l'agglomération,

### **Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'approuver** l'attribution d'une subvention d'un montant de 6 830 € pour l'année 2023 à l'Agence Départementale d'Information sur le Logement de la Charente-Maritime.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge de l'habitat, à procéder au versement de cette subvention.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 45 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 1 élue ne prend pas part au vote (M. Bruno DRAPRON au nom de Mme Evelyne PARISI)

\*\*\*\*\*

## **2023-268. Prorogation du Programme Local de l'Habitat (PLH) 2017-2022 pour une durée de deux ans dans l'attente de sa révision**

Le rapporteur rappelle que le Programme Local de l'Habitat est le document qui définit la politique de l'habitat portée par l'agglomération, dans le cadre de l'exercice de sa compétence obligatoire « Equilibre Social de l'Habitat ».

Le PLH 2017-2022 viendra à son terme fin janvier 2024. La révision du document a été actée par le Conseil communautaire du 7 juin 2022.

L'année 2023 a été consacrée à l'élaboration du cahier des charges de l'étude, dont la portée a été retravaillée, dans le contexte de la concrétisation du projet Ferrocampus, et des besoins en logements liés. Aussi, la révision effective du document sera réalisée durant l'année 2024 et portera sur :

- L'évaluation du PLH 2017-2022,
- La phase de diagnostic du marché local de l'habitat,
- La phase d'orientations politiques,
- L'élaboration d'un programme d'action.

Les délais administratifs pour rendre le document exécutoire (avis des communes, des personnes publiques associées, des services de l'Etat, mise à disposition du document au public...) ajoutés au temps d'étude ne permettent pas d'envisager une continuité entre le PLH 2017-2022 et son successeur.

L'article L. 302-4-2 du Code de la Construction et de l'Habitation ouvre la possibilité, lorsque la révision du document a été engagée, et que le représentant de l'Etat dans le Département donne son accord, de proroger le PLH pour une durée de 2 ans supplémentaire.

Aussi, il est proposé de solliciter, auprès de l'Etat, une prorogation de deux années du PLH actuel afin d'assurer la continuité des actions de la politique locale de l'habitat le temps de l'élaboration du prochain PLH.

Les actions et objectifs annuels définis dans le PLH seront prorogés sur les années 2024 et 2025. En cas d'avis favorable du Préfet, une délibération prorogeant l'actuel PLH devra être adoptée.

### **Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L. 5216-5 I 3°, qui prévoit que la Communauté d'Agglomération exerce de plein droit au lieu et place des communes membres la compétence « Equilibre Social de l'Habitat », dont le Programme Local de l'Habitat,

Vu les statuts de « Saintes - Grandes Rives - L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6, I, 3°, comprenant entre autres le « Programme Local de l'Habitat »,

Vu la délibération n°2018-03 du Conseil Communautaire en date du 18 janvier 2018 adoptant le Programme Local de l'Habitat 2017-2022 de la Communauté d'Agglomération de Saintes,

Vu la délibération n°2022-99 du Conseil Communautaire en date du 7 juin 2022 lançant la révision du Programme Local de l'Habitat,

Considérant les délais nécessaires à la réalisation de l'étude et les délais de consultation des partenaires pour finaliser la révision du Programme Local de l'Habitat,

Considérant la nécessité d'assurer la continuité de la politique de l'habitat portée par l'Agglomération,

### **Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **de prendre acte** du bilan succinct du PLH 2017-2022 ci-annexé.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge de l'Habitat à solliciter l'accord du Préfet pour proroger le PLH actuel jusqu'en janvier 2026.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 46 Voix pour



- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

### **2023-269.Définition des modalités de mise à disposition du public du projet de modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Fontcouverte**

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE fait savoir qu'elle s'abstiendra concernant la série de délibérations relatives au PLU du fait de l'absence d'informations.

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS explique qu'à Fontcouverte, il s'agit de corriger des petites erreurs matérielles commises dans le cadre de l'approbation du PLU, portant sur l'aspect réglementaire.

En ce qui concerne Les Gonds, la procédure de révision du PLU a été lancée une dizaine d'années auparavant. La procédure touche à sa fin, et il s'agit d'approuver la révision du PLU.

Des zones ayant été modifiées, il convient de modifier également le DPU. Certaines zones urbanisées ne le sont plus.

Ensuite, à Saint-Sauvant, une déclaration de projet a permis de modifier le PLU pour installer une entreprise. Enfin, les deux dernières délibérations concernent la ville de Saintes. La première porte sur l'arrivée du Ferrocampus et la nécessité de modifier le zonage et le règlement de cette partie du PLU pour pouvoir l'accueillir. La suivante concerne Saintes dans sa globalité. Certains aspects réglementaires des opérations d'aménagement programmées ont été renforcés afin de bénéficier d'aménagements plus qualitatifs dans certains secteurs.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE demande si les zones qui vont être étanchéifiées seront récupérées en reperméabilisant des surfaces équivalentes.

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS qu'il s'agit justement de fermer des zones qui étaient ouvertes à l'urbanisation. Aucun problème d'imperméabilisation n'est soulevé, il s'agirait plutôt du contraire.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE s'en réjouit, et votera cette délibération. Elle avait en revanche voté contre l'installation du terrain de football.

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS observe qu'un terrain de football ne constitue pas une surface naturelle, mais une surface déjà artificialisée.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE remarque qu'il est tout de même perméable.

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS précise que la mission régionale d'autorité environnementale a été consultée et a émis un avis favorable.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE a compris que le travail global de recherche d'équilibre écologique et de reperméabilisation représente un travail de longue haleine, qu'il convient d'entamer dès à présent.

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS assure qu'il est mené, et qu'il l'a également été dans le cadre du PLU des Gonds. Ce dernier est très vertueux en matière de consommation d'espace et de préservation de la biodiversité.

En l'absence d'autres questions, le Président soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

*Le rapporteur rappelle que le Président de la Communauté d'Agglomération de Saintes a prescrit la modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Fontcouverte par arrêté n°2023-82 en date du 27 novembre 2023, afin de rectifier deux erreurs matérielles issues d'une précédente procédure.*

*En premier lieu, une rédaction est présente dans la version approuvée du règlement écrit du PLU alors qu'il ne s'agissait que d'une hypothèse de travail finalement non retenue, portant sur les valeurs des extensions et annexes admises dans les zones A et N.*

*En second lieu, concernant l'écriture de la règle d'implantation des constructions par rapport aux voies internes à la zone d'activités de « La Sauzaie », le terme « axe » a été involontairement retiré à l'occasion*

d'une ressaisie informatique (harmonisation de la mise en page du document) à laquelle il avait été procédé lors d'une précédente procédure.

Selon les termes du Code de l'Urbanisme, la rectification d'une erreur matérielle relève du champ d'application de la procédure de modification « simplifiée ». Cette procédure prévoit une « mise à disposition du public » du projet, à la différence de l'enquête publique telle que prévue dans la procédure de modification dite « de droit commun ». La « mise à disposition du public » correspond ainsi à un processus allégé de consultation du public (sans commissaire-enquêteur).

Le Code de l'Urbanisme prévoit qu'il revient à l'organe délibérant de l'autorité compétente de définir les modalités de cette mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée du PLU.

En conséquence, le rapporteur propose au Conseil Communautaire de déterminer ces modalités dans le cadre de la présente délibération.

### **Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment les articles L.153-31, L.153-36 à L.153-41, L.153-45 à L.153-48, et les articles R.153-20 et R.153-21,

Vu les statuts de « Saintes – Grandes Rives – L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6, I, 2°, d) relatif à l'aménagement de l'espace communautaire et comprenant entre autres la compétence « Plan Local d'Urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et Carte Communale »,

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Fontcouverte approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 15 février 2017, puis ayant l'objet d'une révision allégée n°1 approuvée par délibération du Conseil Municipal en date du 10 juillet 2019 et d'une modification simplifiée n°1 approuvée par délibération du Conseil Communautaire n°2022-247 en date du 08 décembre 2022,

Vu l'arrêté n°2023-82 du Président de la Communauté d'Agglomération de Saintes en date du 27 novembre 2023 prescrivant la modification simplifiée n°2 du PLU de la commune de Fontcouverte,

Considérant que cette procédure de modification simplifiée a pour objet la rectification de deux erreurs matérielles contenues dans le règlement écrit du PLU,

Considérant que l'article L.153-47 du Code de l'Urbanisme prévoit que le projet de modification simplifiée, l'exposé de ses motifs, et le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées, sont mis à la disposition du public pendant un mois dans des conditions lui permettant de formuler ses observations, et qu'il revient désormais au conseil communautaire de préciser les modalités de cette mise à disposition,

### **Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **de mettre à disposition du public** le projet de modification simplifiée n°2 du PLU de la commune de Fontcouverte durant une période d'un mois, du lundi 22 janvier 2024 à 9h00 au jeudi 22 février 2024 à 17h00.

- **de définir les modalités de cette mise à disposition du public :**

- possibilité pour le public de consulter le dossier et de consigner des observations écrites sur un registre prévu à cet effet, au siège de la Communauté d'Agglomération de Saintes (12 boulevard Guillet Maillet, CS 90316, 17107 SAINTES CEDEX) et en mairie de Fontcouverte (12 place de l'Eglise, 17100 FONTCOUVERTE) à leurs jours et heures habituels d'ouverture,

- possibilité pour le public de consulter le dossier sur le site internet de la Communauté d'Agglomération de Saintes (<https://www.agglo-saintes.fr>) et sur celui de la commune de Fontcouverte (<https://www.fontcouverte17.fr>),

- possibilité pour le public d'adresser des observations écrites à Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Saintes (12 boulevard Guillet Maillet, CS 90316, 17107 SAINTES CEDEX) ou par mail ([consultation-plu@agglo-saintes.fr](mailto:consultation-plu@agglo-saintes.fr)) en précisant l'objet « Modification simplifiée n°2 du PLU de Fontcouverte »,

- **de charger** Monsieur le Président, ou son Vice-Président en charge du Plan Local d'Urbanisme dûment habilité par arrêté de délégation, de l'organisation matérielle de cette mise à disposition du public, et notamment d'informer le public de l'ouverture de celle-ci au moins 8 jours avant, d'une part par affichage d'un avis au siège de la Communauté d'Agglomération de Saintes, à la mairie de Fontcouverte et à différents emplacements du territoire communal, pendant toute la durée de celle-ci, et d'autre part par publication de cet avis sur les sites internet des deux collectivités.

- **de préciser** qu'à l'expiration du délai de mise à disposition du public, le Président de la Communauté d'Agglomération de Saintes en présentera le bilan au Conseil Communautaire. Le dossier de modification simplifiée n°2 du PLU de Fontcouverte, éventuellement modifié pour tenir compte des avis et observations, sera alors soumis à l'approbation du Conseil Communautaire.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 46 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

### **2023-270. Approbation de la révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Les Gonds**

Le rapporteur rappelle que la révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Les Gonds a été engagée par délibération du Conseil municipal en 2014, dans l'objectif notamment de se conformer aux exigences de la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (loi dite « Grenelle II »).

La Commune a initié la réalisation du dossier de PLU en 2016 auprès d'un cabinet d'études par lancement d'un groupement de commande ainsi qu'une démarche de diagnostic partagé avec la commune de Courcoury.

En 2020, est intervenu le transfert de compétence « Plan Local d'Urbanisme » à la Communauté d'Agglomération de Saintes, qui a alors obtenu l'accord de la commune de Les Gonds pour poursuivre la procédure de révision qui avait été engagée. Au terme du travail réalisé conjointement par la Communauté d'Agglomération de Saintes et la Commune, le projet de PLU a été « arrêté » par délibération n° 2023-8 du Conseil Communautaire le 1<sup>er</sup> février 2023.

Le projet de PLU a alors été transmis à l'ensemble des partenaires institutionnels pour Consultation ; les services de l'Etat et Personnes Publiques Associées ont disposé d'un délai de 3 mois pour émettre un avis sur le projet de PLU (période de mi-mars à mi-juin 2023).

Le projet de PLU a ensuite été soumis à enquête publique du 08 août au 22 septembre 2023, enquête publique à l'issue de laquelle le commissaire-enquêteur, Monsieur Jean-Marie CLERGET, a émis un avis favorable au projet.

L'ensemble des avis émis durant la phase de Consultation, de même que l'ensemble des observations formulées pendant l'enquête publique, font l'objet d'une synthèse annexée à la présente délibération. Cette synthèse expose les réponses apportées aux avis et observations, ainsi que les évolutions induites dans le dossier de PLU.

Après avoir invité le Conseil Communautaire à prendre connaissance du document ainsi annexé, le rapporteur propose au Conseil Communautaire de procéder à l'approbation de la révision du PLU de Les Gonds.

#### **Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.153-14 et suivants, et R.153-3 et suivants,

*Vu les statuts de « Saintes – Grandes Rives – L’Agglo » annexés à l’arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l’article 6, I, 2°, d) relatif à l’aménagement de l’espace communautaire et comprenant entre autres la compétence « Plan Local d’Urbanisme, document d’urbanisme en tenant lieu et Carte Communale »,*

*Vu le procès-verbal d’installation du Conseil Communautaire et d’élection du Président et des Vice-Présidents et autres membres du Bureau en date du 16 juillet 2020, ainsi que les modifications intervenues en Conseil Communautaire par la délibération n°2023-87 en date du 30 mars 2023,*

*Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Les Gonds en date du 17 avril 2014 prescrivant la révision générale du Plan Local d’Urbanisme (PLU) et organisant les modalités de concertation,*

*Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Les Gonds en date du 03 mars 2020 donnant son accord pour la poursuite de la procédure de révision générale du PLU par la Communauté d’Agglomération de Saintes consécutivement au transfert de compétence,*

*Vu le débat sur les orientations générales du Projet d’Aménagement et de Développement Durables (PADD) qui s’est tenu en Conseil Municipal le 02 décembre 2021,*

*Vu le débat sur les orientations générales du Projet d’Aménagement et de Développement Durables (PADD) qui s’est tenu en Conseil Communautaire le 14 décembre 2021,*

*Vu la délibération n°2023\_7 du Conseil Communautaire en date du 1<sup>er</sup> février 2023 tirant le bilan de la concertation avec la population,*

*Vu la délibération n°2023\_8 du Conseil Communautaire en date du 1<sup>er</sup> février 2023 arrêtant le projet de PLU,*

*Vu les avis reçus dans le cadre des consultations prévues par le Code de l’Urbanisme,*

*Vu la décision du Président du Tribunal Administratif de Poitiers en date du 13 juin 2023 désignant Monsieur Jean-Marie CLERGET en qualité de commissaire-enquêteur,*

*Vu l’arrêté n°2023\_40 du Président de la Communauté d’Agglomération de Saintes en date du 17 juillet 2023 prescrivant l’ouverture de l’enquête publique relative à la révision générale du PLU de Les Gonds,*

*Vu l’arrêté n°2023\_45 du Président de la Communauté d’Agglomération de Saintes en date du 04 août 2023 modifiant l’arrêté n°2023\_40 susvisé,*

*Vu le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur, rendus le 19 octobre 2023, suite à l’enquête publique qui s’est tenue du 08 août au 22 septembre 2023,*

*Vu les évolutions proposées au dossier de PLU, telles qu’énoncées en annexe de la présente délibération, en réponse aux avis résultant de la Consultation et aux observations issues de l’enquête publique,*

*Vu le dossier de PLU, et notamment le rapport de présentation, le Projet d’Aménagement et de Développement Durables, les Orientations d’Aménagement et de Programmation, le règlement graphique et le règlement écrit, ainsi que les annexes,*

*Considérant que le Pays de Saintonge Romane a fait état, par courrier en date du 24 août 2023, de la compatibilité du PLU de Les Gonds avec les orientations du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT),*

*Considérant que le PLU de Les Gonds, tel qu’il est présenté au Conseil Communautaire, peut dorénavant être approuvé,*

### **Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **de valider** les propositions de prise en compte des avis et observations émis sur le projet de PLU, telles qu’énoncées en annexe de la présente délibération.
- **d’approuver** le dossier de révision du PLU de Les Gonds tel qu’il est annexé à la présente délibération.
- **de dire** que le dossier de révision du PLU de Les Gonds sera tenu à la disposition du public à la mairie de Les Gonds et au siège de la Communauté d’Agglomération de Saintes à leurs jours et heures habituels d’ouverture, et transmis à la Sous-Préfecture de Saintes.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son Vice-Président en charge du Plan Local d'Urbanisme dûment habilité par arrêté de délégation, à signer tous documents relatifs à cette procédure et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

- **de préciser** que conformément aux articles R. 153-20 et R. 153-21 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage durant un mois au siège de la Communauté d'Agglomération de Saintes et en mairie de Les Gonds, et d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 46 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

**2023-271.Droit de préemption urbain (DPU) - Abrogation du périmètre de DPU sur la commune de Les Gonds - Instauration du DPU sur les zones urbaines (U) et d'urbanisation future (AU) du PLU de la commune de Les Gonds.**

Le rapporteur rappelle que suite au transfert de la compétence « PLU et document d'urbanisme » à la CDA de Saintes le 1<sup>er</sup> janvier 2020, celle-ci est devenue compétente en matière de droit de préemption urbain.

La révision du Plan Local d'Urbanisme de Les Gonds, approuvée le 15 décembre 2023, a pour effet de modifier les périmètres des zones urbaines (U) et d'urbanisation futures (AU) dans lesquelles un périmètre de droit de préemption urbain (DPU) avait été instauré. Ces périmètres devenant caducs avec l'adoption de cette révision, il convient d'actualiser le périmètre du DPU pour le faire concorder aux nouvelles délimitations des zones U et AU.

L'objet du vote porte sur l'abrogation de l'ancien périmètre du DPU et l'adoption du nouveau périmètre.

**Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.210-1 et suivants et L.211-1 et suivants, R.211-2 et R.211-3,

Vu les statuts de « Saintes - Grandes Rives - L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6, I, 2°), relatif à l'aménagement de l'espace communautaire et comprenant entre autres la compétence Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale,

Vu la délibération du Conseil municipal de Les Gonds en date du 19 novembre 2007 instaurant le droit de préemption urbain sur les zones U et AU telles que délimitées dans le PLU de la commune,

Vu le Plan local d'urbanisme de la commune de Les Gonds approuvé le 19 novembre 2007, mis à jour le 28 juin 2010 et ayant fait l'objet d'une procédure de modification approuvée le 13 décembre 2010,

Considérant que la révision du Plan local d'urbanisme de Les Gonds, approuvée le 15 décembre 2023, a pour effet de faire évoluer le périmètre des zones urbaines et à urbaniser en vigueur dans le précédent document d'urbanisme,

Considérant que le périmètre de droit de préemption urbain actuel est obsolète, il est nécessaire de l'abroger et d'instaurer un nouveau périmètre sur l'ensemble des zones urbaines (U) et d'urbanisation future (AU) du Plan local d'urbanisme de la commune de Les Gonds approuvé par délibération n°2023-270 du Conseil communautaire en date du 15 décembre 2023,

Considérant que, conformément aux articles R.211-2 et R.211-3 du Code de l'urbanisme, toute instauration ou modification de périmètre de DPU donne lieu à des mesures de publicité : affichage de la délibération en mairie pendant 1 mois, publication d'une mention de ces changements dans 2 journaux publiés dans le

département, notification de la délibération au Directeur départemental des finances publiques, chambre départementale des notaires, barreaux et greffes du tribunal judiciaire.

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'abroger** le périmètre de droit de préemption urbain institué par la délibération du Conseil municipal de Les Gonds en date du 19 novembre 2007.

- **d'instituer** le droit de préemption urbain sur l'ensemble des zones urbaines (U) et d'urbanisation future (AU) telles qu'identifiées dans le plan de zonage du Plan local d'urbanisme de la commune de Les Gonds approuvé par délibération n°2023-270 du Conseil communautaire le 15 décembre 2023.

- **de réaliser**, conformément aux articles R.211-2 et R.211-3 du Code de l'urbanisme, les mesures de publicité de la présente délibération.

- **de rappeler** qu'en application de l'article L.213-13 du Code de l'urbanisme, la commune de Les Gonds devra ouvrir, dès institution ou création sur son territoire d'un droit de préemption, un registre dans lequel seront inscrites toutes les acquisitions réalisées par exercice ou par délégation de ce droit, ainsi que l'utilisation effective des biens ainsi acquis.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 46 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

**2023-272.Approbation de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Saint-Sauvant**

Le rapporteur rappelle que la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Saint-Sauvant a été engagée par délibération du Conseil Communautaire en date du 29 septembre 2021.

Cette procédure vise à permettre le projet de développement porté par l'entreprise DISTILLERIE MERLET & FILS sur le territoire de Saint-Sauvant, projet relatif à la construction de nouveaux chais de stockage et de vieillissement de Cognac sur un ancien terrain de football.

Le projet de développement de la DISTILLERIE MERLET & FILS, entreprise familiale implantée à Saint-Sauvant depuis plus de 40 ans, présente un caractère d'intérêt général au regard de son poids dans le tissu économique local. La mise en œuvre de ce projet permettra également de remédier aux problématiques de sécurité et de nuisances causées par le positionnement actuel d'un chai à l'intérieur du bourg.

La mise en compatibilité du PLU de Saint-Sauvant avec cette déclaration de projet implique le classement du terrain concerné en zone « urbaine » (U) dédiée à l'accueil d'activités économiques, et non plus en zone « agricole » (A).

S'agissant de la procédure, le projet a fait l'objet d'un avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale en date du 1<sup>er</sup> juin 2023, d'un examen conjoint auprès des services de l'Etat et des Personnes Publiques Associées le 13 juin 2023, et enfin, d'un avis, « simple favorable », de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers en date du 25 juillet 2023.

Le projet a ensuite été soumis à enquête publique du 11 septembre au 12 octobre 2023, enquête publique à l'issue de laquelle le commissaire-enquêteur, Madame Sylvie DANDONNEAU, a émis un avis favorable au projet, assorti de quelques recommandations.

Dans ce rapport d'enquête publique, il est utile de relever que Madame le commissaire-enquêteur a manifesté la volonté d'une analyse précise et objective des faits en réinterrogeant certaines observations du public, qui en définitive, ont pu apparaître exagérées et non-justifiées au regard des effets réellement attendus du projet de l'entreprise MERLET & FILS sur l'environnement communal.

*Il a notamment été souligné le bénéfice apporté au projet sur l'environnement par l'optimisation des flux de déplacements de poids-lourds générés par l'activité de l'entreprise, tandis que les risques générés par le projet s'avèrent insignifiants au regard des distances le séparant des habitations environnantes. Il est également rappelé que le projet permettra la relocalisation d'un stock d'alcool contenu dans un chai situé à l'intérieur du bourg de Saint-Sauvant. L'entreprise a confirmé que ce dernier serait désaffecté pour un autre usage plus adapté au voisinage.*

*Il est également à noter que Madame le commissaire-enquêteur s'est efforcée de mener un travail de terrain visant à rendre compte des incidences réelles du projet sur les paysages en réponse à certaines observations du public, en concluant notamment la nécessité « d'optimiser la végétation sur la parcelle » sans remettre en doute son opportunité.*

*Enfin, Madame le commissaire-enquêteur note la nécessité de conduire des travaux d'adaptation des voiries de desserte du projet, lesquels sont effectivement prévus par la commune de Saint-Sauvant.*

*A la lumière de ces propos, le rapporteur propose au Conseil Communautaire de procéder à l'approbation de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Saint-Sauvant.*

### **Après avoir entendu le rapporteur,**

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,*

*Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 103-2, L. 153-54 et suivants, R. 153-13, R. 153-15 et L. 300-6,*

*Vu les statuts de « Saintes – Grandes Rives – L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6, I, 2°), d) relatif à l'aménagement de l'espace communautaire et comprenant entre autres la compétence « Plan Local d'Urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et Carte Communale »,*

*Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Saint-Sauvant approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 02 octobre 2017,*

*Vu la délibération n°2021-164 du Conseil Communautaire en date du 29 septembre 2021 engageant la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Saint-Sauvant,*

*Vu l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) en date du 1<sup>er</sup> juin 2023,*

*Vu le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint de l'État et des Personnes Publiques Associées qui s'est tenue le 13 juin 2023 en application de l'article R. 153-13 du Code de l'Urbanisme, ainsi que l'avis du Département de la Charente-Maritime en date du 3 avril 2023 réceptionné au siège de la Communauté d'Agglomération de Saintes,*

*Vu la décision du Président du Tribunal Administratif de Poitiers en date du 13 juin 2023 désignant Madame Sylvie DANDONNEAU en qualité de commissaire-enquêteur,*

*Vu l'avis favorable de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) émis le 25 juillet 2023,*

*Vu l'arrêté n°2023\_46 en date du 7 août 2023 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative à la mise en compatibilité du PLU de Saint-Sauvant avec une déclaration de projet,*

*Vu le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur suite à l'enquête publique qui s'est tenue du 11 septembre au 12 octobre 2023,*

*Vu le dossier de PLU, et notamment la notice de déclaration de projet justifiant de l'intérêt général, le rapport de présentation, le règlement graphique et le règlement écrit, auxquels sont ajoutés un document annexe au rapport de présentation ainsi qu'une note en réponse de l'avis de la MRAE au titre de l'article R. 104-39 du Code de l'Urbanisme,*

*Considérant que les avis entendus lors de l'examen conjoint du dossier avec les personnes publiques associées ont fait l'objet de réponses retranscrites dans le document annexe au rapport de présentation ci-dessus énuméré, ainsi que dans le rapport d'enquête publique,*

Considérant les réponses apportées à la MRAE dans le cadre de la note ci-dessus énumérée,

Considérant que le commissaire-enquêteur a fait preuve d'une analyse particulièrement précise et objective des observations du public en rendant notamment compte des effets de cette procédure sur l'environnement,

Considérant que les recommandations émises par le commissaire-enquêteur ne sont pas de nature à contrarier l'aboutissement de ce dossier,

Considérant que la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Saint-Sauvant, telle que présentée au Conseil Communautaire, peut dorénavant être approuvée,

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'approuver** le dossier de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Saint-Sauvant tel qu'il est annexé à la présente délibération.
- **de dire** que le dossier de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Saint-Sauvant sera tenu à la disposition du public à la mairie de Saint-Sauvant et au siège de la Communauté d'Agglomération de Saintes à leurs jours et heures habituels d'ouverture, et transmis à la Sous-Préfecture de Saintes.
- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son Vice-Président en charge du Plan Local d'Urbanisme dûment habilité par arrêté de délégation, à signer tous documents relatifs à cette procédure et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Conformément aux articles R. 153-20 et R. 153-21 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage durant un mois au siège de la Communauté d'Agglomération de Saintes et en mairie de Saint-Sauvant, et d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 44 Voix pour
- 0 Voix contre
- 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

**2023-273. Approbation de la modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Saintes**

Le rapporteur rappelle que la modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Saintes a été prescrite par arrêté du Président en date du 13 mai 2022.

Cette procédure vise à apporter des adaptations au règlement écrit du PLU en vue de permettre la création d'un pôle universitaire consacré aux métiers du rail (projet « Ferrocampus » porté par la Région Nouvelle-Aquitaine).

Le projet de modification du PLU a été notifié aux services de l'Etat et aux Personnes Publiques Associées. Par ailleurs, la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) a confirmé qu'il n'était pas nécessaire de soumettre ce dossier à la réalisation d'une évaluation environnementale.

Le projet a ensuite été soumis à enquête publique du 9 octobre au 27 octobre 2023, enquête publique à l'issue de laquelle le commissaire-enquêteur, Madame Béatrice AUDRAN, a émis un avis favorable au projet. Il est rappelé que l'enquête publique sur le projet de modification n°4 du PLU de Saintes s'est tenue conjointement avec l'enquête publique sur le projet de modification n°5.

Une seule remarque a été émise par SNCF Immobilier à l'issue de la notification du dossier aux Personnes Publiques Associées, remarque donnant suite à un ajustement mineur du dossier dans son rapport de présentation.



Aucune observation n'a par ailleurs été formulée durant l'enquête publique sur le projet de modification n°4. Les observations qui ont été émises durant cette enquête publique conjointe concernaient le projet de modification n°5.

Le rapporteur propose au Conseil Communautaire de procéder à l'approbation de la modification n°4 du PLU de Saintes.

**Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.153-31, L.153-36 à L.153-44, R.153-20 et R.153-21,

Vu les statuts de « Saintes -Grandes Rives - L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6, I, 2°, d) relatif à l'aménagement de l'espace communautaire et comprenant entre autres la compétence « Plan Local d'Urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et Carte Communale »,

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Saintes, approuvé par délibération en date du 20 décembre 2013, puis ayant fait l'objet d'une modification n°1 approuvée le 19 juin 2015, d'une modification n°2 approuvée le 19 juin 2015, d'une révision allégée n°1 approuvée le 12 avril 2017, d'une modification n°3 approuvée le 15 novembre 2017, d'une révision allégée n°3 approuvée le 6 février 2019, d'une modification simplifiée n°1 approuvée le 25 septembre 2019, d'une modification simplifiée n°2 approuvée le 30 mars 2021, d'une modification simplifiée n°3 approuvée le 24 novembre 2021,

Vu l'arrêté n°2022\_18 du Président de la Communauté d'Agglomération de Saintes en date du 13 mai 2022 ayant prescrit la modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Saintes,

Vu la décision de la Mission Régionale d'Autorité environnementale de Nouvelle-Aquitaine en date du 30 août 2023 ayant confirmé l'absence de nécessité de soumettre ce dossier à la réalisation d'une évaluation environnementale,

Vu la décision du Président du Tribunal Administratif de Poitiers en date du 31 août 2023 désignant Madame Béatrice AUDRAN en qualité de commissaire-enquêteur,

Vu l'arrêté n°2023\_52 du Président de la Communauté d'Agglomération de Saintes en date du 18 septembre 2023 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique conjointe relative aux modifications n°4 et n°5 du PLU de la commune de Saintes,

Vu les observations émises sur le dossier par les Personnes Publiques Associées,

Vu le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur, rendus le 27 novembre 2023, suite à l'enquête publique qui s'est tenue du 9 octobre au 27 octobre 2023,

Considérant qu'il convient de répondre favorablement à la demande de SNCF Immobilier visant à ne pas faire apparaître, dans le schéma d'intentions qui figure dans le rapport de présentation du dossier, un principe de cheminement piétons dont l'opportunité reste incertaine,

Considérant que la seconde remarque formulée par SNCF Immobilier concerne les Orientations d'Aménagement et de Programmation relatives au secteur « gare », point qui n'est pas concerné par la présente modification du PLU,

Considérant, consécutivement à l'enquête publique, que les avis et conclusions du commissaire-enquêteur sont pris en compte au regard des éléments exposés ci-avant,

Considérant que le dossier de modification n°4 du PLU de la commune de Saintes peut dorénavant être approuvé,

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'approuver** le dossier de modification n°4 du PLU de la commune de Saintes tel qu'il est annexé à la présente délibération.

- **de dire** que le dossier de modification n°4 du PLU de Saintes sera tenu à la disposition du public à la mairie de Saintes et au siège de la Communauté d'Agglomération de Saintes à leurs jours et heures habituels d'ouverture, et transmis à la Sous-Préfecture de Saintes.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son Vice-Président en charge du Plan Local d'Urbanisme dûment habilité par arrêté de délégation, à signer tous documents relatifs à cette procédure et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage durant un mois au siège de la Communauté d'Agglomération de Saintes et en mairie de Saintes, et d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 46 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

### **2023-274.Approbation de la modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Saintes**

Le rapporteur rappelle que la modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Saintes a été prescrite par arrêté du Président en date du 24 mars 2023.

Cette procédure vise à protéger des espaces boisés participant à la trame verte et bleue du territoire et à rapprocher le PLU de la trajectoire nationale de lutte contre l'artificialisation des sols, à améliorer l'adéquation du règlement avec les enjeux portant sur la transition écologique et énergétique, à actualiser les emplacements réservés, à faciliter l'implantation des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, à modifier les règles de stationnement, à procéder à des ajustements de formulation concernant diverses règles écrites de manière à améliorer l'application du règlement.

Le projet de modification du PLU a été notifié aux services de l'Etat et aux Personnes Publiques Associées. Par ailleurs, la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) a confirmé qu'il n'était pas nécessaire de soumettre ce dossier à la réalisation d'une évaluation environnementale.

Le projet a ensuite été soumis à enquête publique du 9 octobre au 27 octobre 2023, enquête publique à l'issue de laquelle le commissaire-enquêteur, Madame Béatrice AUDRAN, a émis un avis favorable au projet. Il est rappelé que l'enquête publique sur le projet de modification n°5 du PLU de Saintes s'est tenue conjointement avec l'enquête publique sur le projet de modification n°4.

Des avis ont été émis par les Personnes Publiques Associées à l'issue de la notification du dossier, avis qui ont été utilement pris en compte dans le dossier de modification du PLU tel que présenté désormais.

De même, des observations formulées pendant l'enquête publique ont fait l'objet d'ajustements dans le dossier de modification du PLU pour en parfaire le contenu.

Le rapporteur propose au Conseil Communautaire de procéder à l'approbation de la modification n°5 du PLU de Saintes.

#### **Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.153-31, L.153-36 à L.153-44, R.153-20 et R.153-21,

Vu les statuts de « Saintes -Grandes Rives - L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6, I, 2°, d) relatif à l'aménagement de l'espace communautaire et comprenant entre autres la compétence « Plan Local d'Urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et Carte Communale »,

*Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Saintes, approuvé par délibération en date du 20 décembre 2013, puis ayant fait l'objet d'une modification n°1 approuvée le 19 juin 2015, d'une modification n°2 approuvée le 19 juin 2015, d'une révision allégée n°1 approuvée le 12 avril 2017, d'une modification n°3 approuvée le 15 novembre 2017, d'une révision allégée n°3 approuvée le 6 février 2019, d'une modification simplifiée n°1 approuvée le 25 septembre 2019, d'une modification simplifiée n°2 approuvée le 30 mars 2021, d'une modification simplifiée n°3 approuvée le 24 novembre 2021, et d'une modification n°4 approuvée le 15 décembre 2023,*

*Vu l'arrêté n°2023\_18 du Président de la Communauté d'Agglomération de Saintes en date du 24 mars 2023 ayant prescrit la modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Saintes,*

*Vu la décision de la Mission Régionale d'Autorité environnementale de Nouvelle-Aquitaine en date du 30 août 2023 ayant confirmé l'absence de nécessité de soumettre ce dossier à la réalisation d'une évaluation environnementale,*

*Vu la décision du Président du Tribunal Administratif de Poitiers en date du 31 août 2023 désignant Madame Béatrice AUDRAN en qualité de commissaire-enquêteur,*

*Vu l'arrêté n°2023\_52 du Président de la Communauté d'Agglomération de Saintes en date du 18 septembre 2023 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique conjointe relative aux modifications n°4 et n°5 du PLU de la commune de Saintes,*

*Vu les observations émises sur le dossier par les Personnes Publiques Associées,*

*Vu le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur, rendus le 27 novembre 2023, suite à l'enquête publique qui s'est tenue du 9 octobre au 27 octobre 2023,*

*Considérant que les observations émises par le Département de Charente-Maritime, portant d'une part sur l'extension de la zone UE « L'Ormeau de Pied » et d'autre part sur les trames d'Espaces Boisés Classés, n'appellent pas de suites à donner compte tenu du cadre réglementaire de la procédure initiée, mais qu'elles pourront être traitées dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal,*

*Considérant que l'avis émis par SNCF Immobilier a été traité dans le cadre du dossier de modification n°4 du PLU de Saintes,*

*Considérant que la Chambre de Commerce et d'Industrie de Charente-Maritime a émis un avis sans remarque particulière,*

*Considérant qu'il convient de répondre favorablement à l'ensemble des observations émises par la Ville de Saintes, s'agissant des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) relatives au secteur « La Grève » où est réaffirmée la volonté d'un projet soucieux du cadre de vie en faisant apparaître l'intention d'une nouvelle centralité, la création d'un espace de ludicité en continuité du projet de réhabilitation de la friche « La Trocante » et l'aménagement d'une continuité verte et piétonne entre les parties Ouest et Est du secteur, s'agissant par ailleurs du règlement écrit dans lequel il est souhaité que les dispositions relatives au stationnement soient clarifiées en cas de rénovation de locaux, s'agissant d'une demande de classement en zone UE à vocation d'équipements collectifs des parcelles DI 352, 354, 366, 367 de manière à assurer une cohérence réglementaire et à partager la même destination que le lycée Bellevue dont elles sont voisines, et étant précisé que ce secteur a vocation à être aménagé en espace multimodal au vu de son positionnement le long d'un axe majeur d'entrée de ville, et s'agissant par ailleurs d'incohérences matérielles relevées dans les pièces du dossier,*

*Considérant que les observations formulées durant l'enquête publique par Madame BO Catherine, Madame DURON Michèle et Madame BERTIN Evelyne, peuvent être prises en compte par l'abaissement à 7 000 m², au lieu de 8 000 m² comme envisagé initialement, de la superficie minimale pour la réalisation d'une opération en zone AU, abaissement qui vise à assouplir la disposition envisagée tout en garantissant une cohérence d'aménagement conformément à la volonté exprimée par la Collectivité,*

*Considérant que la demande de Messieurs ARMAND Xavier et Patrice portant sur la constructibilité des parcelles BS 27, 33 et 46 ne pourra pas trouver une suite favorable dans le cadre de la présente procédure dans la mesure où elles sont classées dans une zone « 1AU » dont l'ouverture à l'urbanisation est subordonnée à une procédure d'évolution du PLU (priorité étant donnée aux zones immédiatement ouvertes à l'urbanisation qui sont classées en zone « AU ») et étant précisé que les périmètres et échéances*

d'ouverture à l'urbanisation sur l'ensemble du territoire seront intégralement reconsidérés dans le cadre du Plan Local d'Urbanisme intercommunal en cours d'élaboration,

Considérant que la demande de Messieurs ARMAND Xavier et Patrice portant sur la constructibilité des parcelles ZE 243 et 245 ne pourra pas trouver une suite favorable dans le cadre de la présente procédure dans la mesure où elles sont classées en zone UE à vocation d'équipements collectifs et étant considéré qu'il n'y a pas lieu de remettre en cause cette vocation,

Considérant que l'observation de Monsieur BOYARD Bernard portant sur le lotissement de « la Haute-Grève » n'appelle pas d'évolution du dossier dans la mesure où ce lotissement n'est pas concerné par l'objet de la procédure de modification du PLU et étant souligné que les problématiques de rétrocession de voiries et autres espaces communs ne sont pas du ressort du document d'urbanisme,

Considérant, consécutivement à l'enquête publique, que les avis et conclusions du commissaire-enquêteur sont pris en compte au regard des éléments exposés ci-avant,

Considérant que le dossier de modification n°5 du PLU de la commune de Saintes peut dorénavant être approuvé,

### **Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'approuver** le dossier de modification n°5 du PLU de la commune de Saintes tel qu'il est annexé à la présente délibération.
- **de dire** que le dossier de modification n°5 du PLU de Saintes sera tenu à la disposition du public à la mairie de Saintes et au siège de la Communauté d'Agglomération de Saintes à leurs jours et heures habituels d'ouverture, et transmis à la Sous-Préfecture de Saintes,
- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son Vice-Président en charge du Plan Local d'Urbanisme dûment habilité par arrêté de délégation, à signer tous documents relatifs à cette procédure et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage durant un mois au siège de la Communauté d'Agglomération de Saintes et en mairie de Saintes, et d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 46 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

## **UNE AGGLOMÉRATION SENSIBLE AUX ENJEUX DE DÉVELOPPEMENT DURABLE**

\*\*\*\*\*

### **ÉNERGIES**

\*\*\*\*\*

### **2023-275. Attribution des subventions aux lauréats de l'Appel à projet "Animez le territoire pour la transition écologique" 2023 et autorisation de signer les conventions d'attribution associées**

Le rapporteur rappelle que la CDA de Saintes est engagée dans la transition écologique du territoire depuis 2019. Dans ce cadre, la CDA sensibilise divers publics aux thématiques de la transition écologique au travers d'animations. Afin de développer le volume et le type d'animations, en juin 2023, la CDA a lancé un appel à projet ouvert aux personnes morales susceptibles de proposer et de réaliser une ou plusieurs actions de sensibilisation du grand public autour des enjeux liés à la transition écologique.

Cet appel à projet « Animez le territoire pour la transition écologique » a pour objectif de :

- Sensibiliser différents publics aux enjeux de la transition écologique dans l'objectif de faire changer les comportements
- Mettre en valeur l'action des acteurs locaux,
- Promouvoir les comportements éco-responsables individuels et collectifs,

- Faire connaître les solutions concrètes développées localement pour agir au quotidien.

Pour cette première édition, la dotation de l'appel à projet s'élève à 20 000 € inscrits au budget principal 2023, nature 6574, chapitre 65.

Il appartient aujourd'hui au Conseil Communautaire de valider les choix opérés par le jury les 16 et 24 octobre 2023.

Le jury de l'appel à projets « animez le territoire pour la transition écologique » 2023 a préconisé de soutenir :

- Le projet de **l'association TERDEV à hauteur de 4 200 €** pour le « prix objectifs développement durable » relatif à l'approche globale des Objectifs du Développement Durable au travers de grand jeux écocitoyens (avec un focus sur l'eau et l'alimentation) à destination principalement des jeunes et familles de l'agglomération et pour la journée mondiale de l'eau.
- Le projet de **l'association Terre Habitat 17 à hauteur de 4 500 €** pour le « prix de l'expérience ludique » Relatif aux actions de sensibilisation aux enjeux du changement climatique par la conception du jeu de plateau animé, « ERET, la planète des sages »
- Le projet de **la micro-entreprise « Le scarabée qui coud » à hauteur de 4 000 €** pour le « prix de l'économie circulaire » relatif à la sensibilisation au réemploi et au gaspillage dans la filière textile via des ateliers couture gratuits et ouverts à tous.
- Le projet de **l'association EREQUASOL à hauteur de 4 500 €** pour le « prix de l'animation innovante » relatif à la sensibilisation sur les consignes de tri et sur la précarité énergétique dans les quartiers prioritaire de la ville de Saintes, via un triporteur aménagé en « vélo café ».
- Le projet de **l'association Art fil rouge à hauteur de 2 800 €** pour le « prix de la préservation des ressources » relatif à la création et à l'exposition d'œuvres d'art ayant pour objectifs de sensibiliser le grand public aux problématiques liées à l'eau et les comportements vertueux.

#### **Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte et notamment son titre VIII : Donner aux citoyens, aux entreprises, aux territoires et à l'Etat le pouvoir d'agir ensemble,

Vu la loi n°2020-105 anti-gaspillage pour une économie circulaire, dite loi AGECL, du 10 Février 2020, prévoyant entre autres de sortir du plastique jetable et de mieux informer le consommateur,

Vu les statuts de « Saintes - Grandes Rives - L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'Article 6, III, 7°), portant sur « l'organisation, la réalisation et/ou la participation ou le soutien à des actions, manifestation ou évènements contribuant à la promotion et/ou à la mise en œuvre du développement durable du territoire et concernant plusieurs communes du territoire »,

Vu la délibération n°2021-58 du Conseil Communautaire en date du 30 mars 2021 portant lancement de la démarche d'élaboration du Plan Climat-Air-Energie Territorial (PCAET) sur l'agglomération de Saintes,

Vu la délibération n°2023-103 du Conseil Communautaire du 8 juin 2023 portant approbation du règlement de l'appel à projet « Animez le territoire pour la transition écologique »,

Considérant, que 7 dossiers ont été déposés dans le délai fixé pour la réception des candidatures,

Considérant que parmi ces candidatures, les projets portés par :

- L'association Les Petits Débrouillards portant sur « un science tour » (sur les thématiques mobilité, alimentation, énergies et consommation) jugé pertinent et méritant une attention particulière a été orienté, compte tenu du nombre de candidats et de la hauteur des besoins, vers un financement distinct de la CDA relatif à la prestation d'animation dans le cadre de PCAET,

- La micro-entreprise Alice Lung-Corazza portant sur la sensibilisation à l'alimentation durable via des ruchers pédagogiques, n'a pas été retenu, au regard du contenu de la prestation proposée faiblement orienté sur le développement durable et compte tenu du nombre de dossiers,

Considérant que les 5 autres dossiers ont été retenus en qualité de lauréats pour les sommes précitées,

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'attribuer** à l'association « TERDEV » une subvention de fonctionnement de 4 200€, « prix objectifs développement durable » pour l'animation des grands jeux éco-citoyens sur le territoire, à destination des jeunes.
- **d'attribuer** à l'association « Terre Habitat 17 » une subvention de fonctionnement de 4 500 €, « prix de l'expérience ludique », pour finaliser la conception et les supports de l'expérience ludique (jeu de plateau) Eret, la planète des sages, à destination des plus de 16 ans.
- **d'attribuer** à la micro entreprise « Le scarabée qui coud » une subvention de fonctionnement de 4 000 €, « prix de l'économie circulaire », pour la conception et l'animation de 10 ateliers couture avec une approche de sensibilisation au réemploi et à la réparation textile.
- **d'attribuer** à l'association « Erequasol » une subvention d'investissement de 4 500 €, « prix de l'animation innovante », pour l'achat l'outil d'animation la Guitoune à parole (vélo cargo aménagé par l'association concept LUOGA).
- **d'attribuer** à l'association « Art fil rouge » une subvention de fonctionnement de 2 800 €, « prix de la préservation des ressources », pour la conception et l'animation de projets d'œuvres artistiques autour de la préservation et gestion de la ressource en eau.
- **d'approuver** les termes des conventions ci-jointes à conclure avec les 5 lauréats de l'appel à projets « Animez le territoire pour la transition écologique », fixant les conditions d'attribution des aides.
- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge notamment de la Transition Ecologique à signer avec les bénéficiaires lesdites conventions ainsi que tous documents y afférents.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 46 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

**2023-276.Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA) - Adhésion et désignation des représentants**

Monsieur le Président suggère un vote à main levée. Il propose que Fabrice BARUSSEAU soit le représentant de la CDA au sein du CEREMA. En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

Le rapporteur rappelle que la CDA de Saintes est engagée dans un Plan Climat Air Energie et un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) en cours d'élaboration. Ces démarches de planification touchent de nombreuses thématiques où le besoin en expertise technique peut s'avérer nécessaire et non disponible au sein des services de la CDA. Le CEREMA peut permettre à l'EPCI d'acquérir cette expertise via une adhésion annuelle.

Le CEREMA est un établissement public à la fois national et local, doté d'un savoir-faire transversal, de compétences pluridisciplinaires et d'un fort potentiel d'innovation et de recherche.

Le CEREMA intervient auprès de l'État, des collectivités et des entreprises pour les aider à réussir le défi de l'adaptation au changement climatique. Ses six domaines de compétences (Bâtiment, Mobilité, Infrastructures de transport, Environnement et risques, Mer et littoral, Expertise et ingénierie territoriale) ainsi

que l'ensemble des connaissances qu'il produit et capitalise sont au service des territoires pour accompagner leurs transitions.

Le CEREMA intervient pour le compte des collectivités sur des missions en ingénierie de deuxième niveau (assistance à maîtrise d'ouvrage, expertises, méthodologie...) en complément des ressources locales (agences techniques départementales, agences d'urbanisme, CAUE, établissements publics fonciers, etc.) et en articulation avec les ingénieries privées.

L'évolution de la gouvernance et du mode de contractualisation avec le CEREMA est une démarche inédite en France. Elle fait du CEREMA un établissement d'un nouveau genre qui va permettre aux collectivités et leurs groupements d'exercer un contrôle et de prendre activement part à la vie et aux activités du CEREMA.

L'adhésion au CEREMA permettra notamment à la CDA de Saintes :

- De disposer d'un accès privilégié et prioritaire à l'expertise du CEREMA : la quasi-régie conjointe autorise les collectivités adhérentes à attribuer des marchés publics au CEREMA, par simple voie conventionnelle, sans application des obligations de publicité et de mise en concurrence
- De bénéficier d'un abattement de 5 % sur ses prestations
- De rejoindre une communauté d'élus et d'experts et de disposer de prestations spécifiques
- De s'impliquer et de contribuer à renforcer l'expertise publique territoriale : en adhérant, la CDA de Saintes participe directement ou indirectement à la gouvernance de l'établissement (par le biais de ses représentants au Conseil d'administration, au Conseil stratégique, aux Comités d'orientation régionaux et aux conférences techniques territoriales)

La période initiale d'adhésion court jusqu'au 31 décembre de la quatrième année pleine. Le montant annuel de la contribution est de 2 000 €.

Compte tenu des objectifs et des problématiques déjà cités, il est proposé d'adhérer au CEREMA à partir de 2024 et de désigner un représentant de la CDA de Saintes dans le cadre de cette adhésion.

### **Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°2013-431 du 28 mai 2013 portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports, notamment le titre IX, modifié par l'article 159 de loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;

Vu le décret n°2013-1273 du 27 décembre 2013 relatif au Centre d'études et d'expertises sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement modifié par le décret n° 2022-897 du 16 juin 2022 ;

Vu les statuts de « Saintes – Grandes Rives – L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6, II, 1°) relatif au « soutien aux actions de maîtrise de la demande en énergie »,

Vu la délibération n°CC\_2021\_58 du Conseil Communautaire en date du 30 mars 2021 qui approuve le lancement de la démarche du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET),

Vu la délibération du conseil d'administration du CEREMA n°2022-12 relative aux conditions générales d'adhésion au CEREMA,

Vu la délibération du conseil d'administration du CEREMA n°2022-13 fixant le barème de la contribution annuelle des collectivités territoriales et leurs groupements adhérents,

Considérant le rapport de présentation,

Considérant la pertinence pour la Communauté d'Agglomération d'adhérer au CEREMA,

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 08, nature 6281.

### **Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'adhérer** au Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA), pour une période initiale courant jusqu'au 31 décembre de la quatrième année pleine d'adhésion (2024 à 2027).

- **de préciser** qu'à l'issue de la période initiale, l'adhésion sera renouvelée annuellement et tacitement.
- **de régler** chaque année la contribution annuelle due. La dépense correspondante au règlement de la cotisation annuelle sera prélevée sur les crédits inscrits au budget 08 de l'année concernée.
- **de décider**, par un vote à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret comme prévu à l'article L.2121-21 du CGCT dans le cadre de la désignation d'un représentant de la Communauté d'Agglomération de Saintes au CEREMA.
- **de désigner** Monsieur Fabrice BARUSSEAU pour représenter la CDA de Saintes au titre de cette adhésion.
- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge de la Transition Ecologique, à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de cette adhésion.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 46 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

## **CYCLE DE L'EAU**

\*\*\*\*\*

### **2023-277. Convention de financement des travaux de pluvial urbain - Commune de Rouffiac - Travaux d'aménagement de la RD 128 - avenue de Peuplat**

Le rapporteur rappelle que la CDA de Saintes exerce la compétence Gestion des eaux pluviales urbaines (GEPU) depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Dans ce cadre, un travail a été réalisé par la CDA afin de définir le périmètre de la compétence ainsi que les transferts de charges associées. Un règlement a été également mis en place concernant les fonds de concours entre les communes et l'agglomération.

Le Département de la Charente-Maritime et la commune de Rouffiac ont conventionné pour une opération de travaux d'aménagement de la Route Départementale (RD) n°128, avenue du Peuplat.

Les travaux consistent à :

- Sécuriser les piétons et la circulation,
- Reprendre la chaussée,
- Réhabiliter le réseau pluvial existant.

Le reste à charge pour la commune concernant les travaux de pluvial urbain est estimé à 50 150 € H.T.

S'agissant de travaux relevant de la compétence de la CDA de SAINTES, il est proposé de conclure la convention ci-annexée. Celle-ci comporte entre autres la description du projet, le montant de l'enveloppe prévisionnelle de l'opération ainsi que les modalités de paiement.

### **Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 5215-27 et L. 5216-7-1,

Vu les statuts de « Saintes - grandes Rives - L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6, I, 10°) relatif à la compétence « gestion des eaux pluviales urbaines au sens de l'article L. 2226-1 »,

Vu la convention conclue entre le Département de la Charente-Maritime et la commune de Rouffiac fixant la contribution aux travaux relatifs à l'aménagement de la Route Départementale 128, avenue de Peuplat

Considérant que les travaux engagés par le Département sur cette voie comprennent des travaux de reprise du réseau d'eaux pluviales,



Considérant que ces équipements relèvent du champ de compétence de la CDA de SAINTES,

Considérant qu'après travaux, ces équipements seront mis à disposition de la CDA de SAINTES qui aura, entre autre, la charge de leur entretien,

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2023 au compte 21538,

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge notamment de l'Eau, de l'Assainissement et des Eaux Pluviales, à signer avec la commune de Rouffiac la convention de financement des travaux de pluvial urbain de la RD n°128, avenue de Peuplat à Rouffiac, pour un montant de 50 150,00 € H.T ainsi que tout autre document nécessaire dans le cadre de cette opération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de cette proposition par :

- 46 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

**2023-278. Convention de participation financière - Fonds de concours - Commune de Rouffiac - Travaux d'aménagement de la RD 128/réseau pluvial - avenue de Peuplat**

Le rapporteur rappelle que les communes, en conformité avec l'article L. 5216-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, peuvent être amenées à verser des fonds de concours à la CDA pour participer au financement de projets portés par la CDA sur leur territoire.

La CDA de Saintes exerce la compétence Gestion des eaux Pluviales Urbaines (GEPU) depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Dans ce cadre, elle a réalisé un travail afin de définir le périmètre de sa compétence ainsi que les transferts de charges associés.

Afin de limiter l'impact financier pour les communes et d'assurer une équité entre elles, le Conseil Communautaire a validé, le 5 avril 2022, la mise en place d'un fonds de concours des communes pour financer les travaux portés par la CDA.

Le Département porte un projet d'aménagement de la Route Départementale RD 128, avenue de Peuplat avec la commune de Rouffiac. Compte tenu de l'état du réseau d'eaux pluviales, il est nécessaire de profiter du projet d'aménagement pour renouveler le réseau d'eaux pluviales.

Ces travaux d'un montant supérieur à 15 000 € déclenchent la mise en place d'un fonds de concours de la commune.

Le coût à la charge de la CDA pour la pose de ce réseau est de 50 150,00 € H.T.

Au regard des règles fixées dans la délibération du Conseil communautaire n°2022-71 en date du 5 avril 2022 :

- la CDA prendra en charge 25 075,00 € H.T. sur son budget principal,
- la commune de Rouffiac instaurera un fonds de concours de 25 075,00 € HT au profit de la CDA.

**Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L. 5216-5 qui prévoit qu'« Afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la communauté d'agglomération et les communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils municipaux concernés. Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours »,

*Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6, I, 10°) relatif à la compétence « gestion des eaux pluviales urbaines au sens de l'article L. 2226-1 »,*

*Vu la délibération n°2022-71 du Conseil Communautaire en date du 5 avril 2022, portant sur la mise en place des fonds de concours relatifs à la compétence Eaux Pluviales Urbaines,*

*Vu la délibération n°2023-277 du Conseil Communautaire en date du 15 décembre 2023 portant autorisation de signature de la convention de financement des travaux de pluvial urbain de la RD n°128 avenue de Peuplat entre la CDA et la commune de Rouffiac,*

*Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2023 au compte 21538 pour les dépenses et seront inscrits au budget 2024 au compte 13 pour les recettes,*

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **de solliciter** auprès de la commune de Rouffiac le versement d'un fonds de concours au profit de la CDA de Saintes d'un montant de 25 075,00 € HT €, étant précisé que le montant total du fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.
- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge notamment de l'eau, de l'assainissement et des Eaux Pluviales Urbaines, à signer tout document à intervenir dans le cadre de la présente délibération et notamment la convention ci jointe.

*Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,*

*ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :*

- 46 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

**2023-279. Convention de financement des travaux de pluvial urbain - Commune de Montils - Travaux d'aménagement de la RD 128 - Avenue de Peuplat**

*Le rapporteur rappelle que la CDA de Saintes exerce la compétence Gestion des eaux pluviales urbaines (GEPU) depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020.*

*Dans ce cadre, un travail a été réalisé par la CDA afin de définir le périmètre de la compétence ainsi que les transferts de charges associées. Un règlement a été également mis en place concernant les fonds de concours entre les communes et l'agglomération.*

*Le Département de la Charente-Maritime et la commune de Montils ont conventionné pour une opération de travaux d'aménagement de la Route Départementale (RD) n°128, avenue du Peuplat.*

*Les travaux consistent à :*

- Sécuriser les piétons et la circulation,
- Reprendre la chaussée,
- Réhabiliter le réseau pluvial existant.

*Le reste à charge pour la commune concernant les travaux de pluvial urbain est estimé à 7 345.50 € H.T.*

*S'agissant de travaux relevant de la compétence de la CDA de SAINTES, il est proposé de conclure la convention ci-annexée. Celle-ci comporte entre autres la description du projet, le montant de l'enveloppe prévisionnelle de l'opération ainsi que les modalités de paiement.*

**Après avoir entendu le rapporteur,**

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 5215-27 et L. 5216-7-1,*

Vu les statuts de « Saintes – Grandes Rives – L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6, I, 10°) relatif à la compétence « gestion des eaux pluviales urbaines au sens de l'article L. 2226-1 »,

Vu la convention conclue entre le Département de la Charente-Maritime et la commune de Montils fixant la contribution aux travaux relatifs à l'aménagement de la Route Départementale 128, avenue de Peuplat

Considérant que les travaux engagés par le Département sur cette voie comprennent des travaux de reprise du réseau d'eaux pluviales,

Considérant que ces équipements relèvent du champ de compétence de la CDA de SAINTES,

Considérant qu'après travaux, ces équipements seront mis à disposition de la CDA de SAINTES qui aura, entre autre, la charge de leur entretien,

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2023 au compte 21538,

### **Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge notamment de l'Eau, de l'Assainissement et des Eaux Pluviales, à signer avec la commune de Montils la convention de financement des travaux de pluvial urbain de la RD n°128, avenue de Peuplat à Montils, pour un montant de 7 345,50 € H.T ainsi que tout autre document nécessaire dans le cadre de cette opération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de cette proposition par :

- 46 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

### **MOBILITÉS**

\*\*\*\*\*

### **2023-280.Règlement d'attribution d'une subvention pour l'achat d'un vélo à assistance électrique - Modification**

Le rapporteur rappelle que le vélo est un mode de transport alternatif à la voiture individuelle permettant à la fois d'augmenter le pouvoir d'achat des ménages, d'améliorer la condition physique et la santé des usagers, de réduire les émissions de gaz à effet de serre, d'améliorer la qualité de l'air, de diminuer la congestion urbaine et de redynamiser ainsi les centres bourgs et centres-villes.

La Communauté d'Agglomération de Saintes a adopté son schéma directeur cyclable lors du Conseil communautaire du 5 avril 2022. Celui-ci définit la politique cyclable du territoire en termes d'infrastructures, de services, de communication et de sensibilisation.

En complément, depuis 2021, la Communauté d'agglomération propose un dispositif d'aide à l'achat, sous la forme d'une subvention, aux habitants de l'agglomération qui feront l'acquisition d'un vélo à assistance électrique neuf ou qui feront électrifier leur vélo.

Ce dispositif est très apprécié par la population et plus de 500 primes ont déjà été attribuées, dont 211 pour l'année en cours. Ces primes concernent les habitants de 32 communes de l'agglomération.

Il convient donc maintenant de faire évoluer ce dispositif et notamment de l'ouvrir à l'achat de vélos cargos à assistance électrique et de vélos à assistance électrique reconditionnés chez les vélocistes du territoire.

### **Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de « Saintes – Grandes Rives – L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6, I, 2°), c) relatif à l'organisation de la mobilité au sens du titre III du livre II de la 1<sup>ère</sup> partie du Code des Transports,

Vu la délibération n°2021\_57 du Conseil Communautaire en date du 30 mars 2021 adoptant le Règlement d'attribution d'une subvention pour l'achat de vélo à assistance électrique,

Considérant que le Conseil Communautaire a décidé en 2021 d'accorder une aide, sous la forme d'une subvention, aux habitants de l'agglomération qui feraient l'acquisition d'un vélo à assistance électrique neuf ou qui feront électrifier leur vélo,

Considérant que le règlement d'attribution de cette aide nécessite d'être amendé afin de prendre en compte de nouveaux types de véhicules (vélos cargos, longtail, VAE reconditionnés...)

Considérant les crédits seront inscrits au budget annexe « Transports Urbains et Mobilités » 2024,

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'adopter les modifications proposées et d'approuver** le règlement d'attribution ci-joint à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.
- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des Transports et de la Mobilité, à signer ce règlement et tous les documents afférents à la mise en œuvre de ce dispositif, dont ceux afférents à l'attribution et au versement de ces subventions.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 47 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

**UNE AGGLOMÉRATION PROCHE ET SOLIDAIRE DE SES HABITANTS**

\*\*\*\*\*

**ÉDUCATION, ENFANCE, FAMILLE**

\*\*\*\*\*

**2023-281. Convention Territoriale Globale (CTG) 2023-2027 - Autorisation de signature avec la Caisse des Allocations Familiales (CAF)**

Le rapporteur rappelle que la Convention Territoriale globale (CTG) est un dispositif national visant à mettre en œuvre une politique d'action sociale et familiale globale, à l'échelle intercommunale, en partenariat avec la CAF qui accompagne les collectivités et leurs groupements dans l'élaboration des projets et abonde financièrement (anciennement Contrat Enfance Jeunesse).

La CTG signée entre la Communauté d'Agglomération de Saintes et la CAF pour la période 2019-2022 ayant pris fin, il est nécessaire de signer une nouvelle convention pour la période 2023-2027.

La signature d'une CTG suppose la réalisation d'un diagnostic et la définition d'axes de travail autour de l'amélioration et du développement des services aux familles.

L'agglomération de Saintes et la CAF ont associé à la construction de la nouvelle convention territoriale globale les acteurs du territoire (élus, professionnels, institutions, bénévoles), le Département, l'Education Nationale et les organismes de la sécurité sociale, par le biais de 3 séminaires organisés entre mai et septembre 2023 pour partager le diagnostic puis définir ensemble les enjeux, les objectifs et les actions à mettre en œuvre pour les 5 ans à venir.

L'objectif est de mieux répondre aux besoins et aux attentes des habitants, de renforcer les coopérations et de contribuer à une plus grande efficacité et complémentarité d'interventions entre acteurs du territoire. Sur le territoire de la Communauté d'Agglomération, la démarche vise à :

- Consolider la dynamique partenariale sur l'accès aux services : dans les domaines de la petite enfance, l'enfance, jeunesse et la parentalité.
- Elargir à la question de l'accès aux droits, de l'inclusion numérique et du handicap
- Explorer la question de l'animation de la vie sociale et du cadre de vie

**Après avoir entendu le rapporteur,**

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,*

*Vu la Circulaire 2020-01 de la Direction des politiques familiales et sociales de janvier 2020 relative au déploiement des Conventions territoriales globales (Ctg) et des nouvelles modalités de financement en remplacement des Contrats enfance jeunesse (Cej),*

*Vu la convention d'objectifs et de gestion (COG) signée entre l'Etat et la CNAF pour la période 2023-2027,*

*Vu les statuts de « Saintes – Grandes Rives – L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6, III, 2°), relatif à l'« Education Enfance Jeunesse », et l'article 6, II, 2°), relatif à l'« action sociale communautaire »,*

*Vu la délibération n°2019-222 du Conseil communautaire du 19 décembre 2019, autorisant la signature de la Convention Territoriale Globale 2019-2022 avec la CAF,*

*Considérant que la Convention Territoriale Globale signée entre la Communauté d'Agglomération et la Caisse d'Allocations Familiales de la Charente Maritime pour la période 2019-2022, a pris fin au 31 décembre 2022,*

*Considérant la nécessité de signer une nouvelle CTG pour la période 2023-2027 afin de continuer à mettre en œuvre les actions et de percevoir les financements de la CAF.*

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

**- d'approuver** les termes de la Convention Territoriale Globale pour la période 2023-2027 ci-jointe.

**- d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant délégué à l'Education (fonctionnement des écoles primaires), l'Enfance (activités périscolaires et centres de loisirs sans hébergement), au Ferrocampus, au Campus connecté et à la Convention Territoriale Globale (CTG), à signer la Convention Territoriale Globale pour la période 2023-2027, toute annexe ainsi que tout document y afférent.

*Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,*

*ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :*

- 47 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

**2023-282.Subvention complémentaire pour le financement des écoles privées Marie Eustelle et Jeanne d'Arc - Année 2023**

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE indique qu'elle ne vote jamais les subventions pour les écoles privées, étant favorable à l'école publique, laïque et obligatoire. Elle considère que l'argent public doit être fléché aux écoles publiques, et aurait préféré que le projet d'école de Pisany reçoive davantage de subventions.

Monsieur Eric PANNAUD partage cet avis. L'Agglomération ne peut malheureusement pas faire plus pour les écoles publiques, elle finance à hauteur des communes à l'euro près. Il s'agit de la loi.

Monsieur Joseph DE MINIACH s'interroge sur l'opportunité de délibérer sur un tel sujet. Même si l'ensemble du Conseil votait contre, le financement serait tout de même attribué.

Monsieur le Président explique que si la délibération n'est pas votée, il n'est pas possible d'engager l'argent, et le Trésor Public ne peut pas payer.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE souligne que si une délibération n'est pas conforme à la loi, rien n'empêche d'œuvrer à modifier cette dernière.

En l'absence d'autres questions, le Président soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

Le rapporteur rappelle que la Communauté d'Agglomération de Saintes compte 2 écoles primaires privées situées sur la ville de Saintes et que dans le cadre de sa compétence éducation enfance jeunesse, elle doit assumer le financement de ces écoles. Il s'agit d'une contribution par élève et par an, versée sous forme de subvention et ce financement doit être identique à celui des écoles publiques.

Chaque année, la Communauté d'Agglomération de Saintes détermine le coût par élève scolarisé dans les écoles de son territoire (hors écoles privées), en maternelle et en élémentaire, ce qui sert de forfait pour facturer aux communes extérieures ayant des élèves dans les écoles de l'Etablissement et au calcul de la subvention aux écoles privées.

Lors du vote du budget 2023 en décembre 2022, une somme prévisionnelle à verser en subvention aux 2 écoles privées du territoire avait été inscrite dans l'annexe budgétaire, somme équivalente à celle versée en 2022.

Or, les coûts scolaires de la Communauté d'Agglomération de Saintes par élève ont augmenté et le nombre d'élèves scolarisés dans les écoles privées, bien qu'équivalent à 2022 (226 élèves), est réparti de manière différente : +10 élèves en maternelle et -10 en élémentaire. Les coûts en maternelle étant bien plus importants que ceux en élémentaire, il est nécessaire de réajuster le montant avec le vote d'une subvention complémentaire.

### **Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Education et notamment ses articles L. 212-8 prévoyant notamment les modalités de calcul de la contribution et les conditions de participation financière de la commune de résidence à la scolarisation d'enfants résidant sur son territoire, L. 442-5 indiquant que « les dépenses de fonctionnement des classes sous contrat sont prises en charge dans les mêmes conditions que celles des classes correspondantes de l'enseignement public », L. 442-9 précisant que les dépenses sont prises en charge sous forme de contributions forfaitaires versées par élève et par an, et L. 442-13-1 précisant que lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale est compétent pour le fonctionnement des écoles publiques, cet établissement est substitué aux communes dans leurs droits et obligations à l'égard des établissements d'enseignement privés,

Vu la loi n°2019-791 du 26 juillet 2019 pour une école de la confiance, notamment son article 17,

Vu les statuts de « Saintes -Grandes Rives - L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6, III, 2°), relatif à l'« Education Enfance Jeunesse »,

Vu la délibération n°2022-209 du Conseil Communautaire en date du 8 décembre 2022, portant vote du budget primitif du Budget Principal 2023, et notamment l'annexe budgétaire portant attribution d'une subvention d'un montant de 33.631,28 € pour l'année 2023 à l'école privée Marie Eustelle et d'un montant de 131.109,12 € à l'école privée Jeanne d'Arc,

Vu la délibération n°2023-98 du Conseil communautaire en date du 8 juin 2023 fixant le montant forfaitaire des frais scolaires,

Considérant que la participation forfaitaire est par enfant et que le nombre d'élèves à prendre en compte était erroné au moment du vote, il convient de verser une subvention complémentaire à l'école Marie Eustelle et à l'école Jeanne d'Arc, conformément au tableau ci-dessous :

|                      |             | montant dû<br>en 2023 | montant voté<br>BP 23 | Subvention complémentaire<br>à verser |                    |
|----------------------|-------------|-----------------------|-----------------------|---------------------------------------|--------------------|
| Ecole Marie Eustelle | Maternelle  | 38 672,20 €           | 18 686,28 €           | 19 985,92 €                           | <b>22 093,27 €</b> |
|                      | Elémentaire | 17 052,35 €           | 14 945,00 €           | 2 107,35 €                            |                    |
| Ecole Jeanne d'Arc   | Maternelle  | 79 025,80 €           | 74 745,12 €           | 4 280,68 €                            | <b>6 869,09 €</b>  |
|                      | Elémentaire | 58 952,41 €           | 56 364,00 €           | 2 588,41 €                            |                    |
| TOTAL                |             | 193 702,76 €          | 164 740,40 €          | 28 962,36 €                           | 28 962,36 €        |

Considérant les crédits nécessaires inscrits au budget 2023 au compte 6574,

### **Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'attribuer** une subvention complémentaire de 22.093,27€ à l'école Marie Eustelle et une subvention complémentaire de 6.869,09 € à l'école Jeanne d'Arc.
- **d'autoriser** Monsieur le Président ou son représentant en charge des Finances à signer tout document relatif au versement de ces subventions.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 40 Voix pour
- 6 Voix contre (M. Jérôme GARDELLE en son nom et celui de Mme Martine MIRANDE, M. Michel ROUX, Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX et Mme Eliane TRAIN)
- 0 Abstention
- 1 élu ne prend pas part au vote (M. Joseph DE MINAC)

\*\*\*\*\*

### **2023-283.Subvention allouée dans le cadre du fonds initiatives jeunes : Emancip'action**

Le rapporteur rappelle que la Communauté d'Agglomération de Saintes a décidé d'encourager les initiatives des jeunes de l'Agglomération Saintaise pour les aider à relever les défis qui s'offrent à eux en termes d'accès à l'autonomie, d'épanouissement personnel et collectif, d'engagement solidaire et citoyen. L'Appel à projet " Emancip'Action " permet de soutenir les projets portés par les jeunes de 11 à 17 ans, avec le soutien d'une association, d'une structure territoriale ou d'un établissement scolaire.

Le projet devra présenter un caractère de défi collectif pour le groupe de jeunes et marquer une étape décisive en matière de prise d'autonomie, de sorte à constituer un tremplin vers une citoyenneté active des jeunes.

#### **Bénéficiaires :**

- Être âgé de 11 à 17 ans inclus
- Être domicilié sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Saintes,
- Être 2 personnes minimum
- Avoir un relais institutionnel (association ; collectivités ; établissements scolaires...) pour la réception de la subvention ou être détenteur d'un compte bancaire en tant que Junior Association.
- Possibilité d'être aidé par un accompagnateur local (animateur, professeur, parent, autre jeune expérimenté dans ce type de projet...).

Le dispositif retiendra les projets s'inscrivant dans la démarche participative des jeunes et sera ouvert à tous les champs d'intervention : vie locale, création artistique, culture, sport, solidarité locale et à l'international, humanitaire, développement durable, mobilité ...

Le soutien de la Communauté d'Agglomération de Saintes est apporté sous forme d'un virement à destination d'organismes institutionnels, tels que les Juniors Associations, les structures d'accompagnement de jeunes, les établissements scolaires, les municipalités... Ces derniers se porteront garants de la bonne gestion du financement par les jeunes et devront signer le document d'engagement sur l'honneur. La structure en question pourra également établir une convention avec les jeunes (et leurs parents) afin de s'assurer de l'accord passé avec les jeunes.

L'aide octroyée est plafonnée à 500 € et ne pourra pas excéder 90% du coût global du projet.

Cependant, les actions d'autofinancement, la participation des familles et les co-financements sont vivement encouragés et font l'objet d'une plus-value lors de l'examen des dossiers.

La subvention ne comprend pas le coût ou une partie du coût de l'accompagnant qu'il soit professionnel ou non.

Un projet a été déposé et a recueilli un avis positif du jury présidé par Madame Véronique CAMBON, vice-présidente déléguée à la jeunesse :

- Projet de la Mairie de Thénac : 7 jeunes suivis par la mairie de Thénac qui travaillent sur le projet « Thénac dans l'Objectif » qui consiste à réaliser un court métrage sur leur commune (son histoire et son patrimoine) afin de le présenter à un autre groupe de jeunes issus de Kansas City qui dans une dynamique de réciprocité leur feront à leur tour découvrir leur ville. Ce projet leur permet d'entrer

dans des dynamiques de coopération internationale, d'ouverture et de rapprochement avec des jeunes issus d'outre Atlantique et en parallèle d'acquérir des compétences autour de l'audio-visuel et de l'Anglais.

### **Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de « Saintes - Grandes Rives - L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6, III, 2°), « Education Enfance Jeunesse »,

Vu la délibération n°2020-200 du Conseil Communautaire en date du 22 septembre 2020, portant sur la validation du dispositif « Emancip'Action » comprenant notamment le dossier de demande ainsi que le règlement de fonctionnement,

Considérant les modalités de candidatures définies dans le règlement de fonctionnement du dispositif,

Considérant les critères d'examen des projets définis dans le règlement de fonctionnement du dispositif notamment :

- le sérieux et la présentation du dossier
- la faisabilité du projet
- le défi pour soi relevé par le groupe
- les compétences à mobiliser ou à acquérir à l'occasion de la mise en œuvre du projet
- la démarche participative et l'implication des jeunes
- l'impact en termes d'émancipation citoyenne des jeunes
- l'originalité de l'action, son caractère innovant
- les projets faisant l'objet de co-financement (autres subventions, participations des familles, actions d'autofinancement)
- la complémentarité des jeunes dans le groupe et le partage des rôles
- les éléments de valorisation proposés et la viabilité du plan d'action proposé pour le réaliser
- le potentiel de perfectibilité et de pérennisation du projet
- la volonté des jeunes à témoigner et à transmettre dans une optique d'effet multiplicateur auprès d'autres jeunes
- les jeunes sensibilisés à la dynamique associative

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2023 au compte 6574,

### **Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'attribuer** une subvention de 280 € à la Mairie de Thénac pour permettre à 7 jeunes de réaliser un court métrage sur leur commune (son histoire et son patrimoine) afin de le présenter à un autre groupe de jeunes issus de Kansas City.

- **d'autoriser** Monsieur le Président ou son représentant en charge des Finances à procéder au versement de cette subvention et à signer tout document y afférant.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 47 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

### **COHÉSION SOCIALE ET TERRITORIALE**

\*\*\*\*\*

### **2023-284. Contrat de Ville - Prolongation de la convention locale d'utilisation de l'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB)**

Le rapporteur rappelle que le Contrat de Ville a été signé le 30 septembre 2015 pour la période 2015-2020 et prorogé par un protocole d'engagements renforcés et réciproques jusqu'en 2022. Il porte sur le quartier prioritaire Bellevue - Boiffiers.



*La loi de finances pour 2022 a acté la prorogation d'une année supplémentaire des contrats de ville en cours et prolonge l'application de l'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) jusqu'en 2023 (Article 68).*

*La loi de finances pour 2024 a acté que les logements à usage locatif dont la base d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés bâties établie au titre de l'année 2023 a été réduite de 30 % en application de l'abattement prévu à l'article 1388 bis du Code Général des Impôts bénéficient de ce même abattement pour les impositions établies au titre de l'année 2024.*

*Depuis 2016, les bailleurs bénéficient de l'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) pour les quartiers prioritaires. Cela s'est traduit par la signature d'une convention entre l'Etat, la Communauté d'Agglomération de Saintes, la ville de Saintes, et le bailleur présent au sein du quartier prioritaire (SEMIS). Cette convention a défini, un programme d'actions articulé autour de 8 axes d'interventions :*

- Le renforcement de la présence de personnel de proximité ;*
- La formation/soutien des personnels de proximité ;*
- Le sur-entretien ;*
- La gestion des déchets et encombrants/épaves ;*
- La tranquillité résidentielle ;*
- La concertation/sensibilisation des locataires ;*
- L'animation, lien social, vivre ensemble ;*
- Les petits travaux d'amélioration de la qualité de service (hors quartiers NPNRU).*

*Il est donc proposé au Conseil Communautaire de signer un avenant à la convention locale d'utilisation de l'abattement de la TFPB signé en date du 12 janvier 2016.*

#### **Après avoir entendu le rapporteur,**

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales*

*Vu le Code général des impôts et notamment son article 1388 bis relatif aux contrats de projets,*

*Vu la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine,*

*Vu le projet de loi de finances pour 2024 dont la première partie « Conditions générales de l'équilibre financier » est considérée comme adoptée par l'Assemblée nationale et notamment l'article 7 alinéa 186 qui proroge les dispositions de l'article 1388 bis du Code général des impôts pour l'année 2024,*

*Vu les statuts de « Saintes - Grandes Rives - L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6, I, 4°) relatif à la « Politique de la ville dans la Communauté », et plus particulièrement aux programmes d'actions définis dans le contrat de ville,*

*Vu la délibération n°2015-72 du Conseil Communautaire en date du 29 septembre 2015 portant autorisation de signer le Contrat de Ville,*

*Vu le contrat de Ville signé le 30 septembre 2015, et les priorités retenues dans ce dernier,*

*Vu la délibération n°2019-182 du Conseil Communautaire en date du 07 novembre 2019 portant autorisation de signer le protocole d'engagements renforcés et réciproques 2019-2022 du Contrat de Ville,*

*Vu la délibération n°2015-110 du Bureau Communautaire en date du 22 décembre 2015 autorisant la signature de la convention locale d'utilisation de l'abattement de la TFPB,*

*Vu la délibération n°2018-201 du Conseil Communautaire en date du 27 septembre 2018 autorisant la signature de l'avenant 1 de prolongation de la convention locale d'utilisation de l'abattement de la TFPB annexée au Contrat de Ville,*

*Vu la délibération n°2020-256 du Conseil Communautaire en date du 15 décembre 2020 autorisant la signature de l'avenant 2 de prolongation de la convention locale d'utilisation de l'abattement de la TFPB annexée au Contrat de Ville,*

*Vu la délibération n°2022-111 du Conseil Communautaire en date du 7 juin 2022 autorisant la signature de l'avenant 3 de prolongation de la convention locale d'utilisation de l'abattement de la TFPB annexée au Contrat de Ville,*

Considérant la convention locale d'utilisation de l'abattement de la TFPB signée en date du 12 janvier 2016, portant sur une durée de 3 ans, de 2016 à 2018.

Considérant l'avenant n°1 à la convention locale d'utilisation de l'abattement de la TFPB signé en date du 28 septembre 2018, portant sur une durée de 2 ans, de 2019 à 2020.

Considérant l'avenant n°2 à la convention locale d'utilisation de l'abattement de la TFPB signé en date du 21 décembre 2020, portant sur une durée de 2 ans, de 2021 à 2022.

Considérant l'avenant n°3 à la convention locale d'utilisation de l'abattement de la TFPB signé en date du 27 juin 2022, portant sur l'année 2023,

Considérant le projet d'avenant à la convention locale d'utilisation de l'abattement de la TFPB annexé à la présente délibération, qui prévoit la prolongation d'une année supplémentaire de la convention et le plan d'actions pour l'année 2024.

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'approuver** les termes du projet d'avenant n°4 de prolongation de la convention locale d'utilisation de l'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) ci-joint.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge de la Politique de la Ville, à signer l'avenant n°4 ci-joint.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 47 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

Monsieur le Président indique que les délibérations sur table ont trait à la situation vécue dans les communes impactées par la nouvelle crue. La précédente crue du mois de novembre avait également impacté les commerces et les entreprises locales, qui avaient perdu du chiffre d'affaires. L'exécutif a souhaité mettre en place une aide, pour laquelle l'aval de la Région était nécessaire. En effet, la compétence économique passe par la Région dans le cadre du SRDEII. Monsieur le Président remercie la DGS ainsi que les services ayant travaillé rapidement pour obtenir un avenant à la convention, permettant d'ouvrir cette possibilité d'aide exceptionnelle à la trésorerie des entreprises impactées par les inondations. Il sera voté en Conseil Régional en février, ce qui permettra ensuite de pouvoir mettre en application les délibérations.

Monsieur Michel ROUX demande si le nombre d'entreprises impactées par les inondations est connu.

Monsieur le Président répond que certaines ont commencé à se faire connaître, toutefois le nombre global n'est pas encore connu. Après les inondations de novembre, le chiffre d'affaires des commerces commençait à remonter avec la période de Noël. Certains reçoivent de nouveau un coup de massue, et des entreprises vont connaître des difficultés de trésorerie très importantes. L'estimation est difficile à réaliser.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE demande quelles seront les règles d'attribution auprès des entreprises, et s'il s'agira d'aides définitives ou de prêts-relais.

Monsieur le Président répond qu'il s'agira de subventions définitives. Ces subventions sont bien évidemment encadrées. L'aide correspond à 20% maximum du montant de la perte par rapport au mois précédent. Ces aides seront validées en commission avant d'être présentées. Un règlement clair et juste pour tous est nécessaire. En l'absence d'autres questions, le Président soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

**2023-285.Avenant n°4 à la convention entre la Région Nouvelle Aquitaine et la Communauté d'agglomération de Saintes relative à la mise en œuvre du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) et aux aides aux entreprises**

Le rapporteur rappelle que l'aide directe aux entreprises est de la compétence de l'échelon Régional.

*Cependant, par convention, la Région Nouvelle-Aquitaine a autorisé les intercommunalités à mettre en œuvre leur propre dispositif d'aide directe en complément du règlement d'intervention régional.*

*Le régime d'aide communautaire aux entreprises en vigueur a été adopté par l'assemblée communautaire le 12 avril 2018. La convention avec la Région a été signée le 09 juillet 2018 avec effet jusqu'au 01 juillet 2022. La convention a ensuite été prolongée par avenants jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2024.*

*Il est proposé au conseil communautaire d'approuver l'avenant n°4 joint à la présente délibération qui a pour objet d'autoriser la création d'un nouveau dispositif d'aide temporaire :*

- Une aide exceptionnelle la trésorerie des entreprises impactées par les inondations

*Cet avenant doit être soumis à la validation du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine.*

### **Après avoir entendu le rapporteur,**

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 1511-2, L. 4251-17, L. 5216-5,*

*Vu les statuts de « Saintes – Grandes Rives – L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6, I, 1°), relatif au développement économique,*

*Vu la délibération n°2016.3141 de la séance plénière du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine du 19 décembre 2016 adoptant le Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation,*

*Vu l'arrêté du Préfet de la région Nouvelle-Aquitaine du 27 décembre 2016 portant approbation du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation, de la région Nouvelle-Aquitaine,*

*Vu la délibération n°2018.86.CP de la Commission Permanente du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine en date du 5 février 2018 portant mise en œuvre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) et application du règlement d'intervention économique régional – Conventions Economiques avec les Collectivités Territoriales,*

*Vu la délibération n°2018-88 du Conseil Communautaire en date du 12 avril 2018 relative à la convention avec la Région Nouvelle Aquitaine portant adoption du régime communautaire d'aides aux entreprises,*

*Vu la délibération n°2020.2302 de la séance plénière du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine du 17 décembre 2020 adoptant le règlement d'intervention des aides régionales aux entreprises, modifiée par la délibération de la séance plénière du Conseil régional n°2021.535 du 29 mars 2021,*

*Vu la délibération n°CC\_2021\_110 du Conseil communautaire en date du 08 juin 2021 approuvant les termes de l'avenant n°1 à la convention entre la Région Nouvelle-Aquitaine et la Communauté d'agglomération de Saintes relative à la mise en œuvre du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) et aux aides aux entreprises,*

*Vu la délibération n°CC\_2022\_79 du Conseil Communautaire en date du 7 juin 2022 approuvant l'avenant n°2 à la mise en œuvre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SREDII) pour les aides aux entreprises,*

*Vu la délibération n° 2023.1212.CP de la Commission permanente du Conseil Régional en date du 3 juillet 2023 approuvant la prolongation des conventions SRDEII par la signature d'un avenant n°3 jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2024,*

*Vu la délibération n°CC\_2023\_152 du Conseil Communautaire en date du 27 septembre 2023 approuvant l'avenant n°3 à la convention de mise en oeuvre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SREDII) pour les aides aux entreprises prolongeant la durée de la convention jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2024,*

*Vu la Convention SRDEII signée entre les parties le 09 juillet 2018, son avenant n°1 signé le 19 juillet 2021, son avenant n°2 signé respectivement les 22 et 30 juin 2022 et son avenant n°3 signé le 3 novembre 2023,*

Considérant le rapport présenté ci-avant,

Considérant la volonté de la Communauté d'Agglomération Saintes -Grandes Rives - L'Agglo de mettre en place un nouveau dispositif d'aide temporaire destiné à soutenir les entreprises impactées par les inondations,

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

**- d'approuver** les termes de l'avenant n°4 ci-joint à la convention entre la Région Nouvelle-Aquitaine et la Communauté d'agglomération de Saintes relative à la mise en œuvre du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) et aux aides aux entreprises,

**- de soumettre** cet avenant à l'accord et à la signature de la Région Nouvelle-Aquitaine.

**- d'autoriser** Monsieur le Président à signer ledit avenant.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 47 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

**2023-286. Création d'un fonds d'aide exceptionnel à la trésorerie des entreprises et approbation du règlement d'attribution**

Monsieur le Président présente la délibération. Pour pouvoir bénéficier de l'aide, il est nécessaire de constater un impact réel.

\*\*\*\*\*

La Communauté d'Agglomération Saintes - Grandes Rives - L'Agglo souhaite mettre en place un dispositif d'aide exceptionnel aux entreprises pour faire face aux incidences des inondations consécutives aux intempéries subies sur l'hiver 2023-2024.

Il est ainsi proposé au Conseil Communautaire de créer un fonds d'aide exceptionnel à la trésorerie des entreprises impactées par les inondations d'un montant de 100 000 € dont le règlement d'attribution est joint à la présente délibération.

Cette aide exceptionnelle prendrait la forme d'une contribution aux charges fixes des entreprises.

La forme de l'aide proposée est une subvention dont le montant maximum est égal à 50% des charges fixes acquittées sur une période de référence d'un mois.

Le montant maximum de l'aide sur la période de décembre 2023 à mars 2024 est plafonné à 15 000€ maximum.

Les activités ciblées sont les établissements impactés par les inondations sur la période hivernale décembre 2023 à mars 2024.

La mise en place de ce dispositif est soumis à l'autorisation de la Région Nouvelle-Aquitaine au titre de sa compétences sur les aides directes aux entreprises dont la commission permanente du Conseil Régional sera amenée à se prononcer le 12 février 2024 et qui se traduira par la signature de l'avenant n°4 à la convention de mise en œuvre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SREDII) pour les aides aux entreprises.

**Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 1511-2, L. 4251-17, L. 5216-5,

Vu les statuts de « Saintes - Grandes Rives - L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment l'article 6, I, 1°), relatif au développement économique,

*Vu la délibération n°2016.3141 de la séance plénière du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine du 19 décembre 2016 adoptant le Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation,*

*Vu l'arrêté du Préfet de la région Nouvelle-Aquitaine du 27 décembre 2016 portant approbation du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation, de la région Nouvelle-Aquitaine,*

*Vu la délibération n°2018.86.CP de la Commission Permanente du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine en date du 5 février 2018 portant mise en œuvre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) et application du règlement d'intervention économique régional - Conventions Economiques avec les Collectivités Territoriales,*

*Vu la délibération n°2018-88 du Conseil Communautaire en date du 12 avril 2018 relative à la convention avec la Région Nouvelle Aquitaine portant adoption du régime communautaire d'aides aux entreprises,*

*Vu la délibération n°2020.2302 de la séance plénière du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine du 17 décembre 2020 adoptant le règlement d'intervention des aides régionales aux entreprises, modifiée par la délibération de la séance plénière du Conseil régional n°2021.535 du 29 mars 2021,*

*Vu la délibération n°CC\_2021\_110 du Conseil communautaire en date du 08 juin 2021 approuvant les termes de l'avenant n°1 à la convention entre la Région Nouvelle-Aquitaine et la Communauté d'agglomération de Saintes relative à la mise en œuvre du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) et aux aides aux entreprises,*

*Vu la délibération n°CC\_2022\_79 du Conseil Communautaire en date du 7 juin 2022 approuvant l'avenant n°2 à la mise en œuvre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) pour les aides aux entreprises,*

*Vu la délibération n° 2023.1212.CP de la Commission permanente du Conseil Régional en date du 3 juillet 2023 approuvant la prolongation des conventions SRDEII par la signature d'un avenant n°3 jusqu'au 1er juillet 2024,*

*Vu la délibération n°CC\_2023\_152 du Conseil Communautaire en date du 27 septembre 2023 approuvant l'avenant n°3 à la convention de mise en œuvre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) pour les aides aux entreprises prolongeant la durée de la convention jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2024,*

*Vu la délibération n°CC\_2023\_285 du Conseil Communautaire en date du 15 décembre 2023 approuvant l'avenant n°4 à la convention de mise en œuvre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) pour les aides aux entreprises,*

*Vu la Convention SRDEII signée entre les parties le 09 juillet 2018, son avenant n°1 signé le 19 juillet 2021, son avenant n°2 signé respectivement les 22 et 30 juin 2022 et son avenant n°3 signé le 3 novembre 2023,*

*Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au chapitre 67 sur l'exercice 2023 et au chapitre 65 pour l'exercice 2024,*

*Considérant le rapport présenté ci-avant,*

*Considérant la situation des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières engendrées par les inondations,*

*Considérant la volonté de la Communauté d'agglomération de Saintes de soutenir son tissu économique,*

*Considérant que la Région Nouvelle Aquitaine en tant que collectivité compétente doit autoriser la création de ce dispositif exceptionnel pour qu'il puisse entrer en vigueur,*

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

**- de créer** un fonds d'aide exceptionnel à la trésorerie des entreprises impactées par les inondations d'un montant de 100 000 €, sous réserve de l'obtention de l'autorisation de la Région Nouvelle Aquitaine et de la signature de l'avenant n°4 à la convention de mise en œuvre du Schéma Régional de Développement

Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SREDII) pour les aides aux entreprises.

**- d'approuver** le règlement d'attribution joint en annexe de la présente délibération.

**- de déléguer** l'attribution des subventions dans le cadre de ce dispositif au Président de la Communauté d'Agglomération et d'autoriser ce dernier à signer dans ce cadre tout document permettant la mise en œuvre de ce dispositif.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 49 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

### **2023-287. Soutien aux communes impactées par les inondations**

Monsieur le Président réitère ses remerciements auprès du service restauration de l'Agglomération, qui assure les repas des personnes qui travaillent au quotidien sur les inondations.

Cette délibération permet le soutien aux communes impactées par les inondations. En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

Le rapporteur rappelle que des communes de l'Agglomération ont subi des inondations suite à la crue de novembre. Celles-ci se trouvent de nouveau impactées ainsi que d'autres communes suite aux fortes précipitations des derniers jours, les crues actuelles étant cette fois plus rapides et plus fortes intervenant sur des sols détrempés.

Face à cette situation de crise, l'Agglomération souhaite se mobiliser aux côtés des communes impactées qui doivent faire face à nombreuses actions en cette période.

Il est ainsi proposé que le service restauration scolaire de l'Agglomération, aidé en fonction des besoins d'autres agents de la CDA, puisse servir, à la salle de la Récluse, aux bénévoles des communes impactées du territoire le midi, ainsi qu'en fonction des besoins le soir, en semaine et week-end, des repas confectionnés au sein des restaurants scolaires/cuisines centrales de la CDA via le surplus de denrées entre autres.

En fonction des besoins des communes impactées, tout en veillant à garantir la continuité des services publics de la CDA, il est également proposé que les agents volontaires de l'Agglomération puissent être mobilisés auprès de ces communes.

### **Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de « Saintes - Grandes Rives - L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2023, et notamment les articles 6, I, 5°), relatif à la gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L.211-7 du Code de l'environnement, 6 I 10°) relatif à la gestion des eaux pluviales urbaines, au sens de l'article L.2226-1 du CGCT et 6 III 2°) relatif à la compétence éducation, enfance jeunesse,

Considérant le rapport présenté ci-avant,

Considérant que l'Agglomération souhaite se mobiliser aux côtés des communes impactées par les inondations,

### **Il est proposé au Conseil Communautaire :**

**- d'autoriser** le service restauration scolaire de l'Agglomération, aidé en fonction des besoins d'autres agents de la CDA, à servir, à la salle de la Récluse, aux bénévoles des communes impactées du territoire le midi, ainsi qu'en fonction des besoins le soir, en semaine et week-end, des repas confectionnés au sein des restaurants scolaires/cuisines centrales de la CDA via le surplus de denrées entre autres.

- **d'autoriser**, en fonction des besoins des communes impactées par les inondations, tout en veillant à garantir la continuité des services publics de la CDA, à mobiliser également les agents volontaires de l'Agglomération auprès desdites communes.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge notamment de l'Education (1<sup>er</sup> Vice-Président) à signer tout document dans le cadre de la mise en œuvre de la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 49 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

### **QUESTIONS DIVERSES**

Monsieur le Président s'enquiert de savoir si ce format de Conseil Communautaire convient aux membres, dans la mesure où les conférences des maires et les commissions se tiennent au préalable, et où les membres reçoivent les délibérations en amont.

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS déclare que la commune de Bussac sur Charente se réjouit d'avoir accueilli ce Conseil. Au vu de l'état de la Charente, et la salle ayant par ailleurs été installée pour le Conseil, elle continuera à accueillir les différentes réunions durant la semaine à venir. En ce qui concerne l'atelier PLUI, l'atelier PADD sera ouvert à deux élus par commune à la suite des remarques qui sont remontées concernant la représentativité.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE observe que lorsqu'il a présenté le projet de déchetterie, Monsieur GRELLIER a fait connaître les premiers membres du jury de concours, qui sont uniquement des hommes. Elle suggère d'y ajouter quelques femmes.

Monsieur le Président va y prendre garde.

Madame Éliane TRAIN souligne qu'elle fait partie de la CAO aux côtés d'Amanda LESPINASSE.

Monsieur le Président clôt la séance à 18h30.

Le Secrétaire,